

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**EVALUATION DU PROCESSUS D'ADHESION DES PAYS DES
BALKANS OCCIDENTAUX A L'UNION EUROPEENNE: ETUDE DE
CAS DU MONTENEGRO ET DE LA SERBIE**

THESE DE MASTER DE RECHERCHE

Amina DEDEIĆ

Directeur de Recherche: Doç. Dr. Menent SAVAŞ CAZALA

JUIN 2019

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**EVALUATION DU PROCESSUS D'ADHESION DES PAYS DES
BALKANS OCCIDENTAUX A L'UNION EUROPEENNE: ETUDE DE
CAS DU MONTENEGRO ET DE LA SERBIE**

THESE DE MASTER DE RECHERCHE

Amina DEDEIĆ

Directeur de Recherche: Doç. Dr. Menent SAVAŞ CAZALA

JUIN 2019

À mon père Fehrat Dedeić
(1952-2018)



REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je tenais à remercier ma directrice de mémoire, Mme. Doç. Dr. Menent Savaş Cazala pour son immense contribution à ce travail. Je la remercie de m'avoir orienté, aidé et conseillé durant mes recherches.

J'adresse mes sincères remerciements à tous les professeurs et toutes les personnes qui par leurs conseils et leurs critiques ont guidé mes réflexions et m'ont aidé à développer l'esprit critique et curiosité académique.

Mes remerciements vont aussi à mon mari Alexandre Lecomte, ma mère Bela, et toute ma famille et mes amis pour son soutien quotidien à l'égard de mes travaux comme de la vie en général.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	I
TABLE DES MATIERES.....	II
LISTE DES ABBREVIATIONS	IV
LISTE DES ILLUSTRATIONS	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VI
RESUME.....	VII
ABSTRACT.....	VII
ÖZET.....	IX
RESUME.....	X
INTRODUCTION.....	1
I: BALKANS OCCIDENTAUX : QUELLES INITIATIVES PRISES ET QUELLES PERSPECTIVES D'ADHESION A L'EU	9
1.1. Les faits historiques de la création de la politique d'élargissements : de Roma à 1890.....	9
1.2. Une nouvelle approche dans la politique d'élargissement de l'UE.....	17
II: ETAT ACTUEL DE L'AVANCEMENT DU MONTENEGRO ET LA SERBIE DANS PROCESSUS D'ADHESION A L'UE : QUEL BILAN ET QUELS DEFIS RESTANTS DANS LEUR TRANSITION POLITIQUE.....	31
2.1. Évaluation des progrès accomplis par le Monténégro en répondant aux critères politiques pour l'adhésion.....	32
2.2. Analyse d'avancement de la Serbie du point de vue des critères politiques pour l'adhésion	54
III. CONVERGENCE DU MONTENEGRO ET LA SERBIE VERS L'UE : QUELS AVANCEMENTS ET QUELS ENJEUX DANS LEUR TRANSITION ECONOMIQUE.....	82
3.1. Transition du système économique du Monténégro et de la Serbie : le passage du système socialiste au système capitaliste	83
3.2. Analyse du progrès accompli par le Monténégro en répondant aux critères économique	91
3.3. Évaluation des progrès effectués par la Serbie dans l'accomplissement des critères économiques pour l'adhésion.....	107

CONCLUSTION.....	126
ANNEXE	132
BIBLIOGRAPHIE.....	138



LISTE DES ABBREVIATIONS

ASA	: Accord de stabilisation et d'association
ALECE	: Accord de libre-échange centre européen
ACA	: Agence anti-corruption
ARYM	: Ancienne république yougoslave de Macédoine
BERD	: Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BIDDH	: Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme
CAEM	: Conseil d'assistance économique mutuelle
CEE	: Communauté économique européenne
CPI	: Indice de perception de la corruption (Corruption Perceptions Index)
CCR	: Conseil de coopération régionale
DPS	: Parti démocratique socialiste (Demokratska Partija Socijalista)
DOS	: Opposition démocratique de la Serbie (Demokratske opozicije Srbije)
DS	: Parti démocrate (Demokratska Stranka)
DF	: Parti du front démocrate
GAFI	: Groupe d'action financière
FMI	: Fonds monétaire international
IDE	: Investissements directs étrangers
IPA	: Instrument d'aide de Pré-Adhésion
OSCE	: Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OCDE	: Organisation de coopération et de développement économiques
OTAN	: Organisation du traité de l'Atlantique nord
PSA	: Processus de stabilisation et d'association
PME	: Petites et moyennes entreprises
PIB	: Produit intérieur brut
SD	: Sociaux-démocrates (Socijaldemokrate)
SNS	: Parti progressiste serbe (Srpska Napredna Stranka)
SDP	: Parti Social-Démocrate (Socijaldemokratska partija)
TUE	: Traité sur l'Union Européenne
UE	: Union européenne
UEM	: Union économique et monétaire
URA	: Action de Réforme Unie (Ujedinjena Reformska Akcija)
UNDP	: Programme des Nations Unies pour le Développement

LISTE DES ILLUSTRATIONS

- Illustration 1. Pays candidats et candidats potentiels des Balkans occidentaux
- Illustration 2. État actuel des chapitres de négociation ouverts et fermés (mai 2019)
- Illustration 3. Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement de l'administration publique monténégrine
- Illustration 4. Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement des réformes du système judiciaire en Monténégro
- Illustration 5. Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement dans la lutte contre la corruption et le crime organisé au Monténégro
- Illustration 6. Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement de la liberté d'expression au Monténégro
- Illustration 7. Comparaison entre 2016 et 2017 du progrès global de la Serbie dans tous les domaines
- Illustration 8. Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement de l'administration publique en Serbie
- Illustration 9. Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement des réformes du système judiciaire en Serbie
- Illustration 10. Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement dans la lutte contre la corruption et le crime organisé en Serbie
- Illustration 11. Croissance du PIB du Monténégro (en US \$)
- Illustration 12. Principaux partenaires commerciaux du Monténégro en 2017
- Illustration 13. Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion en terme d'économie de marché viable ainsi que le niveau d'avancement
- Illustration 14. Comparaison du PIB par habitant (€) et de la croissance annuelle (%) entre le Monténégro et l'UE-28 (jusqu'en 2017)
- Illustration 15. Finances publiques au Monténégro et dans l'UE-28 entre 2011 et 2016
- Illustration 16. Taux de chômage et la participation des femmes dans le marché du travail
- Illustration 17. Afflux d'IDE (avec un accent particulier sur l'IDE de l'UE)
- Illustration 18. Croissance PIB de la Serbie (en US \$) qu'il soit un total de 41 432 milliards \$ en 2017
- Illustration 19. Commerce entre la Serbie et l'UE
- Illustration 20. Principaux partenaires commerciaux de la Serbie en 2017
- Illustration 21. Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion en terme d'économie de marché viable ainsi que le niveau d'avancement

- Illustration 22. Comparaison du PIB par habitant (€) et de la croissance annuelle (%) entre la Serbie et l'UE-28
- Illustration 23. Finances publiques de la Serbie en comparaison avec l'UE-28 entre 2011 et 2016
- Illustration 24. Taux de chômage et la participation des femmes dans le marché du travail
- Illustration 25. Taux d'inflation et le taux de change
- Illustration 26. Afflux d'IDE en Serbie entre 2000 et 2011
- Illustration 27. Déclin de la population en Serbie (7.022.268 en 2017)

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1. Principaux indicateurs macroéconomiques de l'économie monténégrine
- Tableau 2. Principaux indicateurs macroéconomiques de l'économie serbe

RESUME

Ce mémoire de recherche consiste en l'analyse de la perspective d'élargissement de l'Union Européenne (UE) vers les pays des Balkans occidentaux. Les Balkans occidentaux sont une région qui compte sept pays et le sujet de notre analyse sera le Monténégro et la Serbie, les deux pays candidats les plus avancés dans les négociations d'adhésion avec l'UE. Ce travail tente de faire une évaluation des progrès accomplis par ces deux pays pour répondre aux critères d'adhésion à l'UE et essaie d'identifier les défis restants auxquels ils devront se confronter s'ils veulent atteindre la date cible d'adhésion fixée à 2025. Cette étude tente également d'expliquer pourquoi il est important de poursuivre le processus d'élargissement, même dans des conditions de crise au sein de l'UE, tout en soulignant son importance pour la stabilité, la sécurité et la prospérité pour l'ensemble du continent européen.

Mots-clés: Balkans occidentaux, la politique d'élargissement de l'UE, les pays candidats, les négociations d'adhésion, les critères de Copenhague

ABSTRACT

The purpose of this study is to present the prospects of EU enlargement towards the Western Balkans countries. The Western Balkans is a region of seven countries, but the subject of our analysis will be Montenegro and Serbia, the two most advanced candidate countries in the accession negotiations with the EU. This study attempts to provide an assessment of the progress made by those countries in meeting the accession criteria and to identify the remaining challenges that should be overcome if these countries are willing to join the EU by 2025, a newly set target date for accession. It also tries to explain why it is important to continue with the enlargement process, even under crisis conditions within the EU, by emphasizing its importance for stability, security, and prosperity on the entire European continent.

Keywords: Western Balkans, EU enlargement policy, Candidate countries, Accession negotiations, Copenhagen Criteria

ÖZET

Bu çalışmanın amacı Avrupa Birliği'nin Batı Balkan ülkelerine yönelik genişleme geleceğini sunmaktır. Batı Balkanlar olarak tanımlanan bölge toplamda yedi ülkeden oluşmaktadır. Fakat analizimizin konusu AB'ye katılım müzakerelerinde en gelişmiş iki aday ülke olan Karadağ ve Sırbistan olacaktır. Bu çalışma bu iki ülkenin bugüne kadar AB'ye katılım kriterlerini yerine getirme hususundaki ilerlemelerine yönelik bir değerlendirme sağlamakta ve aynı zamanda bu ülkeler 2025 yılına kadar AB'ye katılmak istiyorsa üstesinde gelmek zorunda oldukları zorlukların ne olduğunu da tanımlamaktadır. Bu çalışma genişleme sürecinin Avrupa kıtasına sağladığı istikrar güven ve refah unsurlarının önemini vurgulayarak AB'inin içinde bulunduğu kriz koşullarında dahi genişleme politikasına devam etmesinin neden önemli olduğunu açıklamaktadır.

Anahtar Kelimeler: Batı Balkanlar, AB genişleme politikası, Aday ülkeler, Katılım müzakereleri, Kopenhag kriterleri

RESUME

Depuis 2000, quand l'UE a présenté pour la première fois la perspective d'adhésion pour la région des Balkans occidentaux, le Monténégro et la Serbie ont traversé une période complexe de transition politique et économique. La perspective de l'adhésion à l'UE s'est révélée être un mécanisme essentiel pour faire avancer la démocratisation de ces pays et a stimulé une reprise économique et les nombreuses réformes institutionnelles. Aujourd'hui, ces pays sont les pays candidats avec lesquels l'UE poursuit les pourparlers d'adhésion et pour la première fois une date cible pour l'adhésion a été fixée à 2025.

Le but principal de ce mémoire de recherche est d'évaluer les progrès réalisés par ces pays pour répondre aux critères d'adhésion et d'identifier les défis restant à résoudre s'ils veulent devenir les états membres de l'UE d'ici 2025. L'analyse a été faite suivant les critères d'adhésion (les critères de Copenhague) qui exigent aux pays candidats d'assurer l'existence des institutions garantissant la démocratie, l'état droit, les droits fondamentaux et la liberté d'expression, l'harmonisation des législations avec *l'acquis communautaire* ainsi que l'existence d'une économie de marché viable et la capacité de faire face à la pression concurrentielle à l'intérieur de l'Union. La méthodologie de recherche est comparative, et s'est basé sur une revue de la littérature académique, les données des derniers rapports de progrès de la Commission Européenne, les publications des institutions internationales éminentes et le secteur civil, ainsi que des articles de nombreux médias locaux.

La principale constatation de ce mémoire de recherche est que le Monténégro et la Serbie ne sont pas en ce moment des démocraties pleinement consolidées parce que l'application de l'état de droit reste toujours problématique. Le système judiciaire dans les deux pays ainsi que les institutions de l'administration publique (y compris la police et les médias) sont encore sous une forte influence politique par les élites dirigeantes, ce qui met en péril leur indépendance et la pleine application de la justice. Le rôle des parlements, en consolidation de la démocratie, est perturbé par la manque de dialogue entre les partis politiques et cela ralentit la mise en œuvre des réformes requises pour l'avancement du processus d'adhésion.

Lorsque nous avons analysé la situation économique, nous avons constaté que le Monténégro et la Serbie ont connu un fort développement économique depuis le début du processus de démocratisation et d'ouverture de la perspective d'adhésion à l'UE. Malgré les difficultés liées au niveau élevé d'endettement et aux déséquilibres extérieurs importants, la stabilité macroéconomique est actuellement atteinte dans les deux pays, mais sa durabilité à long terme reste discutable. Les faiblesses structurelles qui se reflètent dans la faible productivité de ces économies et l'incapacité de créer des taux de croissance suffisamment élevés pour rattraper le niveau de développement dans l'UE sont les principaux problèmes économiques de ce pays.

Pour devenir un État membre de l'UE, le Monténégro et la Serbie doivent donc encore relever des défis importants en mettant en œuvre des réformes rapides et efficaces dans des domaines clés tels que l'état de droit, la lutte contre la corruption, le crime organisé et la liberté d'expression.

INTRODUCTION

Le motif principal de l'intégration européenne, après la Seconde Guerre Mondiale, a été l'instauration de la paix et de la prospérité sur le continent européen par la voie de la coopération pour limiter toute possibilité de conflits entre les nations européennes. L'idée des fondateurs de l'UE était que l'intégration économique, puis politique et sociale, puissent réduire la possibilité des conflits armés et des instabilités politiques.¹ Aujourd'hui, l'UE est un partenariat unique au sein duquel les États membres ont mis en commun la souveraineté dans certains domaines de la politique et harmonisé des lois sur un large éventail de questions économiques, politiques et sociales. L'UE est actuellement composée de 28 États membres (avant la sortie officielle du Royaume-Uni).² Les membres de l'UE partagent une union douanière, un marché unique dans lequel les biens, les personnes, les capitaux et les services circulent librement, une politique commerciale commune ainsi qu'une politique agricole commune et une monnaie unique (l'Euro) qui est utilisée par dix-neuf États membres au sein d'une zone appelée "zone euro". Vingt-deux États membres de l'UE participent à l'espace Schengen de libre circulation dans lequel les individus peuvent voyager sans contrôle de passeport.³ En outre, l'UE a pris des mesures pour développer la politique étrangère et de sécurité commune qui a été introduit par le traité de Maastricht en novembre 1993.⁴ Elle a également développé la politique d'élargissement qui est appliquée en ce moment vers les pays des Balkans occidentaux.⁵

Après l'important mouvement d'élargissement que l'UE a exécuté ces dernières années en direction de l'Europe Centrale et du Sud-Est (avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007, puis de la Croatie en 2013), les Balkans occidentaux apparaissent désormais aux portes

¹ Gligorov V., "*Deepening and widening the Europe*", Pescanik, 15 mars 2012, <http://pescanik.net/deepening-and-widening-the-europe/> (Consulté le 1 décembre 2018)

² Par referendum, en juin 2016, le Royaume-Uni a décidé de sortir de l'UE quand une majorité de 52% des électeurs britanniques étaient en faveur pour sortir de l'UE. Le 29 mars 2017, le gouvernement britannique a invoqué l'article 50 du Traité sur l'Union européenne qui prévoyait la sortie de pays de l'UE dans deux ans, c'est-à-dire, le pays a dû officiellement sortir de l'UE le 29 mars 2019 à 12:00 heures. Néanmoins, comme les deux parties n'ont pas pu se mettre d'accord sur les termes de retrait, le Royaume-Uni restera encore dans l'UE pendant la période nécessaire pour que sa sortie soit organisée et devienne effective.

³ The European Union, "*The EU in brief*", https://europa.eu/european-union/about-eu/eu-in-brief_en (Consulté le 1 décembre 2018)

⁴ The European Union, "*European foreign and security policy*", https://europa.eu/european-union/topics/foreign-security-policy_en (Consulté le 1 décembre 2018)

⁵ The European Union, "*EU enlargement*", https://ec.europa.eu/info/policies/eu-enlargement_en#objectives (Consulté le 1 décembre 2018)

de l'UE. Avant d'entrer de manière approfondie dans notre sujet, il nous faut préciser que les Balkans occidentaux comptent aujourd'hui l'Albanie et les pays d'Ex-Yougoslavie, c'est-à-dire: le Monténégro, la Serbie, la Macédoine du Nord (jusqu'à récemment l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine), la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo*⁶ (sans la Slovénie et la Croatie).⁷ D'ailleurs, l'objet de notre analyse ne concernera que le Monténégro et la Serbie car ces deux pays candidats sont les plus avancés dans les négociations d'adhésion avec l'UE.

Il y a beaucoup de facteurs qui expliquent pourquoi la région des Balkans occidentaux ait été ignorée dans le processus d'intégration européenne jusqu'à l'an 2000, notamment pour des raisons d'instabilité politique et sociale, de conflits à répétition et d'une faible ouverture économique de cette région. Compte tenu que cette région a un bas niveau de développement, les pays des Balkans sont, depuis le début de la transition post-socialiste, qualifiés de «retardataires».⁸ En raison d'une situation géographique extrêmement favorable qui découle du fait que les pays balkaniques se situent à la croisée des trois continents: l'Europe, l'Asie et l'Afrique, c'est pour cette raison que la position géographique de ces pays attire la concurrence des grandes puissances en termes d'influences et de dominations économiques et politiques.⁹ En ce qui concerne l'histoire de cette région, l'auteur Michel Gaspard a dit que « *la région des Balkans occidentaux a été le champ d'affrontements entre les puissances mondiales à travers l'histoire. Pendant des siècles, cette région a été le théâtre d'oppositions entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe, puis entre les puissances chrétiennes et musulmanes, ainsi qu'entre l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman. Les entités étatiques se sont difficilement constituées au XIXème et XXème siècle mais les difficultés particulières des pays des Balkans se lisent dans la composition ethnique et religieuse des populations. Le clivage entre Slaves et non Slaves a été toujours un facteur de tension, qui a perduré jusqu'à la création de la Yougoslavie de Tito puis de Slobodan Milosevic* ».¹⁰

⁶ Kosovo* - cette désignation est sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur la déclaration d'indépendance unilatérale du Kosovo*.

⁷ Daily Sabah, "The Balkans: neither the backyard of EU nor the playground of any country", 24 octobre 2018, Blog No:2018/64, <https://www.dailysabah.com/op-ed/2018/10/25/the-balkans-neither-the-backyard-of-the-eu-nor-the-playground-of-any-country> (Consulté le 1 décembre 2018)

⁸ Uvalić, M., "Zasto Zapadni Balkan kasni za Centralnom i Istočnom Evropom?", Università degli Studi di Perugia, 2011 https://www.researchgate.net/publication/314875622_Zasto_Zapadni_Balkan_kasni_za_Centralnom_i_Istocnom_Evropom_in_Serbian_Why_are_the_Western_Balkans_lagging_behind_Central_and_Eastern_Europe

⁹ Simurdic, M., "Zapadni Balkan između geografije i geopolitike", Spoljnopoliticke sveske, Fondacija Friderih Ebert, Beograd, 2016, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/belgrad/12678.pdf>

¹⁰ Gaspard M., « Les élargissements de l'Union dans les Balkans occidentaux: état des lieux et perspectives » Politique étrangère. 2007. p.431.

La désintégration de la Yougoslavie en 1991 a été suivie par les guerres de Slovénie (du 27 juin 1991 au 7 juillet 1991), de Croatie (du 31 mars 1991 au 12 novembre 1995), de Bosnie-Herzégovine (du 6 avril 1992 au 14 décembre 1995) et du Kosovo* (du 5 mars 1998 au 11 juin 1999). Après l'intervention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) contre la Serbie-et-Monténégro, en particulier après l'an 2000, les pays des Balkans ont en quelque sorte épuisée la rhétorique nationaliste et ont déclaré chacun que leur objectif stratégique est l'adhésion à l'UE.¹¹ Depuis la conclusion des accords de Dayton en 1995, l'UE a consacré un grand intérêt à la stabilisation de cette région. Les mesures prises par l'UE pour stabiliser et préparer cette région à l'adhésion représentent un aspect particulier de la politique de l'élargissement.¹²

La perspective d'adhésion des pays des Balkans occidentaux s'ouvra à partir du Conseil Européen de Santa Maria da Feira au Portugal en 2000 et fut confirmée par le sommet de l'UE-Balkans occidentaux de Thessalonique en Grèce en 2003.¹³ Prenant en compte l'instabilité politique et aussi économique de la région, un soutien extérieur fort, mené par l'UE, a été considéré comme nécessaire. Par conséquent, les relations officielles entre les pays balkaniques et l'UE ont été établies en 2000 par le Processus de Stabilisation et d'Association (PSA), qui s'est basé sur un accord spécial nommé l'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA), et qui a été conclu consécutivement sur une période de quinze ans: le premier avec la Macédoine du Nord en 2001 et le dernier avec le Kosovo* en 2016.¹⁴

Par conséquent, ces pays ont parcouru un long chemin depuis la fin des années 1990 en termes d'harmonisation avec les normes et les valeurs de l'Union européennes en répondant à un certain nombre d'exigences nécessaires, alors que la perspective de l'adhésion à l'UE s'est révélée être

¹¹ Pasic, L., "Democracy, 25 years after Yugoslavia", Open Democracy, avril 2016, <https://www.opendemocracy.net/en/can-europe-make-it/democracy-25-years-after-yugoslavia/>

¹² Miscevic T., « *Savremeni izazovi politike proširenja Evropske unije na Zapadni Balkan* », Fakultet političkih nauka, Univerzitet u Beogradu, 2016, pp.133-141

¹³ Eurosorbonne - Le journal de l'association de l'Institut d'études européennes de la Sorbonne Nouvelle « *L'élargissement européen dans les Balkans occidentaux* », 2 mars 2016, <http://www.eurosorbonne.eu/?p=117> (Consulté le 1 décembre 2018)

¹⁴ Europa.ba, "Proces stabilizacije i pridruživanja", http://europa.ba/?page_id=493 (Consulté le 2 décembre 2018)

un mécanisme essentiel pour faire avancer les réformes structurelles.¹⁵ Contrairement aux pays d'Europe centrale et orientale qui ont suivi un modèle d'intégration qui fut beaucoup plus simple et rapide,¹⁶ les pays balkaniques ont donc dû traverser un chemin différent, de manière significative, en commençant tout d'abord par la stabilisation de la région puis par leur rapprochement à travers la coopération régionale, et enfin pour finir par devenir membre de l'UE dans le futur.¹⁷

A l'heure actuelle, ces pays sont aux différents stades du processus d'intégration car ils évoluent à des vitesses différentes déterminées par des problèmes internes ralentissant les réformes et le manque de volonté politiques pour trouver des solutions concrètes et durables. La deuxième raison de cela est que la politique d'élargissement est devenue beaucoup plus complexe et exigeante suite aux difficultés qui ont émergées après l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007. Ces deux pays ont donc rejoint l'UE avant de terminer leur transition politique et économique, ce qui entraîne des problèmes comme la corruption et l'incapacité de leurs institutions à appliquer et à mettre en œuvre de manière adéquate des normes et standards européens.¹⁸ Pour cette raison, l'accent est désormais mis sur la mise en œuvre des politiques et des procédures plutôt que sur la simple adoption de normes et de standards juridiques ainsi qu'institutionnels. La troisième raison importante est le fait que l'UE a été confrontée à un certain nombre de problèmes internes et externes au cours de la dernière décennie tel que la crise économique et financière mondiale de 2008, la migration, le terrorisme, l'extrémisme et le radicalisme sur le sol européen, la montée du parti populiste anti-européen ainsi que la décision du Royaume-Uni de quitter l'UE.¹⁹ Les élections au Parlement Européen de mai 2019 vont certainement affecter la dynamique politique au sein de l'Union, y compris la politique d'élargissement envers les Balkans Occidentaux en raison de la montée des partis populistes

¹⁵ Pejović. A.A., "Brisel: Evropska perspektiva Zapadnog Balkana- primjer Crne Gore kao prve zemlje Novog pristupa Evropske unije", Ministarstvo vanjskih poslova, février 2014, <http://www.gov.me/pretraga/135773/Brisel-Evropska-perspektiva-Zapadnog-Balkana-primjer-Crne-Gore-kao-prve-zemlje-Novog-pristupa-Evropske-unije.html>

¹⁶ Selon Milica Uvalić, la politique d'élargissement de l'UE à l'égard des pays des Balkans occidentaux était assez différente de la politique d'élargissement appliquée aux pays de l'Europe centrale et orientale. Pour ces pays, il suffisait de déclarer qu'ils avaient l'intention de faire la transition vers la démocratie multipartite et l'économie de marché pour pouvoir bénéficier d'une assistance financière et avoir accès au marché de l'UE. Ils ont eu besoin de deux à trois ans de négociations pour devenir membre à part entière. (Uvalić.M., "Zasto Zapadni Balkan kasni za Centralnom i Istočnom Evropom?")

¹⁷ Pejovic A.A., « *Varijabilna realnost Zapadnog Balkana u kontekstu evropske integracije* », Pravni fakultet, Univerzitet u Beogradu, 2017, pp. 3-23

¹⁸ Andreev,S., "The Post-Accession Crisis in Bulgaria and Romania. Lessons Learned and Perceived Effects upon Future EU Enlargements", University of Kent, Brussels, 2009

¹⁹ Archick, K., "The European Union Ongoing Challenges and Future Prospects", Congressional Research Service, décembre 2018, <https://fas.org/sgp/crs/row/R44249.pdf>

d'extrême-droite qui s'opposent au nouvel élargissement de l'Union.²⁰ Plus que tout, l'Union est confrontée à la peur de la désintégration et à la nécessité de procéder aux changements internes substantiels qui empêcheront sa fragmentation. Les problèmes qui menacent de désintégrer l'Union sont la montée de l'euroscepticisme et des partis populistes d'extrême-droite dans les États membres, un faible niveau de la croissance économique et l'inefficacité des institutions dans la mise en œuvre des normes et des valeurs de l'Union européennes.²¹

Malgré tout, ces pays font de leur mieux pour avancer sur le chemin vers l'UE. Parmi les six pays : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo*, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie, quatre pays sont officiellement candidats pour intégrer l'UE. Pour deux d'entre eux, les négociations sont en cours. Il s'agit du Monténégro et de la Serbie. Deux autres pays, l'Albanie et la Macédoine du Nord, attendent l'ouverture des négociations d'adhésion. Il faut rappeler que le Conseil de l'Union Européenne devait ouvrir les négociations pour ces deux pays en 2018, mais les ministres européens ont décidé en juin 2018 de reporter les négociations d'adhésion jusqu'à ce qu'ils progressent dans l'amélioration de l'état de droit et la lutte contre le crime organisé.²² La Bosnie-Herzégovine est un candidat potentiel qui a soumis une demande d'adhésion en février 2016, et le Kosovo* est un candidat potentiel qui n'a pas encore présenté sa demande d'adhésion.²³

Lorsqu'il s'agit de l'accomplissement des exigences nécessaires, on trouve le Monténégro en haut de la liste des pays les plus avancés dans cette région. Ce pays a commencé ses négociations en 2012 et a ouvert les 32 des 33 chapitres des négociations, puis en a temporairement fermé 3. Aussi, ce pays est récemment devenu membre de l'OTAN en juin 2017.²⁴ Le Monténégro est suivi par la Serbie qui a commencé les négociations d'adhésion à l'UE le 21 janvier 2014 après avoir rempli le critère prioritaire consistant à prendre des mesures

²⁰ Carnegie Europe, "2019 European Parliament Elections Will Change the EU's Political Dynamics", 11 décembre 2018, <https://carnegieeurope.eu/2018/12/11/2019-european-parliament-elections-will-change-eu-s-political-dynamics-pub-77922>, (Consulté le 11 décembre 2016)

²¹ Politico, "Thought populists want to kill the EU? It's worse than that.", 8 janvier 2019, <https://www.politico.eu/article/populist-attitude-to-eu-matteo-salvini-far-right/> (Consulté le 9 janvier 2016)

²² Politico, «EU ministers postpone Albania and Macedonia accession decision », <https://www.politico.eu/article/eu-european-union-ministers-general-affairs-council-postpone-albania-and-macedonia-accession-decision/>

²³ European Neighbourhood Policy And Enlargement Negotiations Website, http://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/countries/check-current-status_en (Consulté le 1 décembre 2018)

²⁴ Delegation of the European Union to Montenegro, https://eeas.europa.eu/delegations/montenegro_en

en vue d'une amélioration visible et durable de ses relations avec le Kosovo* et, jusqu'à présent, a ouvert les 16 des 33 chapitres que comporte au total le processus des négociations avec l'UE.²⁵ Ce pays a fermé les 2 chapitres à la fin d'Octobre 2018. On peut voir certains progrès dans la Macédoine du Nord concernant le domaine de la gouvernance démocratique mais ce pays doit se confronter aux problèmes liés à la corruption et au crime organisé. Parmi les obstacles à l'adhésion de ce pays, on trouve notamment le débat avec la Grèce autour de l'utilisation du nom de Macédoine. En raison du veto de la Grèce, elle n'était pas en mesure d'ouvrir les négociations même si elle a rempli les critères initiaux d'ouverture de négociation. Le veto de la Grèce a été la raison pour laquelle elle a été officiellement appelée par l'Union « l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM) », plutôt que par son nom constitutionnel de « République de Macédoine ».²⁶ Cependant, le changement politique à la tête de pays, en mai 2017, a permis le démarrage des négociations avec la Grèce suite à une forte pression politique de Bruxelles.²⁷ Après plusieurs mois de négociations, les dirigeants de ces pays ont conclu un accord en juin 2018 sur un changement de nom officiel, "l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM) " est alors devenue " la Macédoine du Nord".²⁸ L'Albanie s'est engagée dans des réformes liées à l'UE et a continué de progresser dans la réalisation des objectifs énoncés dans les cinq priorités clés pour l'ouverture des négociations d'adhésion.²⁹ On trouve ensuite, en bas de la liste, la Bosnie-Herzégovine, qualifiée en 2003 comme candidat potentiel à l'entrée dans l'UE et qui a officiellement déposé sa demande d'adhésion à l'UE le 15 février 2016.³⁰ En septembre 2016, le Conseil de l'UE invite la Commission à présenter un avis sur la demande de la Bosnie-Herzégovine.³¹ Enfin, le Kosovo* ne s'est pas encore manifesté auprès de l'Union mais il est considéré comme un candidat potentiel. En avril 2016, l'Accord de Stabilisation et d'Association entre l'UE et le Kosovo* est entré en vigueur.³²

²⁵ Delegation of the European Union to the Republic of Serbia, <http://europa.rs/?lang=en>

²⁶ Delegation of the European Union to the former Yugoslav Republic of Macedonia, https://eeas.europa.eu/delegations/former-yugoslav-republic-macedonia/1457/former-yugoslav-republic-macedonia-and-eu_en (Consulté le 1 décembre 2018)

²⁷ Le Figaro, « *La Macédoine vote «oui» pour changer de nom, et c'est plus important qu'il n'y paraît* », le 1 octobre 2018, <http://www.lefigaro.fr/international/2018/09/30/01003-20180930ARTFIG00019-la-macedoine-vote-pour-changer-de-nom-et-c-est-plus-important-qu-il-n-y-parait.php> (Consulté le 3 décembre 2018)

²⁸ Pour que cette décision soit effective, les Macédoniens se sont prononcés sur la question par référendum en septembre 2018 et ils ont voté « oui » pour changer de nom.

²⁹ Delegation of the European Union to Albania, https://eeas.europa.eu/delegations/albania/6953/albania-and-eu_en

³⁰ Aljazeera Balkans, "*BiH predala zahtjev za članstvo u EU*", 14 février 2016, <http://balkans.aljazeera.net/vijesti/bih-predala-zahhtjev-za-clanstvo-u-eu> (Consulté le 1 décembre 2018)

³¹ EU Delegation and EU Special Representative in Bosnia and Herzegovina, http://europa.ba/?page_id=442 (Consulté le 3 décembre 2018)

³² European Union Office and Special Representative in Kosovo*, https://eeas.europa.eu/delegations/Kosovo*_en (Consulté le 3 décembre 2018)

La question qui se pose est évidemment de connaître l'évolution de ce processus à l'avenir. Afin de mieux comprendre la situation actuelle dans cette transition politique et économique des pays des Balkans occidentaux, nous allons nous intéresser au bilan actuel dans le processus d'intégration européenne du Monténégro et de la Serbie, les deux pays candidats les plus avancés dans les négociations d'adhésion avec l'UE. Plusieurs questions sous-jacentes composent la problématique de notre recherche: Quel sera l'avenir de la politique d'élargissement de l'UE vers les pays des Balkans occidentaux dans le futur ? Quels progrès et quelles réformes ont été réalisés par le Monténégro et de la Serbie, les deux pays candidats les plus avancés dans les négociations d'adhésion? Quels défis peuvent-ils se relever dans le futur pour effectuer l'adhésion ?

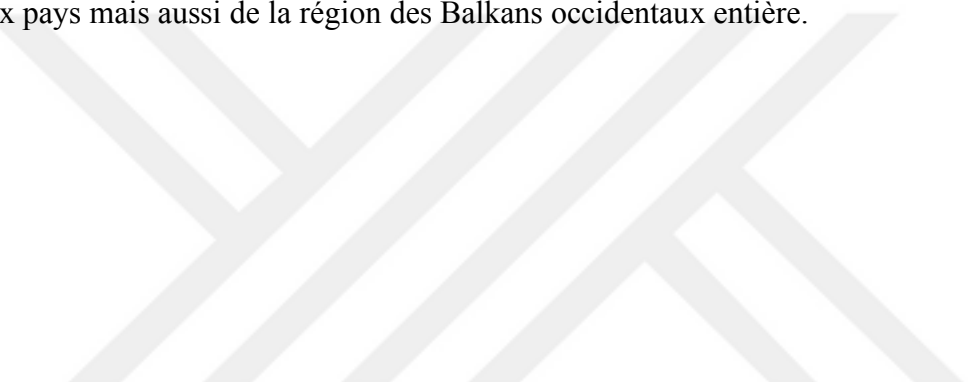
Nous allons utiliser différentes catégories de sources pour la méthodologie de l'analyse comparative. Tout d'abord, nous réaliserons une revue de la littérature en ayant recours aux articles académiques, aux publications et aux nouvelles émanant de journaux. Pour la deuxième catégorie de source, nous utiliserons les données des derniers rapports de progrès de la Commission Européenne (préparés annuellement pour chaque pays candidat dans le but d'évaluer les progrès accomplis dans sa préparation à l'adhésion), les rapports des institutions internationales éminentes (telles que la Banque Mondiale, FMI, BERD, etc.) ainsi que les publications du secteur civil régional et local.

Dans un chapitre préliminaire, nous allons présenter brièvement l'histoire du processus d'intégration des pays des Balkans occidentaux et les initiatives qui ont été prises au cours des dix-neuf dernières années pour mettre en œuvre la politique d'élargissement de l'UE envers toute la région des Balkans occidentaux.

Cependant, la première partie de ce mémoire sera consacrée à une analyse de la situation politique actuelle au Monténégro et en Serbie. Le processus de l'élargissement européen est conçu comme la convergence des pays adhérents vers l'Union, où les pays poursuivent activement leurs efforts d'harmonisation avec les acquis de l'UE depuis 2005. À travers les données des derniers rapports de la Commission Européenne, mais aussi les sources académiques et les autres rapports des institutions internationales éminentes, nous allons

essayer de déterminer la situation actuelle dans cette transition politique du Monténégro et de la Serbie et nous allons expliquer quels sont les défis et les priorités à accomplir dans la sphère politique par ces deux pays des Balkans occidentaux.

La deuxième partie de ce mémoire va être destinée à une analyse de la situation économique dans ces deux pays. Nous analyserons les défis économiques tels que le manque de compétitivité, les déficits extérieurs importants, la dette publique élevée, les marchés du travail rigides liés à un taux de chômage élevé, etc., qui doivent être résolus par ces pays afin d'accéder à l'UE. En conclusion, nous présenterons les résultats de cette étude et nous mènerons une réflexion sur les futurs scénarios et modalités possibles à la perspective d'adhésion à l'UE de ces deux pays mais aussi de la région des Balkans occidentaux entière.



CHAPITRE PRELIMINAIRE

Balkans occidentaux: quelles initiatives prises et quelles perspectives d'adhésion à l'UE?

Dans le chapitre préliminaire, nous allons présenter brièvement le processus d'adhésion à l'UE des pays des Balkans occidentaux et les initiatives qui ont été prises au cours des dix-neuf dernières années pour mettre en œuvre ce processus. Nous allons essayer d'expliquer pourquoi l'UE a pris la décision de lancer ce processus et quelles sont les conditions générales et spécifiques que les pays candidats doivent remplir pour être pleinement préparés à devenir membres. Par ailleurs, nous allons nous intéresser à la stratégie développée pour cette région et à la façon dont tout cela a influencé sa transformation politique, économique et sociale. Enfin, nous allons expliquer brièvement les difficultés intérieures actuelles de l'UE en analysant la sortie du Royaume-Uni, la crise de la dette souveraine, la migration et la crise des réfugiés, l'euroscepticisme et la manière dont cela affecte le processus d'élargissement.

Section 1.1. Les faits historiques de la création de la politique d'élargissements : de Roma à 1890

Sous-section 1.1.1. L'argumentaire en faveur de l'élargissement : pourquoi l'UE veut intégrer les pays des Balkans occidentaux et quels sont les intérêts pour ceux-ci d'adhérer à l'UE ?

Tout d'abord, l'UE voit un intérêt politique, économique et sécuritaire dans son processus d'élargissement vers la région balkanique. « L'UE ne sera jamais complète sans les pays des Balkans occidentaux » a déclaré le Commissaire à l'Élargissement, Johannes Hahn.³³ Ce processus d'élargissement est perçu comme un mécanisme pour stabiliser et sécuriser cette région connue pour son histoire turbulente mais aussi pour l'aider à sa transition. Pour l'UE, un des points les plus importants est d'avoir un voisinage sûr et stable.³⁴ Les problèmes

³³ EurActiv.com, « Hahn: EU 'will never be complete' without Western Balkan countries » décembre 2016, <http://www.euractiv.com/section/enlargement/news/hahn-eu-will-never-be-complete-without-western-balkan-countries/> (Consulté le 20 décembre 2018)

³⁴ N1, "No stability in EU without stability in Western Balkans", 12 novembre 2018, <http://balkaninfo.com/English/NEWS/a290834/No-stability-in-EU-without-stability-in-Western-Balkans.html> (Consulté le 20 décembre 2018)

d'instabilité et d'insécurité dans un des pays des Balkans occidentaux peuvent s'étendre et affecter négativement la stabilité dans toute l'Europe³⁵ comme ce fut le cas pendant la guerre en Bosnie et ensuite au Kosovo*. L'effet « *spill-over* » négatif sur l'Union pourrait avoir lieu en matière de crime organisé, d'afflux de réfugiés et de forte pression migratoire.³⁶ Cela a été vu lors des conflits dans les années 90, quand les États membres de l'UE ont dû accueillir des centaines de milliers de réfugiés en provenance de cette région (selon les données du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, entre 600 000 et 800 000 demandeurs d'asile ont fui vers les pays de l'UE).³⁷ Il a donc été largement accepté que le processus d'adhésion de ces pays contribuerait à la prévention et à la résolution des conflits dans la région tout en encourageant la réconciliation régionale par la coopération. Assurer l'avenir européen de cette région est donc un investissement d'abord politique pour une Europe stable, forte et unie.³⁸

Il existe également une raison économique à la volonté d'intégrer cette région car elle représente un potentiel économique important. Les Balkans occidentaux représentent un marché de 18 millions de consommateurs. Les entreprises européennes trouvent des avantages économiques en accédant à ce nouveau marché. Aussi, ces pays ont des économies en croissance rapide avec des taux de croissance supérieurs à ceux de certains États-membres de l'UE.³⁹ Pour l'Europe, la compétitivité des économies des Balkans occidentaux représente un intérêt stratégique : si les économies de marché fonctionnent correctement, elles contribueront davantage à la stabilisation politique de cette région du continent.⁴⁰ Par ailleurs, il faut aussi rappeler que l'UE ne néglige pas l'importance géostratégique de la région. En effet, elle forme géographiquement un pont terrestre et constitue la voie de transit la plus courte entre le sud-est de l'UE et son

³⁵ European Movement International, "*Safeguarding peace and stability in the Western Balkans demands the EU's full involvement*", <https://europeanmovement.eu/news/the-western-balkans-demands-the-eus-full-involvement/> (Consulté le 20 décembre 2018)

³⁶ NATO Defense College Foundation, "*The Western Balkans at a crossroads*", 2018, <http://www.natofoundation.org/wp-content/uploads/2018/10/NDCF-2018-balkan-web.pdf>, p.35

³⁷ UNHCR, Regional Representation for South-Eastern Europe, <https://www.unhcr.org/see/about-us> (Consulté le 20 décembre 2018)

³⁸ Communication from the commission to the European Parliament, the Council, the European Economic, and Social Committee and the Committee of the Regions, "*A credible enlargement perspective for and enhanced EU engagement with the Western Balkans*" Strasbourg, 2018, https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/communication-credible-enlargement-perspective-western-balkans_en.pdf

³⁹ The World Bank, « *Western Balkans Regular Economic Report No.14-Higher But Fragile Growth* », 2018, p. 4-5

⁴⁰ Bonomi, M., "The EU and the Western Balkans: A region of opportunities, not only of risks", Doc Research Institute, 28 juin 2018, <https://doc-research.org/2018/06/eu-western-balkans-region-opportunities-risks/> (Consulté le 20 décembre 2018)

noyau central. L'importance de cet itinéraire de transit a été démontrée lors de la crise des réfugiés de 2015-2016.⁴¹

En prenant compte le passé tumultueux de cette région, on peut constater que la démocratie dans les pays des Balkans occidentaux n'est pas encore bien établie. Le processus d'intégration européenne représente un mécanisme principal permettant aux pays de la région de développer les institutions démocratiques, de renforcer l'état de droit et d'harmoniser leur législation avec l'acquis communautaire.⁴² Pour ces pays, le processus d'intégration européenne est donc un moteur pour engager des réformes structurelles majeures et assurer leur développement institutionnel. Le marché unique européen compte aujourd'hui un demi-milliard de consommateurs, ce qui représente un grand potentiel pour le développement économique. Compte tenu de l'expérience des pays en transition déjà membres de l'UE, nous pouvons supposer des influences positives du processus d'intégration et d'approfondissement sur les économies des Balkans occidentaux.

Les effets économiques positifs sur les États membres de l'UE viennent principalement de la libéralisation des échanges commerciaux et de l'allocation efficace des ressources financières des fonds européens, ainsi que de l'élimination des tarifs douaniers et des obstacles non tarifaires.⁴³ Ce qui encourage ces effets économiques, ce sont surtout la libre circulation des biens, du travail, du service et du capital au sein de l'Union, le climat prévisible des affaires ainsi que le haut degré de sécurité politique et juridique.⁴⁴ Cet ensemble pourrait contribuer à augmenter l'efficacité et la compétitivité des économies des pays des Balkans occidentaux. De même, la baisse du taux d'intérêt et l'afflux des investissements directs étrangers (IDE) représentent deux autres grands avantages. Il est plausible que les pays en passe de rejoindre l'UE favorisent l'attraction des investisseurs étrangers car ceux-ci peuvent se sentir pleinement assurés et par conséquent prêts à investir. Par conséquent, l'adhésion à l'UE réalise un cadre

⁴¹ Dabrowski, M., Myachenkova, Y., « *The (economic) ties that bind: The western Balkans and the EU* », Bruegel blog, 2016 <http://bruegel.org/2018/03/the-economic-ties-that-bind-the-western-balkans-and-the-eu/>

⁴² Bieber, F., Kmezić, M., « *Policy brief EU enlargement in the Western Balkans in a time of uncertainty* », BiEPAG, 2016, www.biepag.eu, pp. 1-16.

⁴³ European Commission, Representation in Malta, "60 good reasons for the EU" - *Why we need the European Union*, mars 2017, europa.eu/rapid/attachment/IP-17-701/.../60-good-reasons-for-the-EU_Malta_en.pdf

⁴⁴ Ibid, europa.eu/rapid/attachment/IP-17-701/.../60-good-reasons-for-the-EU_Malta_en.pdf

juridique et politique définitif qui signifie une sécurité supplémentaire pour les investisseurs.⁴⁵ En pratique, le marché unique offre aux citoyens des pays membres de l'UE le travail, la possibilité d'améliorer leurs compétitivités à travers de nombreux programmes d'études et la possibilité de gérer leurs entreprises sur tout le territoire de l'UE.⁴⁶

Bien que la stabilité politique et le cadre économique moderne soient la motivation principale d'adhésion à l'UE, l'aspect financier est également important, c'est-à-dire les transferts budgétaires de l'UE destinés aux régions sous-développées (fonds structurels) ainsi que l'aide financière pour les agriculteurs de l'UE. En ce qui concerne les pays aspirants à l'adhésion, depuis 2007, il existe un mécanisme financier, l'Instrument d'aide de Pré-Adhésion (IPA) qui a évolué vers l'IPA II et qui constitue un nouveau cadre pour l'octroi d'une aide de pré-adhésion sur la période 2014-2020 (d'une enveloppe de 11,7 milliards d'euros).⁴⁷ Ce programme est destiné aux pays candidats à l'adhésion et aux pays candidats potentiels (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Ancienne République Yougoslave de Macédoine, Islande, Kosovo*, Monténégro, Serbie et Turquie) en leur apportant une aide financière et technique. À travers ce programme, l'UE vise à renforcer les institutions des pays en transition, la coopération transfrontalière et régionale, le développement rural et régional de même que celui des ressources humaines.⁴⁸

Sous-section 1.1.2. Principes de base de la politique d'élargissement : conditions et étapes pour l'adhésion à l'UE

Avant de commencer à analyser spécifiquement les initiatives prises pour intégrer la région des Balkans occidentaux, il faut rappeler que l'UE a connu huit élargissements depuis sa fondation. De six pays en 1957 comprenant l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, l'UE est passée à 28 aujourd'hui. Le premier élargissement a eu

⁴⁵ Eu.me, "How long will the negotiations last and when will Montenegro become an EU member?", <https://www.eu.me/en/montenegro-and-eu/faq> (Consulté le 20 décembre 2018)

⁴⁶ European Union, "Education, Training and Youth", https://europa.eu/european-union/topics/education-training-youth_en (Consulté le 20 décembre 2018)

⁴⁷ European Commission, European Neighborhood Policy and Enlargement Negotiations, « Overview - Instrument for Pre-accession Assistance », https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/instruments/overview_en (Consulté le 21 décembre 2018)

⁴⁸ European Commission, EU regional and urban development, Regional Policy Funding, "Instrument for Pre-Accession Assistance (IPA)", https://ec.europa.eu/regional_policy/en/funding/ipa/ (Consulté le 21 décembre 2018)

lieu en 1973, quand la Communauté Économique Européenne (CEE) est passée de six à neuf pays suite à l'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark. Huit ans plus tard, le 1er janvier 1981, la CEE a obtenu un dixième membre: la Grèce. Suite à cet élargissement, l'Espagne et le Portugal sont entrés en 1986. Avec le traité de Corfou du 24 juin 1994, l'adhésion de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande a été concrétisée. Dès 2004, l'UE s'est élargie à 25 États membres, ce fut le plus grand élargissement de l'UE suite à l'adhésion de dix pays : l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie, Chypre et Malte. En 2007, il y a eu l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie. Finalement, l'UE, telle que nous la connaissons aujourd'hui, a été créée le 1^{er} juillet 2013 suite à l'adhésion de la Croatie.⁴⁹ Ainsi, la seule région qui reste en dehors de l'UE demeure les Balkans occidentaux, et plus précisément les pays qui ont émergé de l'ex-Yougoslavie (à l'exception de la Slovénie et de la Croatie), l'Albanie, ainsi que la Turquie.

Afin de comprendre le processus d'intégration, nous allons maintenant examiner les conditions générales qui mesurent les progrès accomplis par les pays souhaitant adhérer à l'UE, ainsi que les conditions spécifiques que l'UE a créé pour les pays des Balkans occidentaux. Tout d'abord, la base juridique de l'élargissement de l'UE est l'article 49 du Traité sur l'Union Européenne (TUE) selon lequel: "*Tout État européen qui respecte les valeurs visées à l'article 2 et s'engage à les promouvoir peut demander à devenir membre de l'Union*".⁵⁰ En 1997, le Traité d'Amsterdam a introduit l'obligation pour les pays candidats de respecter les valeurs européennes décrites dans l'article 2 du Traité sur l'Union Européenne (le respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'État de droit et des droits de l'homme, y compris des droits des minorités), comme condition pour l'adhésion.⁵¹

⁴⁹ European Commission, European Neighbourhood Policy and Enlargement Negotiations, "*From 6 to 28 members*", https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/policy/from-6-to-28-members_en (Consulté le 21 décembre 2018)

⁵⁰ La Documentation Française, « *Quelle capacité d'intégration pour l'UE?* », <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/elargissement-union-europeenne/capacite-integration.shtml> (Consulté le 22 décembre 2018)

⁵¹ Toute l'Europe, Centre d'information sur l'Europe, <http://www.touteurope.eu/les-politiques-europeennes/elargissement/synthese/les-etapes-d-adhesion-a-l-union-europeenne.html> (Consulté le 22 décembre 2018)

En général, pour assurer une meilleure conformité dans l'application des normes de l'UE, celle-ci a progressivement construit les critères initiaux pour l'adhésion.⁵² En 1993, avec le Traité de Maastricht, le Conseil Européen de Copenhague a établi les critères politiques et économiques que les pays adhérents doivent respecter.⁵³ L'objectif était de préparer les membres potentiels de l'UE (les pays de l'ex-bloc soviétique) vis-à-vis de leurs normes politiques et économiques et de les aider à harmoniser leur législation avec l'*acquis communautaire*. Ces critères ont été créés pour établir un lien entre les « anciens » et les « nouveaux » membres en ce qui concerne la convergence de leurs systèmes politiques et économiques. Outre le fait que les pays candidats doivent être européens (situés en Europe), les trois conditions suivantes doivent être également respectées :

1. Tout d'abord, il s'agit *des critères politiques* : tout pays ayant le désir de rejoindre l'UE devra instaurer des institutions stables garantissant la démocratie, l'État de droit, le respect des droits de l'homme ainsi que la protection des minorités. Le respect des critères politiques est la condition *sine qua non* pour le processus d'adhésion du pays candidat à l'UE.⁵⁴
2. Les critères économiques visent à renforcer l'économie de marché viable et ces critères favorisent la capacité à faire face à la pression concurrentielle à l'intérieur de l'UE.
3. La troisième condition est l'*acquis communautaire* : il s'agit de la capacité du pays candidat à assumer ses obligations en tant que membre et de les transposer dans sa législation nationale. Ce critère est le plus important parmi les trois mentionnés, y compris l'adhésion aux objectifs de l'Union économique et monétaire (UEM).⁵⁵ À l'heure actuelle, l'acquis se compose de 33 chapitres (avec les deux chapitres

⁵² European Parliament, Agenda Briefing "*The Western Balkans and the EU Enlargement and challenges*", [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/589791/EPRS_BRI\(2016\)589791_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/589791/EPRS_BRI(2016)589791_EN.pdf) (Consulté le 22 décembre 2018)

⁵³ European Commission, European Neighbourhood Policy And Enlargement Negotiations, "*Accession criteria*", https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/policy/glossary/terms/accession-criteria_en (Consulté le 22 décembre 2018)

⁵⁴ Ibid, https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/policy/glossary/terms/accession-criteria_en

⁵⁵ Barthem M, A., « *Economie de l'Union européenne 4^e édition* », Economica, Paris, 2011, p.56

supplémentaires 34. Institutions et 35. Autres questions), ce qui est une base des négociations. Avant les négociations de la Croatie, l'acquis n'avait que 31 chapitres.⁵⁶

De plus, le Conseil européen a approuvé un « *consensus renouvelé sur l'élargissement* », mettant davantage l'accent sur la conditionnalité et la capacité de l'UE à intégrer de nouveaux membres. Dans sa « *stratégie pour l'élargissement de 2011* », ⁵⁷ la Commission a proposé une nouvelle approche selon laquelle le processus de négociation commencerait par aborder les questions de l'État de droit et à concentrer ses efforts sur la lutte contre le crime organisé et la corruption.⁵⁸ Cela signifie que le chapitre sur la réforme judiciaire et les droits fondamentaux (chapitre 23), ainsi que celui sur la justice, la liberté et la sécurité (chapitre 24) seraient désormais abordés à un stade précoce dans chaque processus de négociation.⁵⁹

La « *stratégie pour l'élargissement de 2013* »⁶⁰ de la Commission a introduit une approche fondée sur les « *Fundamentals first* ». Les cinq fondamentaux décrivent les thèmes clés du programme d'élargissement : l'État de droit, la gouvernance économique, le renforcement des institutions démocratiques et les droits fondamentaux. Compte tenu des difficultés persistantes causées par les différends entre Chypre et la Turquie, mais aussi entre la Grèce et l'ARY de Macédoine, un accent a été mis sur les relations de bon voisinage, le règlement des différends bilatéraux et l'amélioration de la coopération régionale en tant que domaines essentiels pour les pays aspirants à rejoindre l'UE. Le développement de la coopération régionale est donc bien dans l'intérêt de tous les pays des Balkans occidentaux car il est source de stabilité politique, de prospérité économique et de sécurité.⁶¹

⁵⁶ Dallara, C., "Democracy and Judicial Reforms in South-East Europe: Between the EU and the Legacies of the Past", Research Institute on Judicial System, National Research Council, Bologna, 2014, p.15

⁵⁷ European Commission, Communication from the Commission to the European Parliament and the Council, "Enlargement Strategy and Main Challenges 2011-2012", https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2011/package/strategy_paper_2011_en.pdf (Consulté le 23 décembre 2018)

⁵⁸ European Parliament, "The Western Balkans and the EU Enlargement and challenges", Briefing European Parliamentary Research Service, 2016, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/589791/EPRS_BRI\(2016\)589791_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/589791/EPRS_BRI(2016)589791_EN.pdf) (Consulté le 23 décembre 2018)

⁵⁹ Parlement européen, Fiches techniques sur l'Union européenne, L'élargissement de l'Union, http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuld=FTU_6.5.1.html (Consulté le 23 décembre 2018)

⁶⁰ European Commission, Communication from the Commission to the European Parliament and the Council, "Enlargement Strategy 2013-2014", https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2013/package/strategy_paper_2013_en.pdf (Consulté le 23 décembre 2018)

⁶¹ European Commission, "Regional cooperation in the Western Balkans-A policy priority for the European Union", 2005, https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/nf5703249enc_web_en.pdf (Consulté le 23 décembre 2018)

Quand s'agit des *étapes de l'élargissement*, il faut comprendre tout d'abord que l'UE confirme la volonté d'un pays aspirant en lui donnant la perspective d'adhérer à l'UE. Cela signifie qu'une fois prêt, ce pays obtient le statut de candidat officiel à l'UE. Celle-ci n'a pas fixé les conditions pour déposer une candidature. Lorsqu'il s'agit des pays des Balkans occidentaux, l'UE a développé un processus particulier. Les relations de l'UE avec les pays des Balkans occidentaux se déroulent dans un cadre spécial connu sous le nom de Processus de Stabilisation et d'Association. Il a 3 objectifs : premièrement, stabiliser politiquement les pays et encourager leur transition rapide vers une économie de marché; deuxièmement, promouvoir la coopération régionale; troisièmement, permettre une éventuelle adhésion à l'UE.⁶² Par conséquent, dès le début, l'UE force l'État à intégrer « l'*acquis* » dans son droit, c'est-à-dire tous les critères politiques et économiques qu'il devra, à terme, entièrement adopter. Cependant, cette première phase ne signifie pas le commencement des négociations formelles.⁶³

Dans la *deuxième étape*, le pays devra adopter la législation de l'UE. Cela se traduit par des négociations officielles d'adhésion. La Commission Européenne donne les recommandations et le Parlement Européen achève les négociations d'adhésion. Après l'avis de la Commission et l'approbation du Parlement, le Conseil de l'Union Européenne reconnaît le statut de candidat officiel.

La *troisième phase* suggère la stratégie de pré-adhésion. L'objectif de cette phase est la mise en œuvre des programmes communautaires qui ont pour but de familiariser le pays candidat avec toutes les procédures et la législation de l'UE.⁶⁴ La participation à des programmes communautaires aide les pays à entreprendre toutes les réformes demandées par l'UE. Par ailleurs, l'UE accorde à des pays candidats des aides financières (le programme IPA I/ IPA II).

⁶² European Commission, European Neighbourhood Policy And Enlargement Negotiations, "*Steps towards joining*", https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/policy/steps-towards-joining_en (Consulté le 23 décembre 2018)

⁶³ Ibid, http://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/policy/steps-towards-joining_en

⁶⁴ European Commission, "*EU Enlargement Factsheet-How does the EU accession process work*", https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/publication/factsheet_en.pdf (Consulté le 24 décembre 2018)

Pour être capable d'adhérer à l'UE, un pays doit satisfaire aux critères économiques, il doit avoir une « économie de marché viable et la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union ». Ce soutien financier de l'UE vise à renforcer l'économie et à améliorer la situation sur le marché du travail du pays candidat à l'adhésion.⁶⁵ Lorsque les négociations d'adhésion sont ouvertes, la Commission Européenne donne un avis concernant l'application de tous les critères de Copenhague. On ne peut pas estimer avec une grande précision la durée des négociations puisque cela dépend de la capacité du pays concerné à répondre à tous les défis posés. L'avis positif de la Commission amène à la signature du traité d'adhésion entre le pays candidat et l'UE. Après cette signature, le traité d'adhésion sera ratifié par tous les États membres de l'UE et le pays sera un État membre de l'UE.⁶⁶

Section 1.2. Une nouvelle approche dans la politique d'élargissement de l'UE

Sous-section 1.2.1. Le lancement du processus d'élargissement vers les Balkans occidentaux : la période entre la stabilisation et les négociations d'adhésion à l'UE

Dans cette section, nous allons analyser quels sont les progrès réalisés dans l'élargissement de l'UE vers les Balkans occidentaux jusqu'à aujourd'hui ? Durant les années 90, l'UE essaye de maintenir sous contrôle la situation en ex-Yougoslavie mais, suite aux divergences entre les États membres, elle ne parvient pas à stopper la guerre. Elle n'a pas été en mesure d'agir efficacement à cause de l'absence de mécanismes pour une réponse européenne commune car, à ce moment-là, la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE était en cours de développement. En même temps, il y avait une tendance de la part de quelques États-membres de l'UE d'agir unilatéralement, en particulier l'Allemagne qui a reconnu unilatéralement la Slovénie et la Croatie.⁶⁷ Par ailleurs, il faut aussi rappeler que l'adhésion à l'UE n'était pas une priorité pour les dirigeants nationalistes de ces républiques ex-yougoslaves nouvellement formées.⁶⁸ Il a fallu donc l'implication des États-Unis sur ce territoire européen pour mettre fin

⁶⁵ Ibid, http://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/policy/steps-towards-joining_en

⁶⁶ Ibid, http://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/policy/steps-towards-joining_en

⁶⁷ BlogActiv, "The EU and the disintegration of Yugoslavia", 14 mai 2010

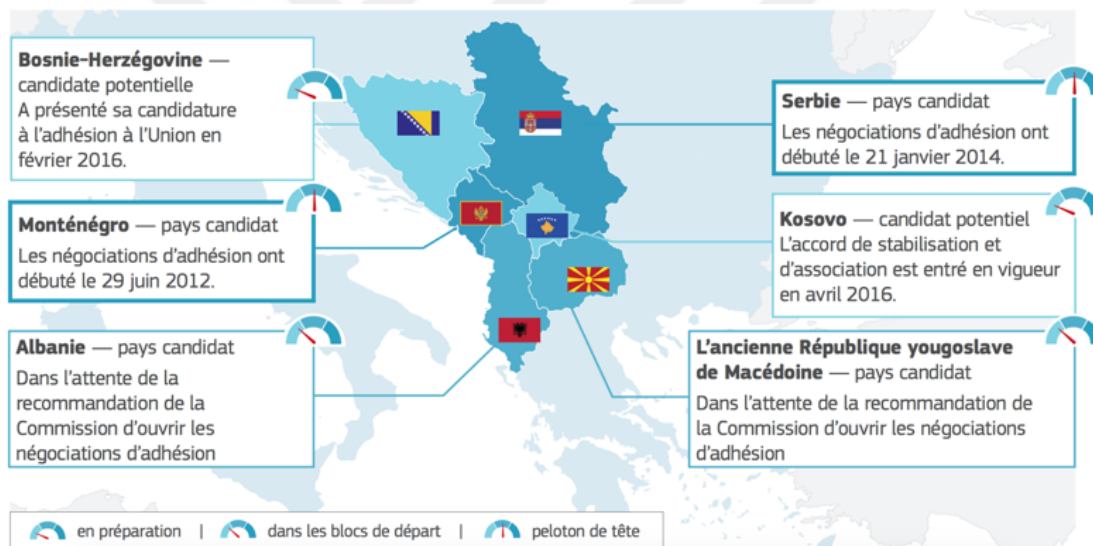
<https://blogactiv.eu/blog/2010/05/14/the-eu-and-the-disintegration-of-yugoslavia-2/> (Consulté le 24 décembre 2018)

⁶⁸ Bazerkoska, J., Dokmanović, M., "Learning by Doing: The EU's Transformative Power and Conflicts in the Western Balkans", Croatian International Relations Review, 2017, pp. 104-105

aux hostilités en imposant les accords de Dayton en 1995⁶⁹ et en utilisant les forces de l'OTAN contre la Serbie en 1999.

Cette incapacité de gérer les conflits dans son arrière-cour préoccupa les décideurs européens. Par conséquent, une fois les crises au sein de l'ex-Yougoslavie terminées, l'UE était déterminée à contribuer à la stabilisation de la région et à restaurer sa crédibilité extérieure par un engagement politique plus efficace. C'est dans ce contexte que l'UE décide alors de promouvoir sa politique d'élargissement vers cette partie instable du continent européen.⁷⁰ En mai 1999, l'UE a conçu le Processus de Stabilisation et d'Association (PSA) et les relations officielles avec les pays des Balkans occidentaux ont formellement commencé en novembre 2000.

Illustration 1. Les pays candidats et candidats potentiels des Balkans occidentaux



Source : Commission européen

Le PSA a été introduit avec les objectifs clés de stabiliser politiquement ces pays, d'encourager leur transition rapide vers une économie de marché, de promouvoir la coopération régionale et

⁶⁹ Daalder, Ivo H., "Decision to Intervene: How the War in Bosnia Ended", Brookings, 1 décembre 1998, <https://www.brookings.edu/articles/decision-to-intervene-how-the-war-in-bosnia-ended/> (Consulté le 25 décembre 2018)

⁷⁰ Radiotélévision Belge Francophone, "L'élargissement vers la Croatie : un succès de la diplomatie européenne", 2013, https://www.rtbf.be/info/opinions/detail_l-elandissement-vers-la-croatie-un-succes-de-la-diplomatie-europeenne?id=8028904 (Consulté le 25 décembre 2018)

de donner à cette région une possibilité d'adhérer à l'UE.⁷¹ Ce processus était le cadre stratégique favorisant le rapprochement progressif avec l'Union par le dialogue politique, l'assistance financière et les relations commerciales. Il a été formalisé par des relations contractuelles prenant la forme d'Accords de Stabilisation et d'Association (ASA) que prévoit la coopération politique avec les pays concernés. Depuis l'entrée en vigueur de l'ASA avec le Kosovo* en avril 2016, des ASA sont maintenant en vigueur avec tous les pays candidats et candidats potentiels des Balkans occidentaux.⁷²

En conséquence, le PSA est le mécanisme le plus important à travers lequel l'UE entretient des relations avec les pays des Balkans occidentaux et dirige sa politique d'élargissement globale dans cette partie de l'Europe.⁷³ Au cours des dix-neuf dernières années, le PSA était donc un instrument financier permettant aux pays de la région de construire des institutions démocratiques, de travailler sur l'état de droit et de créer une économie viable et ouverte. En outre, ce mécanisme a joué un rôle important dans le rétablissement de la confiance des citoyens dans les institutions, le rétablissement des relations de bon voisinage et le renforcement de la coopération régionale.⁷⁴

La perspective d'adhésion à l'UE s'ouvre à partir du Conseil Européen de Santa Maria da Feira (2000) et a été réaffirmée avec le Conseil Européen de Thessalonique en 2003 où tous les pays du PSA étaient candidats potentiels à l'adhésion à l'UE.⁷⁵ La promesse d'adhésion à l'UE était un argument incitatif pour permettre la réforme politique et économique, mais aussi un instrument pour entraîner l'accélération du processus de transition des pays des Balkans occidentaux vers des objectifs finaux: la démocratie, l'état de droit et une économie de marché viable assurant une prospérité économique et sociale.⁷⁶

⁷¹ European Commission, European Neighbourhood Policy And Enlargement Negotiations, "Understanding the enlargement process". Consulter en ligne: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/policy/eu-and-western-balkans_en (Consulté le 25 décembre 2018)

⁷² Siljak, Dz., Nagy, S.G., "The effects of the crisis on the convergence process of the Western Balkan countries towards the European Union", Society and Economy, Budapest Vol. 40, Iss. 1, 2018, p. 107

⁷³ Pejovic A.A., "Varijabilna realnost Zapadnog Balkana u kontekstu evropske integracije", Pravni fakultet, Univerzitet u Beogradu, 2017, pp. 3-23

⁷⁴ Ibid p. 22

⁷⁵ European Commission, "Eu-Western Balkans Summit Thessaloniki" 21 juin 2003, http://europa.eu/rapid/press-release_PRES-03-163_en.htm (Consulté le 25 décembre 2018)

⁷⁶ Banque Centrale Européenne, "Le processus d'intégration économique européenne", https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2007/html/sp070921_2.fr.html (Consulté le 25 décembre 2018)

Après le «*big bang*» de 2004 dans l'élargissement de l'Union, il faut rappeler que l'enthousiasme du public et de l'élite politique au sein de l'Europe en faveur de l'élargissement semblait être sans limites.⁷⁷ Cela donnait un grand espoir aux pays des Balkans occidentaux à l'égard de leur aspiration d'adhérer à l'Union, qui a finalement pris son élan après l'adoption de l'Agenda de Thessalonique. Cet agenda a lancé une initiative, le Partenariat européen pour l'intégration, qui définit les priorités à court terme (d'un à deux ans) et à moyen terme (de trois à cinq ans) en matière de réformes politiques, institutionnelles et économiques pour les pays des Balkans occidentaux. Aussi, depuis 2004, les programmes d'assistance technique pour le renforcement des capacités administratives ainsi que le bureau d'échange d'informations sont mis à disposition pour veiller à la conformité juridique de ces pays avec *l'acquis communautaire*.⁷⁸ Depuis, les programmes communautaires tels que les instruments financiers, les programmes-cadres, Erasmus Mundus, sont aussi mis à disposition (jusqu'ici uniquement accessibles par les États membres de l'UE).⁷⁹ En ce moment-là, il semblerait que ce processus ne prendrait pas beaucoup de temps à être compliqué.

Au cours de l'année 2005, le Processus de Stabilisation et d'Association a connu une ascension majeure et une ouverture rapide avec la décision de l'UE d'ouvrir les négociations avec tous les pays restants des Balkans occidentaux. Parallèlement, les négociations d'adhésion avec la Croatie et la Turquie ont été ouvertes, ce qui a représenté un progrès significatif dans la politique d'élargissement.⁸⁰ En décembre de la même année, la décision relative aux mesures destinées à renforcer la libéralisation des échanges avec les pays des Balkans occidentaux est aussi entrée en vigueur. Cependant, en mai et juin 2005, la tentative infructueuse du référendum en France et aux Pays-Bas sur le Traité établissant une constitution pour l'Europe a déclenché

⁷⁷ Burson-Marsteller, "Big Bang, Smaller Shocks: 2004 Enlargement Impact on EU Policies and Processes", 2006. Brussels, pp.3-4

⁷⁸ European Union External Action, "Factsheet: EU Engagement in the Western Balkans", <https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/hr/29660/Factsheet:%20EU%20Engagement%20in%20the%20Western%20Balkans> (Consulté le 25 décembre 2018)

⁷⁹ European Commission, "EU-Western Balkan academic cooperation through Erasmus+", février 2018, <https://ec.europa.eu/assets/eac/erasmus-plus/factsheets/regional/erasmusplus-regional-westbalkans2017.pdf> (Consulté le 25 décembre 2018)

⁸⁰ Miscevic T., « Savremeni izazovi politike proširenja Evropske unije na Zapadni Balkan », Fakultet političkih nauka, Univerzitet u Beogradu, 2016, p.137

une crise au sein de l'Union qui a considérablement affecté l'opinion positive vers l'élargissement.⁸¹

Malgré la crise, en 2006, deux pays, la Serbie-et-Monténégro et la Bosnie-Herzégovine, ont négocié leur ASA alors que l'Albanie a signé la sienne. La Croatie et l'ARY de Macédoine ont reçu le statut de candidat à l'adhésion à l'UE, le premier en recevant une date d'ouverture des négociations d'adhésion mais pas le second. En décembre 2009, les citoyens de l'Ex-République Yougoslave de Macédoine, du Monténégro et de la Serbie ont été exemptés de visa pour voyager dans l'espace Schengen, de même ceux de l'Albanie et de la Bosnie-Herzégovine en novembre 2010. En janvier 2012, un dialogue sur la libéralisation des visas a été lancé avec le Kosovo*.⁸²

En plus de la libéralisation du régime des visas, il y a eu une forte amélioration de la coopération régionale. Les pays balkaniques ont renforcé la coopération dans un large éventail de domaines, y compris dans la poursuite des crimes de guerre, les questions frontalières, la gestion des réfugiés de l'ex-Yougoslavie et la lutte contre le crime organisé. Pour promouvoir la coopération économique régionale et le commerce dans ces pays, l'UE a apporté son soutien politique et financier pour établir, en 2018, le Conseil de Coopération Régionale (CCR) dont le siège se situe à Sarajevo.⁸³ Le CCR vise à soutenir les aspirations européennes et euro-atlantistes et à développer la coopération dans des domaines tels que le développement économique et social, l'énergie, les infrastructures, la justice, les affaires intérieures et la coopération en matière de sécurité. L'UE et de nombreux États membres appuient et participent au CCR.⁸⁴

Une autre initiative régionale importante est l'Accord de Libre-Échange Centre Européen (ALECE),⁸⁵ qui a été créé en 1992 en tant qu'accord économique entre les pays du Sud-Est de

⁸¹ Ibid, p.137

⁸² European Commission Press release, « *Commission reports on visa-free travel from the Western Balkans* », 25 février 2015, http://europa.eu/rapid/press-release_IP-15-4482_en.htm (Consulté le 25 décembre 2018)

⁸³ Ristanović, V., Tošović-Stevanović, A., " *Značaj programa podrške EU zemljama Zapadnog Balkana- Primer Republike Srbije*", Poslovna Ekonomija, 2016, <https://scindeks-clanci.ceon.rs/data/pdf/1820-6859/2016/1820-68591602236R.pdf>

⁸⁴ Regional Cooperation Council, "About Us", <https://www.rcc.int/pages/2/about-us> (Consulté le 27 décembre 2018)

⁸⁵ Central European Free Trade Agreement, "Agreement on the amendment of and Accession to the Central European Free Trade Agreement", <http://cefta.int/legal-documents/#1463498231136-8f9d234f-15f9> (Consulté le 27 décembre 2018)

l'Europe pour encourager le processus de transition politique et économique et faciliter l'intégration de ses membres à l'UE. Les pays des Balkans occidentaux ont rejoint l'ALECE le 19 décembre 2006. A l'heure actuelle, les pays intégrés à l'ALECE sont la Serbie, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, le Monténégro, le Kosovo* et la Moldavie.⁸⁶ L'ALECE joue toujours un rôle important pour faciliter l'intégration des pays balkaniques à l'UE et à l'OTAN, car cet accord crée les conditions pour un échange harmonisé dans la région. Il offre beaucoup d'avantages qui sont principalement liés à la possibilité d'entrer facilement sur les marchés des pays voisins. Bien entendu, il faut garder à l'esprit l'importance politique de cette zone de libre-échange pour influencer la pacification de cette région. Ainsi, l'ALECE représente un véritable projet économique européen. Les pays des Balkans occidentaux participent également à des cadres régionaux tels que la Communauté de l'Énergie,⁸⁷ l'Espace Aérien Européen Commun, l'Observatoire des Transports de l'Europe du Sud-Est,⁸⁸ etc.

Sous-Section 1.2.2. Les crises européennes influencent-elles l'élargissement potentiel ?

D'ailleurs, en 2007, l'UE n'est pas restée focalisée sur la région des Balkans occidentaux car elle se préparait à l'adhésion de deux nouveaux membres : la Bulgarie et la Roumanie.⁸⁹ Toutefois, juste deux ans après leur entrée dans l'Union Européenne, l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie ne semble pas être pleinement opérationnelle car les réformes de pré-adhésion n'ont pas été entièrement achevées par ces deux pays.⁹⁰ Ainsi, un grand nombre de problèmes qui auraient dû être résolus avant l'adhésion tels que la non-fonctionnalité du système judiciaire, la corruption et le crime organisé, ne semblent pas être correctement traités par les autorités bulgares et roumaines.⁹¹

⁸⁶ Sokic A., « ALECE et Balkans occidentaux : entre intégrations régionale et européenne », Courrier des Pays de l'Est, 2004, p.44

⁸⁷ Energy Community, "About us", <https://www.energy-community.org/aboutus/jobs/vacancies.html> (Consulté le 27 décembre 2018)

⁸⁸ South-East Europe Transport Observatory, "About us", <https://www.seetoint.org/> (Consulté le 27 décembre 2018)

⁸⁹ Pejovic, 10.

⁹⁰ Euroactiv, "Romania and Bulgaria were not ready for accession, EU auditors confess", 13 septembre 2016, <https://www.euractiv.com/section/enlargement/news/auditors-romania-and-bulgaria-were-not-ready-for-accession/> (Consulté le 27 décembre 2018)

⁹¹ Miscevic T., Mrak M., « The EU Accession Process: Western Balkans vs EU-10 », Croatian Political Science Review, Vol. 54, No. 4, 2017, pp. 185-204

Par conséquent, suite aux difficultés rencontrées avec l'intégration de la Roumanie et de la Bulgarie, l'UE a changé considérablement son approche des négociations d'adhésion vis-à-vis des pays des Balkans occidentaux. Elle a durci ses exigences et est devenu très stricte envers ceux-ci. La « période dorée » de la politique d'élargissement de l'UE, du « *big-bang* » en 2004 à son achèvement en 2007, semblait arriver à son terme.⁹² En conséquence, l'intégration des Balkans occidentaux, à l'exception notable de la Croatie, a été de plus en plus retardée. Ainsi, la décennie qui a été nécessaire pour conclure l'ASA avec tous les pays de la région montre la différence qui existe vis-à-vis des précédents élargissements, mais aussi la différente nature des relations établies entre l'UE et les Balkans occidentaux.

Par conséquent, en plus des critères de Copenhague de 1993, les pays balkaniques doivent répondre à des critères supplémentaires spécifiques à chaque pays.⁹³ En effet, il semble que l'UE a tiré d'importantes leçons du précédent élargissement. La question des problèmes frontaliers non résolus qui ont été rencontrés lors de l'adhésion de Chypre en tant qu'État divisé mais aussi lors du différend frontalier entre la Slovénie et la Croatie était l'une de ces leçons. D'autres portent sur les problèmes rencontrés avec le fonctionnement du système judiciaire, notamment en Bulgarie et en Roumanie. Enfin, certaines sont relatives aux lacunes qui ont été détectées lors l'accomplissement des critères de *l'acquis*, particulièrement en raison du manque de mise en œuvre des lois, des directives et des règlements de l'UE dans la pratique, y compris dans les nouveaux États membres.⁹⁴ La politique d'élargissement a traversé plusieurs phases mais elle n'a jamais été dans une relation aussi complexe qu'aujourd'hui avec les problèmes internes à l'Union, l'euroscepticisme, la situation géopolitique délicate et enfin la direction de cette politique qui n'a pas encore été clairement définie.

Contrairement à toutes les pré-adhésions précédentes, où l'accent a été mis sur le respect des conditions définies à l'article 49 du Traité sur l'Union Européenne ainsi que sur l'harmonisation des législations nationales avec le système juridique de l'UE à travers les critères de

⁹²Politico, "The race for EU membership", 15 décembre 2016, <https://www.politico.eu/article/the-race-for-eu-membership-neighborhood-turkey-uk-european-commission/> (Consulté le 27 décembre 2018)

⁹³Xhemaili M., « *Challenges of Western Balkan Countries on Their Road to EU Integration* », European Journal of Social Sciences Education and Research, 2016, http://journals.euser.org/files/articles/ejser_sep_dec_16/Mirvan.pdf

⁹⁴Avery G. « *Enlargement Policy in Perspective: EU Member States and Enlargement Towards the Balkans* », European Policy Centre, R Issue Paper No. 79.

Copenhague, les conditions concernant les pays candidats balkaniques doivent non seulement être adoptées mais également appliquées sur le terrain. Il ne suffit plus d'harmoniser les législations nationales avec l'*acquis communautaire* mais plutôt de mettre en œuvre les lois, les règles et les règlements européens dès le début de la période de pré-adhésion. De plus, un nouveau critère a été ajouté stipulant la nécessité pour un pays candidat d'avoir une capacité administrative apte à mettre en œuvre les obligations découlant de l'adhésion à l'UE.⁹⁵

En outre, l'article 9 de la Déclaration de Thessalonique, qui souligne que les pays de la région doivent en premier lieu établir leurs relations mutuelles, créer des mécanismes de coopération régionale et passer à un plus haut niveau d'intégration, a été remis au premier plan. L'idée principale de cette approche est que les pays balkaniques ne puissent pas attendre une amélioration des relations avec l'UE sans d'abord renforcer leur coopération mutuelle. Ainsi, avec une politique de conditionnalité axée sur la réconciliation régionale et la résolution des différends bilatéraux, l'UE encourage les élites politiques de ces pays à travailler sur les questions des problèmes frontaliers non résolus (notamment entre la Serbie et le Kosovo*) et sur l'amélioration des relations de bon voisinage.

Officiellement, une *nouvelle approche pour les négociations d'adhésion à l'UE* a été introduit lors des négociations avec la Croatie lorsque le mécanisme des repères (*benchmarks*) a été présenté par l'UE. Il s'agit des conditions auxquelles le pays candidat doit se conformer pour ouvrir ou fermer les chapitres aux négociations. L'UE a aussi introduit des repères intermédiaires pour les chapitres 23 (pouvoir judiciaire et droits fondamentaux) et 24 (justice, liberté et sécurité) qui représentent la priorité principale dans les négociations avec le Monténégro et la Serbie. Bien que les pays des Balkans occidentaux aient officiellement mis en place des institutions et des processus démocratiques, en pratique, ces pays souffrent d'un système judiciaire non fonctionnel et non indépendant, de la corruption et du crime organisé, du népotisme, de la mauvaise gestion financière, de la violation des droits fondamentaux tels que la liberté d'expression, etc. C'est pour cette raison que l'UE a priorisé ces chapitres pour pouvoir garantir l'indépendance judiciaire et les droits fondamentaux, la justice, la liberté, la

⁹⁵Kmezić, M., « *The Western Balkans and EU Enlargement: Lessons Learned, Way Forward and Prospects Ahead*», European Parliament, 2015, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/534999/EXPO_IDA\(2015\)534999_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/534999/EXPO_IDA(2015)534999_EN.pdf)

sécurité, dans les pays en voie d'adhésion car ces éléments sont essentiels pour maintenir de la stabilité et de la prospérité au sein de l'UE.⁹⁶ Donc, ces chapitres doivent être ouverts en premier puis fermés en dernier dans le processus de négociation avec ces deux pays. Par ailleurs, l'UE a introduit une clause de sauvegarde (*overall balance clause*) qui peut être déclenchée pour suspendre les négociations en cas d'obstacle à la mise en œuvre des obligations des chapitres 23 et 24.

En outre, la politique d'élargissement est devenue de plus en plus sous l'influence des États membres de l'UE en raison de leurs droits de veto à chaque étape du processus d'adhésion. Ils sont considérablement impliqués dans le suivi et l'évaluation de la réalisation des repères. C'est ce que l'on appelle les effets de la renationalisation de la politique d'élargissement.⁹⁷ Par exemple, l'un des plus grands États membres de l'UE, la France, est ouvertement contre un nouvel élargissement jusqu'à ce que l'Union se consolide et résolve la crise interne.⁹⁸ Donc, sa position sera nécessaire pour poursuivre un nouvel élargissement.

Ensuite, une nouveauté supplémentaire a été introduite dans le cas de la Serbie qui a commencé ses négociations d'adhésion en 2014. Le chapitre 35, qui couvre généralement des sujets tels que le nouvel acquis, dans le cas de la Serbie, est devenu lié au dialogue sur la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina concernant le statut du Kosovo*. Ce chapitre a le même statut que les chapitres 23 et 24 dans le processus de négociation avec la Serbie car il est possible d'activer la clause de sauvegarde si l'UE estime qu'il n'y a pas eu de progrès dans la mise en œuvre du dialogue à propos du statut du Kosovo*.⁹⁹ De ce fait, on peut en conclure que chaque étape du processus de négociation avec les pays des Balkans occidentaux est beaucoup plus difficile à accomplir que par rapport aux élargissements antérieurs.¹⁰⁰

⁹⁶ Inicijativa za monitoring evropskih integracija BiH, "Pregovaračka poglavlja 23. i 24. za pristup Evropskoj uniji. Zašto su toliko važna?!", <http://eu-monitoring.ba/pregovaračka-poglavlja-23-i-24-za-pristup-evropskoj-uniji-zasto-su-toliko-vazna/> (Consulté le 22 mars 2019)

⁹⁷ Lazarevic M., Majstorovic S., « *EU's Benchmarking within Chapters 23 and 24 in Accession Negotiations with Serbia: Effects and Challenges* », Bencher-European Policy Centre, Belgrade, p. 6

⁹⁸ Financial Times, "Macron warns against hasty EU enlargement", 17 mai 2018, <https://www.ft.com/content/c09472ce-59cb-11e8-bdb7-f6677d2e1ce8> (Consulté le 22 mars 2019)

⁹⁹ **Kosovo*** - cette désignation est sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur la déclaration d'indépendance unilatérale du Kosovo*.

¹⁰⁰ Pejovic A.A., Lukic D., « *EU Accession Negotiations: Analysis of Benchmarks for Montenegro through comparison with Croatia and Serbia* », Ministry of European Affairs, 2018, Podgorica.

Cependant, l'UE est confrontée à de nombreux problèmes au cours de ces dernières années et cela est devenu plus problématique pour le processus de l'élargissement que pour le changement d'approche dans les négociations d'adhésion. Les graves conséquences de la crise économique de 2008 (le déficit financier et la crise de la dette extérieure), le contexte géopolitique spécifique, la montée des partis populistes, les menaces croissantes pour la sécurité, la crise des migrants, la sortie potentielle de la Grèce et la sortie certaine du Royaume-Uni, ont soulevé des doutes à propos de la crédibilité et de la durabilité du projet européen, et par conséquent la politique d'élargissement a été emportée hors de l'attention des dirigeants européens. Dès lors, ces crises n'ont pas seulement des conséquences négatives sur l'élargissement, mais ils ont également encouragé l'euroscepticisme et ont lancé un questionnement sur l'identité européenne et la raison d'être de l'UE.¹⁰¹ Bien que les analystes voient une dissolution de l'UE comme peu probable, la future forme et le caractère de l'Union sont de plus en plus remis en question. Les partisans du projet européen craignent que, pour la première fois de son histoire depuis 60 ans, certains aspects de l'intégration européenne puissent s'arrêter ou s'inverser. Par contre, d'autres pensent que les crises pourraient produire des réformes bénéfiques à l'UE, en encourageant une plus grande intégration politique et économique vers un fédéralisme européen qui pourrait transformer le bloc en une entité efficace et cohésive.¹⁰²

C'est la raison pour laquelle on retrouve de plus en plus, dans le langage des dirigeants européens, le concept de « *fatigue de l'élargissement* ».¹⁰³ Ce concept signifie qu'il y a un manque de volonté d'intégrer le nouvel État membre.¹⁰⁴ De plus, la nomination de Jean-Claude Juncker en 2014 à la présidence de la Commission Européenne a donné lieu à un changement sur la dynamique de la politique d'élargissement. Au début de son mandat, le président Juncker a indiqué dans ses orientations politiques que : « *L'UE a besoin de faire une pause dans son processus d'élargissement afin de consolider ce qui a été réalisé à 28. C'est pourquoi, sous ma présidence de la Commission, les négociations en cours continueront, notamment avec les*

¹⁰¹Foreign Affairs, "Broken Europe: Why the EU Is Stuck in Perpetual Crisis", 10 décembre 2018 <https://www.foreignaffairs.com/articles/europe/2018-12-10/broken-europe> (Consulté le 22 décembre 2019)

¹⁰² Archick, K., "The European Union: Current Challenges and Future Prospects", Congressional Research Service, 21 juin 2016, <https://srsu.ru/sbornik-statey/pdf/R44249.pdf>

¹⁰³Politico, "The EU suffers from more than enlargement fatigue", 4 décembre 2014, <https://www.politico.eu/article/the-eu-suffers-from-more-than-enlargement-fatigue/>

¹⁰⁴ Szolucha, A., "The EU and Enlargement Fatigue: Why has the European Union not been able to counter enlargement fatigue?", University of St Andrews, 2010, <https://www.jcer.net/index.php/jcer/article/view/124>

Balkans occidentaux qui ont besoin d'une perspective européenne. Cependant, il n'y aura pas de nouvel élargissement dans les cinq prochaines années. »¹⁰⁵ Néanmoins, on peut comprendre cette déclaration plutôt dans le contexte de la politique interne de l'UE, c'est à dire dans le contexte électoral étant donné que le sondage d'opinion publique témoigne du faible enthousiasme vis-à-vis de l'élargissement de l'UE. Selon le dernier sondage Eurobaromètre de 2012, seulement 43% des citoyens européens ont voté favorable à un nouvel élargissement de l'UE. Il convient de prendre en compte qu'ils ont une forte influence sur les dirigeants élus.¹⁰⁶

La concentration de l'Union sur ses propres problèmes et la marginalisation de la politique d'élargissement ont fait perdre l'intérêt des élites politiques des pays candidats et candidats potentiels pour les réformes structurelles absolument nécessaires pour ces pays. Autrement dit, ce désintérêt de la part de l'UE, entraîne un risque de créer le sentiment général que l'accomplissement des conditions pour l'adhésion ne soit pas une garantie permettant à ces pays de devenir un jour des États membres. Cette incertitude a permis aux élites dirigeantes des pays candidats et candidats potentiels de se détourner de la voie européenne et de se diriger vers des options alternatives sous l'influence accrue de pays tiers.

La présence croissante de la Russie, de la Chine, de la Turquie et des monarchies du Golfe dans la région est le résultat de manque d'intérêts de l'UE.¹⁰⁷ S'appuyant sur ses liens slaves-orthodoxes, la Russie considère les Balkans occidentaux comme son domaine d'influence historique. C'est la raison pour laquelle les activités de la Russie visent à différer l'intégration euro-atlantique de la région. L'engagement de la Chine dans la région repose principalement sur ses objectifs géoéconomiques. Cette dernière considère que les Balkans occidentaux constituent une voie de transit importante pour ses marchandises arrivant en Europe. C'est pourquoi la région fait partie de "*the Belt and Road Initiative*" et de nombreuses autres activités

¹⁰⁵ Commission européenne, « *Mémo : Questions et réponses: la Commission Juncker* », Bruxelles, 10 septembre 2014, http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-14-523_fr.htm

¹⁰⁶ European Western Balkans, "*How to convince the public that the EU enlargement is a good idea?*", 02 avril 2019, <https://europeanwesternbalkans.com/2019/02/02/convince-public-eu-enlargement-good-idea/>

¹⁰⁷ Warsaw Institute, "*Western Balkans in the Context of Competition Between China, Russia, the European Union, and Turkey*", 25 novembre 2018, <https://warsawinstitute.org/western-balkans-context-competition-china-russia-european-union-turkey/> (Consulté le 22 mars 2019)

d'investissement.¹⁰⁸ L'implication néo-ottomane de la Turquie dans la région est également à la hausse. Les Balkans occidentaux représentent une triple importance pour la Turquie, tout d'abord en termes de politique de sécurité en raison de sa proximité et de son instabilité potentielle, ensuite économiquement en raison de son grand potentiel de croissance économique, et enfin sur le plan socio-culturel en raison de son histoire commune avec la Turquie suite à 500 ans de domination ottomane dans la région.¹⁰⁹ Les États du Golfe considèrent les Balkans occidentaux comme une opportunité d'investissement. Cependant, ils utilisent également leur influence religieuse pour diffuser l'interprétation ultra-conservatrice de l'islam, le wahhabisme, dans les Balkans occidentaux, ce qui représente une menace considérable pour la sécurité dans la région.¹¹⁰

En 2014, à la suite de la déclaration de Junker, certains États membres de l'UE (l'Allemagne) ont lancé *le processus de Berlin* afin de consolider et de maintenir la dynamique du processus d'intégration des Balkans occidentaux à l'encontre de l'euroscepticisme croissant et de la mise en pause quinquennal du processus d'élargissement. Cette initiative a pour ainsi dire remplacé le manque de réunions au plus haut niveau et a replacé la région au centre des préoccupations des principaux États membres de l'UE. Toutefois, il n'a pas réussi à devenir une plate-forme pour la prise de décisions politiques ou pour résoudre les problèmes dans la région.¹¹¹ Le processus de Berlin porte principalement les discussions sur les questions de développement des infrastructures et de l'économie de la région.¹¹²

¹⁰⁸ South China Morning Post, "China building influence in Western Balkans as infrastructure investment matches that of EU", 10 avril 2019, <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3005589/china-building-influence-western-balkans-infrastructure> (Consulté le 22 mars 2019)

¹⁰⁹ Rüma İ.Ş. "Turkish foreign policy towards the Balkans: New activism, Neo-Ottomanism or/so what?", İstanbul Bilgi University, https://www.esiweb.org/pdf/esi_turkey_tpq_vol9_no4_Inan-Ruma.pdf p.134

¹¹⁰ Petritsch W., Freund P., «External actors and European integration in the Western Balkans », Focus on European Economic Integration, 2018, p. 65

¹¹¹ Fouéré E. Blockmans S., «The 'Berlin Process' for the Western Balkans – Is it delivering?», CEPS, Brussels 2017, <https://www.ceps.eu/publications/%E2%80%98berlin-process%E2%80%98-western-balkans%E2%80%93it-delivering>

¹¹² Töglhofer, T., Adebahr, C., « Firm supporter and severe critic—Germany's two-pronged approach to EU enlargement in the Western Balkans », Journal of Southeast European and Black Sea, October 2017, p. 17

Sous-Section 1.2.3. Une nouvelle stratégie pour l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE

Ainsi, au début de l'année 2018, la Commission Juncker a finalement reconnu que la concurrence géopolitique sur la région représente un souci pour la stabilité de l'Europe. Les questions telles que la radicalisation, le terrorisme et la migration illégale jouent également un rôle en attirant l'attention sur l'importance des Balkans occidentaux pour l'UE. Par conséquent, la région des Balkans occidentaux est revenue au centre de l'attention des décideurs européens.

En février 2018, la Commission a lancé une nouvelle stratégie pour la région « *une perspective d'élargissement crédible ainsi qu'un engagement de l'Union Européenne renforcé pour les Balkans occidentaux* » qui appelle à redoubler d'efforts pour « *entreprendre des réformes vitales afin d'achever les transformations politique, économique et sociale de ces pays balkaniques* ». ¹¹³ Cela souligne que la perspective d'élargissement vers cette région est « *un investissement dans la sécurité de l'UE, dans sa croissance économique, dans l'influence qu'elle exerce, ainsi que dans sa capacité à protéger ses citoyens* ». ¹¹⁴ Cette nouvelle stratégie fixe pour la première fois un délai indicatif pour l'adhésion des deux candidats les plus avancés d'ici à 2025, le Monténégro et la Serbie. Cependant, cette nouvelle impulsion politique est censée inciter tous les pays des Balkans occidentaux à supprimer les obstacles politiques à l'adhésion, à résoudre les conflits de voisinage, et à accélérer les réformes et la croissance économique. ¹¹⁵

Il faut rappeler que pour deux décennies, la stratégie de l'UE en faveur des Balkans occidentaux se focalisait sur la connectivité économique afin de conduire à la conciliation politique. ¹¹⁶ Cette logique étant basée sur l'idée que les pays qui commercent entre eux n'entreront pas en conflit. Cependant, la nouvelle stratégie de la Commission a reconnu que les tensions politiques

¹¹³ European Commission, "Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions- A credible enlargement perspective for and enhanced EU engagement with the Western Balkans", 6 février 2018, Strasbourg, https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/communication-credible-enlargement-perspective-western-balkans_en.pdf p.2

¹¹⁴ European Commission - Press release, « *Strategy for the Western Balkans: EU sets out new flagship initiatives and support for the reform-driven region* », Strasbourg, 6 février 2018, http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-561_en.htm

¹¹⁵ Grieson R., Grubler J., Holzner M., « *Western Balkans EU Accession: Is the 2025 Target Date Realistic?* », The Vienna Institute for International Economic Studies Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche, Policy Notes and Reports 22, May 2018, p.3

¹¹⁶ European Union Office in Kosovo, "Deklaracija iz Sofije iz samita EU - Zapadni Balkan", https://eeas.europa.eu/delegations/kosovo/44805/node/44805_gl (Consulté le 10 novembre 2018)

constituaient souvent un obstacle à une plus grande connectivité et au commerce entre pays. En conséquence, celle-ci a pour priorité principale la résolution des différends régionaux.

Néanmoins, la fatigue de l'élargissement, résultant des nombreuses crises internes au cours de ces dernières années, a eu un impact sur la réalisation des réformes dans les Balkans occidentaux. Il ne faut pas oublier que ces pays présentent donc un cas plus complexe – ils ont l'héritage des conflits armés, des différends bilatéraux à résoudre et doivent effectuer une transition vers la démocratie dans un contexte économique difficile. Il est donc important que l'UE soit davantage présente dans cette région et qu'elle continue de soutenir activement l'intégration non seulement sur les plans politique, économique et administratif, mais aussi sur le plan culturel pour stimuler la stabilité politique et le développement économique de cette région. L'accélération du processus d'intégration intensifierait la démocratisation et la transformation des pays de la région tandis que son ralentissement ou son arrêt aurait des conséquences néfastes non seulement pour la région, mais également pour l'UE.

Dans le chapitre suivant, nous analyserons les progrès accomplis dans la transition politique du Monténégro et de la Serbie ainsi que les défis à relever pour les deux pays candidats les plus avancés dans les négociations d'adhésion avec l'Union européenne (UE). Nous cherchons à évaluer dans quelle mesure la date 2025 pour l'adhésion est réaliste, et où sont-ils les obstacles pour y arriver dans la sphère politique ?

CHAPITRE I

État actuel de l'avancement du Monténégro et la Serbie dans processus d'adhésion à l'UE : Quel bilan et quels défis restants dans leur transition politique ?

Les pays des Balkans occidentaux, comme tout pays aspirant à adhérer à l'Union Européenne, sont jugés sur leur capacité à satisfaire une série de critères pour être apte à adhérer à cette dernière. Ils devront non seulement y répondre, mais également les mettre en application et s'y tenir. Dans le chapitre qui suit, nous allons passer en revue les pays candidats les plus avancés qui ont ouvert les négociations d'adhésion, c'est à dire le Monténégro et la Serbie, en faisant une analyse systématique des travaux effectués par ces pays pour satisfaire aux critères politiques de Copenhague qui sont fondés sur les principes de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que de la primauté du droit.

En premier lieu, nous allons constater le niveau actuel de leur préparation à l'adhésion à l'UE et les progrès réalisés dans leur transition politique pour remplir les obligations de cette adhésion ainsi que les efforts à fournir pour faire face aux défis freinant leur processus d'intégration à l'UE. L'évaluation des progrès réalisés dans l'établissement et le renforcement de l'État de droit et de la démocratie comprend certains facteurs parmi lesquels on retrouve la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire), le bon fonctionnement du système électoral et du système judiciaire ainsi que la mise en place des réformes de l'administration publique, la lutte contre la corruption et le crime organisé. Ces critères politiques incluent également le respect des droits de l'homme et la protection des minorités, la liberté d'expression et l'indépendance des médias ainsi que le bon développement du secteur civil.

Notre analyse va s'appuyer sur les données de rapports rédigés par la Commission Européenne évaluant périodiquement les progrès accomplis, ainsi que sur les données des autres institutions internationales et gouvernementales. Nous allons aussi utiliser des articles académiques, des rapports du secteur civil et des sources de journalisme analytique qui se sont engagés dans l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre du processus d'intégration à l'UE de ces pays. Afin d'avoir une idée précise de l'état de préparation à l'adhésion des pays candidats et des progrès accomplis dans la voie de leur intégration à l'UE, nous allons procéder à la traduction

des évaluations descriptives en évaluations quantitatives sur une échelle de 1 à 5 que la Commission utilise dans ses rapports d'avancement. Les différents niveaux de préparation à l'adhésion sont les suivants: 1. stade précoce, 2. un certain niveau de préparation, 3. modérément préparé, 4. un bon niveau de préparation, 5. bien avancé. Concernant les progrès réalisés au cours des 12 derniers mois, les différents niveaux sont les suivants: 1. régression, 2. aucun progrès, 3. un certain progrès, 4. un bon progrès, et 5. un très bon progrès. Ainsi, nous exprimerons au travers de chiffres les progrès moyens réalisés en fonction des critères politiques.

Section 2.1. Évaluation des progrès accomplis par le Monténégro en répondant aux critères politiques pour l'adhésion

Lors de l'effondrement de la République Fédérative Socialiste de Yougoslavie en 1990-1991, le Monténégro¹¹⁷ est resté uni à la Serbie, d'abord en 1992 au sein de la République Fédérale de Yougoslavie, et ensuite en 2003 dans le nouvel État confédéré de Serbie-et-Monténégro.¹¹⁸ Néanmoins, le 21 mai 2006, le Monténégro a rétabli son indépendance lors d'un référendum avec une majorité des votes du peuple monténégrin à hauteur de 55,5%.

Immédiatement après le rétablissement de l'indépendance,¹¹⁹ le Monténégro a déclaré que sa priorité principale en politique étrangère est l'adhésion à l'UE et à l'OTAN.¹²⁰ En effet, à cet instant, le Monténégro est particulièrement concentré pour maintenir son indépendance et regagner son statut d'État, notamment parce qu'une partie de sa population proserbe, soutenue par la Serbie et la Russie, contestent l'indépendance du pays¹²¹ et par conséquent, les autorités monténégrines voient l'intégration euro-atlantique comme une garantie pour l'indépendance du

¹¹⁷ Le Monténégro est un petit pays multiethnique du sud-est de l'Europe, avec une population d'environ 622 470 d'habitants (selon l'estimation de la Banque mondiale en 2017). Les Monténégrins constituent le groupe ethnique le plus important, suivis des Serbes, Bosniaques, Albanais, Musulmans et d'un plus petit nombre de Croates et de Roms. La religion prédominante est le Christianisme orthodoxe, suivi de l'Islam et du Catholicisme. Il partage ses frontières avec l'Albanie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Kosovo.

¹¹⁸ Morrison K., *“Montenegro: A modern history”*, London, 2009, p. 205

¹¹⁹ L'indépendance du Monténégro a été reconnue par le Congrès de Berlin en 1878, mais le 26 novembre 1918, la Grande Assemblée nationale du peuple serbe au Monténégro a pris la décision sur l'annexion du Monténégro par la Serbie. Le 21 mai 2006, après 88 ans, le Monténégro est donc redevenu un État indépendant.

¹²⁰ Dubljević R., *“Pet godina od Deklaracije nezavisne Crne Gore”*, Matica, 2011, p.10

¹²¹ Autonomoja, *“Milivoj Beslin: Vecinska Srbija ne zeli da prihvati nezavisnost Crne Gore”*, 2016, <http://www.autonomija.info/milivoj-beslin-vecinska-srbija-ne-zeli-da-prihvati-nezavisnost-crne-gore.html>, (Consulté le 8 novembre 2018)

pays.¹²² Quelques mois après le référendum, sur la base de la décision du Conseil Ministériel de l'UE du 15 septembre 2006, un dialogue politique a été établi au niveau ministériel entre le Gouvernement du Monténégro et les institutions de l'UE.¹²³ Le 22 janvier 2007, le Conseil de l'UE a adopté une décision sur l'adoption d'un nouveau partenariat européen avec ce pays.

Bien qu'indépendant depuis seulement un an et demi, le Monténégro a donc présenté le 15 décembre 2008 une demande d'adhésion à l'UE. À l'issue d'un processus complexe de négociations avec la Commission durant deux années (en ayant au préalable répondu à 2 900 questions du questionnaire de la Commission Européenne¹²⁴ et à la suite de plusieurs missions d'experts, d'un grand nombre de réunions, ...), le Monténégro a reçu le statut officiel de pays candidat à l'adhésion à l'UE le 17 décembre 2010, deux ans après sa demande.¹²⁵ En se basant sur la qualité des réponses fournies dans le questionnaire concernant la préparation du pays à la prochaine étape de l'intégration, la Commission a élaboré un avis en novembre 2010 en estimant que le Monténégro a fait des progrès significatifs.¹²⁶ Cet avis a permis au Conseil Européen de décider si le pays est prêt à ouvrir les négociations d'adhésion. Le 29 juin 2012, le Monténégro a officiellement entamé les négociations d'adhésion avec l'UE.¹²⁷

¹²² Durovic, G., Jecimovid D., *"Implementation of the acquis as the most important part in further integration phases of Montenegro"*, Univerzitet Donja Gorica, 2010, 327:061.1EU (497.16)

¹²³ EU4ME, « Relations between Montenegro and the EU » <https://www.eu.me/en/montenegro-and-eu/montenegro-eu-relations> (Consulté le 10 novembre 2018)

¹²⁴ Le 22 juillet 2009, le Commissaire européen en charge de l'élargissement, Olli Rehn, a remis aux autorités du Monténégro un questionnaire permettant de préparer une évaluation de la volonté du pays à remplir ses obligations en matière d'adhésion à l'UE. Le 9 décembre, le Premier ministre du Monténégro, Milo Djukanovic, a transmis les réponses au questionnaire de la Commission européenne au commissaire Rehn.

¹²⁵ Đurović G., "Evropska Unija i Crna Gora", EU Info centar, Podgorica, 2016, p.86

¹²⁶ European Commission, "Commission Opinion on Montenegro's application for membership of the European Union", Brussels, 2010, https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2010/package/mn_opinion_2010_en.pdf

¹²⁷ Ibid, <https://www.eu.me/en/montenegro-and-eu/montenegro-eu-relations>

Illustration 2. État actuel des chapitres de négociation ouverts et fermés (mai 2019)

25. Science and research	12. Food safety, veterinary and phytosanitary policy	27. Environment and climate change
26. Education and culture	13. Fisheries	28. Consumer and health protection
30. External relations	14. Transport policy	29. Customs union ¹
1. Free movement of goods	15. Energy	31. Foreign, security and defence policy
2. Free movement of workers	16. Taxation	32. Financial control
3. Right of establishment and freedom to provide services	17. Economic and monetary policy	33. Financial and budgetary provisions
4. Free movement of capital	18. Statistics	8. Competition policy
5. Public procurement	19. Social policy and employment	
6. Company law	20. Enterprise and industrial policy	
7. Intellectual property law	21. Trans-European network	
9. Financial services	22. Regional policy and coordination of structural instruments	
10. Information society and media	23. Judiciary and fundamental rights	
11. Agriculture and rural development	24. Justice, freedom and security	

- Provisionally closed chapter
- Opened chapter
- Drafting of the Negotiating Position

Source : EU4ME.me

Au cours des sept années suivant le début des négociations, le pays a ouvert 32 des 33 chapitres de négociations, ce qui est un progrès considérable. Les chapitres les plus importants sont ceux concernant l'État de droit, notamment : le pouvoir judiciaire, les droits fondamentaux (23), la justice, la liberté et la sécurité (24). Il y a eu 3 chapitres qui ont été provisoirement fermés : la science et la recherche (25), l'éducation et la culture (26) puis les relations extérieures (30).¹²⁸

¹²⁸ Delegation of the European Union to Montenegro, « Montenegro's path towards the EU », <http://www.delme.europa.eu/code/navigate.php?Id=56>

Sous-section 2.1.1 Vue d'ensemble du développement politique au Monténégro

S'agissant du système politique, le Monténégro est une république parlementaire multipartite dans laquelle le pouvoir est divisé entre le pouvoir exécutif (exercé par le Gouvernement), le pouvoir législatif (partagé entre le Gouvernement et le Parlement) et enfin le pouvoir judiciaire (indépendant des deux premiers).¹²⁹ La Constitution du Monténégro est entrée en vigueur le 22 octobre 2007 après le rétablissement de l'indépendance et elle définit le Monténégro comme une démocratie fondée sur la primauté du droit où les droits civils et la justice sociale sont protégés.¹³⁰ Le pays dispose d'un cadre législatif largement conforme aux principes et aux normes de l'Union européennes. Le Président et le Parlement sont élus par les citoyens lors d'élections populaires. Le Gouvernement est élu à la majorité par le Parlement et le Premier Ministre est son chef. Le Parlement compte 81 membres élus par les élections législatives tous les quatre ans.¹³¹

Le système multipartite favorise les alliances et les coalitions mais la spécificité du Monténégro s'explique par la longévité de l'un de ces partis politiques, le Parti Démocratique Socialiste du Monténégro (DPS) qui est au pouvoir depuis l'introduction du pluralisme politique en 1990.¹³² Le DPS a géré le pays en partageant le pouvoir avec le Parti Social-Démocrate du Monténégro (SDP) depuis 1998. Cependant, la coalition nationale DPS-SDP prend fin en 2016 après dix-huit ans d'activité en raison d'une alliance entre le SDP et un parti d'opposition (plus précisément avec un parti social-libéral, l'Action de Réforme Unie (URA)) lors des élections locales de 2013.¹³³ Ce rapprochement a accentué les conflits à la suite desquels le SDP s'est divisé et a donné naissance à un nouveau parti soutenant le DPS, les Sociaux-Démocrates du Monténégro (SD), le restant du parti s'étant rallié à l'opposition.¹³⁴ C'est grâce au soutien de

¹²⁹ Vlada Crne Gore, « Organizacija », <http://www.gov.me/organizacija>, (Consulté le 14 novembre 2018)

¹³⁰ Vlada Crne Gore, « Ustav Crne Gore », <http://www.skupstina.me/images/dokumenti/ustav-crne-gore.pdf> (Consulté le 7 novembre 2018)

¹³¹ U.S. Department of State, « The Country Reports on Human Rights Practices for 2014 », <https://www.state.gov/documents/organization/236770.pdf>

¹³² U.S. Department of State, « The Country Reports on Human Rights Practices for 2017 », <https://www.state.gov/documents/organization/265666.pdf>

¹³³ Al Jazeera Balkans, "Kraj 18-godišnje koalicije DPS-a i SDP-a?", 25 janvier 2016, <http://balkans.aljazeera.net/vijesti/kraj-18-godisnje-koalicije-dps-i-sdp> (Consulté le 7 novembre 2018)

¹³⁴ European forum for democracy and solidarity, "Montenegro Country Report 2018", <https://www.europeanforum.net/uploads/countries/pdf/montenegro.pdf> (Consulté le 8 novembre 2018)

trois députés d'un parti d'opposition, le Parti Positif du Monténégro, que le DPS survit au pouvoir au cours de cette crise.¹³⁵

Actuellement, le Gouvernement est dirigé par le DPS, y compris le SD et les trois partis minoritaires ethniques.¹³⁶ La coalition a pris le pouvoir lors des élections législatives du 16 octobre 2016 quand le DPS a remporté 36 des 81 sièges au Parlement et a pu former un Gouvernement de 42 sièges avec de petites contributions du SD (deux sièges) et des partenaires politiques issus de minorités ethniques,¹³⁷ plus précisément, le Parti Bosniaque (deux sièges), l'Initiative Civique Croate (un siège) et l'Union Démocratique des Albanais-DUA (un siège).¹³⁸

Cependant, le jour de l'élection (le 16 octobre 2016) a été marqué par une tentative de coup d'État durant laquelle 20 personnes originaires de Serbie ont été arrêtées.¹³⁹ Selon le Procureur spécial pour le crime organisé Milivoje Katnić, ils avaient l'intention de mener une série d'attaques terroristes contre les institutions et la police et d'assassiner Milo Đukanović, le dirigeant du Parti Socialiste Démocratique (DPS).¹⁴⁰ Certains ont néanmoins été libérés sans être mis en examen, d'autres ont plaidé coupable et ont reçu des peines d'emprisonnement plus courtes.¹⁴¹ Au cours de l'interrogatoire, certaines des personnes arrêtées ont allégué que les dirigeants du principal parti d'opposition pro-russe, le Parti du Front Démocrate (DF), avaient participé au complot, des faits que ses dirigeants ont rejeté vigoureusement.¹⁴² Le DF ainsi que toute l'opposition ont rejeté le résultat des élections législatives considérant que les élections

¹³⁵ Balkan Insight, "Montenegro's PM survives no-confidence vote", 27 janvier 2016, <http://www.balkaninsight.com/en/article/montenegro-no-confidence-vote-01-27-2016> (Consulté le 7 novembre 2018)

¹³⁶ Freedom House, "Nations in Transit 2017: Montenegro Country Profile" <https://freedomhouse.org/sites/default/files/Montenegro.pdf> (Consulté le 8 novembre 2018)

¹³⁷ Politika, "Izbori u Crnoj Gori 16. oktobra", le 17 octobre 2017, <http://www.rtcg.me/vijesti/politika/134758/izbori-u-crnoj-gori-16-oktobra.html> (Consulté le 7 novembre 2018)

¹³⁸ Vijesti, "Izbori u CG: DPS najmanje 35 mandata, odlučivače manjinske partije", 16 octobre 2016, <https://www.vijesti.me/vijesti/politika/izbori-u-cg-dps-najmanje-35-mandata-odlucivace-manjinske-partije> (Consulté le 7 novembre 2018)

¹³⁹ Radio Slobodna Evropa, "Koji su dokazi da je pokušao državni udar u Crnoj Gori?" 21 octobre 2016 2016. <https://www.slobodnaevropa.org/a/crna-gora-srbija-tuzilac/28067473.html> (Consulté le 8 novembre 2018)

¹⁴⁰ Vijesti Online, "Katnić: Uhapšeni htjeli da simuliraju napad policije na narod" 20 octobre 2016, <http://www.vijesti.me/tv/katnic-uhapseni-htjeli-dasimuliraju-napad-policije-na-narod-907858> (Consulté le 7 novembre 2018)

¹⁴¹ BalkanInsight, "Montenegro issues warrant for alleged coup plotters", 28 decembre 2016, <http://www.balkaninsight.com/en/article/montenegro-issues-arrest-warrant-for-russians-serbs-in-alleged-coup-plot-12-28-2016> (Consulté le 7 novembre 2018)

¹⁴² Portal Analitika « Puške pripremane za teroristički napad uništene na Kosovu » 1 decembre 2016, <http://www.portalanalitika.me/clanak/252183/puske-pripremane-zateroristicki-napad-unistene-na-kosovu>. (Consulté le 7 novembre 2018)

s'étaient déroulées dans une atmosphère de coup d'état et qu'elles ne permettaient pas aux citoyens d'exprimer librement leur volonté politique.¹⁴³ Cependant, l'OSCE et d'autres observateurs internationaux ont conclu que les élections ont eu lieu dans un environnement concurrentiel.¹⁴⁴ Le Parlement a donc été boycotté par l'opposition jusqu'à décembre 2017.¹⁴⁵ Ces élections ont reflété le choix entre l'OTAN avec l'Europe d'une part et la Russie d'autre part mais la question reste de savoir s'il s'agit d'une véritable tentative de coup d'État.¹⁴⁶ D'une part, il y a des allégations stipulant que cette tentative de coup d'État était un projet russe visant à contrer l'adhésion du Monténégro à l'OTAN et une tentative de l'opposition pro-russe monténégrine à contrer les velléités occidentales du gouvernement. D'autre part, certains analystes soutiennent qu'il s'agissait d'un événement délibérément construit par le parti au pouvoir pour gagner les élections et se débarrasser de son opposition.¹⁴⁷

Il faut rappeler que la réaction de la Russie fut particulièrement forte lorsque les Ministres des Affaires Étrangères des vingt-huit pays membres de l'OTAN ont invité le Monténégro à rejoindre l'OTAN. Dès l'automne 2010, le Monténégro met en place des démarches significatives en vue d'adhérer à l'OTAN.¹⁴⁸ Cinq ans plus tard, des rencontres sont organisées avec l'Alliance et un protocole est signé. Le Monténégro acquiert le statut de «pays invité» le 2 décembre 2015¹⁴⁹ et peut assister aux réunions de l'Alliance en attendant la finalisation du protocole engagé, signé par les 28 pays de l'OTAN le 5 juin 2017.¹⁵⁰ A propos de cet événement, le Ministre russe des Affaires Étrangères, Sergueï Lavrov, a évoqué une « erreur »

¹⁴³ RTCG Online, "Opozicija ne priznaje rezultate izbora", 17 octobre 2016, <http://www.rtcg.me/vijesti/politika/144758/opozicija-ne-priznaje-rezultate-izbora.html>. (Consulté le 7 novembre 2018)

¹⁴⁴ Organization for Security and Cooperation in Europe, Office for Democratic Institutions and Human Rights (OSCE/ODIHR), Election Observation Mission Final Report, <http://www.osce.org/odihr/elections/montenegro/295511?download=true>

¹⁴⁵ Vijesti Online « Lekić: Bojkot parlamenta dok nam ne objasne državni udar » 17 novembre 2016, <http://www.vijesti.me/vijesti/lekić-bojkot-parlament-a-dok-nam-ne-objasne-drzavni-udar-912350> (Consulté le 7 novembre 2018)

¹⁴⁶ Ibid, <https://www.europeanforum.net/uploads/countries/pdf/montenegro.pdf>

¹⁴⁷ Le Figaro, "Le putsch raté du Monténégro en procès", 19 juillet 2017, <http://www.lefigaro.fr/international/2017/07/19/01003-20170719ARTFIG00184-le-putsch-rate-du-montenegro-en-proces.php>, (Consulté le 8 novembre 2018)

¹⁴⁸ Organisation du traité de l'Atlantique nord, "Relations avec le Monténégro", http://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_49736.htm (Consulté le 8 novembre 2018)

¹⁴⁹ Kodex.me, "Crna Gora dobila pozivnicu za članstvo u NATO", 02 décembre 2015, <https://kodex.me/clanak/102060/crna-gora-dobila-pozivnicu-za-clanstvo-u-nato> (Consulté le 8 novembre 2018)

¹⁵⁰ BBC, "Crna Gora i NATO - godina prva", 8 juin 2018, <https://www.bbc.com/serbian/lat/balkan-44400510> (Consulté le 8 novembre 2018)

et une « provocation ».¹⁵¹ Néanmoins, le 5 novembre 2017, le Monténégro est officiellement devenu le vingt-neuvième membre de l'OTAN. Réciproquement, l'opposition (pro-russe, anti-OTAN et anti-européen) a boycotté le vote et protesté devant le bâtiment du Parlement.¹⁵² Pendant un an, à la suite des élections parlementaires d'octobre 2016 et l'entrée du Monténégro dans l'OTAN, l'opposition a boycotté le Parlement, puis en décembre 2017, une partie de l'opposition est revenue au Parlement.¹⁵³

En mai 2018, Milo Đukanović a été nommé président¹⁵⁴ après avoir remporté l'élection présidentielle en avril 2018.¹⁵⁵ Même s'il s'est retiré du Gouvernement et de la vie politique après les élections d'octobre 2016, il est resté un acteur déterminant dans les processus politiques du Monténégro avec l'aide de son adjoint Duško Marković qui a repris le poste de Premier Ministre. Milo Đukanović a dominé la politique du Monténégro pendant un quart de siècle après avoir été Premier Ministre à six reprises et Président de 1998 à 2002.¹⁵⁶ La crise politique a été renforcée par l'échec de l'adoption des réformes de la législation électorale qui auraient pu assurer les conditions nécessaires pour la tenue d'élections libres et équitables.¹⁵⁷

En effet, il faut qu'au moins la majorité des deux tiers des députés du Parlement soit en faveur pour que la réforme de la législation électorale puisse avoir lieu, mais la structure actuelle du

¹⁵¹ Vijesti, "Lavrov: Crna Gora pristupila NATO u zamjenu za rusofobiju", 6 mai 2017, <http://www.vijesti.me/vijesti/lavrov-crna-gora-pristupila-nato-u-zamjenu-za-rusofobiju-941139> (Consulté le 8 novembre 2018)

¹⁵² Blic, "Crnogorska skupština jednoglasno za ulazak u NATO, opozicija protestuje na ulicama (video)", 28 avril 2017, <https://www.blic.rs/vesti/svet/crnogorska-skupstina-jednoglasno-za-ulazak-u-nato-opozicija-protestuje-na-ulicama/pbt114c> (Consulté le 10 novembre 2018)

¹⁵³ Blic, "U Podgorici protest protiv članstva u NATO", 24 mars 2017, <https://www.blic.rs/vesti/politika/u-podgorici-protest-protiv-clanstva-u-nato/17grzhj>

¹⁵⁴ Il faut noter que depuis l'introduction du système multipartite au Monténégro, en décembre 1990, le rôle du Président était plutôt symbolique. Le Président d'État avait des responsabilités telles que la représentation du pays à l'étranger, l'appel aux élections parlementaires, la nomination et la révocation des ambassadeurs, ... Cependant, depuis les dernières élections présidentielles du 15 avril 2018, lorsque Milo Đukanović a été nommé président, l'Assemblée National a passé une nouvelle loi qui a donné plus de pouvoirs exécutifs au Président. La loi permet maintenant au Président de constituer et de disposer de ses propres organes politiques tels que des conseils, des commissions, des groupes de travail, des organes similaires à ceux permettant le fonctionnement du gouvernement. Radio Slobodna Evropa, "Novi predsjednik Crne Gore moćniji od Vlade?", 27 avril 2018, <https://www.slobodnaevropa.org/a/crna-gora-predsjednik-milo-djukanovic/29196256.html> (Consulté le 8 novembre 2018)

¹⁵⁵ BBC News, "Montenegro country profile", 27 mai 2018, <https://www.bbc.com/news/world-europe-17667132>, (Consulté le 8 novembre 2018)

¹⁵⁶ Le Monde, "Monténégro : Milo Djukanovic revient au pouvoir en gagnant la présidentielle", le 16 avril 2018, (Consulté le 8 novembre 2018) https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/04/15/montenegro-milo-djukanovic-revient-au-pouvoir-en-gagnant-la-presidentielle_5285856_3214.html

¹⁵⁷ Vujović Z., Uljarević D., "Sažeti prijedlog praktične javne politike-Politička kriza u Crnoj Gori: Između rješenja i ka rješenju", CEMI, 2017, <http://cemi.org.me/wp-content/uploads/2017/12/Prevod-brifa-3.pdf>

Parlement ne permet pas de d'atteindre cet objectif.¹⁵⁸ Il faut aussi rappeler que la méfiance entre l'opposition et le gouvernement a débuté après l'élection présidentielle d'avril 2013 au cours de laquelle de nombreuses irrégularités ont été identifiées dans le processus électoral.¹⁵⁹ A cause de la corruption politique, la fraude électorale et les détournements de fonds de l'État par le parti au pouvoir pour l'achat de votes, l'opposition a demandé à l'Assemblée Nationale de déclarer les élections présidentielles invalides, que celle-ci a aussitôt refusé.¹⁶⁰ Cela a abouti à un grave manque de confiance du public dans l'intégrité du processus électoral.

Sous-section 2.1.2 Évaluation des progrès réalisés par le Monténégro dans l'état de droit et la démocratie

En général, selon l'évaluation de la Commission, le Monténégro apparaît comme le bon élève et le favori dans le processus d'élargissement par rapport aux autres pays candidats des Balkans occidentaux. L'UE surveille en permanence les progrès des pays candidats à l'adhésion afin de déterminer s'ils se conforment aux exigences. Pour visualiser à quel point le Monténégro a progressé dans le respect des critères politiques, la Commission publie chaque année les rapports d'avancement concernant le Monténégro et identifie les défis à résoudre pour avancer davantage. Nous allons maintenant analyser et présenter certaines de ces conclusions concernant le fonctionnement du système électoral et du système judiciaire, la réforme de l'administration publique, la lutte contre le crime organisé et la corruption, les relations avec les médias, etc., parce que ces éléments sont essentiels pour la mise en place d'institutions garantissant la démocratie, la primauté du droit, le respect et la protection des droits de l'homme.¹⁶¹ Pour rappel, le Traité d'Amsterdam¹⁶² a introduit l'obligation pour les pays candidats de respecter les valeurs européennes décrites à l'article 2 du Traité sur l'Union

¹⁵⁸ Ibid, <http://cemi.org.me/wp-content/uploads/2017/12/Prevod-brifa-3.pdf>

¹⁵⁹ Vijesti, "Lekićev izborni štab podnio 17 prigovora: Poništiti izbore tamo gdje se glasalo pismom", 14 avril 2013, <https://www.vijesti.me/vijesti/politika/lekicev-izborni-stab-podnio-17-prigovora-ponistiti-izbore-tamo-gdje-se-glasalo-pismom> (Consulté le 8 novembre 2018)

¹⁶⁰ Al Jazeera Balkans, "Odbijen prijedlog o poništenju izbora", 1. juin 2013.

<http://balkans.aljazeera.net/vijesti/odbijen-prijedlog-o-ponistenju-izbora> (Consulté le 8 novembre 2018)

¹⁶¹ Hoti, A., Gerguri, D., "The Copenhagen Political Criteria for Joining the EU: The Case of Kosovo", Teorija in Praksa, 2017, <https://www.fdv.uni-lj.si/docs/default-source/tip/k%C3%B6benhavenska-politi%C4%8Dna-merila-za-pridru%C5%BEitev-eu-primer-kosova.pdf?sfvrsn=0>

¹⁶² Traité d'Amsterdam, https://europa.eu/european-union/sites/europaeu/files/docs/body/treaty_of_amsterdam_fr.pdf

Européenne (TUE)¹⁶³ qui dit que « *l'Union est fondée sur les valeurs du respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'État de droit et les droits de l'homme, y compris les droits des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes* ». ¹⁶⁴

-Fonctionnement des institutions démocratiques : les élections, le Parlement, la gouvernance et la société civile

La Commission a estimé que la scène politique au Monténégro, depuis octobre 2016, est fragmentée et marquée par l'absence de dialogues politiques au sein des institutions démocratiques (dont le Parlement) et elle est caractérisée par un faible niveau de confiance dans le cadre électoral et dans le déroulement des élections.¹⁶⁵ Afin de résoudre cette crise et rétablir la confiance dans le processus électoral, l'UE a déployé des efforts importants pour motiver les partis de la coalition au pouvoir (DPS, SD et les trois partis minoritaires ethniques) et ceux d'opposition à prendre des activités qui conduisent à des réformes électorales basées sur les recommandations de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)/ Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme (BIDDH).¹⁶⁶ Le BIDDH, qui a observé les dernières élections parlementaires de 2016 et l'élection présidentielle de 2018, a publié deux rapports avec des recommandations pour les réformes électorales.¹⁶⁷ Ces recommandations stipulent une réforme complète de la législation électorale, un registre électoral centralisé et une identification biométrique des électeurs. Elles exigent aussi que chaque candidat, placé en quatrième position sur la liste électorale, soit issu du sexe le moins représenté.

¹⁶³ Traité sur l'Union européenne (TUE), https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:2bf140bf-a3f8-4ab2-b506-fd71826e6da6.0002.02/DOC_1&format=PDF

¹⁶⁴ Commission Européenne, "Règlement du parlement européen et du conseil", Bruxelles, 30 mai 2018, COM (2018), <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52018PC0384&from=EN>

¹⁶⁵ European Commission, « Montenegro Progress Report 2018 », Strasbourg, 17 avril 2018, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf>

¹⁶⁶ OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights, Election Observation Mission Final Report, "Montenegro Parliamentary Elections 2016", Warsaw, 25 janvier 2017, <https://www.osce.org/odihr/elections/montenegro/295511?download=true>

¹⁶⁷ OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights, Election Observation Mission Final Report, "Montenegro Presidential Election 2018", 15 avril 2018, <https://www.osce.org/odihr/elections/montenegro/386127?download=true>

Les recommandations visent aussi à harmoniser la législation électorale avec d'autres lois, à préciser clairement les dates de début et de fin de la campagne pré-électorale et enfin à obliger les partis à présenter les données concernant les coûts financiers de leur campagne, ce qui était jusque-là réalisé à la suite des élections.¹⁶⁸ Le message de la part de l'UE est que la mise en œuvre des recommandations est nécessaire pour que les prochaines élections soient légitimes et légales car le gouvernement issu de la nouvelle composition parlementaire en 2019/2020 est celui qui terminera les négociations pour l'adhésion du Monténégro si le pays accède à l'UE d'ici 2025.¹⁶⁹ Cependant, dans son rapport d'avancement de 2018, la Commission a trouvé que les recommandations ont été partiellement adaptées. En effet, la Commission a remarqué qu'en décembre 2017, le Parlement a mis en place un groupe de travail parlementaire qui a adapté certains amendements sur les lois électorales, mais ce sont les consultations publiques adéquates ainsi que ce groupe de travail qui était seulement composé de membres issus du parti au pouvoir. Selon certaines critiques provenant du secteur non gouvernemental, le gouvernement ne fait que simuler l'amélioration de la législation électorale car l'état actuel de la législation électorale travaille en faveur du parti au pouvoir. D'après eux, il est nécessaire de constituer un gouvernement technique de manière temporaire qui peut apporter de réelles améliorations garantissant des élections démocratiques et équitables.¹⁷⁰ Ceci est nécessaire, en particulier après une récente affaire soi-disant "Enveloppe" où le parti au pouvoir est accusé de financement illégal.¹⁷¹ En effet, un clip vidéo témoigne d'un acte de corruption sur lequel l'un des plus grands hommes d'affaires locaux, Duško Knežević, remet une enveloppe de 200 000 dollars (selon ses revendications) au maire de Podgorica de l'époque, Slavoljub Stijepović, pour financer une campagne électorale.¹⁷² La Commission européenne demande une enquête sur cette affaire.¹⁷³

¹⁶⁸ OSCE, « *ODIHR presents recommendations from final report on parliamentary elections in Montenegro* », 1 juin 2017, <https://www.osce.org/odihr/elections/montenegro/320826> (Consulté le 14 novembre 2018)

¹⁶⁹ Vujovic Z., « *Nacisto* », TV Vijesti, 4 novembre 2018, <https://www.youtube.com/watch?v=4OHg-DNvAM0&t=2998s>

¹⁷⁰ Vijesti, « *Opozicija tvrdi da Odbor ne može nastaviti rad: Bez izbornih reformi dok traje bojkot* », 7 mars 2019, <https://www.vijesti.me/vijesti/politika/opozicija-tvrdi-da-odbor-ne-moze-nastaviti-rad-bez-izbornih-reformi-dok-traje-bojkot> (Consulté le 1 avril 2019)

¹⁷¹ BalkanInsight, « *'Envelope' Affair Raises Suspicion over Montenegrin Party Funds* », 25 janvier 2019, <https://balkaninsight.com/2019/01/25/envelope-affair-raises-suspicion-over-montenegrin-party-funds-01-24-2019/> (Consulté le 1 avril 2019)

¹⁷² Vijesti, « *Dao sam 200.000 dolara, a Stijepović molio za eure* », 13 janvier 2019, <https://www.vijesti.me/vijesti/politika/dao-sam-200-000-dolara-a-stijepovic-molio-za-eure> (Consulté le 1 avril 2019)

¹⁷³ Vijesti, « *Brisel traži istragu afere "Koverat"* », 17 janvier 2019, <https://www.vijesti.me/vijesti/politika/brisel-trazi-istragu-afere-koverat> (Consulté le 1 avril 2019)

Concernant le Parlement, la Commission a constaté que les boycotts de l'opposition ont représenté un défi majeur pour le travail parlementaire en retardant l'activité législative et la prise de décision.¹⁷⁴ En décembre 2017, une partie de l'opposition est revenue au Parlement mais il s'agit d'une fin partielle du boycott car la majorité de l'opposition n'est pas encore au Parlement. Lors des élections locales dans plusieurs municipalités qui sont organisées au moment du boycott, l'opposition a obtenu des mauvais résultats. C'est la raison pour laquelle une partie de l'opposition est revenue au Parlement pour réparer le dommage d'un an et demi d'absence.¹⁷⁵ *Politikon mreža* (Réseau Politicon), une organisation non gouvernementale, estime que pendant cette absence au Parlement, l'opposition n'a pas réussi à offrir des solutions alternatives, il y avait une baisse de confiance de la part de son électorat et c'est pour cette raison-là que le boycott du parlement a perdu son but.¹⁷⁶

Concernant les organisations non gouvernementales (ONG) au Monténégro, elles ont généralement des libertés et des garanties juridiques nécessaires pour mener à bien leur travail sans ingérence politique ou institutionnelle.¹⁷⁷ Le nombre d'organisations enregistrées est très élevé. Au début de l'année 2018, on compte 4 627 organisations de la société civile.¹⁷⁸ Même si de nombreux progrès ont été constatés, notamment dans les relations et la collaboration entre l'État et la société civile, la Commission a réclamé des ressources financières supplémentaires et une plus grande transparence dans les procédures gouvernementales de coopération et de consultation avec les ONG.¹⁷⁹ En plus d'informer le public sur les progrès réalisés en matière du processus d'intégration européenne, la société civile a joué un rôle actif dans le suivi et

¹⁷⁴ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf>

¹⁷⁵ Cemi, "Rezultati lokalnih izbora mogu uticati na strategiju opozicije", 27 novembre 2017, <http://cemi.org.me/2017/11/rezultati-lokalnih-izbora-mogu-uticati-na-strategiju-opozicije/> (Consulté le 1 avril 2019)

¹⁷⁶ Vijesti, "Dio opozicije se vraća u Skupštinu Crne Gore da sanira štetu sa izbora", 31 mai 2017, <https://www.vijesti.me/vijesti/politika/dio-opozicije-se-vraca-u-skupstinu-crne-gore-da-sanira-stetu-sa-izbora> (Consulté le 1 avril 2019)

¹⁷⁷ Ibid, https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1861/Europe_Eurasia_CSOSIRreport_2015_Update8-29-16.pdf, p.173

¹⁷⁸ United States Agency for International Development (USAID) Strengthening Civil Society Globally, "2017 Civil Society Organization Sustainability Index for Central and Eastern Europe and Eurasia 21st Edition", septembre 2018, http://www.fdsc.ro/library/files/csosi_ee_2017_regional_report_final.pdf

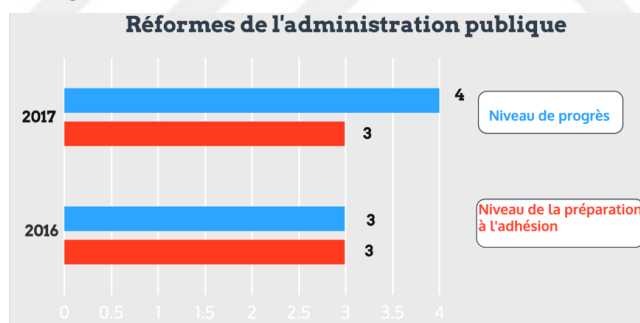
¹⁷⁹ Ibid, https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1861/Europe_Eurasia_CSOSIRreport_2015_Update8-29-16.pdf, p.173

l'évaluation de divers processus d'intégration.¹⁸⁰ Par exemple, *Mreža za afirmaciju nevladinog sektora* - MANS (Réseau pour Affirmation du secteur non gouvernemental) est l'une des plus imminentes ONG qui travaille sur la politique de lutte contre la corruption et qui assure le suivi de la mise en œuvre des mesures sur le plan d'action pour le chapitre 23 : pouvoir judiciaire et droits fondamentaux.¹⁸¹

- Les réformes de l'administration publique

S'agissant des réformes de l'administration publique, le Monténégro est modérément préparé. Le pays a réalisé un bon progrès dans le développement de son cadre juridique avec l'adoption d'une série de lois, en particulier : la loi sur les fonctionnaires de l'État et les employés du secteur public qui garantit un recrutement fondé sur le mérite,¹⁸² l'adoption d'une nouvelle stratégie de réforme de l'administration publique (2016-2020)¹⁸³ mais aussi la réforme de la gestion des finances publiques,¹⁸⁴ de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les salaires et de la simplification des procédures administratives.¹⁸⁵ Cependant, leur mise en œuvre dans la pratique rencontre des difficultés.

Illustration 3: Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement de l'administration publique monténégrine.



Source: Commission européenne, les rapports d'avancement de 2016 et 2017

¹⁸⁰Radio Televizija Srbije, "Važna uloga civilnog društva u evropskim integracijama", 11 octobre 2017, <http://www.rts.rs/page/stories/sr/story/9/politika/2900439/vazna-uloga-civilnog-drustva-u-evropskim-integracijama.html> (Consulté le 17 novembre 2018)

¹⁸¹ Mans, <https://www.mans.co.me/ap23/#>

¹⁸²Ministarstvo javne uprave Crna Gora, "Zakon o državnim sluzbenicima i namjestenicima", https://www.paragraf.me/propisi-crnegore/zakon_o_drzavnim_sluzbenicima_i_namjestenicima.html

¹⁸³Ministarstvo javne uprave Crne Gore, "Strategija reforme javne uprave u Crnoj Gori za period 2011-2016", Podgorica, mars 2011, <http://media.cgo-cce.org/2013/03/Strategija-reforme-javne-uprave-u-Crnoj-Gori-2011-2016-AURUM.pdf>

¹⁸⁴Ministarstvo finansija Crne Gore, "Program reforme upravljanja javnim finansijama 2016-2020", juin 2018, www.gov.me/ResourceManager/FileDownload.aspx?rid

¹⁸⁵European Commission, «Montenegro Progress Report 2016», <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52016SC0360&from=EN>.

Lorsque nous comparons les évaluations de la Commission au travers des rapports d'avancement de 2016 et 2017, nous constatons que l'administration publique monténégrine a enregistré un bon progrès (4 sur 5) en 2017¹⁸⁶ contrairement à 2016¹⁸⁷. Cependant, l'état de préparation à l'adhésion général du système d'administration publique monténégrin est encore évalué comme étant modérément préparé.

Les plus gros problèmes rencontrés concernent la politisation et le dimensionnement de l'administration publique.¹⁸⁸ S'exprimant lors d'une réunion sur les principes de l'administration publique en février 2017, le Chef de délégation de l'UE au Monténégro, Aivo Orav, a noté qu'il y a encore beaucoup de défis dans ce domaine. « Il est nécessaire de tracer une frontière claire séparant la politique de l'administration publique, et cela dépend de la volonté politique », a-t-il déclaré.¹⁸⁹ Selon *Institute Alternative*, une ONG pertinente pour surveiller le fonctionnement et la responsabilité de l'administration publique, "le recrutement par le biais de connexions" est le principal sujet brûlant de l'administration monténégrine du point de vue des citoyens.¹⁹⁰ Mis à part cela, le gouvernement a récemment modifié la loi sur le libre accès à l'information en rendant plus difficile l'accès aux informations, ce qui représente une régression dans la transparence du travail de l'administration.¹⁹¹ Pour progresser dans la réforme de l'administration publique, il est nécessaire d'établir des institutions indépendantes qui font leur travail efficacement et qui obtiennent des résultats mesurables. Il est aussi important de supprimer ces nouvelles restrictions sur l'accès à l'information et de permettre aux citoyens d'obtenir des informations, mais aussi d'améliorer le *reporting* des organes de surveillance du fonctionnement du gouvernement.¹⁹² Selon le rapport de la Commission de 2018, il

¹⁸⁶ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf>

¹⁸⁷ Ibid, https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_montenegro.pdf, p. 9

¹⁸⁸ Institute Alternative, "Public Administration Reform: How Far Is 2020?", Podgorica, October 2017, <https://institut-alternativa.org/en/public-administration-reform-how-far-is-2020/>

¹⁸⁹ Delegation of the European Union to Montenegro, "Well-functioning public administration important for citizens", businesses and EU integration process, 1 février 2017. <http://www.delme.ec.europa.eu/code/navigate.php?Id=3788>

¹⁹⁰ Institute Alternative, "Toward a better administration in Montenegro: Good progress or modest preparation?", Podgorica, May 2018, http://media.institut-alternativa.org/2018/06/par_monitoring_izvjestaj_eng.pdf

¹⁹¹ Vijesti DN, "MANS traži izmjene Zakona o slobodnom pristupu informacijama", 14 juin 2018, <http://www.vijesti.me/vijesti/mans-trazi-izmjene-zakona-o-slobodnom-pristupu-informacijama-992748> (Consulté le 14 novembre 2018)

¹⁹² Vanja Calovic, Direktorka Mreže za afirmaciju nevladinog sektora (MANS), "Slobodan Pristup Informacijama", 27 septembre 2018, <https://www.youtube.com/watch?v=hYNxBgqOdOk>

conviendrait de renforcer la participation accrue des citoyens à la prise de décision et à l'échange électronique de données. Aussi, une plus grande efficacité et une plus grande responsabilisation dans la fourniture de services administratifs devraient être encore renforcées.¹⁹³

-Le fonctionnement du système judiciaire

L'État de droit et le système judiciaire sont des domaines clés demandant des réformes dans le processus d'intégration européenne du Monténégro. Elles sont parmi les plus exigeantes pour l'ensemble des autorités monténégrines. En commençant par les amendements à la Constitution en 2013, le Monténégro a essayé de renforcer l'indépendance du système judiciaire, notamment par la réduction des possibilités d'influence politique sur les nominations des juges.¹⁹⁴ De plus, le pays a pris un certain nombre des mesures importantes, y compris l'adoption de la stratégie de réforme judiciaire 2014-2018 en avril 2014.¹⁹⁵ La stratégie contient des objectifs pour développer un système judiciaire qui est indépendant, dépolitisé, efficace et professionnelle, ce qui est demandé par l'UE.

Cependant, malgré certains progrès réalisés comme ceux conclus par les amendements à la Constitution, le nouveau cadre législatif pour renforcer l'indépendance et le professionnalisme dans le système judiciaire n'est toujours pas pleinement mis en œuvre dans la pratique.¹⁹⁶ "L'indépendance, la qualité et l'efficacité du système judiciaire doivent être améliorées davantage afin de garantir la justice " a déclaré récemment Aivo Orav, le Chef de la délégation de l'UE à Podgorica.¹⁹⁷ La Commission reste donc toujours inquiète sur les tentatives d'ingérence politique, notamment de la part des autorités internes du pouvoir judiciaire.¹⁹⁸ C'est la raison pour laquelle la Commission n'a enregistré aucun progrès significatif au cours des années 2016 et 2017. Dans les deux rapports d'avancement de 2016 et 2017, le système judiciaire a été évalué comme étant modérément préparé (3) tandis que la Commission a

¹⁹³ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf>

¹⁹⁴ Balkan Insight "Crna Gora: Amandmani za reformu pravosuda", 30 mai 2012, <http://www.balkaninsight.com/en/article/crna-gora-amandmani-za-reformu-pravosuda/1431/163> (Consulté le 18 novembre 2018)

¹⁹⁵ Ministarstvo pravde Crne Gore, "Strategija reforme pravosuda 2014-2018", Podgorica, décembre 2013, <http://www.mpa.gov.me/biblioteka/strategije?AccessibilityFontSize=150?query=Unesite%20pojam%3A&sortDirection=Asc>

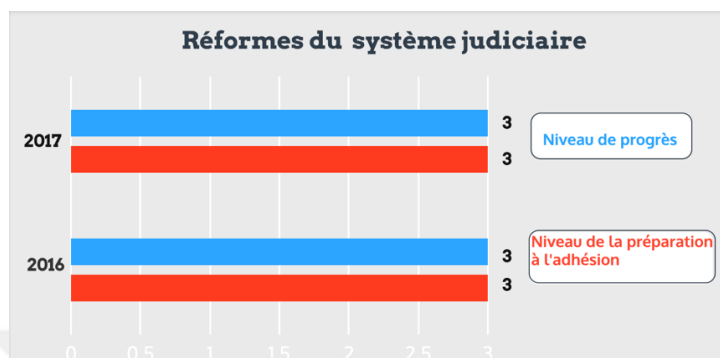
¹⁹⁶ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf> p.15

¹⁹⁷ Council of Europe-EU Horizontal Facility, "Montenegro: accountability of the judicial system (Video)", 25 juin 2018, https://www.youtube.com/watch?v=BXBM_b_1yNQ

¹⁹⁸ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf> p.15

remarqué que le Gouvernement a fait un certain progrès (3) dans l'application des recommandations pour les réformes suggérées dans les rapports précédents.

Illustration 4: Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement des réformes du système judiciaire en Monténégro.



Source: Commission européenne, les rapports d'avancement de 2016 et 2017

Le rapport de 2018 a également révélé que le Monténégro devrait augmenter l'efficacité de son système judiciaire car, au cours de l'année 2017, l'arriéré des dossiers a augmenté de plus de 25%, passant de 32 313 affaires en instance à la fin de 2016 à 40 780 affaires en instance à la fin de 2017.¹⁹⁹ Aussi, le Conseil judiciaire et le Conseil des procureurs, les deux organes importants du système judiciaire monténégrin, sont encore limités pour exercer leurs compétences car ils ne disposent pas des capacités humaines et techniques suffisantes pour pouvoir bien mener des activités de réforme judiciaire.²⁰⁰ La Commission exige donc une responsabilisation institutionnelle et individuelle plus grande en ce qui concerne le dépôt d'actes d'accusation pour corruption, le blanchiment d'argent et la criminalité. La responsabilisation du pouvoir judiciaire est un chantier à mener en commençant par diagnostiquer l'application des codes éthiques et des nouveaux systèmes disciplinaires destinés aux juges et aux procureurs.²⁰¹ Néanmoins, le Gouvernement se vante des progrès accomplis dans le renforcement des capacités des institutions judiciaires, de l'organisation des formations pour les juges et de l'activité législative.²⁰²

¹⁹⁹ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf> p.15

²⁰⁰ Akcija za ljudska prava, Center za monitoring i istraživanje (CEMI), "Izveštaj o realizaciji strategije reforme pravosuđa 2014-2018", Podgorica, avril 2017, <http://cemi.org.me/wp-content/uploads/2017/04/IZVJE%C5%A0TAJ-O-REALIZACIJI-STRATEGIJE-REFORME-PRAVOSU%C4%90A-2014-2016.pdf>

²⁰¹ Ibid, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52016SC0360&from=EN>. p.12

²⁰² Institute Alternativa, Centar za Gradjansko Obrazovanje, CEMI, Center za razvoj nevladinih organizacija, "Montenegro: between reform leader and reform simulacrum", mars 2018, www.media.institut-alternativa.org/2018/04/simulacrum-en.pdf

-La lutte contre la corruption et le crime organisé

Malgré certains résultats dans la lutte contre la corruption, ce phénomène est encore très répandu dans de nombreux domaines de la vie politique et économique du Monténégro et il reste un sujet de préoccupation.²⁰³ Le gouvernement a choisi de mener la lutte contre la corruption à travers la réalisation des repères pour les chapitres 23 (l'appareil judiciaire et droits fondamentaux) et 24 (justice, liberté et sécurité) plutôt que le développement d'une stratégie nationale pour lutter contre ce problème brûlant de société.²⁰⁴ Une telle approche soulève inévitablement la question suivante : Est-ce que la lutte contre la corruption est traitée dans le but de respecter les critères de Bruxelles ou bien d'obtenir des avantages de la part des citoyens monténégrins?

Au cours des cinq années de négociations, avec plus de trois ans et demi de lutte face à ce problème, le Monténégro a surtout progressé dans le développement du cadre juridique et institutionnel pour la prévention et la répression de la corruption en adoptant une série de lois anti-corruption²⁰⁵, comme la loi sur la prévention de la corruption en 2014²⁰⁶, la loi sur les marchés publics²⁰⁷, la loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales²⁰⁸, la loi sur la confiscation des biens acquis par le biais d'activités criminelles²⁰⁹, la loi sur les poursuites d'État²¹⁰ et enfin la loi sur le Procureur Spécial d'État.²¹¹ Ces lois ont

²⁰³Blic, "Crna Gora: Korupcija prisutna u brojnim oblastima", 27 avril 2018, <https://www.blic.rs/vesti/svet/crna-gora-korupcija-prisutna-u-brojinim-oblastima/k60jcn8> (Consulté le 20 novembre 2018)

²⁰⁴Vijesti DN, "Istraživanje ASK: Evo u kojim oblastima građani CG smatraju da ima najviše korupcije", 28 decembre 2017, <http://www.vijesti.me/vijesti/istrazivanje-ask-evo-u-kojim-oblastima-gradani-cg-smatraju-da-ima-najvise-korupcije-969609> (Consulté le 20 novembre 2018)

²⁰⁵Politica, "Fale rezultati u borbi protiv korupcije", 31 août 2017, <http://www.rtcg.me/vijesti/politika/176634/fale-rezultati-u-borbi-protiv-korupcije.html>, (Consulté le 20 novembre 2018)

²⁰⁶ Agencija za Antikorupciju, « Zakon o sprječavanju korupcije », Sl. list CG, br.53/2014, https://www.antikorupcija.me/media/documents/zakon_o_sprjecavanju_korupcije.pdf

²⁰⁷ Vlada Crne Gore, « Zakon o javnim nabavkama Crne Gore », Sl. list CG, 42/11, <http://www.ujn.gov.me/novi-zakon-o-javnim-nabavkama-crne-gore/>

²⁰⁸ Vlada Crne Gore, « Zakon o finansiranju političkih subjekata i izbornih kampanja », Sl. list CG, br. 52/2014, 76/2015 - odluka US, 83/2016 i 92/2017, https://www.paragraf.me/propisi-crnegore/zakon_o_finansiranju_politickih_subjekata_i_izbornih_kampanja.html

²⁰⁹ Ministarstvo Pravde Crne Gore, "Nacrt zakona o oduzimanju imovine stečene krivičnim djelom sa obrazloženjem", Sl. list CG, br. 58/2015, <http://rai-see.org/wp-content/uploads/2015/08/Zakon-o-oduzimanju-imovinske-koristi-tecene-kriminalnim-djelom-CG-2015.pdf>

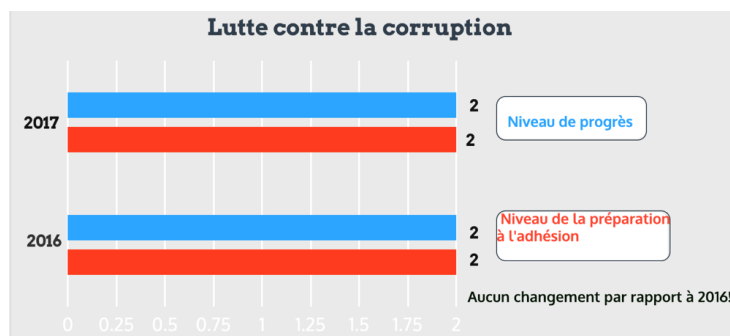
²¹⁰ Ministarstvo Pravde Crne Gore, Zakon o državnom tužilaštvu, Sl. list CG, br.69/2003, <http://media.cgo-cce.org/2013/06/12-Zakon-o-Vrhovnom-drzavnom-tuzilastvu.pdf>

²¹¹ Ministarstvo Pravde Crne Gore, "Zakon o Specijalnom državnom tužilaštvu", Sl. list CG, br. 10/2015 i 53/2016, <http://rai-see.org/wp-content/uploads/2015/08/Zakon-o-specijalnom-drzavnom-tuzilastvu-CG-2016.pdf>

établi deux nouvelles institutions pour poursuivre les tâches importantes dans la lutte contre la corruption : l'Agence pour la prévention de la corruption et le Bureau du Procureur Spécial d'État.²¹²

Cependant, les citoyens ont souvent critiqué le travail de ces institutions affirmant qu'elles étaient soumises à l'influence politique des autorités gouvernementales. Un sondage d'opinion en novembre 2017 à propos de la perception de la corruption par les citoyens montre que la plupart des citoyens monténégrins (57%) ne considèrent pas que le Bureau du Procureur Spécial d'État ait contribué à la lutte contre la corruption et le crime organisé. Par la même occasion, un cinquième des citoyens ne reconnaît aucune contribution de cette institution à la résolution de ce problème.²¹³ Par conséquent, les principaux obstacles dans ce domaine sont un manque de capacités techniques et de ressources humaines au sein de ces institutions ainsi qu'une forte influence politique et une pression sur leurs travaux. Tel est aussi l'avis de la Commission qui trouve que les capacités opérationnelles des procureurs, des juges et des policiers pour lutter contre la corruption demeurent insuffisantes et nécessitent une amélioration, y compris une formation spécialisée.²¹⁴ Comme nous pouvons le voir sur le graphique 3, la Commission n'a enregistré aucun changement considérable dans la lutte contre la corruption en 2017 par rapport à 2016.

Illustration 5: Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement dans la lutte contre la corruption et le crime organisé au Monténégro.



Source: Commission européenne, les rapports d'avancement de 2016 et 2017

²¹² Centra za demokratsku tranziciju, "Procjena Napretka Crne Gore u ispunjavanju politickih kriterijumi u pregovorima sa EU: Prvi dio: Procjena napretka u oblastima pravosuđe, borba protiv korupcije i mediji", Podgorica, juillet 2017, <https://www.cdtmn.org/wp-content/uploads/2017/08/Procjena-napretka-CG2207-final.pdf>

²¹³ RTCG, "Nespremni da prijave korupciju u policiji", <http://www.rtcg.me/vijesti/drustvo/178047/nespremni-da-prijave-korupciju-u-policiji.html>, 14 novembre 2017, <http://www.rtcg.me/vijesti/drustvo/178047/nespremni-da-prijave-korupciju-u-policiji.html> (Consulté le 20 novembre 2018)

²¹⁴ Radio Slobodna Evropa, "Korupcija u Crnoj Gori i dalje zabrinjavajuća", 28 septembre 2018, <https://www.slobodnaevropa.org/a/29515003.html> (Consulté le 20 novembre 2018)

En outre, les représentants du secteur non gouvernemental et les partis politiques de l'opposition constatent que les principales raisons de l'absence de résultats concrets sont une sélectivité dans le fonctionnement des organes et des institutions de l'État (de manière à ce qu'ils choisissent quel cas persécuter et d'autres non), un nombre insuffisant de verdicts dans le cas de la haute corruption, une durée trop longue des procédures judiciaires, une présentation de statistiques irréalistes sur les résultats obtenus et la production d'obstructions qui conduisent à l'obsolescence d'importants cas de corruption.²¹⁵ Les institutions officiels de l'État rejettent toutefois cette critique en affirmant que la lutte contre la corruption est un processus complexe et que même les pays développés sont confrontés à ce problème. Ils affirment également que leur capacité de fonctionnement est insuffisante et considèrent la critique comme une tentative d'ingérence politique dans leur travail.²¹⁶ En conséquence, on peut conclure que la construction des conditions préalables pour un meilleur fonctionnement des institutions, y compris le cadre législatif, a été accomplie avec un succès relatif. Il reste maintenant à atteindre la phase la plus difficile, à savoir la transformation réelle des lois et la création d'institutions crédibles et indépendantes.

Concernant la lutte contre le crime organisé, le Monténégro détient un certain nombre de documents stratégiques nationaux. Les plus importants d'entre-eux sont la stratégie de lutte contre la traite des êtres humains 2012-2018,²¹⁷ la stratégie pour la prévention et la répression du terrorisme, le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme 2015-2018²¹⁸ et la stratégie pour la prévention de l'abus des drogues 2013-2020.²¹⁹ Selon l'évaluation de la Commission de 2018, le pays a un certain niveau de préparation et un certain progrès a été accompli dans le renforcement du cadre réglementaire et institutionnel qui est maintenant en place.²²⁰ Par contre,

²¹⁵ Vijesti DN, "Ćalović-Marković: Sudstvo poručuje da se korupcija isplati", 15 octobre 2018, <http://www.vijesti.me/vijesti/calovic-markovic-sudstvo-porucuje-da-se-korupcija-isplati-1008423> (Consulté le 20 novembre 2018)

²¹⁶ Vijesti DN, "Slabi rezultati u borbi sa korupcijom za Markovića uspjeh" 15 octobre 2018, <http://www.vijesti.me/vijesti/slabi-rezultati-u-borbi-sa-korupcijom-za-markovica-uspjeh-1012647> (Consulté le 20 novembre 2018)

²¹⁷ Kancelarija za borbu protiv trgovine ljudima, "Strategija za borbu protiv trgovine ljudima crna gora" <http://www.antitrafficking.gov.me/rubrike/nacionalna-strategija/89629/164499.html>

²¹⁸ Agencija za nacionalnu bezbjednost, "Strategija za prevenciju i suzbijanje terorizma, pranja novca i finansiranje terorizma", <http://www.anb.gov.me/biblioteka?query=STRATEGIJA&sortDirection=desc>

²¹⁹ Ministarstvo Zdravlja, « *Strategija Crne Gore za sprečavanje zloupotrebe droga 2013-2020* », <http://www.mzdravlja.gov.me/biblioteka?query=STRATEGIJA&sortDirection=desc>

²²⁰ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf>

Europol reconnaît que le trafic de drogue reste l'activité criminelle dominante au Monténégro. Il souligne également que la contrebande de cigarettes est également présente.²²¹ De plus, la Commission, a évalué qu'il n'y a pas assez d'actions en faveur de la rupture des réseaux criminels et la saisie temporaire ou définitive des biens. Le nombre de cas de criminalité organisés résolus, par exemple le blanchiment de capitaux et la traite des êtres humains, reste limité. Il est également nécessaire de renforcer les capacités du département de police et des institutions compétentes.²²²

Sous-section 2.1.3. Évaluation des progrès accomplis par le Monténégro dans les droits fondamentaux et la liberté d'expression

Quant à la protection des droits de l'homme, le cadre législatif et institutionnel (la législation anti-discrimination)²²³ est actuellement pleinement conforme aux exigences européennes²²⁴ mais des efforts supplémentaires restent à être accomplis dans la pratique afin d'assurer plus de respect vis-à-vis des plus vulnérables, y compris de la population Rom, des réfugiés et des migrants. Il reste encore l'absence de réelle volonté politique et de ressources suffisantes pour permettre aux organismes de surveillance et de réglementation compétents (le bureau de l'Ombudsman) de remplir leur mandat de manière autonome et efficace. Enfin, les catégories les plus marginales de la population ne bénéficient toujours pas de protection complète.²²⁵ Le Monténégro a atteint un certain niveau de préparation à l'adhésion dans le domaine de la liberté d'expression, par contre il n'a réalisé aucun progrès en matière de liberté d'expression au cours de ces dernières années où les scores les plus bas: « un certain niveau de préparation (2) » et « aucun progrès (2) » ont été atteints.²²⁶

²²¹ Uprava Policije Crna Gora, "Mid-Term SOCTA Review 2015: Supplement to the Serious and Organised Crime Threat Assessment of Montenegro", 2015, www.gov.me/ResourceManager/FileDownload.aspx?rId=219582&rType=2

²²² Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf>

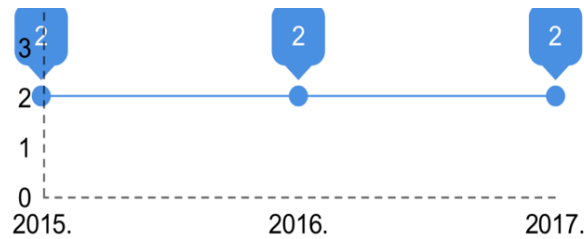
²²³ Vlada Crne Gore, "Zakon o zabrani diskriminacije", Sl. list CG", br. 46/2010, 40/2011 - dr. zakon, 18/2014 i 42/2017, <https://www.paragraf.me/propisi-crnegore/zakon-o-zabrani-diskriminacije.html>

²²⁴ Vijesti DN, "U Ženevi predstavljen izvještaj o stanju ljudskih prava u Crnoj Gori", 22 janvier 2018, <http://www.vijesti.me/vijesti/u-zenevi-predstavljen-izvjestaj-o-stanju-ljudskih-prava-u-crnoj-gori-972618> (Consulté le 22 novembre 2018)

²²⁵ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf> p.23

²²⁶ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf> p.25

Illustration 6: Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement de la liberté d'expression au Monténégro.



Source: Commission européenne, les rapports d'avancement de 2015 à 2017

Les attaques et les actes d'intimidation sur les journalistes et la pression financière exercée sur des médias d'esprit critique sont les principaux problèmes dans le domaine de la liberté de la presse au Monténégro. Certains observateurs ont affirmé que le gouvernement ne censure pas directement les médias, mais une censure indirecte existe néanmoins.²²⁷ La pression financière s'exerce de manière à ce que les institutions gouvernementales préfèrent faire de la publicité au travers des médias qui les soutiennent plutôt que par ceux qui critiquent leur travail. La Commission a aussi exprimé sa préoccupation au sujet de l'ingérence politique récente sur le radiodiffuseur public national (Radio Televizija Crne Gore) lorsque le licenciement de Andrijana Kadija, directeur général du RTCG, a été initié par le gouvernement et que cela a sérieusement menacé l'indépendance de ce media. L'OSCE a également averti le Monténégro qu'il ne devrait y avoir aucune ingérence politique dans les médias.²²⁸ La Commission a mis en garde le Monténégro que l'attaque en mai 2018 contre Olivera Lakic, un journaliste qui travaille sur la criminalité organisée, aurait un impact sur le processus d'adhésion du pays et l'a exhorté à enquêter sur l'incident.²²⁹ Cette journaliste a été blessée avec une arme à feu mais reste en vie. Elle écrit pour un quotidien "*Vijesti*" ayant un esprit critique envers le gouvernement, et ce fut la deuxième attaque contre elle. Il y a six ans, elle a été attaquée pour

²²⁷ Freedom House, "Transition Report on Montenegro 2018", https://freedomhouse.org/sites/default/files/NIT2018_Montenegro.pdf, p.6

²²⁸ OSCE, "Media Freedom Representative raises concern following dismissal of Montenegrin Public Service Broadcaster Director General", 7 juin 2018, <https://www.osce.org/representative-on-freedom-of-media/383826>, (Consulté le 21 novembre 2018)

²²⁹ The Guardian, "EU tells Montenegro attack on journalist will affect membership bid", 21 mai 2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/may/11/eu-montenegro-attack-journalist-olivera-lakic-membership-bid> (Consulté le 21 novembre 2018)

la première fois devant sa maison lorsque des inconnus l'ont frappé à la tête.²³⁰ À la suite de cette attaque, les Nations Unies ont demandé au Monténégro de respecter ses obligations internationales en matière de protection de la liberté d'expression, y compris la protection des journalistes et des médias.²³¹

La notion de coopération régionale est en outre très importante, elle consiste à faire des accords avec les autres pays de l'UE et à entretenir des relations de bon voisinage. C'est essentiel pour accompagner le processus de transition du Monténégro vers l'UE, cela contribue à la stabilité, à la réconciliation et instaure un climat propice à la résolution des problèmes bilatéraux et hérités du passé. Il est important de noter que le Monténégro n'a aucun différend avec un État membre de l'UE contrairement à la Serbie et rien ne bloque son adhésion à l'UE. En décembre 2015, le Parlement monténégrin a en outre ratifié les accords de démarcation frontalière avec la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo*.²³² Le pays a participé entre autres, au Processus de coopération pour l'Europe du Sud-Est, à L'Accord de libre-échange centre-européen (ALECE), au Conseil de coopération régionale, au Western Balkans Six, à l'Initiative Adriatique-Ionienne, à la Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne, à l'Initiative centre-européenne, à l'Initiative régionale pour les migrations et l'asile, et autres initiatives régionales. Le Monténégro a été salué pour l'alignement de sa politique étrangère sur la politique étrangère et la politique commune de sécurité de l'Union, mais également pour la décision 2016/1671/PESC²³³ du Conseil préconisant des mesures restrictives contre la Russie. Le Monténégro avec quatre autres pays non-membres de l'UE (Norvège, Ukraine, Géorgie et Albanie) ont décidé rejoindre les sanctions contre la Russie à cause de l'annexion de la Crimée, ce qui a été bien accueilli par les fonctionnaires de l'UE.²³⁴ En ce qui concerne la motif pour imposer les sanctions contre la Russie, le Premier ministre à cette époque Milo Đukanović a expliqué que *"en tant que pays candidat à l'adhésion à l'UE dans le processus de négociation,*

²³⁰ Vijesti, "Ko je i zašto pucao u Oliveru Lakić?", 8 mai 2018, <https://www.vijesti.me/vijesti/crna-hronika/ko-je-i-zasto-pucao-u-oliveru-lakic> (Consulté le 21 novembre 2018)

²³¹ Aljazeera Balkans, "UN zabrinut zbog nasilja i zastrašivanja novinara u Crnoj Gori", 11 mai 2018, <http://balkans.aljazeera.net/vijesti/un-zabrinut-zbog-nasilja-i-zastrasivanja-novinara-u-crnoj-gori>

²³² VoA News, "Kosovo postpones debate on Montenegro border deal", 1 septembre 2016, <http://www.voanews.com/a/kosovo-postpones-debate-montenegro-border-deal/3489987.html>. (Consulté le 10 novembre 2018)

²³³ Le conseil de l'Union Européenne, "Décision (PESC) 2016/1671 du Conseil", 15 septembre 2016, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32016D1671&from=FR> (Consulté le 10 novembre 2018)

²³⁴ UAWire, "Five countries join in EU sanctions against Russia", 19 juillet 2018, <https://uawire.org/five-countries-join-in-eu-sanctions-against-russia> (Consulté le 10 novembre 2018)

*le Monténégro a l'obligation de respecter les politiques de l'UE".*²³⁵ Les sanctions comprennent une interdiction de voyager pour certains fonctionnaires russes dans ces pays ainsi qu'un gel de leurs comptes financiers.²³⁶

Le Monténégro a progressé dans l'alignement et la préparation de la mise en œuvre de l'acquis communautaire sur la plupart des chapitres mais, comme nous pouvons le constater dans l'Annexe 1, il demeure toujours modérément préparé avec un score de 3 sur 5. Le pays a un bon niveau de préparation dans des domaines tels que la politique étrangère, de sécurité et de défense (en devenant récemment membre de l'OTAN et en s'alignant sur toutes les positions et déclarations de l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité) ainsi que le droit des sociétés, le droit de la propriété intellectuelle, la politique des transports, la science et la recherche, l'éducation et la culture et enfin l'union douanière. Le pays est modérément préparé dans divers chapitres tels que la libre de circulation des marchandises et des capitaux, la politique de la concurrence, les services financiers, l'agriculture et le développement rural, la sécurité alimentaire, la fiscalité, la politique d'entreprise et la politique industrielle. Cependant, le pays doit faire beaucoup d'efforts dans le domaine de la pêche et en ce qui concerne les dispositions budgétaires et financières car il n'est qu'à un stade précoce de préparation alors qu'il a un certain niveau de préparation dans d'autres domaines critiques tels que la politique sociale, l'emploi, l'environnement et le changement climatique. Néanmoins, le problème est que le pays a eu une régression dans le domaine des marchés publics. Dans la période à venir, le pays devrait se concentrer sur l'amélioration de la législation sur l'environnement, le changement climatique et les marchés publics. Le Monténégro doit travailler dur au renforcement de sa capacité administrative afin de garantir l'application de l'acquis qui reste un défi majeur.

²³⁵ Al Jazeera Balkans, "Crna Gora nije uvela sankcije Rusiji", 27 mars 2014, <http://balkans.aljazeera.net/vijesti/crna-gora-nije-uvela-sankcije-rusiji> (Consulté le 10 novembre 2018)

²³⁶ Mondo.me, "I Crna Gora uvela sankcije Rusiji", 19 mars 2014, <http://mondo.me/a355208/Info/Crna-Gora/I-Crna-Gora-uvela-sankcije-Rusiji.html> (Consulté le 10 novembre 2018)

Section 2.2. Analyse d'avancement de la Serbie du point de vue des critères politiques pour l'adhésion

L'actuelle République de Serbie est l'héritière de la République Fédérale de Yougoslavie (1992-2003) et de la Communauté d'États de Serbie-et-Monténégro (2003-2006).²³⁷ La transformation de la Serbie depuis la dissolution de la Yougoslavie a été très dynamique. Ce pays est passé, au cours des trois dernières décennies, par la dictature de Slobodan Milošević (1990-2000) fortement impliqué dans les guerres de Bosnie-Herzégovine (1992-1995) et du Kosovo (1998), ensuite par le bombardement de l'OTAN (1999) suivi par une révolution pacifique et une démocratisation (2000) qui ont été néanmoins affectées par l'assassinat du Premier Ministre réformiste (2003), puis par sa rupture avec le Monténégro (2006) et pour finir par l'aboutissement à un régime semi-autoritaire (2012).²³⁸

Le développement des relations UE-Serbie a commencé en octobre 2000 lorsque la Serbie a pris des mesures décisives pour mettre fin à son isolement politique et économique et pour s'engager sur la voie de l'intégration européenne.²³⁹ Cependant, en 2006, les pourparlers de l'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA) avec l'UE ont été pratiquement suspendus à la suite de l'évaluation de la Commission qui a montré que la coopération de la Serbie avec le Tribunal international des crimes de guerre de La Haye n'était pas suffisante.²⁴⁰ En 2008, le nouveau gouvernement réformiste a créé des mesures crédibles pour dynamiser la coopération avec le Tribunal et qui ont permis à la Commission de reprendre les négociations.²⁴¹ Après quoi, la Serbie a obtenu le statut de pays candidat en 2012, et peu de temps après, en 2013, l'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA) entre la Serbie et l'UE est entré en vigueur. Les négociations d'adhésion de la Serbie à l'UE ont été entamées en janvier 2014.²⁴²

²³⁷ UNDP, Serbia, <http://www.rs.undp.org/content/serbia/sr/home/about-us/legal-framework.html>

²³⁸ BBC News, "Serbia profile - Timeline", 17 septembre 2018, <https://www.bbc.com/news/world-europe-17913357>

²³⁹ Aljazeera Balkans, "Test demokratizacije Srbije", 12 juin 2013, <http://balkans.aljazeera.net/vijesti/test-demokratizacije-srbije> (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁴⁰ Radio Slobodna Evropa, "Želi li Vlada Srbije u Evropu?", 21 mars 2009, https://www.slobodnaevropa.org/a/most_vlada_srbije_evropa/1514242.html (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁴¹ The Delegation of the European Union to the Republic of Serbia, *Historical Background*, <http://europa.rs/historical-background/?lang=en>

²⁴² Radio Slobodna Evropa, "Početak pregovora sa EU istorijski dan za Srbiju", 21 janvier 2014, <https://www.slobodnaevropa.org/a/srbija-otvorila-predpristupne-prgovore-sa-eu/25236727.html> (Consulté le 23 novembre 2018)

La Serbie est dans le processus d'intégration européenne depuis deux décennies. Néanmoins, le rythme du processus varie en fonction du développement de ses relations avec le Kosovo* qui continuent d'être un fardeau politique pour la Serbie. Pour rappel, à la suite de la guerre du Kosovo*, la Serbie a dû accepter la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Cette administration exerce le pouvoir politique sur le territoire depuis 1999 sur la base de la résolution n ° 1244/1999 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.²⁴³ Le gouvernement serbe interprète cette résolution comme base légale selon laquelle le Kosovo* continue d'appartenir à la Serbie.²⁴⁴ Afin d'atteindre la réconciliation interethnique, la communauté internationale a entamé en 2005 des négociations entre le Gouvernement serbe et les représentants albanais du Kosovo* sur le statut final du Kosovo*.²⁴⁵ Cependant, à cause de l'échec de ces pourparlers, le Kosovo* a déclaré son indépendance le 17 février 2008 avec le soutien des États-Unis et des principaux États occidentaux. Le Kosovo* a été reconnu par 110 pays (sur un total de 192 aux Nations Unies), dont 23 des 28 États membres de l'UE, mais il n'est néanmoins toujours pas membre des Nations Unies.²⁴⁶ Pourtant, la Serbie s'est opposée à la déclaration d'indépendance et continue de considérer le Kosovo* comme son territoire.²⁴⁷

Par conséquent, la question de l'adhésion de la Serbie à l'UE est étroitement liée à celle du statut du Kosovo car il s'agit d'une question essentielle pour l'intégrité territoriale et des frontières du pays.²⁴⁸ En 2013, Belgrade a décidé d'entamer des négociations avec Pristina en vue de la conclusion d'un accord de Bruxelles sur la normalisation de leurs relations,²⁴⁹ tout en acceptant d'extrader plusieurs criminels de guerre.²⁵⁰ Celles-ci ont ouvert la voie à l'ouverture des

²⁴³ United Nations Mission in Kosovo, "Mandate", <https://unmik.unmissions.org/mandate> (Consulté le 23 novembre 2018)

²⁴⁴ Ustav Republike Srbije, "VII Teritorijalno uređenje", <http://www.ustavni.sud.rs/page/view/sr-Latn-CS/70-100028/ustav-republike-srbije/>

²⁴⁵ The Bertelsmann Transformation Index (BTI), "BTI 2018 Country Report: Serbia", https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Serbia.pdf

²⁴⁶ State Portal of the Republic of Kosovo, <https://www.rks-gov.net/EN/f43/republic-of-kosovo/government> (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁴⁷ Son argument juridique est que la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui garantit l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) et l'autonomie du Kosovo au sein de la RFY. En tant qu'État successeur de la RFY, la Serbie est également considérée comme l'héritière de ces garanties.

²⁴⁸ B92, "Za Srbiju ključno rešavanje pitanja Kosova i Metohije", 6 novembre 2018, https://www.b92.net/info/vesti/index.php?yyyy=2018&mm=11&dd=06&nav_category=11&nav_id=1465994 (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁴⁹ Reuters, "EU brokers historic Kosovo deal, door opens to Serbia accession", 19 avril 2013, <https://www.reuters.com/article/us-serbia-kosovo-eu/eu-brokers-historic-kosovo-deal-door-opens-to-serbia-accession-idUSBRE93I0IB20130419> Consulté le 22 novembre 2018)

²⁵⁰ B92, "Serbia and Bosnia-Herzegovina sign extradition treaty", 5 septembre 2013 https://www.b92.net/eng/news/crimes.php?yyyy=2013&mm=09&dd=05&nav_id=87567 Consulté le 22 novembre 2018)

négociations d'adhésion à l'UE en 2014, et depuis, la Serbie est activement impliquée dans le processus des négociations.

Au cours des quatre dernières années depuis l'ouverture des négociations, elle n'a ouvert que 16 des 33 chapitres, parmi lesquels seulement deux ont été temporairement fermés (les chapitres 25 - science et recherche puis 26 - éducation et culture).²⁵¹ Dans la nouvelle approche, en plus des chapitres concernant l'état de droit (chapitre 23 - l'appareil judiciaire et droits fondamentaux et chapitre 24 - la justice, liberté et sécurité) à travers lesquels les progrès sont évalués, la Serbie a reçu un chapitre supplémentaire (35) qui concerne le dialogue et les relations avec le Kosovo. Cela signifie qu'en plus de l'objectif primaire qui est lié à l'état de droit, la Serbie doit simultanément mener un dialogue politique avec Pristina et est tenue de stabiliser ses relations et de surmonter ses problèmes mutuels.²⁵²

Les représentants de l'UE veillent continuellement au rythme des négociations avec la Serbie, c'est-à-dire que l'ouverture des nouveaux chapitres dépend des progrès réalisés dans ces domaines.²⁵³ Ayant cela à l'esprit, nous pouvons dire que les progrès de la Serbie vers une intégration à l'UE existent mais ils sont assez lents. En outre, il est devenu une pratique courante, en particulier dans les négociations avec le Monténégro et la Serbie, que seulement deux chapitres des négociations s'ouvrent durant six mois par une conférence intergouvernementale. Les raisons de la lenteur des progrès sont doubles. Premièrement, les États membres de l'UE ne souhaitent pas que ce processus aille trop vite compte tenu du populisme et de l'euroscepticisme croissant qui ont contribué au faible intérêt du public pour l'élargissement de l'UE, mais aussi compte tenu de la nécessité de prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre le processus de réforme interne de l'UE avant le nouvel élargissement. Deuxièmement, la Serbie elle-même progresse beaucoup trop lentement dans le dialogue avec Pristina, mais aussi dans la mise en œuvre de ses réformes structurelles (elle est d'ailleurs

²⁵¹ The Delegation of the European Union to the Republic of Serbia, <http://europa.rs/?lang=en>, (Consulté le 23 novembre 2018)

²⁵² Novi Magazin, "Ministri EU: Vladavina zakona i normalizacija s Prištinom odlučuju o članstvu Srbije", 26 juin 2018, <http://www.novimagazin.rs/vesti/ministri-eu-vladavina-zakona-i-normalizacija-s-pristinom-odlucuju-o-lanstvu-srbije> (Consulté le 23 novembre 2018)

²⁵³ B92, "EU commissioner in charge of enlargement visiting Serbia", 2 juillet 2018, https://www.b92.net/eng/news/politics.php?yyyy=2018&mm=07&dd=02&nav_id=104523 (Consulté le 2 décembre 2018)

souvent critiquée pour simuler des réformes visant l'état de droit et la lutte contre la corruption).²⁵⁴

Sous-section 2.2.1. Vue d'ensemble du développement politique en Serbie

Après la chute du régime de Slobodan Milošević en 2000, le processus de démocratisation du pays a commencé avec le Parti Démocrate (DS) et le Premier Ministre Zoran Đinđić qui a forgé une coalition pro-européenne, l'Opposition Démocratique de la Serbie (DOS), en 2001. Au cours de l'exercice de son pouvoir, la Serbie met tout en œuvre pour réformer ses institutions et son économie. Les efforts furent notables dans la lutte contre le crime organisé, les domaines de l'économie, de la législation, de l'armée et des médias.²⁵⁵ Cependant, Zoran Đinđić a été assassiné en mars 2003 par une unité de police ultranationaliste liée aux structures de la mafia et du crime organisé,²⁵⁶ et la coalition DOS s'est dissoute à l'automne 2003 lorsque le Gouvernement a perdu la majorité au Parlement.²⁵⁷ Des élections parlementaires extraordinaires ont été convoquées le 28 décembre 2003 au cours desquelles le parti démocrate a participé de manière indépendante. Il a remporté 37 des 250 sièges (pour la majorité, il fallait au moins 126 sièges) mais n'a pas formé le nouveau gouvernement.²⁵⁸

Vojislav Koštunica, le conservateur et nationaliste, a été élu Premier Ministre de Serbie deux fois de suite de 2004 à 2008. Il s'est opposé à l'adhésion de la Serbie à l'UE et a soutenu la neutralité politique et militaire du pays. Pendant sa période au pouvoir, les pourparlers de l'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA) avec l'UE ont été suspendus car il déclara que la Serbie ne devait en aucun cas signer cet accord qui est en défaveur de l'intégrité territoriale

²⁵⁴ Bobic, M., Evropski Pokret u Srbiji, "Okolo: Nova poglavlja u senci prištinskih mera", 10 décembre 2018, <https://www.youtube.com/watch?v=WcYMQM84kao> (entre 7 et 9 minutes)

²⁵⁵ Dijalog.net, "Srbija nije razumela šta je Zoran Đinđić radio kao premijer", 9 mars 2018, <https://www.dijalog.net/srbija-nije-razumela-sta-je-zoran-dindic-radio-kao-premijer/> (Consulté le 23 novembre 2018)

²⁵⁶ Radio Slobodna Evropa, "Serbia Marks 10 Years Since Assassination Of Zoran Djindjic", 11 mars 2013, <https://www.rferl.org/a/politics-balkan-djindjic/24922954.html>

²⁵⁷ B92, "Svirčević: Sedimo u Vladi zato što smo protiv Vlade", 21 octobre 2003, https://www.b92.net/info/vesti/index.php?yyyy=2003&mm=10&dd=21&nav_category=11&nav_id=122613 (Consulté le 23 novembre 2018)

²⁵⁸ Večernje Novosti, "Vlade još nema", 23 décembre 2003, <http://www.novosti.rs/vesti/naslovna/politika/aktuelno.289.html:153605-VLADE-JOS-NEMA> (Consulté le 23 novembre 2018)

de la Serbie (en faisant référence au Kosovo).²⁵⁹ Il croyait que quiconque signerait l'ASA au nom de la Serbie deviendrait complice de son déchirement.²⁶⁰ Néanmoins, la période au pouvoir de Vojislav Koštunica a été très turbulente et notamment marquée par un référendum sur l'indépendance du Monténégro le 21 mai 2006 qui a entraîné l'établissement de la République de Serbie que nous connaissons aujourd'hui. Elle a été aussi marquée par la déclaration unilatérale du Kosovo-et-Métochie pour l'indépendance de la Serbie le 17 février 2008, qui a inévitablement abouti à une crise du Gouvernement de Koštunica qu'il a lui-même quitté en juin de cette même année.²⁶¹ Parallèlement, l'UE a proposé à la Serbie de continuer les pourparlers pour l'ASA après une évaluation positive sur la coopération de la Serbie avec le tribunal de La Haye. Un an plus tard, en avril 2008, l'UE et la Serbie ont conclu l'ASA.²⁶²

Par la suite, le Parti Démocrate (DS) est resté au pouvoir la majorité du temps jusqu'en 2012.²⁶³ Dès lors, l'État de droit, la liberté de la presse et l'intégration européenne ont beaucoup progressé mais cette élite dirigeante n'a pas réussi à développer l'économie du pays.²⁶⁴ Cette période a été marquée aussi par le haut niveau de corruption politique dans la privatisation des entreprises publiques.²⁶⁵

Aleksandar Vučić, l'ancien partenaire politique nationaliste de Milošević et le chef du Parti Progressiste Serbe (SNS), a utilisé la déception publique au sein du Parti Démocrate pour remporter les élections présidentielles et législatives de 2012 en s'habillant d'un drapeau européen tout en changeant ses valeurs nationalistes en valeurs européennes.²⁶⁶ Aujourd'hui, le système politique en Serbie se caractérise par la domination d'un parti politique tant au niveau national que local, autrement dit, par un seul homme politique Aleksandar Vučić.²⁶⁷ D'abord

²⁵⁹ B92, "Koštunica: Ne potpisati SSP", 9 avril 2008, https://www.b92.net/info/komentari.php?nav_id=293067 (Consulté le 23 novembre 2018)

²⁶⁰ B92, "Koštunica on SAA: Who dares to become accomplice", 26 avril 2008, https://www.b92.net/eng/news/politics.php?yyyy=2008&mm=04&dd=26&nav_id=49765, (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁶¹ Politika, "Odlazak Koštunice", 19 mars 2014, <http://www.politika.rs/scc/clanak/287531/Odlazak-Kostunice> (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁶² Beogradska Otvorena Skola, "Hronologija odnosa Republike Srbije sa Evropskom unijom", <http://eupregovori.bos.rs/hronologija-odnosa-srbije-i-eu.html>

²⁶³ Vukadinovic N., "Où va la Serbie?", SciencesPo, http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/art_nv.pdf

²⁶⁴ European forum for democracy and solidarity, "Serbia Country Report 2017" <https://www.europeanforum.net/uploads/countries/pdf/serbia.pdf>

²⁶⁵ Transparency International, "Serbia: overview of political corruption", mars 2014, https://www.transparency.org/files/content/corruptionqas/Serbia__overview_of_political_corruption_2014_1.pdf

²⁶⁶ B92.net, "Bojan Đurić: Nisu ljudi zaljubljeni u Vučića", www6.b92.net/info/komentari.php?nav_id=891751 (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁶⁷ Ibid, https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Serbia.pdf

élu Premier Ministre en 2014, il est réélu Président en avril 2017.²⁶⁸ À son arrivée au pouvoir, Vučić a promis des réformes radicales pour remédier à la situation économique difficile de la Serbie, mais aussi une accélération de l'adhésion à l'UE. Les réformes qu'il a promis de reprendre consistent notamment à réorganiser le secteur public, à réformer le budget, à privatiser des entreprises publiques et à développer le secteur privé.²⁶⁹

Mais, aux dires de l'opposition et de la société civile, l'État de droit et la démocratie régressent avec le retour des nationalistes au pouvoir.²⁷⁰ La liberté des médias est très limitée avec un contrôle fort du radiodiffuseur public et des autres grands médias par le gouvernement.²⁷¹ Par conséquent, de nombreux analystes politiques et journalistes remettent en question l'objectivité et la sincérité de la volonté politique en faveur de l'intégration européenne de ce gouvernement. Selon Freedom House, les institutions démocratiques continuent de se détériorer au cours de la quatrième année écoulée. Les domaines qui ont souffert sont l'indépendance des médias, la société civile, la gouvernance démocratique et les conditions dans lesquelles se déroulent les élections.²⁷²

- Les relations actuelles de la Serbie avec le Kosovo

En 2013, Belgrade et Pristina ont conclu (mais pas signé) un accord historique qui a été médiatisé par Bruxelles afin de normaliser ses relations et ouvrir le chemin vers l'intégration européenne.²⁷³ Après l'accord de Bruxelles²⁷⁴, le président serbe Aleksandar Vučić et le président kosovar Hashim Thaci se rencontrent périodiquement sous la médiation de l'UE pour faire progresser la normalisation de leurs relations.²⁷⁵ En septembre 2018, Federica Mogherini,

²⁶⁸France Diplomatie, « Présentation de la République de Serbie », <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/serbie/presentation-de-la-republique-de-serbie/>

²⁶⁹ BBC News, "Serbia country profile", le 17 septembre 2018, <https://www.bbc.com/news/world-europe-17907947>

²⁷⁰The Foreign Policy Journal, "How Aleksandar Vucic Became Europe's Favorite Autocrat", 9 mars 2018, <https://foreignpolicy.com/2018/03/09/how-aleksandar-vucic-became-europes-favorite-autocrat/>

²⁷¹Ibid, <https://www.europeanforum.net/uploads/countries/pdf/serbia.pdf> (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁷² Freedom House, Serbia-Nations in Transit 2018, <https://freedomhouse.org/report/nations-transit/2018/serbia>

²⁷³Danas, "Beograd i Priština potpisali sporazum" 19 avril 2013, <https://www.danas.rs/politika/beograd-i-pristina-potpisali-sporazum/> (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁷⁴Vlada Republike Srbije, "The Brussels Agreements between Serbia and Kosovo", <https://www.srbija.gov.rs/cinjenice/en/120394>

²⁷⁵Blic, "Vučić i Tači u Briselu o ukupnim odnosima i normalizaciji", le 22 mars 2018, <https://www.blic.rs/vesti/politika/vucic-i-taci-u-briselu-o-ukupnim-odnosima-i-normalizaciji/f5yl6s1> (Consulté le 23 novembre 2018)

la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, a annoncé que le dialogue est à sa dernière phase et qu'il y a une possibilité que la Serbie et le Kosovo parviennent à un accord contraignant sur la normalisation de leurs relations en 2019.²⁷⁶ Même si on ne peut pas s'attendre à ce que la Serbie reconnaisse ouvertement l'indépendance du Kosovo, il semblerait qu'ils discutent d'une solution qui ouvrirait la voie à la Serbie d'accepter que le Kosovo obtienne une chaise à l'ONU.²⁷⁷ Aussi, cela serait une reconnaissance *de facto* du Kosovo par la Serbie, et en retour, la Serbie deviendrait un membre de l'UE.²⁷⁸ Pour l'instant, l'adhésion du Kosovo aux Nations Unies est bloquée par le veto russe au Conseil de Sécurité.²⁷⁹

Il y a eu également des discussions entre le Kosovo et la Serbie sur un projet d'échanges territoriaux d'enclaves ethniques,²⁸⁰ mais l'Allemagne et d'autres États membres de l'UE s'y opposent car cela poserait d'autres problèmes tels qu'une division possible de la Bosnie-Herzégovine (en ayant à l'esprit que la République serbe de Bosnie demande un référendum sur l'indépendance)²⁸¹ et de l'ARY de Macédoine (avec les aspirations séparatistes du groupe ethnique albanais en Macédoine.)²⁸² Par ailleurs, il y aurait également une incidence négative sur l'intégrité du Monténégro.²⁸³ Le Parlement européen a également déclaré qu'un tel projet, mettant en valeur des États ethniquement homogènes (que les deux parties souhaitent réaliser), ne devrait pas être l'objectif de la région qui vise à entrer dans l'UE.²⁸⁴ De plus, au Kosovo, le

²⁷⁶ Radio Slobodna Evropa, "Mogerini: Moguće sporazum Srbije i Kosova do naredne godine", 3 septembre 2018, <https://www.slobodnaevropa.org/a/29468614.html> (Consulté le 23 novembre 2018)

²⁷⁷ The Guardian, "Russia dismisses Kosovo statehood without Serb agreement", le 9 juillet 2007, <https://www.theguardian.com/world/2007/jul/09/balkans.unitednations> (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁷⁸ Radio Slobodna Evropa, "Poslednja faza dijaloga Kosova i Srbije?", 22 juin 2018, <https://www.slobodnaevropa.org/a/dijalog-granice-srbija-kosovo/29313788.html> (Consulté le 23 novembre 2018)

²⁷⁹ Deutsche Welle, "UN Security Council Drops Bid for Kosovo Independence", 20 juin 2007, <https://www.dw.com/en/un-security-council-drops-bid-for-kosovo-independence/a-2699690> (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁸⁰ Al Jazeera, "Serbia proposes territorial swap with Kosovo", 26 juillet 2018, <https://www.aljazeera.com/news/europe/2018/07/serbia-proposes-territorial-swap-kosovo-180726111410291.html>, (Consulté le 1 décembre 2018)

²⁸¹ Balkan Insight, "Bosnian Serbs Seek Same UN Status as Kosovo", 3 août 2018, <http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnian-serbs-seek-same-un-status-as-kosovo-08-03-2018> (Consulté le 23 novembre 2018)

²⁸² International Crisis Group, "Macedonia's Ethnic Albanians: Bridging the Gulf", août 2000, <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/balkans/macedonia/macedonias-ethnic-albanians-bridging-gulf>

²⁸³ Bosko Jaksic, "8. emisija: Gost: Boško Jakšić, Minut de 12", 18 novembre 2018, <https://www.youtube.com/watch?v=pus4gX8oVGA> (Consulté 4 décembre 2018)

²⁸⁴ European Parliament, "News: European Parliament marks EU accession prospects for Serbia and Kosovo", 29 novembre 2018, <http://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20181120IPR19548/european-parliament-marks-eu-accession-prospects-for-serbia-and-kosovo> (Consulté 4 décembre 2018)

Premier Ministre Ramush Haradinaj s'est fermement opposé à ce projet qui a conduit à un conflit politique avec le président Hashim Thaci.²⁸⁵

Mais, en novembre 2018, la Serbie a fait une campagne réussie contre l'adhésion du Kosovo à Interpol.²⁸⁶ En conséquence, le Premier Ministre Ramush Haradinaj a introduit des taxes douanières à hauteur de 100% sur les produits importés de Serbie en déclarant qu'il ne lèverait ces sanctions que lorsque la Serbie aurait reconnu l'indépendance du Kosovo.²⁸⁷ Cela a provoqué une forte protestation du Gouvernement serbe qui a déclaré qu'il n'y aurait aucun dialogue jusqu'à ce que le Kosovo supprime la taxation, et les pourparlers avec Bruxelles ont été suspendus.²⁸⁸ Les représentants de l'UE ont appelé le Kosovo à révoquer ses tarifs douaniers sur les marchandises serbes en déclarant que cela est une violation de l'accord commercial de l'Accord de libre-échange centre-européen (ALECE).²⁸⁹ La situation s'est encore aggravée avec la décision du gouvernement de Pristina de créer une armée du Kosovo afin d'affirmer sa souveraineté, ce qui a créé des tensions supplémentaires avec la Serbie.²⁹⁰ La décision du Kosovo de former une armée a été immédiatement discutée lors de la session du Conseil de Sécurité des Nations Unies au cours de laquelle la Serbie et la Russie s'y sont fortement opposées.²⁹¹ Tous ces développements affectent considérablement le processus des négociations de la Serbie avec l'UE étant donné que la résolution de la question du statut du Kosovo et la normalisation des relations sont une condition *sine qua non* pour l'adhésion de la Serbie à l'UE.²⁹²

²⁸⁵Danas, "Kosovski analitičari: Takse su politička mera protiv Srbije", 4 décembre 2018, <https://www.danas.rs/ekonomija/kosovski-analiticari-takse-su-politicka-mera-protiv-srbije/>, (Consulté 4 décembre 2018)

²⁸⁶Euractiv, "Serbia scores victory as Interpol rejects Kosovo membership", 20 novembre 2018, <https://www.euractiv.com/section/enlargement/news/serbia-scores-victory-as-interpol-rejects-kosovo-membership/> (Consulté 4 décembre 2018)

²⁸⁷B92, "Pristina taxes Serbian goods 100%; Vucic meeting with envoys", 21 novembre 2018, https://www.b92.net/eng/news/politics.php?yyyy=2018&mm=11&dd=21&nav_id=105578 (Consulté 4 décembre 2018)

²⁸⁸Radio Slobodna Evropa, "Vučić: Nema dijaloga dok Kosovo ne povuče veće carine", 8 novembre 2018, <https://www.slobodnaevropa.org/a/mogerini-vucic-taci-dijalog-brisel/29590225.html> (Consulté 4 décembre 2018)

²⁸⁹Daily Herald, "EU official calls on Kosovo to revoke tariff on Serb goods", 3 décembre 2018, <https://www.dailyherald.com/article/20181203/news/312039943> (Consulté 15 décembre 2018)

²⁹⁰Ouest France, "Le Kosovo vote la création d'une armée, l'inquiétude monte dans la région", 14 décembre 2018, <https://www.ouest-france.fr/europe/kosovo/le-kosovo-vote-la-creation-d-une-armee-l-inquietude-monte-dans-la-region-6129995> (Consulté 15 décembre 2018)

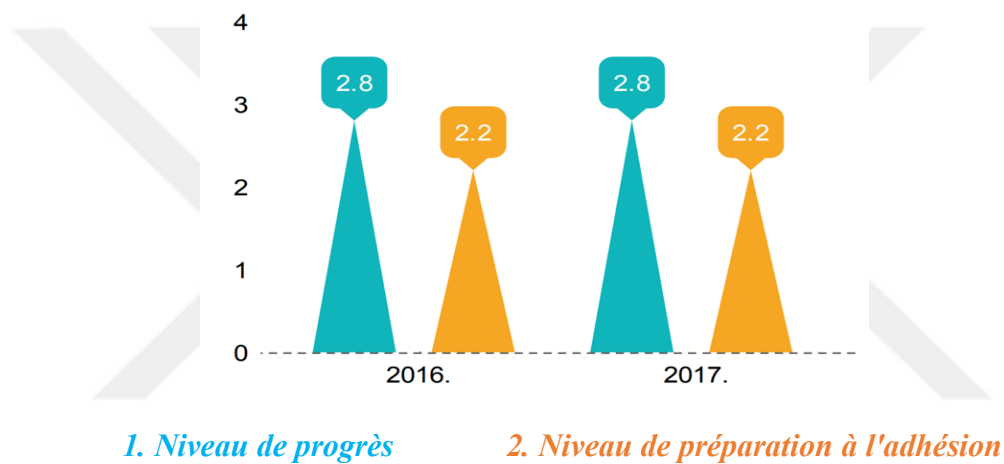
²⁹¹Radio Slobodna Evropa, "Vučić i Tači pred Savetom bezbednosti: Različito o vojsci Kosova", 18 décembre 2018, <https://www.slobodnaevropa.org/a/vucic-taci-savet-bezbednosti-un/29662020.html> (Consulté 20 décembre 2018)

²⁹²Ibid, <https://www.dailyherald.com/article/20181203/news/312039943> (Consulté 15 décembre 2018)

Sous-section 2.2.2 Évaluation des progrès réalisés par la Serbie dans l'état de droit et la démocratie

En général, en ce qui concerne l'état d'avancement de la Serbie en matière de critères politiques, en comparant les rapports de la Commission des progrès réalisés entre 2016 et 2017, le pays a réalisé le même niveau moyen de progrès et de préparation à l'adhésion que l'année 2016. Plus précisément, sur une échelle de 1 à 5, le pays a un score moyen pour les progrès réalisés en 2016 et 2017 de 2,8 et pour l'état de préparation à l'adhésion de 2,2 (graphique 4).²⁹³

Illustration 7: Comparaison entre 2016 et 2017 du progrès global de la Serbie dans tous les domaines



Source: Commission européenne, les rapports d'avancement de 2016 et 2017

En général, des résultats positifs sont obtenus dans le domaine des réformes de l'administration publique mais le niveau de progrès est inférieur à celui de 2016, de même dans le domaine de la lutte contre la corruption qui a progressé depuis 2016.²⁹⁴ Le fonctionnement du système judiciaire et de la lutte contre le crime organisé ont aucunement progressé en 2017 par rapport aux résultats de 2016. Cependant, la Commission relève de sérieuses objections quant aux questions de liberté de la presse et de l'État de droit. Il y a également l'influence remarquable

²⁹³Le rapport Serbie 2018 couvre la période d'octobre 2016 à février 2018, https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_serbia.pdf et le rapport Serbie 2016 couvre la période d'octobre 2015 à septembre 2016, https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_serbia.pdf

²⁹⁴European Western Balkans, "Draft resolutions on Western Balkan countries discussed in European Parliament", 29 novembre 2018, <https://europeanwesternbalkans.com/2018/11/29/meps-debate-resolutions-european-commissions-western-balkan-countries-reports/> (Consulté le 20 décembre 2018)

de la politique quotidienne (c'est-à-dire l'influence du parti au pouvoir) sur les médias et le système judiciaire ainsi que sur le recrutement dans le secteur de l'administration publique. Il souligne également l'absence de dialogue constructif au Parlement. Ainsi, tous ces éléments peuvent nous amener à la conclusion que la séparation des pouvoirs dans la structure gouvernementale de la Serbie pose un grave problème.²⁹⁵ Certains médias affirment que l'inefficacité de la Serbie dans l'introduction de véritables réformes compromettra sérieusement la voie européenne du pays quel que soit les progrès possibles dans les relations avec le Kosovo.²⁹⁶ Nous verrons maintenant en détail ce que la Serbie a fait jusqu'à présent dans la réalisation de critères politiques pour son adhésion à l'UE.

- Fonctionnement des institutions démocratiques : les élections, le Parlement, la gouvernance et la société civile

La dernière élection organisée en Serbie est l'élection présidentielle du 2 avril 2017 durant laquelle le Premier Ministre Aleksandar Vučić a remporté avec une majorité des voix à hauteur de 55% au premier tour. A la suite de l'élection présidentielle, Ana Brnabić a été élue Premier Ministre en juin 2017. Elle est élue à ce poste en tant qu'expert indépendant, et elle est connue pour être très pro-européen.²⁹⁷ C'est la première fois que le Gouvernement est dirigé par une femme.²⁹⁸ Alors que le résultat électoral reflète la volonté de la majorité de la population, de nombreuses irrégularités tels que la couverture médiatique déséquilibrée dans la campagne électorale, les allégations crédibles de pressions exercées sur les employés du secteur public à voter pour le parti au pouvoir ainsi que les abus des ressources administratives ont été enregistrés par l'OSCE/BIDDH ainsi que par d'autres observateurs nationaux.²⁹⁹ Cependant, le BIDDH de l'OSCE et l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe ont constaté que les

²⁹⁵ Srdjan Majstorovic, European Policy Centre, "Šta kaže izveštaj Evropske komisije za Srbiju?", N1 Televizija, 1 juillet 2018, <https://www.youtube.com/watch?v=HReaejtxgaw>

²⁹⁶ Ibid, <https://www.euronews.com/2018/10/10/political-interference-in-the-judiciary-is-hurting-serbia-s-chances-of-eu-membership-view>

²⁹⁷ Balkaninsight, "PM-Designate's pro-EU Views Leave Serbia Divided", 16 juin 2017, <https://balkaninsight.com/2017/06/16/serbia-got-pm-of-strongly-pro-eu-stance-experts-06-15-2017/> (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁹⁸ The Guardian, "Serbia gets its first female – and gay – prime minister", le 15 juin 2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/jun/15/serbia-gains-its-first-female-and-gay-prime-minister-ana-brnabic> (Consulté le 22 novembre 2018)

²⁹⁹ European Forum for Democracy and Solidarity, "Serbia 2018 Report", 6 mars 2018, <https://www.europeanforum.net/uploads/countries/pdf/serbia.pdf>

élections étaient généralement menées conformément à la loi et maintenaient les libertés fondamentales.³⁰⁰ L'OSCE/BIDDH a également constaté que les élections avaient fourni aux électeurs un grand choix de candidats (onze) qui ont pu faire campagne librement.³⁰¹ Les représentants de l'UE encouragent les autorités serbes à adopter les recommandations de l'OSCE/BIDDH suggérant une révision complète et inclusive du cadre juridique des élections afin de remédier aux carences persistantes telles que la transparence du financement des partis et des campagnes, la nécessité d'une séparation des partis politiques et des activités étatiques ainsi que la nécessité de disposer d'un organe indépendant de surveillance des élections.³⁰²

Quelques jours après l'élection, des milliers de citoyens sont descendus dans les rues pour protester contre la victoire d'Aleksandar Vučić. Les manifestants ont affirmé que les résultats de l'élection marquaient le début d'une dictature.³⁰³ Ils ont affirmé que la campagne a été dominée par le parti au pouvoir dans les médias et que les autres candidats y ont eu très peu d'espace médiatique pour convaincre les électeurs. Ils ont également demandé à faire le tri dans la liste électorale parce que, selon eux, il y aurait un million d'électeurs inéligibles puis ils ont demandé à ce que le radiodiffuseur public soit à l'abri de toute influence politique.³⁰⁴

Encore, en décembre 2018, des milliers de citoyens ont commencé à manifester sous le slogan "Stop aux chemises ensanglantées" pour dénoncer la "violence" du pouvoir à l'égard de ses adversaires politiques et des médias suite à l'attaque physique du 23 novembre 2018 contre l'un des leaders de l'opposition, Borko Stefanovic, lors d'une réunion politique dans le centre de la Serbie.³⁰⁵ C'est la première manifestation significative de l'opposition depuis avril 2017, lorsque des milliers de personnes ont manifesté après la victoire à la présidentielle d'Aleksandar Vucic.

³⁰⁰ OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights, *"Final report on Serbia's presidential election by OSCE/ODIHR reiterates need for comprehensive review of legislation, recommends measures to improve conduct of elections"*, le 8 juin 2017 <https://www.osce.org/odihr/elections/serbia/322171>

³⁰¹ European Commission, *"Serbia 2018 Report"*, Strasbourg, le 17 avril 2018, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 5

³⁰² Ibid, <https://www.osce.org/odihr/elections/serbia/322171>

³⁰³ Bjeloš M., *"Who are the protesters in Serbia, and what do they really want?"*, Belgrade Centre for Security Policy, le 5 avril 2017, <http://blogs.lse.ac.uk/euoppblog/2017/04/18/who-are-the-protesters-in-serbia-and-what-do-they-really-want/>

³⁰⁴ N1, *"Još jedni protesti 'Protiv diktature', odziv građana slabiji"*, le 18 avril 2017, <http://rs.n1info.com/Vesti/a242982/Protesti-protiv-diktature-18.-april.html>, (Consulté le 13 décembre 2018)

³⁰⁵ L'Orient-Le Jour, *"Serbie: l'opposition défile contre la 'violence' du pouvoir"*, le 8 décembre 2018, <https://www.lorientlejour.com/article/1147454/serbie-lopposition-defile-contre-la-violence-du-pouvoir.html> (Consulté le 13 décembre 2018)

L'opposition l'accuse d'exercer un pouvoir autoritaire, de contrôler les médias et de museler l'opposition ainsi que la société civile.³⁰⁶

Le Parlement de Serbie a le droit d'exercer un contrôle démocratique et civil sur le travail du Gouvernement, de l'armée et des services secrets à travers ses divers comités parlementaires. Il peut également décider de mettre fin au mandat du Gouvernement et de ses ministres.³⁰⁷ Néanmoins, en réalité, ces comités ont peu d'influence et ont rarement exercé un véritable contrôle sur le Gouvernement, y compris sur l'armée. Par contre, le Gouvernement a clairement une influence sur la législature.³⁰⁸ La Commission reconnaît cela comme l'un des principaux problèmes dans les travaux du parlement. Quant aux activités du Parlement, le rapport 2018 déclare qu'il faut améliorer davantage la transparence et la qualité de l'élaboration des lois.³⁰⁹ La Commission avertit qu'il faut limiter l'utilisation des procédures d'urgence pour adopter la législation. Le pourcentage de procédures d'urgence pour adopter la législation est passé de 65% en 2016 à 44% en 2017, cependant il reste toujours élevé. La Commission a également observé que le dialogue politique constructif entre le parti au pouvoir et l'opposition restait faible et risquait de nuire à l'efficacité du Parlement et à la qualité de la législation.³¹⁰

Bien que les organisations de la société civile soient très nombreuses (environ 22 000 enregistrées en Serbie), elles n'ont que peu d'impact sur les politiques publiques car le Gouvernement n'organise que très rarement des débats publics.³¹¹ Lorsqu'elles ont lieu, ces discussions sont rarement appliquées selon les normes juridiques car l'opinion des organisations de la société civile n'est pas très appréciée. Il n'y a pas de progrès dans la création d'un environnement favorable au développement de la société civile selon le rapport de 2018.³¹² Des efforts sont encore nécessaires pour inclure la société civile dans le dialogue sur les politiques publiques et pour valoriser son potentiel. Pour l'instant, sa participation est *ad hoc*.

³⁰⁶ BBC, "1 od 5 miliona": Dva meseca na ulicama Beograda i Srbije, šta dalje", 1 février 2019, <https://www.bbc.com/serbian/lat/srbija-47092431>, (Consulté le 1 février 2019)

Narodna skupština Republike Srbije, "Nadležnost i ovlašćenja Narodne skupštine", <http://www.parlament.gov.rs/narodna-skupstina-uloga-i-nacin-rada/nadleznost.2533.html> (Consulté le 5 janvier 2018)

³⁰⁸ Ibid, https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Serbia.pdf

³⁰⁹ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 6

³¹⁰ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 6

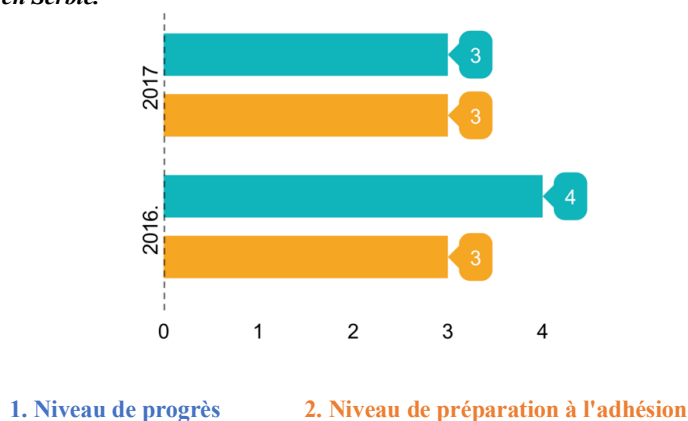
³¹¹ Ibid, https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Serbia.pdf

³¹² Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 6

- Les réformes de l'administration publique

Une administration publique qui fonctionne bien est essentielle pour une gouvernance démocratique efficace car elle est fondamentale pour le fonctionnement de l'État. La Serbie est modérément préparée en ce qui concerne les réformes de l'administration publique et a réalisé un certain progrès dans ce domaine.³¹³ Le cadre juridique et institutionnel nécessaire au bon fonctionnement de l'administration publique est en place ainsi que les documents stratégiques définis dans le plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie de réforme de l'administration publique au cours de la période 2018-2020.³¹⁴ Le Gouvernement et le Ministère de l'Administration Publique et de l'Auto-gouvernance locale ont travaillé sur certains objectifs définis par les principes d'administration publique³¹⁵ préparés par l'OCDE (Sigma) et la Commission Européenne afin de mettre en place une administration publique nationale forte capable de poursuivre la mise en œuvre de *l'acquis communautaire*. Certaines réformes ont été remarquées au niveau de la gestion des finances publiques, de l'adoption de l'administration en ligne, des réformes réglementaires, de l'élaboration de politiques et de nouvelles lois sur les procédures administrative puis des salaires publics et des fonctionnaires locaux et provinciaux.³¹⁶ Lorsque nous comparons les évaluations des rapports d'avancement, nous constatons que le pays a enregistré moins de progrès en 2017 par rapport à 2016.

Illustration 8: Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement de l'administration publique en Serbie.



Source: Commission européenne, les rapports d'avancement de 2016 et 2017

³¹³ Ibid, https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_serbia.pdf, p.8.

³¹⁴ Ministarstvo državne uprave i lokalne samouprave, "Akcioni plan za sprovođenje Strategije reforme javne uprave" <http://www.mduls.gov.rs/doc/AP-RJU-narativni-deo-2018-2020.pdf>

³¹⁵ OECD, The Principles of Public Administration, 2017, Paris, http://www.sigmaweb.org/publications/Principlesof-Public-Administration_Edition-2017_ENG.pdf

³¹⁶ Ibid, https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_serbia.pdf p.8

Cependant, les institutions de l'administration publique sont jugées encore pas assez professionnelles et peu transparentes. Les lacunes liées à la dépolitisation et à la professionnalisation de l'administration publique, à la mise en place d'un système de recrutement fondé sur le mérite et à l'amélioration des politiques publiques sont encore persistantes.³¹⁷ Selon le Fonds Monétaire International (FMI), le secteur public en Serbie reste encore très inefficace, caractérisé par un grand nombre d'employés et une faible qualité de services fournis.³¹⁸ L'influence politique sur les fonctionnaires des administrations publiques reste un sujet de préoccupation majeur, cela explique le faible niveau de qualité du service public car la majorité de ces fonctionnaires ne sont pas recrutés en fonction de la méritocratie mais plutôt en raison de leur affiliation politique et de leurs connexions avec le parti politique au pouvoir.³¹⁹ La dépolitisation de l'administration publique est donc une priorité essentielle pour le gouvernement serbe. Afin de renforcer les capacités administratives, la Commission suggère, en premier lieu, que la Serbie fasse aligner le Plan National pour l'Adoption de l'Acquis (NPAA)³²⁰ avec le plan budgétaire à moyen terme puis estimer les coûts et mettre à jour un programme législatif prévisionnel cohérent. Deuxièmement, ratifier les lois de la fonction publique pour garantir la neutralité et la continuité de l'administration publique.³²¹ Selon le rapport de suivi SIGMA 2017 financé par l'OCDE et l'UE, la Serbie doit assurer un recrutement fondé sur le mérite et éliminer l'influence politique directe ou indirecte sur les nominations des agents publics ainsi que sur l'adresse de l'accès limité à l'information dans la mise en œuvre de la réforme de l'administration publique. La mise en œuvre de la gestion et du contrôle financier au sein des organisations du secteur public reste insuffisante, même si le gouvernement a

³¹⁷ European Policy Center, "(Un)success of Public Administration Reform in Serbia", 25 novembre 2016, https://cep.org.rs/wp-content/uploads/2016/11/unsucces_of_par_in_serbia.pdf

³¹⁸ International Monetary Fund, "Serbia: Concluding Statement of the Mission for the 2017 Article IV Consultation and the Seventh Review under the Stand-By Arrangement (SBA)", 5 juillet 2017, <https://www.imf.org/en/News/Articles/2017/07/05/mcs652017-serbia-concluding-statement-of-the-mission-for-the-2017-article-iv-consultation>

³¹⁹ Juzni Vesti, "*Partijsko zapošljavanje u Srbiji toliko dugo traje da deluje kao normalna stvar*", 6 decembre 2017, <https://www.juznevesti.com/Drushtvo/Partijsko-zaposljavanje-u-Srbiji-toliko-dugo-traje-da-deluje-kao-normalna-stvar.sr.html> (Consulté le 20 décembre 2018)

³²⁰ Ministarstvo za evropske integracije, "Nacionalni program za usvajanje pravnih tekovina Evropske unije (2014)", http://eukonvent.org/wp-content/uploads/2014/08/NPAA_2014_2018.pdf

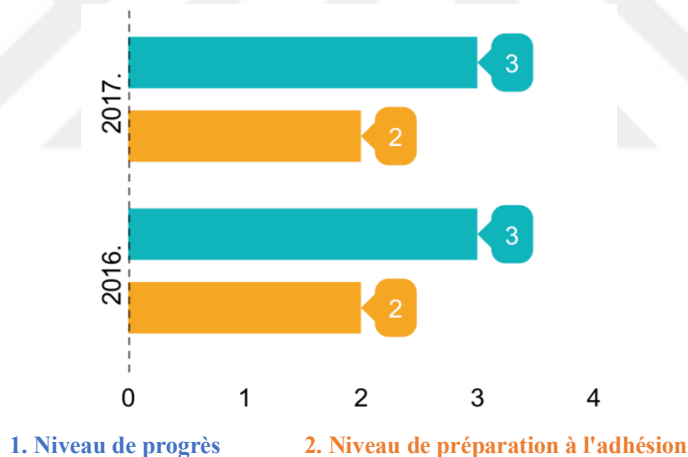
³²¹ Ibid, p.9 <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>

stabilisé les finances publiques et réduit la dette publique en limitant le recrutement dans le secteur public.³²²

- Le fonctionnement du système judiciaire

Pour adhérer à l'UE, il est d'une importance primordiale d'avoir un système judiciaire qui fonctionne correctement. La Serbie a un certain niveau de préparation dans l'application de l'*acquis* et des normes européennes au sein du système judiciaire et elle a fait un certain progrès dans la réduction des anciens cas d'application judiciaire accumulés et dans la mise en place de mesures visant à harmoniser la pratique judiciaire.³²³ Par contre, aucun progrès n'a été enregistré vis-à-vis du rapport de 2016 en termes d'évaluation globale par la Commission dans ce domaine (un certain niveau de préparation (2) et un certain progrès (3) correspondent à des évaluations dans les deux rapports).

Illustration 9: Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement des réformes du système judiciaire en Serbie.



Source: Commission européenne, les rapports d'avancement de 2016 et 2017

Le principal problème dans le système judiciaire et l'État de droit en Serbie est, en général, une forte influence politique sur la police, les procureurs et les juges.³²⁴ L'ingérence du Gouvernement dans l'application de la justice et du droit est reconnu par la Commission comme

³²² OECD, The 2017 SIGMA Monitoring Report, "The principles of public administrations: Serbia report 2017", <http://www.sigmaweb.org/publications/Monitoring-Report-2017-Serbia.pdf>, p.6

³²³ Ibid, p.9 <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>

³²⁴ Open Society European Policy Institute, Transparency Serbia, and the Centre of Investigative Journalism of Serbia, "When the Law Doesn't Rule", Octobre 2018, <https://www.opensocietyfoundations.org/reports/when-law-doesn-t-rule-state-capture-judiciary-prosecution-police-serbia>, pp. 90-91

le principal obstacle à la réalisation des normes européennes de l'État de droit.³²⁵ De plus, de nombreuses organisations internationales affirment que le système judiciaire souffre d'influences politiques. Par exemple, *World Economic Forum* dans son « *Global Competitiveness Report 2017* » a classé la Serbie 107ème sur un total de 140 pays pour son indice d'indépendance de la justice,³²⁶ tandis que *World Justice Project* dans le cadre de son indice d'État de droit a classé le pays 76ème sur un total de 113³²⁷ (pour lequel un nombre élevé indique une situation faible en matière d'État de droit).

Les mesures législatives visant à résoudre ce problème ont été mises en place dans la stratégie de réforme judiciaire de 2013³²⁸ et dans le plan d'action pour le chapitre 23³²⁹ adopté en avril 2016. Ces réformes juridiques, convenues avec la Commission, prévoient des modifications constitutionnelles visant à exclure certains dispositifs qui permettent au Parlement de nommer des juges et des procureurs au sein d'organes tels que le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) et le Conseil des Procureurs de la République (CPR).³³⁰ En janvier 2018, le Gouvernement a présenté un projet de réforme constitutionnelle du pouvoir judiciaire proposé par le Ministère de la Justice qui prévoit que cinq des onze membres du CSM soient élus au Parlement.³³¹ Le Conseil de la Commission de Venise de l'Europe a demandé au gouvernement de chercher une autre solution car cet amendement proposé permettrait à l'exécutif d'intervenir davantage dans la nomination des juges.³³² Cela montre en réalité que le Gouvernement ne veut toujours pas renoncer à son influence judiciaire, tout en donnant l'impression qu'il fait des réformes avec des amendements à la Constitution. À l'heure actuelle, il y a encore des représentants du Ministre de la Justice et du Président du Comité judiciaire parlementaire qui

³²⁵ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 14

³²⁶ The World Economic Forum, "The Global Competitiveness Report 2018", <http://www3.weforum.org/docs/GCR2018/05FullReport/TheGlobalCompetitivenessReport2018.pdf>, p.501

³²⁷ World Justice Project, Rule of Law Index, <http://data.worldjusticeproject.org/pdf/rule-of-law-index-SER.pdf>

³²⁸ Ministère de la justice de la République de Serbie, "National Judicial Reform Strategy for the period 2013 - 2018", <https://www.mpravde.gov.rs/en/vest/3394/the-national-judicial-reform-strategy-for-the-period-2013-2018-.php>

³²⁹ Ministère de la justice de la République de Serbie, "Akcioni plan za poglavlje 23", <https://www.mpravde.gov.rs/files/Akcioni%20plan%20PG%2023%20Treci%20nacrt-%20Konacna%20verzija1.pdf>

³³⁰ Euronews, "Political interference in the judiciary is hurting Serbia's chances of EU membership", 10 novembre 2018, <https://www.euronews.com/2018/10/10/political-interference-in-the-judiciary-is-hurting-serbia-s-chances-of-eu-membership-view> (Consulté le 20 décembre 2018)

³³¹ Blic, "Objavljen Nacrt izmena Ustava za pravosuđe", 22 januar 2018, <https://www.blic.rs/vesti/politika/objavljen-nacrt-izmena-ustava-za-pravosuđe/3bvxxg5> (Consulté le 20 décembre 2018)

³³² N1, "Venice Commission: Serbia needs better judicial solutions", 25 juin 2018, <http://rs.n1info.com/English/NEWS/a399088/Venice-Commission-objects-draft-of-judiciary-reforms-in-Serbia.html> (Consulté le 20 décembre 2018)

siègent au CSM et au CPS. Tant que la majorité de ces organes n'est pas composée de juges et de procureurs élus de manière indépendante, le système restera contrôlé par la majorité parlementaire et donc par l'exécutif. En outre, les organes exécutifs ont encore un contrôle direct sur le budget de la justice, tout en refusant de donner l'indépendance financière à la branche judiciaire. Par la même occasion, les hauts responsables politiques continuent de faire des commentaires dans les médias sur les décisions judiciaires au cours d'enquêtes et de procédures judiciaires en cours, qui sont perçus comme une pression sur l'indépendance judiciaire. Aussi, ils critiquent publiquement les travaux des juges et suggèrent ce qu'ils devraient ou ne devraient pas faire.³³³ L'UE a demandé à la Serbie de renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et de celle du procureur public en modifiant les dispositions constitutionnelles et législatives, en particulier en ce que concerne la nomination des juges et des procureurs.³³⁴ Les autorités serbes doivent transférer la gestion financière aux branches de la justice pour assurer son indépendance. La Commission a également recommandé à la Serbie de "garantir l'autonomie opérationnelle de la police du ministère de l'Intérieur pendant la phase de pré-enquête et d'enquête" et de "renforcer l'indépendance et la capacité du secteur de contrôle interne de la police".³³⁵

- La lutte contre la corruption et le crime organisé

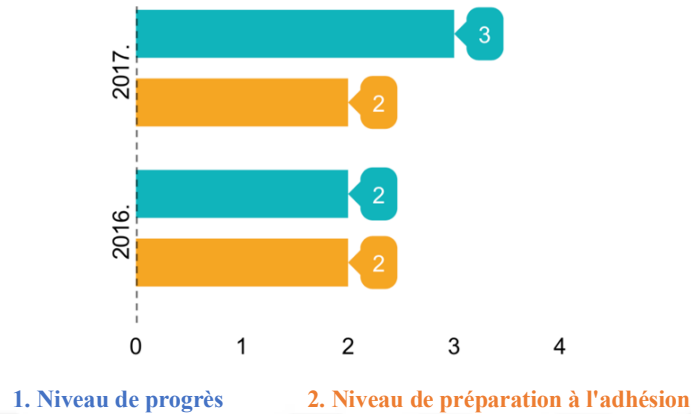
Quand il s'agit de la lutte contre la corruption, la Serbie a été évalué avec la même évaluation descriptive "un certain niveau de préparation à l'adhésion à l'UE" en 2016 et 2017. Toutefois, un certain progrès a été accompli en 2017 par rapport à 2016.

³³³ RTS, "VSS: Političari ne treba da komentarišu sudske odluke", 01 novembre 2017, <http://www.rts.rs/page/stories/sr/story/125/drustvo/2924919/vss-politicari-ne-treba-da-komentarisu-sudske-odluke.html> (Consulté le 20 décembre 2018)

³³⁴ European Western Balkans, "Rule of Law in Serbia: Seven deadly sins of the judiciary system", 12 octobre 2018, <https://europeanwesternbalkans.com/2018/10/12/rule-law-serbia-seven-deadly-sins-judiciary-system/>

³³⁵ Ibid. <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 14

Illustration 10: Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion et du niveau d'avancement dans la lutte contre la corruption et le crime organisé en Serbie.



Source: Commission européenne, les rapports d'avancement de 2016 et 2017

Dans son rapport de suivi de 2018, l'UE a noté que la corruption reste un problème très grave en Serbie.³³⁶ Elle est très répandue dans les sphères économique et politique, en particulier dans le domaine de la gestion des entreprises publiques, des marchés publics, de l'extraction des ressources naturelles et du système judiciaire.³³⁷ *Transparency International* a classé la Serbie 77ème sur un total de 180 pays dans son indice de perception de la corruption (CPI) pour l'année 2017 (pour lequel un nombre élevé représente un État très corrompu). Le fait que cette évaluation est pire que l'année 2016, où la Serbie était classé 72ème, nous indique que la situation dans ce domaine n'a pas progressé mais au contraire elle ne fait que régresser.³³⁸

La Serbie a développé une stratégie nationale de lutte contre la corruption correcte pour la période 2013-2018³³⁹ ainsi qu'un cadre juridique pour lutter contre la corruption conforme aux normes de l'UE, avec également la création de l'Agence Anti-Corruption (ACA). Le principal acte législatif pour lutter contre la corruption est le Code pénal³⁴⁰ qui punit des infractions telles que donner ou accepter un pot-de-vin, l'abus de pouvoir, les conflits d'intérêts, la mauvaise

³³⁶ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 12

³³⁷ Business Anti-Corruption Portal, "Serbia Corruption Report", <https://www.business-anti-corruption.com/country-profiles/serbia/> (Consulté le 12 janvier 2019)

³³⁸ Transparency International, Corruption Perceptions Index, <https://www.transparency.org/country/SRB#>

³³⁹ Nacionalna strategija za borbu protiv korupcije u Republici Srbiji, <https://arhiva.mpravde.gov.rs/lt/articles/borba-protiv-korupcije/nacionalna-strategija-za-borbu-protiv-korupcije/>

³⁴⁰ Krivični zakonik Republike Srbije, https://www.paragraf.rs/propisi/krivicni_zakonik.html

exécution de marchés publics, la fraude ou le détournement de fonds.³⁴¹ Ces dernières années, le Parlement a adopté des lois visant à renforcer le contrôle des marchés publics et du financement des partis politiques ainsi que les capacités des agences chargées d'enquêtes et de poursuites en matière de corruption. Ainsi, nous avons, par exemple, la loi pour la protection des personnes signalant un fait de corruption (2015)³⁴², la nouvelle loi concernant l'Agence Anti-Corruption, les amendements au Code Pénal pour les chapitres consacrés aux crimes économiques ou encore les amendements à la loi sur le libre accès aux informations d'intérêt public. La Serbie a également ratifié de nombreux documents internationaux pour lutter contre la corruption³⁴³ tels que la Convention pénale sur la corruption³⁴⁴ et la Convention civile sur la corruption du Conseil de l'Europe,³⁴⁵ mais aussi la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée³⁴⁶ et la Convention des Nations Unies contre la corruption.³⁴⁷

Cependant, la politique anti-corruption n'est pas cohérente car sa mise en œuvre reste incomplète. L'application effective de la législation anticorruption et le contrôle exercé par les institutions publiques compétentes restent faibles. Les activités et les mesures envisagées dans le cadre de la stratégie et du plan d'action anti-corruption ne sont pas pleinement mises en œuvre. Selon certains experts de *Transparentnost Srbija* (Transparence Serbie), une organisation non gouvernementale locale, le pays stagne depuis longtemps dans la lutte contre la corruption. Selon eux, l'une des raisons de cette stagnation est la nomination par le parti de personnels incompetents aux postes de cadre supérieur dans les principales institutions chargées de lutter contre la corruption.³⁴⁸ D'ailleurs, Il y a encore beaucoup d'allégations d'hommes politiques soupçonnés d'être impliqués dans des affaires de corruption de haut niveau,

³⁴¹ US Department of State, Bureau of Economic and Business Affairs, Investment Climate Statements for 2018, <https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/investmentclimatestatements/index.htm#fndtn-panel1-3>

³⁴² Закон о заштити лица која пријављују корупцију, <http://www.vladars.net/sr-SP-Cyrl/Vlada/Ministarstva/mpr/planoviintegriteta/infoobuke/Documents/Zvizdaci.pdf>

³⁴³ Global Legal Insights, "Serbia Bribery & Anti-Corruption 2019", <https://www.globallegalinsights.com/practice-areas/bribery-and-corruption-laws-and-regulations/serbia#chaptercontent1>

³⁴⁴ Conseil de l'Europe, Convention pénale sur la corruption, <https://rm.coe.int/168007f3f8>

³⁴⁵ Conseil de l'Europe, Convention civile sur la corruption, <https://rm.coe.int/168007f3f9>

³⁴⁶ UNODC, Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, <https://www.unodc.org/documents/treaties/UNTOC/Publications/TOC%20Convention/TOCebook-f.pdf>

³⁴⁷ UNODC, la Convention des Nations Unies contre la corruption, https://www.unodc.org/res/ji/import/international_standards/united_nations_convention_against_corruption/uncac_french.pdf

³⁴⁸ Transparentnost Srbija, "Borba protiv korupcije stagnira", 23 mai 2018, <http://www.novimagazin.rs/vesti/transparentnost-srbija-borba-protiv-korupcije-stagnira>

notamment dans des projets d'infrastructure et de privatisation de biens d'État, mais il ne font rarement l'objet d'enquêtes, de persécutions ou de condamnations.³⁴⁹ *Freedom House* affirme que le nombre d'arrestations liées à la corruption a augmenté ces dernières années mais ces cas ont rarement abouti à des poursuites.³⁵⁰ Selon le rapport de la Commission de 2018 concernant les progrès réalisés, le bilan de la Serbie en matière d'enquêtes et de poursuites concernant des affaires de corruption n'est pas aussi concluant. En 2017, il y a eu 2140 condamnations en première instance tandis que 50 condamnations finales ont été prononcées pour des personnes liées à une corruption de haut niveau avec 26 acquittements.³⁵¹ Selon le rapport du Groupe d'États contre la Corruption (GRECO), l'organe du Conseil de l'Europe chargé de lutter contre la corruption, la Serbie ne mène pas encore une lutte systématique contre la corruption. Il existe encore des problèmes institutionnels qui pourraient conduire à l'existence de corruption parmi les parlementaires, les juges et les procureurs. Les problèmes institutionnels sont visibles, par exemple à l'Assemblée Nationale où la transparence de ses activités n'a toujours pas été réglementée, parmi lesquelles le fait d'inclure des mécanismes de lobbying transparents ou encore d'éviter l'usage de procédures d'urgence pour adopter une législation sans discussion publique.³⁵² Nous le voyons aussi avec les juges et les procureurs qui sont toujours enclins aux nominations politiques quel que soit leur niveau d'expertise. La Commission recommande à la Serbie d'améliorer ses résultats en matière d'enquêtes, d'actes d'accusation et de condamnations définitives dans des affaires de corruption de haut niveau, y compris avec la confiscation de propriétés acquises par des activités criminelles, ainsi que de renforcer la capacité opérationnelle de ses institutions telles que l'Agence Anti-Corruption en adoptant de nouveau une loi qui puisse renforcer son rôle d'institution clé pour une lutte efficace contre la corruption.³⁵³

La Commission a noté aussi un certain niveau de préparation pour la lutte contre le crime organisé. Des progrès ont été accomplis dans le développement de la capacité opérationnelle

³⁴⁹ Radio Slobodna Evropa, "Gavrilović: Politička korupcija u Srbiji urušava institucije", 5 mai 2018, <https://www.slobodnaevropa.org/a/29209144.html>

³⁵⁰ Freedom House, "Freedom in the World 2018", https://freedomhouse.org/sites/default/files/NiT2018_Serbia.pdf, p. 13

³⁵¹ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 19

³⁵² Council of Europe, "GRECO: Serbia has not implemented any of the recommendations on preventing corruption among parliamentarians, judges and prosecutors", 15 mars 2018, <https://www.coe.int/en/web/greco/-/serbia-has-not-implemented-any-of-the-recommendations-on-preventing-corruption-among-parliamentarians-judges-and-prosecutors-says-council-of-europe-mo>

³⁵³ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 19

du Ministère de l'Intérieur, la police ainsi que des services de sécurité et de renseignement.³⁵⁴ Néanmoins, un bilan crédible de lutte contre le crime organisé reste à établir. Le Groupe d'Action Financière (GAFI), une organisation intergouvernementale qui surveille la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, a publié un rapport où la Serbie a été classé parmi les onze pays les plus à risque en matière de blanchiment d'argent et de financement d'organisations terroristes parce que la Serbie ne souhaite pas pleinement appliquer les critères du GAFI en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, même ceux qu'elle a accepté en 2012.³⁵⁵ En conséquence, la recommandation de la Commission est que la Serbie doit faire un bilan des enquêtes financières efficaces à propos des affaires de blanchiment d'argent en développant une approche stratégique basée sur le concept du GAFI car le nombre de condamnations dans la matière reste très faible.³⁵⁶

Sous-section 2.2.3. Évaluation des progrès réalisés par la Serbie dans les droits fondamentaux et la liberté d'expression

Le cadre juridique et institutionnel qui garantit le respect des droits fondamentaux est en place. La Serbie, conformément à sa constitution, est définie comme un État multiculturel plutôt que civique et les droits des minorités sont principalement respectés et développés. Il reste toujours à renforcer la protection des droits des groupes les plus discriminés, y compris les Roms, la communauté LGBT et les personnes handicapées. Par ailleurs, notons que la Serbie a été le premier pays de l'élargissement à introduire l'indice d'égalité des sexes de l'UE.

La constitution serbe garantit également la liberté d'expression et la liberté de la presse. Cependant, l'indépendance des médias a diminué ces dernières années. La Commission a averti que la Serbie n'a toujours pas progressé dans ce domaine et que cela reste un sujet de préoccupation majeur. Selon Freedom House, les journalistes sont sujets à des menaces ou des intimidations depuis 2014.³⁵⁷ Pour certains journalistes, la liberté des médias est en danger

³⁵⁴ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 5

³⁵⁵ The Financial Action Task Force (FATF), "Improving Global AML/CFT Compliance: On-going Process - 19 October 2018", 19 octobre 2018, <http://www.fatf-gafi.org/publications/high-riskandnon-cooperativejurisdictions/documents/fatf-compliance-october-2018.html>

³⁵⁶ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 5

³⁵⁷ Freedom House, *Transition Report on Serbia 2018*, https://freedomhouse.org/sites/default/files/NiT2018_Serbia.pdf

depuis que le Parti Progressiste Serbe (SNS) est au pouvoir.³⁵⁸ Une coalition d'associations de médias affirme dans une lettre ouverte adressée à la communauté internationale que le Gouvernement fait pression sur les médias pour qu'ils évitent des reportages critiques et que ses représentants insultent et humilient publiquement des journalistes et des employés des médias.³⁵⁹

Concernant le pluralisme des médias, lorsque nous regardons la situation actuelle, nous pouvons constater l'existence de trois types de médias. Tout d'abord, ceux qui fonctionnent comme outil de propagande en faveur du parti au pouvoir tels que *Pink TV* et les tabloïds *Informer* et *Srpski Telegraf*. Ensuite, il y a des médias et des journalistes qui tentent d'équilibrer les reportages en appliquant une autocensure, comme par exemple le service de radiodiffusion national *Radio-Télévision de la Serbie*. Enfin, il existe un très petit nombre de médias indépendants comme les chaînes de télévision par câble telles que N1 TV ou les quotidiens *Danas* et *Vreme* qui tentent d'être la voix de l'opposition.³⁶⁰ Pour illustrer ce qui pourrait arriver aux médias en Serbie qui décident de critiquer le parti au pouvoir, nous pouvons prendre l'exemple du Groupe de médias Adria qui était traditionnellement pro-gouvernemental mais qui a modifié sa politique éditoriale après les élections d'avril 2017 en devenant plus critique envers le gouvernement. Le groupe a indiqué que les inspecteurs fiscaux avaient à plusieurs reprises bloqué ses comptes bancaires, ce qui a causé des salaires impayés pour 800 de ses employés.³⁶¹ En outre, l'Association indépendante des journalistes de Serbie a enregistré 101 attaques contre des journalistes en 2018, dont 7 cas d'agression physique, 23 attaques verbales et 71 autres formes de pression.³⁶²

³⁵⁸ Jakobi T., Meka cenzura: Promene u medijskom sektoru – sa goreg na lošije, Balkan Investigative Reporting Network, 2016, http://bimrsrbija.rs/wp-content/uploads/2016/02/izvestaj_meka_cenzura_final.pdf (Consulté le 15 janvier 2019)

³⁵⁹ Regional Platform for advocating media freedom and journalists' safety, "Serbian media coalition letter to the international community", 22 octobre 2018, <http://safejournalists.net/serbian-media-coalition-alerts-international-community/>

³⁶⁰ Beta, "Mediji, novinarska udruženja i NVO zajedno za slobodu medija u Srbiji", 24 septembre 2017, <https://beta.rs/vesti/drustvo-vesti-srbija/73874-mediji-novinarska-udruzenja-i-nvo-zajedno-za-slobodu-medija-u-srbiji> (Consulté le 16 janvier 2019)

³⁶¹ N1, "Poreska uprava blokirala račune Adria medija grup", 7 juillet 2017, <http://rs.n1info.com/Vesti/a281660/Poreska-uprava-blokirala-racune-Adria-medija-grupe.html> (Consulté le 16 janvier 2019)

³⁶² Nezavisno Udruženje Novinara Srbije, "Pregled baze napada na novinare po godinama", <http://www.bazenuns.rs/srpski/napadi-na-novinare>, (Consulté le 16 janvier 2019)

En vue d'assurer l'indépendance éditoriale des médias, la Commission a suggéré que les autorités serbes doivent créer un environnement dans lequel la liberté d'expression est pleinement respectée et doivent publiquement condamner l'agression physique et verbale contre des journalistes. Le gouvernement doit également mettre pleinement en œuvre la législation sur les médias qui garantisse une plus grande transparence du financement des médias. Il est nécessaire aussi de rendre opérationnel l'Organisme de réglementation des médias en garantissant leur indépendance fonctionnelle et financière.³⁶³

En termes de politique étrangère et de sécurité commune (PESC), la Serbie a soutenu jusqu'à présent la stratégie globale de la politique étrangère et de sécurité de l'UE en s'alignant sur les 34 des 65 déclarations et décisions de l'UE.³⁶⁴ Cependant, le gouvernement serbe n'a pas assuré un alignement avec les mesures européennes restrictives envers la Fédération de Russie par rapport à l'annexion de la Crimée.³⁶⁵ Depuis que les sanctions ont été introduites en 2014, les responsables de l'UE ont appelé à plusieurs reprises la Serbie à soutenir les sanctions de l'UE contre la Russie. Lors de sa visite officielle à Belgrade, Johannes Hahn, membre de la Commission Européenne chargé de la Politique de voisinage et de l'élargissement, a déclaré que "lorsque la Serbie rejoindra l'UE, elle devra s'aligner sur notre politique et nos décisions étrangères".³⁶⁶ Cependant, les représentants du gouvernement serbe répètent souvent qu'ils n'ont pas l'intention de se joindre aux sanctions occidentales contre la Russie en raison des relations traditionnellement étroites avec ce pays. Il faut rappeler que ces relations étroites avec la Fédération de Russie sont basées sur le panslavisme et le christianisme orthodoxe. Aujourd'hui, la Fédération de Russie est présente en Serbie à travers le média «*Sputnik*» et des ONG telles que «*Zavetnici*» et «*Obraz*». Elle essaie d'accroître son influence politique par le biais des partis nationalistes et conservateurs liés financièrement à elle, néanmoins son objectif est de protéger ses intérêts et sa position dans les Balkans.³⁶⁷

³⁶³ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 25

³⁶⁴ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 85

³⁶⁵ Becernje Novosti, "DAČIĆ ZA RT: Nećemo uvesti sankcije Rusiji zbog EU", 03 mars 2018, <http://www.novosti.rs/vesti/naslovna/politika/aktuelno.289.html:714778-DACIC-ZA-RT-Necemo-uvesti-sankcije-Rusiji-zbog-EU> (Consulté le 16 janvier 2019)

³⁶⁶ B92, "EU official urges Serbia to 'support sanctions'", 14 novembre 2014, https://www.b92.net/eng/news/politics.php?yyyy=2014&mm=11&dd=14&nav_id=92251 (Consulté le 16 janvier 2019)

³⁶⁷ Aghayev, E., European Researcher 2017, "Relations Between Russia and Serbia", Mars 2017, Vol. 8 Issue 1, pp. 4-8

Concernant la coopération régionale, le rapport de la Commission de 2018 signale que la Serbie s'est impliquée activement dans la coopération régionale en s'efforçant à améliorer ses relations de voisinage dans un esprit de réconciliation et en instaurant une atmosphère favorable à la solution des litiges bilatéraux issus d'héritages parfois difficiles. La Serbie participe à de nombreuses initiatives de coopération régionale telles que Western Balkan Six, le Processus de Berlin, le Processus de coopération pour l'Europe du Sud-Est, le Conseil de coopération régionale, l'ALECE, l'Initiative Adriatique-Ionienne, etc.³⁶⁸ La Commission a fait observer que la Serbie avait joué un rôle actif et constructif dans la gestion des migrations mixtes par la voie dite des Balkans occidentaux et avait coopéré efficacement avec les pays voisins.

Comme il est indiqué à l'annexe 2, la capacité de la Serbie à assumer les obligations d'adhésion en termes d'adoption de la législation communautaire peut être évaluée avec un score quantitatif de 3 sur 5. Selon les principales conclusions du rapport de 2018, la Serbie continue d'aligner sa législation avec l'acquis communautaire mais certains domaines nécessitent plus d'efforts que d'autres.³⁶⁹ Comme nous pouvons le voir dans le tableau de l'annexe, la Serbie a un bon niveau de préparation dans des domaines tels que le droit de la propriété intellectuelle, le droit des sociétés, la politique des transports, la science et la recherche puis l'éducation et la culture. En outre, nous pouvons voir que la Serbie est modérément préparée dans des domaines tels que les marchés publics, la statistique, la politique monétaire et le contrôle financier. Néanmoins, la Serbie a un faible niveau de préparation dans les domaines tels que les dispositions financières et budgétaires ainsi que l'environnement où la législation nationale est complètement incompatible avec la législation de l'UE. Enfin, la Serbie doit également aligner avant l'adhésion sa politique étrangère avec la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, notamment en ce qui concerne les relations avec la Fédération de Russie.

Conclusion du chapitre

Comme nous pouvons le voir dans le tableau ci-dessous, le Monténégro est le plus avancé par rapport à la Serbie du point de vue de l'état de préparation général pour l'adhésion à l'UE et des

³⁶⁸ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p. 49

³⁶⁹ European Commission, Fact Sheet, "Key findings of the 2018 Report on Serbia", Brussels, 17 April 2018, ec.europa.eu/rapid/press-release_MEMO-18-3406_en.pdf

principaux critères politiques. Avec un score de 2.5 sur 5, le Monténégro est exactement à mi-chemin de l'adhésion, alors que la Serbie n'a que 2 sur 5. En tenant compte de l'engagement de ces pays à progresser dans l'accomplissement des critères politiques et la mise en œuvre des réformes nécessaires, nous pouvons en conclure que le niveau de progrès est presque le même dans les deux pays étant donné que le Monténégro a un score de 3 sur 5 tandis que celui de la Serbie est de 2,8 sur 5, mais le niveau atteint n'est pas encore satisfaisant.

Quant au Monténégro, le principal problème se manifeste par une forte influence politique du Parti Démocratique Socialiste (DPS) au pouvoir pendant plus d'un quart de siècle sur tous les niveaux de la sphère politique. Par le principe des vases communicants, cela entrave le fonctionnement des institutions démocratiques en mettant en péril l'indépendance du système judiciaire et de l'administration publique, et en empêchant une lutte efficace contre la corruption et le crime organisé. Bien que des progrès aient été accomplis, le pays doit encore procéder à des réformes supplémentaires dans de nombreux domaines, notamment des réformes concernant le système judiciaire, la liberté des médias ainsi que la lutte contre la corruption et le crime organisé. Le pays a encore des problèmes avec les institutions faibles et politisées, l'impunité envers les responsables corrompus, l'utilisation abusive des fonds publics et l'ingérence de l'État dans le marché des médias.

La Serbie, quant à elle, doit faire encore plus d'efforts au niveau politique et institutionnel. Nous devons garder à l'esprit le fait que, même si la Serbie répondrait à toutes les conditions nécessaires découlant des critères politiques, ce pays doit résoudre l'un de ses plus grands problèmes - le statut du Kosovo* - ce qui est une prérogative absolue. L'UE exige qu'elle normalise ses relations avec ce pays. Compte tenu du développement actuel des relations entre la Serbie et le Kosovo*, une solution durable de ce problème ne semble pas être réalisable dans un avenir proche. Le niveau global de préparation de la Serbie pour l'adhésion à l'UE est assez faible (2,2 sur 5), ce qui signifie que le pays doit encore déployer des efforts considérables pour mettre en œuvre les réformes nécessaires, en particulier dans le domaine de l'État de droit.

La principale conclusion est que le Monténégro et la Serbie doivent renforcer davantage la démocratie et l'État de droit, ainsi qu'améliorer et accélérer la lutte contre la corruption et le crime organisé. Ces pays doivent consolider leur système politique pour devenir efficaces et

transparents. Si les institutions de ces pays sont fragiles, c'est parce que l'appareil juridique n'est pas efficace et met à mal l'Etat de droit. Les réformes évoquées n'ont eu raison de cet état de fait, les institutions juridiques nécessitent donc davantage de progrès. L'indépendance des médias est menacée particulièrement en Serbie mais la situation au Monténégro n'est pas aussi satisfaisante. Par ailleurs, la liberté des médias doit être défendue. Notre analyse a révélé la nécessité pour tous les pays de la région de faire des progrès dans le domaine de la corruption et des libertés fondamentales. Pour toutes ces raisons, il faut que l'UE mette plus de pression sur les gouvernements afin de démontrer de manière crédible des résultats tangibles et durables. Les critères de référence pour les chapitres 23 et 24 devraient être spécifiés de manière claire pour ne pas permettre aux gouvernements de produire uniquement des résultats descriptifs ou fictives dans la réalisation de ces critères, et ils devraient également conduire à un changement substantiel visible de la qualité de vie des citoyens de ces pays.

Enfin, compte tenu de la nouvelle stratégie en faveur des Balkans occidentaux pour "une perspective d'élargissement crédible et un engagement accru de l'UE avec les Balkans occidentaux" qui prévoit que les pays complètent le processus d'adhésion d'ici 2025, il est très important que le Monténégro et la Serbie accélèrent davantage le rythme actuel des réformes pour être en mesure de rejoindre l'UE dans le délai imparti. Dans le chapitre suivant, nous allons analyser les critères économiques pour l'adhésion afin de voir quel est l'état d'avancement dans les économies de ces pays.

Tableau 1. La comparaison des progrès réalisés par le Monténégro et la Serbie dans les six domaines clés des critères politiques

Traduction des évaluations descriptives en évaluations quantitatives	1	2	3	4	5
Domaines Pilotes – Préparation à l'adhésion	Stade Précoce	Certain Niveau de Préparation	Modérément Préparé	Bon Niveau de Préparation	Bien Avancé
Progrès réalisés au cours des 12 derniers mois – Niveau de progrès	En arrière (Situation détériorée)	Pas de Progrès	Certains progrès	Bon Progrès	Très Bon Progrès
	Monténégro		Serbie		
1. Réformes de l'administration publique	Modérément Préparé (3)		Modérément Préparé (3)		
	Bon progrès (4)		Certains progrès (3)		
2. Fonctionnement du système judiciaire	Modérément Préparé (3)		Certain Niveau de Préparation (2)		
	Certains progrès (3)		Certains progrès (3)		
3. Lutte contre la corruption	Certain Niveau de Préparation (2)		Certain Niveau de Préparation (2)		
	Certains progrès (3)		Certains progrès (3)		
4. Lutte contre le crime organisé	Certain Niveau de Préparation (2)		Certain Niveau de Préparation (2)		
	Certains progrès (3)		Certains progrès (3)		
5. Liberté d'expression	Certain Niveau de Préparation (2)		Certain Niveau de Préparation (2)		
	Pas de progrès (2)		Pas de progrès (2)		
6. Capacité du Monténégro à assumer les obligations de l'adhésion en matière d'adaptation de l'acquis communautaire	Modérément Préparé (3)		Certain Niveau de Préparation (2)		
	Certains progrès (3)		Certains progrès (3)		
État de préparation général pour l'adhésion à 6 domaines politiques pilotes - Note moyenne	2,5		2.2		
Évaluation globale des progrès accomplis au cours des 12 derniers mois - Note moyenne	3		2,8		

Source:

Commission européenne, Monténégro rapport d'avancement de 2018, Serbie rapport d'avancement de 2018

CHAPITRE II

Convergence du Monténégro et de la Serbie vers l'UE : Quels avancements et quels enjeux dans leur transition économique ?

Dans le chapitre qui suit, nous allons nous intéresser à la situation économique du Monténégro et de la Serbie, les deux pays candidats les plus avancés dans les négociations d'adhésion avec l'UE. Il est nécessaire de souligner tout d'abord qu'il s'agit de « petites économies ». En 1960, Simon Kuznets a défini une petite économie en fonction de la population de moins de 10 millions d'habitants.³⁷⁰ Les autres indicateurs de cette « petitesse » incluent aussi la superficie, un niveau bas du produit intérieur brut (PIB)³⁷¹ et des ressources naturelles relativement limitées, donc tout cela caractérisent les systèmes économiques du Monténégro et de la Serbie. Par ailleurs, les pays de petites économies présentent d'autres caractéristiques spécifiques. Ils ont en commun un certain nombre de problèmes structurels, par exemple, leurs populations qui sont réduites, et tel est par conséquent le cas de leurs marchés. De plus, leurs bases de ressources naturelles sont étroites, fragiles et aisément perturbées par des catastrophes naturelles. Ils sont généralement tributaires de la performance de quelques secteurs spécifiques comme le tourisme ou encore l'agriculture avec une gamme limitée d'exportation de produits primaires, etc. Autrement dit, les petites économies rencontrent des difficultés particulières en ce qui concerne leur participation au commerce mondial. Elles doivent faire face à l'absence d'économies d'échelle et au manque de ressources naturelles et humaines.³⁷² En bref, elles sont vulnérables aux chocs externes car elles sont fortement dépendantes des entrées de capitaux étrangers pour stimuler leur croissance et par conséquent, tout cela est représentatif du Monténégro³⁷³ mais également de la Serbie.

Après avoir rappelé les conditions pour l'adhésion, nous allons analyser l'environnement macroéconomique de ces pays et les progrès effectués dans l'objectif d'accomplissement des

³⁷⁰ Kuznets S., "*Economic growth of small nations*", E.A.G. Robinson, 1960, p.9

³⁷¹ Le produit intérieur brut est un indicateur qui calcule la valeur de la richesse produite par année dans un pays donné. C'est-à-dire, la valeur de tous les biens et services qui sont produits par les personnes et les entreprises résidant dans le pays d'une année donnée.

³⁷² Richard L. Bernal, "Small Developing Economies in the World Trade Organization". World Bank Conference "'Leveraging Trade, Global Market Integration and the New WTO Negotiations for Development,' Washington DC, 2001

³⁷³ World Bank, "*Montenegro Country Profile*", <https://www.worldbank.org/en/country/montenegro/overview#1> (Consulté le 4 février 2019)

critères économiques, en particulier pour une économie de marché viable et la capacité à faire face à la pression concurrentielle à l'intérieur de l'Union Européenne.³⁷⁴

Comme déjà évoqué auparavant, l'UE exige d'un pays candidat à l'adhésion de mettre en œuvre un ensemble de réformes destinées à préparer son économie à une éventuelle participation à l'Union économique et monétaire de l'UE. Premièrement, pour être capable de fonctionner au sein de l'Union économique et monétaire, le pays candidat doit avoir une économie de marché fonctionnelle qui se reflète dans l'existence d'une stabilité macroéconomique, c'est-à-dire la capacité de créer la croissance tout en minimisant les vulnérabilités aux chocs externes.³⁷⁵ Il est donc nécessaire d'avoir une stabilité des prix,³⁷⁶ des finances publiques viables (ce qui implique un déficit public inférieur à 3% du PIB et une dette publique inférieure à 60% du PIB), un taux de change sans dévaluation, un taux d'intérêt à long terme stable³⁷⁷, une libre interaction des forces du marché, une libéralisation du commerce (un échange sans restriction des biens et des services et une libre entrée et sortie sur le marché) ainsi qu'un secteur financier suffisamment développé et un système juridique adéquat.³⁷⁸

Deuxièmement, un pays candidat doit être compétitif sur le marché de l'UE et il est donc nécessaire de disposer d'un capital humain et physique suffisant (y compris en termes d'éducation, de recherche et d'infrastructures), des structures sectorielles et d'entreprise adéquates (par exemple, l'existence d'un secteur de petites et moyennes entreprises bien développé) et une influence du gouvernement limitée dans le marché (comme, par exemple, les

³⁷⁴ European Commission, "*Economic accession criteria*", https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/international-economic-relations/enlargement-and-neighbouring-countries/enlargement/economic-accession-criteria_fr, (Consulté le 3 février 2019)

³⁷⁵ Republic of Turkey, Ministry of Foreign Affairs, "*Economic Criteria*", https://www.ab.gov.tr/economic-criteria_50072_en.html (Consulté le 3 février 2019)

³⁷⁶ Les critères de convergence, aussi « les critères de Maastricht », doivent être respectés par les États membres de l'UE ainsi que par les candidats à l'entrée dans la zone euro. Les quatre critères stipulent à ne pas dépasser certaines valeurs des indicateurs économiques :

1. le taux d'inflation d'un État membre ne doit pas dépasser de plus de 1,5% celui des trois États membres qui ont les taux d'inflation annuels les plus bas
2. le déficit public annuel d'un État membre doit être inférieur à 3 % et la dette publique doit être inférieure à 60 % du PIB
3. le taux de change (sans dévaluation de monnaie): les États membres qui n'utilisent pas l'euro ne devraient pas dévaluer leur monnaie (indexé sur l'euro) au cours des deux années précédentes
4. les taux d'intérêt à long terme ne doivent pas dépasser de plus de 2 % la moyenne de ceux des trois États membres qui ont les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

³⁷⁷ Conseil de l'Union européenne, "*Conditions d'adhésion à la zone euro: critères de convergence*", <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/joining-the-euro-area/convergence-criteria/> (Consulté le 3 février 2019)

³⁷⁸ Ibid, https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/international-economic-relations/enlargement-and-neighbouring-countries/enlargement/economic-accession-criteria_fr

aides et les soutiens de l'État).³⁷⁹ La capacité à faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché au sein de l'UE se rapporte donc à la qualité de fonctionnement de l'économie, la répartition efficace des ressources et le pouvoir relatif de compétitivité par rapport aux produits des autres pays dans le marché de l'UE.

Dans la première section de ce chapitre, nous allons tenter de donner une vision claire de la spécificité des systèmes économiques de ces deux pays qui partagent un point commun du fait de leur ancienne appartenance à l'ex-République Fédérale de Yougoslavie, un passé de plus de quatre décennies sous un système économique unique d'autogestion qui affectent toujours la transition et le rattrapage économique de ces pays. Nous allons enfin essayer d'analyser quelle est la situation actuelle dans les économies des pays candidats pour déterminer le niveau de leur préparation à l'adhésion à l'UE.

Section 3.1. Transition du système économique du Monténégro et de la Serbie : le passage du système socialiste au système capitaliste

Dans cette section, notre analyse va porter sur l'histoire économique du Monténégro et de la Serbie. Afin de dissenter sur leur développement économique actuel, il est nécessaire de saisir tout d'abord un aspect historique sur la spécificité de leur ancien système économique basé sur le modèle du « *socialisme de marché* »³⁸⁰ de l'ex-République Fédérale de Yougoslavie présent il y a seulement deux décennies. En analysant l'histoire économique de ces pays, nous aurons la possibilité de voir si l'héritage du passé du système économique contribue ou, au contraire, décourage leur développement économique et leur compétitivité ainsi que leur capacité à remplir les critères économiques de Copenhague.

En dépit de son origine communaliste (par l'esprit du prolétariat) et socialiste (par les moyens de production), l'histoire économique de la République Socialiste Fédérale de Yougoslavie a été significativement différente de l'histoire économique de l'Union Soviétique et d'autres pays

³⁷⁹ Ibid, https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/international-economic-relations/enlargement-and-neighbouring-countries/enlargement/economic-accession-criteria_fr, (Consulté le 3 février 2019)

³⁸⁰ C'était une version du socialisme, également appelé le socialisme libéral, qui était un compromis entre le modèle de planification centralisée et les entreprises libres. Cela signifiait que les entreprises appartiennent à l'État mais la production et la consommation a été gérée par les forces du marché plutôt que par le gouvernement. Cette période fût également caractérisée par une augmentation du pouvoir des banques et d'une mise en concurrence des entreprises sur le marché.

de l'Europe orientale socialiste.³⁸¹ Cette différence a été le résultat de la rupture politique de 1948 entre la Yougoslavie et l'URSS.³⁸² L'ex-Yougoslavie a essayé de trouver "le troisième chemin" en développant l'exemple rare d'un système économique mélangeant les modèles socialistes et capitalistes tout en conservant une politique de balance entre les blocs « de l'Est » et « de l'Ouest » dans la conjoncture de la Guerre froide.³⁸³ Grâce à cette politique, la coopération économique s'est développée avec l'Occident mais aussi avec les pays membres du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM), c'est-à-dire, le marché commun de l'Est.³⁸⁴

Même s'il y a l'existence d'un régime politique communiste à parti unique (issu du mouvement des partisans dirigé par Josip Broz Tito) de 1945 à 1991, l'ex-Yougoslavie a été le précurseur des pays socialistes qui a réformé le socialisme en produisant une version unique du système économique de planification central basé sur l'autogestion,³⁸⁵ la propriété sociale, une vaste décentralisation et une libéralisation partielle du marché.³⁸⁶ Ce système s'est donc opposé à

³⁸¹ Drouet, M., "*La spécificité du communisme yougoslave*", Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2003, https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2003_num_71_1_923, pp. 71-81

³⁸² Initialement, la structure politique et économique yougoslave a été mise en place en copiant le modèle soviétique : le contrôle de l'économie par un seul parti politique au pouvoir, la planification centrale et la propriété étatique des moyens de production (les entreprises publiques), le monopole d'État sur les investissements, les banques, le commerce extérieur et le contrôle administratif sur la plupart des prix. Mais, en raison des circonstances liées au conflit entre Staline et Tito de 1948 à 1953 (qui a été la raison pour laquelle la Yougoslavie a été expulsé du bloc soviétique et de son parti politique retiré du Kominform), l'histoire économique de la République Socialiste Fédérale de Yougoslavie a été significativement différente de l'histoire économique de l'Union soviétique et d'autres pays de l'Europe orientale socialiste. Après ce conflit, il est devenu évident que l'économie planifiée avait un certain nombre de défauts. Par exemple, la création d'une entreprise publique a soulevé la question de l'administration et de l'utilisation des biens créés. Également, les ouvriers remplissaient des tâches spécifiques définies par l'État en contrepartie d'une rémunération égale pour tous fixés par l'État, et donc ils ne s'intéressaient pas au succès général de l'entreprise. Il y n'avait pas de compétitions entre les entreprises dans le marché, par conséquent la qualité des biens était très limitée. Ainsi, en 1950, le nouveau modèle économique a été introduit pour attribuer la gestion directe des biens publics à la main-d'œuvre des entreprises. Cela a mis fin au système économique centralisé et a introduit le principe de l'autogestion dans l'économie. La Yougoslavie a donc dû jouer un rôle de pionnier dans le mouvement d'une économie commandée en une certaine forme d'économie de marché. A cette période, l'autogestion par les ouvriers a été introduite, ce qui a réduit la gestion des entreprises par l'État. C'était une transformation économique qui a créé une forme unique de marché décentralisé et d'économie socialiste fondée sur certains des principes de marché libre, par exemple: l'utilisation du mécanisme de marché en tant que régulateur de l'offre et de la demande, la rémunération du travail basé sur le principe de l'égalitarisme, un certain relâchement du contrôle des prix et la décentralisation du système bancaire en créant des banques sectorielles pour l'agriculture, l'investissement et le commerce extérieur. Par contre, le marché libre était basé principalement sur l'idée de marché des produits tandis qu'un marché du travail ou un marché des capitaux était fermement rejetée car ces deux étaient incompatibles avec une société socialiste.

³⁸³ La Yougoslavie, avec l'Égypte et l'Inde, a créé le mouvement non aligné. C'est un membre fondateur du Fond Monétaire International et de la Banque Mondiale en 1944. La Yougoslavie n'a pas rejoint le CAEM en 1949 et n'était pas membre du Pacte de Varsovie. À partir des années 60, la Yougoslavie a régulièrement participé à la libéralisation du commerce mondial dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Le pays avait aussi une relation privilégiée avec la Communauté Economique Européenne (CEE).

³⁸⁴ Simon G., "*An Economic History of Socialist Yugoslavia*", Corvinus University of Budapest, 2012, p.115-119 f

³⁸⁵ Les ouvriers ont le droit à la prise de décision en élisant les membres des conseils des ouvriers (les conseils de gestion) qui décident de la production, les intrants de production, les politiques d'embauche et dans une certaine mesure la détermination des prix et la répartition des revenus.

³⁸⁶ Uvalić, M., "*The rise and fall of market socialism in Yugoslavia*", 2018, <https://doc-research.org/2018/03/rise-fall-market-socialism-yugoslavia/>

l'étatisation soviétique et dans lequel les citoyens yougoslaves avaient le plus de libertés individuelles qu'ailleurs en Europe de l'Est. Le mécanisme économique de l'autogestion présente dans la gestion des entreprises n'était pas effectué par l'État ou le propriétaire privé mais plutôt par leurs ouvriers, ce qui signifiait une plus grande autonomie dans tous les domaines et à tous les niveaux.³⁸⁷ Dans ce système, il y avait une forte présence du mécanisme du marché libre, ce qui a fait de ce régime économique d'être relativement proche de celui d'un modèle capitaliste.³⁸⁸ Cependant, un système construit de cette manière était insoutenable à long terme à cause de sa complexité et de ses problèmes hérités dans les deux modèles économiques (capitalisme et socialisme), et par conséquent, l'économie yougoslave souffrait de sa propre inventivité.³⁸⁹

Avant l'éclatement de la crise systémique à la fin des années 1970 et au début des années 1980, le développement de l'économie yougoslave a été généralement plus dynamique que le développement de la plupart des plus grandes économies d'Europe occidentale. L'économie yougoslave a connu des taux de croissance importants d'environ 6% du PIB entre 1952 et 1970, plus précisément jusqu'au premier choc pétrolier en 1971. Néanmoins, avec la hausse des prix du pétrole et le resserrement des marchés financiers mondiaux, les faiblesses du modèle économique yougoslave ont commencé à émerger. L'économie yougoslave a commencé à avoir les problèmes des deux systèmes économiques capitaliste et socialiste en même temps. Elle a eu donc les problèmes typiques d'une économie capitaliste, notamment le chômage, l'inflation, l'endettement et l'instabilité cyclique, ainsi que les faiblesses du système économique socialiste qui se traduit par le manque de productivité et d'efficacité à cause des instruments de politique monétaire et budgétaire inadéquats et du manque d'incitations sur les marchés des produits de base.³⁹⁰

Avec le vide politique à la suite de la mort de Tito en 1980, une véritable crise économique, sociale et politique s'est déclenchée dans tout le pays.³⁹¹ Les défaillances systémiques de

³⁸⁷ Lasserre, G., "Où en est l'autogestion yougoslave?", *Revue économique*, 1964, https://www.persee.fr/doc/reco_0035-2764_1964_num_15_6_407633, pp. 988-1006

³⁸⁸ Krstić, M., "SFR Jugoslavija tokom perioda hladnog rata i aktuelna srpska spoljna politika", *Antropologija*, 2011, no. 11, <http://www.anthroserbia.org/Journals/Article/870>, pp. 21-44

³⁸⁹ Estrin, S., "Self-management: economic theory and Yugoslav practice", Cambridge University Press, New York, 1983, p. 54

³⁹⁰ Ibid, <https://doc-research.org/2018/03/rise-fall-market-socialism-yugoslavia/>

³⁹¹ Petak, Z., "Politička ekonomija Jugoslavije 1970.-1990", Fakultet političkih znanosti Sveučilišta u Zagrebu. Disponible sur Youtube: <https://www.youtube.com/watch?v=IUbyMEwkful>

l'économie yougoslave se trouvaient derrière l'échec de revenir à une trajectoire de croissance, ce qui était nécessaire pour servir l'endettement importante du pays.³⁹² Selon les statistiques officielles yougoslaves, la dette extérieure du pays en 1970 ³⁹³ était inférieure à 2 milliards de dollars puis elle s'est élevée à 14 milliards en 1979, et enfin après le deuxième choc pétrolier, elle a atteint 18 milliards en 1980.³⁹⁴ D'ailleurs, le ralentissement de la croissance a été accompagné par une forte inflation et une rapide augmentation du chômage qui ne pouvaient être enrayés, même si les frontières à la migration massive vers l'Europe occidentale ont été ouvertes.³⁹⁵ Sous la pression des problèmes financiers en raison de l'endettement extérieur et de l'incapacité du gouvernement à remplir ses obligations de remboursement de la dette, plusieurs programmes d'austérité imposés par le FMI ont été mis en œuvre à partir de 1981. Pour résoudre la crise, le gouvernement a dû mettre en place des mesures telles que le gel des salaires qui ont davantage affecté négativement le fonctionnement du marché.³⁹⁶

Les mesures d'austérité mises en place ont plongé l'économie dans une profonde récession. Tous ces arrangements avec le FMI et les réformes économiques n'ont pas produit les résultats souhaités, au contraire, ils ont aggravé l'instabilité économique.³⁹⁷ Donc, la crise économique a persisté tout au long des années 80. L'endettement de la fédération provoqué par la hausse des prix du pétrole puis par celle des taux d'intérêts, accompagné par le ralentissement de la croissance et la faible efficacité économique, la rapide augmentation du chômage et l'inflation galopante³⁹⁸ (suite à la poursuite de la libéralisation des prix) ont porté un coup fatal au

³⁹² Rajsic, P., "*The Economy of Tito's Yugoslavia: Delaying the Inevitable Collapse*", University of Waterloo, <http://predragrajsic.blogspot.com/2014/03/the-economy-of-titos-yugoslavia.html>

³⁹³ Pendant les deux décennies précédentes, la Yougoslavie avait une stratégie pour une croissance économique ambitieuse basé sur les investissements industriels et d'infrastructure avec des taux d'investissement très élevés (de 32% en moyenne), ce qui a donné des résultats impressionnants en termes de développement économique rapide et ce qui a permis une augmentation continue du niveau de vie. Cependant, le problème était que cette stratégie reposait fortement sur les emprunts extérieurs (Uvalic, M., 1992)

³⁹⁴ Uvalic, M., "Investment and Property Rights: The Long Transition to a Market Economy", Cambridge University Press, 1992, https://books.google.com.tr/books/about/Investment_and_Property_Rights_in_Yugosl.html?id=k0kTMaCj0qgC&prints=ec=frontcover&source=kp_read_button&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false

³⁹⁵ Woodward, L. S., "*Socialist Unemployment: The Political Economy of Yugoslavia, 1945-1990*" Princeton University Press, 1995, https://books.google.com.tr/books?id=o2UoAKmG14EC&pg=PR3&source=kp_read_button&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false

³⁹⁶ Ibid, <https://doc-research.org/2018/03/rise-fall-market-socialism-yugoslavia/>

³⁹⁷ Novosti, "*Jake Lowinger: Jugoslavija se raspala zbog mjera MMF-a, nacionalizmi su tek posljedica*" 29 juin 2013, <http://arhiva.portalnovosti.com/2013/06/jake-lowinger-jugoslavija-se-raspala-zbog-mjera-mmf-a-nacionalizmi-su-tek-posljedica/>

³⁹⁸ La libération des prix et les instruments de contrôle monétaire inadéquats de la Banque nationale de Yougoslavie ont progressivement augmenté le taux annuel d'inflation, qui est passé de 30% en 1980 à trois chiffres en 1987-1988, et est devenu une hyperinflation en 1989 atteignant 1252%.

système.³⁹⁹ Les restrictions monétaires sévères imposées poussaient l'économie en manque de liquidité vers une crise et une récession. Les exportations chutaient, les importations augmentaient et le déficit commercial grimpait. Une panique bancaire a eu lieu quand les déposants ont cherché à retirer leurs dépôts en devise et les réserves de change.⁴⁰⁰ En bref, la société yougoslave s'est retrouvée dans un chaos total à cause du chômage massif, des inégalités sociales croissantes, de l'affaiblissement du dinar et d'autres problèmes graves.⁴⁰¹ Il est vite devenu évident que le gouvernement n'était pas capable de faire face aux problèmes économiques du pays.⁴⁰² Le gouvernement en place a démissionné et a été remplacé par celui d'Ante Marković qui a continué la poursuite de la réforme économique et a lancé un nouveau programme de stabilisation.⁴⁰³

En 1989, Jeffrey Sachs était en Yougoslavie pour aider le gouvernement fédéral d'Ante Markovic afin de poursuivre la mise en œuvre de « la thérapie de choc »,⁴⁰⁴ proposée par le FMI et la Banque Mondiale, qui a été introduite sous la forme d'un programme de stabilisation pour la lutte contre l'inflation afin d'assurer la stabilisation économique et la transition vers le capitalisme occidental.⁴⁰⁵ La thérapie de choc consistait à une libéralisation des prix, des taux de change, du commerce extérieur ainsi que d'une privatisation rapide des entreprises et des services publics et de la mise en pratique d'une politique restrictive dans les domaines monétaire, budgétaire et fiscal (taxation). Plus précisément, la politique de stabilisation avait commencé par trois mesures : le taux de change fixe avec la convertibilité du dinar afin de

³⁹⁹ Zizmond, E., "The Collapse of the Yugoslav Economy", Soviet Studies, Vol. 44, No. 1, 1992, p. 107

⁴⁰⁰ Ibid, <https://doc-research.org/2018/03/rise-fall-market-socialism-yugoslavia/>

⁴⁰¹ Rajsic, P. "Ekonomija Titove Jugoslavije: odlaganje neminovnog kraha", https://www.researchgate.net/publication/263506761_Ekonomija_Titove_Jugoslavije_odlaganje_neminovnog_kraha

⁴⁰² Pendant la crise des années 80, il y avait deux gouvernements : le gouvernement Milke Planinc (1982 - 1986) et le gouvernement fédéral Branko Mikulić (1986 - 1989)

⁴⁰³ Milanović, T., "Krizna 1980-ih u Jugoslaviji i međunarodni pogledi", Casopis studenata povijesti Sveučilišta u Zadru, Vol. 4. No. 4., 2011, p.89

⁴⁰⁴ On peut distinguer deux étapes dans le programme de transition, la « thérapie de choc », qui était utilisé pour la stabilisation économique et la transition vers le capitalisme occidental. La thérapie de choc implique à long terme des réformes structurelles, des réformes institutionnelles ainsi que des réformes législatives afin d'assurer le passage vers un marché libéral à court terme. La première étape de la transition économique a été introduite dans les années 80. En effet, un programme de stabilisation a été négocié en 1983 avec le FMI pour stabiliser la dette extérieure au prix de l'introduction de la politique de stabilisation qui consistait à de sévères mesures d'austérité mais pas mis en œuvre à cause de différends politiques à l'intérieur du Parti Communiste. En 1988, un nouveau programme de stabilisation a été rédigé dans le but de créer une économie de marché moderne basée sur un pluralisme de forme de propriété et une réorganisation totale de l'activité économique fondée sur la libéralisation des prix, des importations, et des marchés des changes, ainsi que sur les contrôles restrictifs de la politique budgétaire et monétaire. Cependant, cela a abouti à un échec total suivi de l'éclatement du pays fédéral au début des années 1990.

⁴⁰⁵ Sachs J., Lipton, D., "How Yugoslavia can save itself", The Washington Post, 31 décembre 1989, http://www.fes-croatia.org/fileadmin/user_upload/180411_Economic_Growth_WEB.pdf (Consulté le 14 février 2019)

stabiliser l'inflation,⁴⁰⁶ la politique monétaire restrictive et le salaire contrôlé.⁴⁰⁷ Malgré certains succès comme la stabilisation de l'inflation et la réduction de la dette extérieure, les autres mesures n'étaient pas efficaces. Entre 1989 et 1990, plus d'un millier d'entreprises publiques ont fait faillite. La production industrielle a chuté d'environ 20% et le PIB a diminué de -11.6% en un an.⁴⁰⁸ Le programme de stabilisation a été interrompu par une série des différends entre les républiques pour des raisons politiques, puis enfin, il a échoué de façon spectaculaire.

La gravité de la crise économique a nourrit alors la montée des nationalismes. Le gouvernement fédéral d'Ante Markovic s'est montré incapable d'empêcher l'approfondissement des tensions séparatistes et nationalistes qui ont abouti à l'éclatement de la guerre civile et la désintégration du pays en 1991.⁴⁰⁹ Commence alors la violente désintégration de la République Fédérale de Yougoslavie et la fragmentation progressive de la région, aboutissant aux sanctions internationales, à une intervention de l'OTAN et à des pertes importantes sur les plans humain et politique, mais aussi par une désorientation et une désindustrialisation totale des économies. Ce violent éclatement a conduit à la dégradation, voire même la détérioration, des économies de ces pays.⁴¹⁰ On peut réellement parler d'une dépression économique grave car les économies de ces pays se sont presque effondrées. La récession, l'hyperinflation, la désorientation de la production, l'explosion du chômage, la criminalité et la corruption jusque dans les structures administratives de l'État sont les conséquences qui ont conduit à une augmentation extraordinaire de la pauvreté.⁴¹¹ Pendant les embargos économiques et les sanctions d'ONU, ces pays ont perdu leur compétitivité sur les marchés d'exportation, plus précisément ils ont connu un effondrement quasi total du commerce pendant la guerre.⁴¹²

⁴⁰⁶ Cela était fait par la dénomination de dinar en dinar convertible, où 10 000 anciens dinars sont devenu 1 dinar convertible qui a été fixé à la marque allemande (7 dinars convertibles pour 1 deutsche mark)

⁴⁰⁷ Zizmond, E., "The Collapse of the Yugoslav Economy", Soviet Studies, Vol. 44, No. 1, 1992, p. 107

⁴⁰⁸ Barać, D., "Ekonomija Srbije danas – zavisnost od kredita koja traje", Nova Srpska Politicka Misao, <http://www.nspm.rs/ekonomska-politika/ekonomija-srbije-danas-%E2%80%93-zavisnost-od-kredita-koja-traje.html?alphabet=I> (Consulté le 4 février 2019)

⁴⁰⁹ Petak, Z., "The Political Economy Background of Yugoslav Dissolution", University of Zagreb, 2014, https://www.researchgate.net/publication/238068245_The_Political_Economy_Background_of_Yugoslav_Dissolution

⁴¹⁰ Ibid, <https://doc-research.org/2018/03/rise-fall-market-socialism-yugoslavia/>

⁴¹¹ Woodward, Susan L., "Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution After the Cold War", Brookings Institution Press, 1995, https://books.google.com.tr/books?id=G3ehlQCTTpAC&redir_esc=y pp.2-17

⁴¹² Beraha, I., Đurićin, S., "Stanje srpske privrede u poredjenju sa bivsim republikama dvadeset godina nakon raspada SFRJ", Institut ekonomskih nauka, Beograd, 2011, <http://ebooks.iien.bg.ac.rs/947/1/raspadsfrj%20%282%29%20%281%29.pdf>

En 1998, la deuxième étape de la thérapie de choc a commencé quelques années après la fragmentation de l'État fédéral en pays indépendants, avec la privatisation massive qui avait pour objectif d'allouer la richesse existante de ces pays en privatisant des entreprises publiques dans l'économie. Une telle privatisation massive était sensiblement différente du fait de privatiser une ou deux entreprises de l'État dans une économie de marché mature. Dans tous les pays concernés, la privatisation rapide et entachée de corruption a déclenché un cercle vicieux.⁴¹³ Les investisseurs qui avaient acquis les biens publics ont limité leurs investissements ou ont fait sortir du pays le plus gros pourcentage possible de leurs profits. La libéralisation des marchés des capitaux a facilité aux oligarques le transfert de leur argent à l'étranger.⁴¹⁴ La privatisation a contribué ainsi à l'augmentation énorme du taux de chômage. Les travailleurs qui ont perdu leur emploi à cause de la restructuration ou la privatisation ont eu du mal à trouver de nouveaux emplois. Le taux de chômage a explosé (selon certaines estimations 800 000 emplois ont été perdus).⁴¹⁵ La désindustrialisation forcée par la tentative de privatisation a détruit des emplois et a conduit à de fortes concentrations de chômage dans les zones les plus défavorisées et par conséquent, il y a une forte incidence sur le développement de la pauvreté.⁴¹⁶ Par conséquent, le Monténégro et la Serbie sont sortis presque dévastés de ce processus de transition.

D'après les travaux de Joseph Stiglitz en 2006, la « thérapie de choc » qui préconise la mise en œuvre des réformes le plus rapidement possible pour la transition du système socialiste vers le système capitaliste a été un échec.⁴¹⁷ En effet, ces petits pays, sortis depuis peu du socialisme, n'étaient pas préparés à une transition systémique radicale et rapide dans un environnement de guerre et de conflits politiques même si, selon une évaluation effectuée en 1996, les pays successeurs de la Yougoslavie avant sa dissolution disposaient des meilleures conditions initiales⁴¹⁸ pour réussir leur transition économique par rapport à d'autres économies à

⁴¹³ Obradović M., *"Hronika tranzicionog groblja: Privatizacija društvenog kapitala u Srbiji 1989-2012"*, Izdavačka kuća Filip Višnjić, 2017, pp. 7-10

⁴¹⁴ Novaković, S., Djuranović, D., *"Korupcija u tranziciji"*, <http://univerzitetpim.com/wp-content/uploads/2016/11/Korupcija-u-tranziciji.pdf>

⁴¹⁵ Biznis & Finansije, *"Da li je privatizacija glavni krivac za gubitak radnih mesta u Srbiji?"* 19 février 2014, <http://bif.rs/2014/02/da-li-je-privatizacija-glavni-krivac-za-gubitak-radnih-mesta-u-srbiji/>

⁴¹⁶ Haramija, P., Njavro Đ., *"Tranzicija i njezini rezultati — zašto tranzicija iz komunističkog u demokratski sustav tržišnog gospodarstva nije ostvarila očekivanja"*, Zagrebačka škola ekonomije i managementa, 2016, <https://hrcak.srce.hr/file/252360>

⁴¹⁷ Stiglitz, J., *"Un autre monde : Contre le fanatisme du marché"*, New York, Fayard, 2006, p.89-94

⁴¹⁸ L'indice calculé des conditions initiales dans 26 pays socialistes à la fin des années 1980 basé sur le PIB par habitant et des indicateurs macroéconomiques similaires montrait que la Bulgarie (13) et la Roumanie (15) avaient un indice inférieur à celui de la Yougoslavie dont la Serbie et le Monténégro (19), la Macédoine (19), la Croatie (22) et la Slovénie (24).

planification centrale au sein de l'Europe centrale et orientale.⁴¹⁹ Nous pouvons supposer que l'héritage du système autogestionnaire yougoslave a aussi laissé une marque positive sur la capacité des entreprises de ces pays à s'adapter facilement aux forces du marché capitaliste par rapport aux autres pays socialistes. En outre, les politiques de libéralisation, de stabilisation et de privatisation n'ont pas réussi à produire des résultats efficaces, sauf si elles auraient été fondées sur des institutions appropriées qui malheureusement n'existaient pas dans ces pays. Il a été donc nécessaire de se doter rapidement d'un cadre juridique sain et stable et d'une politique économique régulée par les institutions pour rassurer la transition. De plus, ces pays n'ont pas réussi à bénéficier des avantages de la mondialisation alors qu'ils ont souffert de leurs principaux défauts comme l'isolement, l'économie de petite taille, les guerres et les conflits qui les ont poussés en «super-périphérie» européenne.⁴²⁰ Enfin, ces économies nouvellement créées ont été composées d'éléments persistants provenant de l'ancien système tels que l'infrastructure qui a été délabrée et sous-développée et les services publics tels que l'éducation et les soins de santé qui se sont dégradés, tout cela au sein d'un nouveau système avec des règles différentes (la privatisation, la concurrence et le droit des affaires).

Ce n'est qu'avec les changements démocratiques et la stabilisation de la situation politique à la fin des années 2000 que les économies de ces pays entrent dans une période de reprise économique plus ou moins soutenue. Après 2000, l'UE est devenue plus engagée dans la région. L'intégration européenne a donc été une stratégie clé pour atteindre les objectifs du développement économique.⁴²¹ L'UE accorde également des préférences commerciales pour les pays des Balkans occidentaux par le Processus de Stabilisation et d'Association (PSA) avec l'abolition des tarifs et des obligations pour presque toutes leurs exportations. Cela s'est basée sur la mise en œuvre progressive d'une zone de libre-échange et de réformes visant à parvenir à l'adoption de normes de l'UE par ces pays dans le but de les rapprocher de l'union.

À partir de 2000, ces pays ont commencé à instaurer une stabilité macroéconomique. Entre 2000 et 2008 (jusqu'à la crise économique mondiale de 2008), ils ont enregistré une croissance

⁴¹⁹Kekić, L., "Assessing and Measuring Progress in the Transition", Economist Intelligence Unit, Country forecast economies in transitio: eastern europe and the former Soviet Union – regional overview, 1996, pp.5-22.

⁴²⁰Bartlett, W.,Prica, I., "The Deepening Crisis in the European Super-periphery", 14 novembre 2013, https://www.researchgate.net/publication/258508793_The_Deepening_Crisis_in_the_European_Super-periphery

⁴²¹ Dabrowski M., Myachenkova Y., "The Western Balkans on the road to the European Union", Policy Contribution Issue n°04, février 2018, http://bruegel.org/wp-content/uploads/2018/02/PC-04_2018.pdf p.1

économique relativement importante et rapide avec des taux de croissance du PIB de 5% en Serbie et de 7% au Monténégro.⁴²² Les exportations ont doublé, l'entrée de capitaux étrangers⁴²³ a contribué à l'amélioration de la croissance économique au Monténégro. Le PSA a apporté une aide financière et économique à travers des instruments d'aide de préadhésion (IPA).⁴²⁴ Aussi, un afflux important d'aide internationale a accompagné le développement du secteur des petites entreprises, les politiques d'innovation et la politique régionale. Pourtant, malgré cette croissance économique, ces pays comptent encore parmi les populations les plus pauvres d'Europe.

Section 3.2. Analyse du progrès accompli par le Monténégro en répondant aux critères économique

Sous-section 3.2.1. Vue d'ensemble du développement économique au Monténégro

Le Monténégro est une petite économie (la plus petite parmi celles des Balkans occidentaux) avec environ 0,6 million d'habitants et une superficie de 13 812 kilomètres carrés.⁴²⁵ Selon la Banque Mondiale, le Monténégro est aujourd'hui un pays à revenu moyen supérieur,⁴²⁶ avec le revenu national brut par habitant (la méthode Atlas) de 7 400 \$ en 2017.⁴²⁷ Selon la même source, il n'y a aucune personne qui vit sous les 1,90 dollars par jour, un indicateur connu comme seuil de pauvreté internationale, mais il y environ 0,07% de la population monténégrine qui vit avec moins de 3,90 dollars par jour, ce qui est proche de la pauvreté modérée (inférieur à 3,10 dollars par jour).⁴²⁸ L'indice GINI qui mesure l'inégalité de la répartition du revenu entre

⁴²² Uvalić, M., Cvijanović, V., "Towards A Sustainable Economic Growth and Development in the Western Balkans", Friedrich Ebert Foundation, Zagreb, 2018, http://www.fes-croatia.org/fileadmin/user_upload/180411_Economic_Growth_WEB.pdf

⁴²³ Pour les petites économies ouvertes comme celles de Monténégro et la Serbie, sans sources suffisantes d'épargne intérieure, la nécessité d'attirer l'investissement direct à l'étranger (IDE) est devenue l'une des priorités essentielles pour la croissance économique future, car, sans flux de capitaux, impossible pour ces pays de récupérer une croissance et un rattrapage économique. Mais au-delà, ces flux de capitaux étrangers permettent aussi un apport et une mise à jour dans les technologies dépassées et la gestion des savoir-faire, et l'amélioration des procédures de gestion existantes.

⁴²⁴ Radović, M., Jovović, M. and Bajec J., "Macroeconomic aspects of privatisation in Montenegro", Journal for Labour and Social Affairs in Eastern Europe. 12(1):57-76, Hans-Böckler-Stiftung and the European Trade Union Institute, 2009.p.60

⁴²⁵ Monstat, Uprava za statistiku Crne Gore, <https://www.monstat.org/cg/page.php?id=47&pageid=47> (Consulté le 3 février 2019)

⁴²⁶ The World Bank, "World Bank Country and Lending Groups Country Classification", <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>

⁴²⁷ The World Bank, "Country Profile: Montenegro", https://databank.worldbank.org/data/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=MNE (Consulté le 3 février 2019)

⁴²⁸ Bertelsmann Stiftung's Transformation Index, "BTI 2018 Country Report", <https://www.bti-project.org/en/reports/country-reports/>

les individus ou les ménages était de 31,90 pour le Monténégro en 2014 (où la valeur 0 signifie une égalité absolue et la valeur 100 représente une inégalité absolue).⁴²⁹ Une grande partie de la population est toujours menacée de pauvreté, en particulier dans le nord du pays (le sud du Monténégro est plus développé que sa région nord).

Quand on regarde la croissance économique du pays de manière général, on peut voir que le Monténégro a réalisé une augmentation significative de son PIB, surtout après son indépendance en 2006 (comme l'indique le graphique 1 ci-dessous).⁴³⁰ La principale raison de cette croissance économique a été l'afflux important d'investissements étrangers directs (IDE), principalement grâce au processus de privatisation.⁴³¹ Depuis le début de la privatisation de 1998 jusqu'à maintenant, environ 90% des entreprises publiques ont été privatisées, y compris 100% dans le secteur bancaire, des télécommunications et de la distribution de pétrole.⁴³²

Cependant, comme on peut le voir aussi sur le même graphique, la croissance économique a été affectée par la récession de 2008 et par la crise de la zone euro, et il reste encore à récupérer leurs effets. Ainsi, la persistance des déséquilibres extérieurs et intérieurs présente un défi pour l'économie. Aujourd'hui, le Monténégro a des caractéristiques d'une économie ouverte et libérale. Le régime de libre-échange et le transfert des capitaux sont en place.⁴³³ Le Monténégro est membre de l'Organisation Mondiale du Commerce depuis 2012.⁴³⁴ En devenant membre, le pays s'est engagé à libéraliser davantage le régime commercial national en offrant un environnement transparent aux entreprises étrangères qu'aux entreprises nationales

⁴²⁹ World Bank, Development Research Group, GINI index, <https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI> (Consulté le 3 février 2019)

⁴³⁰ World Bank, Development Research Group, GDP (current US\$) <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?end=2017&locations=ME&start=2000&view=chart> (Consulté le 3 février 2019)

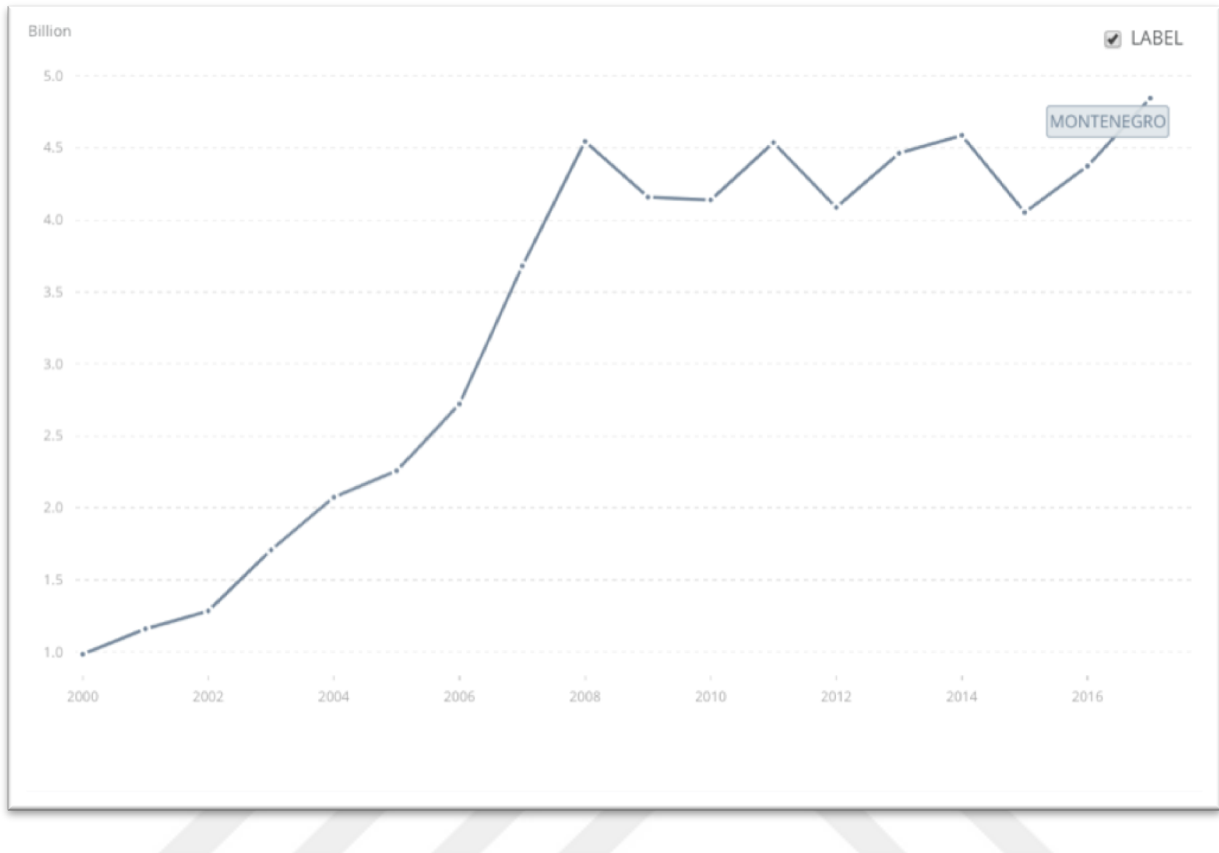
⁴³¹ Lipovina-Božović M., Cerović-Smolović J., "Evidence on Economic Growth and Financial Development in Montenegro", University of Montenegro, University of Primorska, Faculty of Management Koper, 2016, http://www.fm-kp.si/zalozba/ISSN/1854-4231/11_349-365.pdf p.350

⁴³² Vukotić V., "Privatizacija i razvoj tržišta kapitala kao dio programa ekonomskih reformi u Crnoj Gori", Podgorica, http://www.vukotic.net/files/publikacije/1242822538_3896.pdf

⁴³³ Portail officiel du gouvernement, Ministère de la société de l'information et des télécommunications du Monténégro, <http://www.me/index.php/en/economy> (Consulté le 3 février 2019)

⁴³⁴ World Trade Organization, "Montenegro and the WTO" https://www.wto.org/english/thewto_e/countries_e/montenegro_e.htm (Consulté le 3 février 2019)

Illustration 11: La croissance du PIB du Monténégro (en US \$)

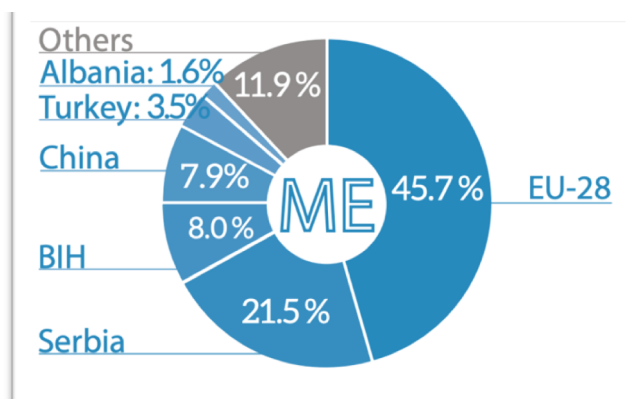


Sources : Banque Mondiale

Quand on regarde les relations commerciales, nous pouvons voir que l'économie monténégrine est fortement reliée à l'UE à travers les échanges commerciaux, l'investissement et le tourisme (car le pays fait partie de l'accord commercial préférentiel avec l'UE, ce qui implique l'entrée gratuite de 95% des produits monténégrins sur le marché européen). L'échange de commerce extérieur avec l'UE est de 45.7% en 2017, puis le restant avec principalement les signataires de l'accord de libre-échange centre européen (ALECE), c'est-à-dire les pays voisins (l'illustration 5).⁴³⁵

⁴³⁵ Ibid, <http://www.me/index.php/en/economy>

Illustration 12 : Les principaux partenaires commerciaux du Monténégro en 2017



Sources: Parlement européen (Globalstat)

Quand nous regardons la structure de l'économie, nous voyons que l'économie monténégrine est principalement basée sur la prestation de services avec 71,8% du PIB en 2016, où le tourisme représente environ 20% en étant le plus grand secteur de production qui accumule les revenus du pays.⁴³⁶ En plus du secteur du tourisme, le secteur industriel (11.9%), l'agriculture (10.9 %) et l'énergie (6.5%) sont considérées comme les autres piliers de l'économie du pays (alors que la principale industrie d'exportation est la production d'acier et d'aluminium).⁴³⁷ Les autres principaux produits exportés sont les produits manufacturés, les produits alimentaires, les animaux vivants et les matières premières, principalement vers les pays voisins. Le Monténégro tente d'accroître l'utilisation de son potentiel hydroélectrique (actuellement, seulement 20% de celui-ci est utilisé) et de devenir un exportateur net d'énergie.⁴³⁸ La réglementation économique du Monténégro est plus ou moins aligné avec les réglementations de l'UE.⁴³⁹ L'amélioration de l'environnement des affaires est en cours. La monnaie officielle est l'euro, même si le pays ne participe pas encore à la zone euro (par conséquent, le pays n'a pas de politique monétaire indépendante).⁴⁴⁰ Dans la section qui suit, nous allons analyser l'environnement macroéconomique du Monténégro en détails et nous allons évaluer l'existence

⁴³⁶Forbes, "The best countries for business, Montenegro Country Profile", <https://www.forbes.com/places/montenegro/> (Consulté le 4 février 2019)

⁴³⁷ Bankar.me, "Crna Gora najviše izvozi aluminijum, boksite i struju", 20 novembre 2017, <http://www.bankar.me/2017/11/20/crna-gora-najvise-izvozi-aluminijum-boksite-i-struju/>

⁴³⁸ Ministarstvo za ekonomski razvoj Crne Gore, "Strategija razvoja energetike Republike Crne Gore do 2030. godine", 2014, (Consulté en ligne le 3 février 2019)

⁴³⁹Ibid, <http://www.me/index.php/cg/ekonomija44>, (Consulté en ligne le 3 février 2019)

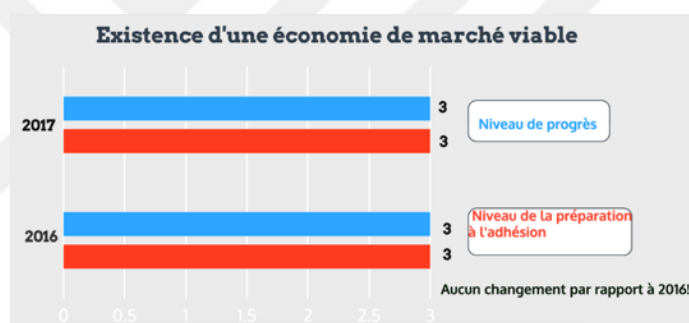
⁴⁴⁰Selon la Banque centrale européenne, le Monténégro a adopté l'euro unilatéralement en 2002 et depuis, l'utilise comme monnaie de facto.

d'une économie de marché viable en prenant en compte le modelé d'analyse utilisé par la Commission.

Sous-section 2.2.2. Existence d'une économie de marché viable au Monténégro

Selon le rapport de la Commission de 2018, le Monténégro est modérément préparé dans le développement d'économie de marché viable et a fait un certain progrès, en particulier dans les investissements aux infrastructures et dans le secteur de tourisme.⁴⁴¹ Le pays a aussi renforcé ses marchés financiers et du travail, et il a amélioré l'environnement des affaires.⁴⁴² Néanmoins, quand on compare l'évaluation de la Commission de 2016 et de 2018, on ne voit pas de changement significatif global (dans les deux rapports, le pays est évalué comme « modérément préparé » avec « un certain progrès »).⁴⁴³

Illustration 13: Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion en terme d'économie de marché viable ainsi que le niveau d'avancement



Source : Commission européenne, les rapports d'avancement de 2016 et 2018

La composante principale de l'économie de marché fonctionnelle est la stabilité macroéconomique qui est mesurée par les principaux indicateurs macroéconomiques indiqués dans le tableau ci-dessous. Comme déjà évoqué auparavant, elle nécessite la stabilité des prix réalisée, des finances publiques viables et des comptes extérieurs équilibrés.

⁴⁴¹ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf>, p.40

⁴⁴² The University of Hertfordshire, "Study of the challenges that hinder MSME development in Montenegro", Country Report for the British Council and Swedish Institute, 2018, https://www.britishcouncil.me/sites/default/files/country_report_republic_of_montenegro.pdf

⁴⁴³ Ibid, https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_montenegro.pdf p.23

Tableau 2 : Les principaux indicateurs macroéconomiques de l'économie monténégrine

Indicateurs économiques		2015	2016	2017	2018	2019
Produit intérieur brut nominal (PIB)	En milliards \$	4.05	4.37	4.77	5.38*	—
Croissance du PIB	%	3.4	2.9	4.4*	3.0*	2.5*
PIB par habitant	Population 622,471 (2017) En \$	6,514.27	7,028.94	7,782.84	—	—
Inflation	%	1.55	-0.26	2.37	2.83	—
Chômage	%	17.8	18.0	17.0	18.0	—
Investissements directs à l'étranger (IDE)	% du PIB	16.9	9.4	11.3	11.3	—
Solde budgétaire des administrations publiques	% du PIB	-6.2	-6.2	-7.0	-2.7	-2.0
Dépenses publiques	% du PIB	46.6	47.5	47.8	45.1	—
Dettes publiques	% du PIB	68.8	66.4	67.2	72.5	70.9
Dettes extérieures	En millions \$	161.8	158.8	159.7	164.2	—
Solde du compte courant	En millions \$	-13.3	-19.1	-18.9	—	—

Sources : Fonds Monétaire International (FMI), Banque Mondiale, Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Indicateurs de développement dans le monde, Eurostat. N.B. * signifie la prévision

Lorsque nous examinons ces indicateurs, nous pouvons constater que l'économie monténégrine est en croissance depuis 2015 sans interruption, en atteignant le taux de croissance le plus élevé de 4,4% en 2017,⁴⁴⁴ un produit intérieur brut (PIB) par habitant⁴⁴⁵ de 7 782.84 dollars en 2017.⁴⁴⁶ Cette croissance a été obtenue grâce à un fort investissement dans les grands projets d'infrastructure (le projet de construction de l'autoroute Bar-Boljare), au développement positif dans le secteur du tourisme et à une augmentation de la consommation privée (tirée par un taux de prêt privé relativement élevé).⁴⁴⁷ Dans son rapport de mars de 2018, le FMI prévoit que cette croissance économique se poursuivrait en 2019 mais à un rythme plus modéré à cause de la fin de construction de l'autoroute, en prévoyant donc un taux de croissance de 2,5%.⁴⁴⁸ Comme indiqué dans le rapport 2018 de la Commission, la croissance économique du pays au cours des cinq dernières années a abouti à une plus grande convergence économique⁴⁴⁹ envers les États membres de l'UE, ce qui signifie que le Monténégro a bien progressé (le graphique 2 ci-dessous). Le PIB par habitant du Monténégro exprimé en standard de pouvoir d'achat a augmenté de 39% de la moyenne de l'UE en 2012 à 45% en 2016, ce qui explique également l'amélioration du niveau de vie des citoyens monténégrins.⁴⁵⁰ En outre, selon l'analyse de la Banque Mondiale, l'économie du Monténégro (ainsi que des autres économies des Balkans

⁴⁴⁴ International Monetary Fund, "IMF Executive Board Concludes 2018 Article IV Consultation with Montenegro", le mai 2018, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/05/21/Montenegro-2018-Article-IV-Consultation-Press-Release-and-Staff-Report-45886>

⁴⁴⁵ Le PIB par habitant est un indicateur qui se calcule en divisant la valeur du PIB, c'est-à-dire, la valeur de tous les biens et services qui sont produits par les personnes et les entreprises résidant dans le pays d'une année donnée, par le nombre d'habitants d'un pays. Cet indicateur mesure le niveau de vie d'habitants.

⁴⁴⁶ The World Bank, <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=ME> (Consulté le 3 février 2019)

⁴⁴⁷ European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), "Montenegro Transition Report 2018-19", <https://2018.tr-ebrd.com/countries/#>

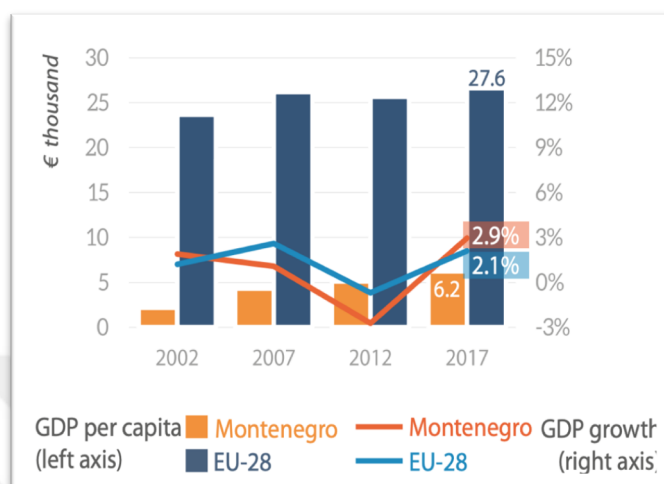
⁴⁴⁸ Ibid, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/05/21/Montenegro-2018-Article-IV-Consultation-Press-Release-and-Staff-Report-45886>

⁴⁴⁹ L'idée de la convergence économique, c'est-à-dire la convergence des niveaux de productions, se trouve dans le travail de David Ricardo "Les principes d'économie politique et de l'impôt (1817)" qui affirme que moins un pays est développé, plus sa croissance économique est rapide, jusqu'à ce qu'il « rattrape » les niveaux de développement des pays les plus développés. Dans le cadre de l'UE, il existe cependant, la différence entre convergence « nominale » et « réelle » entre les différents états membres (Jacquelin, 2004). La convergence nominale signifie les quatre critères de Maastricht auxquels doivent répondre toutes les économies européennes (l'inflation, la stabilité des finances publiques, la stabilité du taux de change nominal et le taux d'intérêt de long terme) et la convergence réelle fait référence à la convergence des niveaux de vie, des infrastructures économiques et des niveaux de productivité (<https://www.caim.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2017-2-page-101.htm>)

⁴⁵⁰ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf> p.42

occidentaux) devrait faire une croissance économique annuelle d'au moins 6% pour rattraper la moyenne de l'UE à la fin de la quatrième décennie de ce siècle.⁴⁵¹

Illustration 14: Comparaison du PIB par habitant (€) et de la croissance annuelle (%) entre le Monténégro et l'UE-28 (jusqu'en 2017)



Sources : Parlement européen (Globalstat)

Cependant, selon les estimations de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la préoccupation majeure de l'économie monténégrine est la soutenabilité des finances publiques qui représentent le plus gros risque auquel le pays est confronté.⁴⁵² La dette publique est en croissance rapide depuis 2015 et a atteint son apogée de 3.105 milliards d'euros au deuxième trimestre de 2018⁴⁵³, ce qui fait 72% du PIB.⁴⁵⁴ La principale raison qui explique cette augmentation est le projet de construction de l'autoroute

⁴⁵¹World Bank, "Western Balkans Need Faster Growth to Catch Up with European Union, Says World Bank", 30 novembre 2017, <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2017/11/30/western-balkans-need-faster-growth-to-catch-up-with-european-union-says-world-bank>

⁴⁵² Ibid, <https://2018.tr-ebrd.com/countries/#>

⁴⁵³Ministarstvo finansija Crne Gore, "Izveštaj o državnom dugu na dan 30.06.2018.", <http://www.mif.gov.me/rubrike/drzavni-dug/193587/Izvestaj-o-drzavnom-dugu-na-dan-30-06-2018.html>

⁴⁵⁴ Ibid, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/05/21/Montenegro-2018-Article-IV-Consultation-Press-Release-and-Staff-Report-45886>

Bar-Boljare.⁴⁵⁵ Par conséquent, la cote de crédit du Monténégro⁴⁵⁶ a été abaissée en raison de la hausse de la dette publique.⁴⁵⁷ Le gouvernement avait également un problème avec le déficit budgétaire élevé qui était de 6.2% du PIB sur deux années consécutives avant d'atteindre son maximum de 7% du PIB en 2017 (les données sont disponibles dans le tableau 2 : solde budgétaire des administrations publiques). La raison d'une augmentation du déficit a été des dépenses publiques inabordables, y compris dans les élections législatives d'octobre 2016 et dans l'introduction des prestations sociales pour les mères de trois enfants ou plus (une mesure sociale proposée par l'opposition au Parlement pour lutter contre les inégalités sociales).⁴⁵⁸

Étant donné que l'UE attend que les pays candidats (ainsi de ses États membres) respectent les critères de convergence qui stipulent que la dette publique doit être inférieure à 60 % du PIB et que le déficit budgétaire soit inférieur à 3% du PIB, la Commission a demandé au Monténégro en 2016 de poursuivre les mesures de consolidation budgétaire urgentes et d'élaborer un plan crédible de gestion de la dette publique pour stabiliser les finances publiques.⁴⁵⁹ En reconnaissant la nécessité de réduire la dette publique et le déficit budgétaire, le Parlement du Monténégro a adopté en juillet 2017 une nouvelle stratégie d'assainissement budgétaire⁴⁶⁰ visant à assurer la viabilité des finances publiques dans la période 2017-2020.⁴⁶¹ Selon le gouvernement, si pleinement appliquée, la mise en place de cette politique budgétaire restrictive

⁴⁵⁵ En 2015, China Road and Bridge Corporation a entamé les travaux de construction de la première phase de l'autoroute Bar-Boljare qui vise à connecter le Monténégro à la Serbie et devrait être fini en 2019. La Banque d'import-export de Chine couvre 85 % d'un prêt de 944 millions de dollars que le gouvernement va utiliser pour construire l'autoroute à un coût de 1,1 milliard de dollars américains juste pour la première partie. Les 41 km de la première phase, qui relie Podgorica à la municipalité de Kolašin, sont en cours de construction tandis que les 136 km restants couverts par les deuxième, troisième et quatrième phases (toujours en cours de conception) coûteraient probablement plus cher que la première phase. Le gouvernement a prévu que le projet de l'autoroute stimulera fortement l'activité économique et également la croissance à long terme. Néanmoins, seulement 30% de cet investissement est sous-traité par les entreprises nationales et la majeure partie de la main-d'œuvre est importée de Chine. Ce type d'investissement, comme le souligne le rapport du FMI en mars 2016, stimule l'activité économique du pays, mais également pose des risques pour la viabilité budgétaire.

⁴⁵⁶ En général, une cote de crédit est utilisée par les investisseurs pour évaluer la solvabilité du Monténégro ayant ainsi un impact important sur la capacité du pays à emprunter sur les marchés financiers internationaux. Moody's a abaissé la cote du Monténégro à B1(avec une perspective positive) en 2018 par rapport à Ba2 (avec une perspective stable) en 2008, ce qui représenta une évaluation deux fois meilleure. En même temps, Standard & Poor a aussi révisé la perspective pour le Monténégro en l'évaluant à B+ stable en 2017, ce qui est deux fois inférieur par rapport à 2007 quand le pays avait BB positif.

⁴⁵⁷ Trading Economics, "Montenegro - Credit Rating", <https://tradingeconomics.com/montenegro/rating>

⁴⁵⁸ Blic, "Crna Gora: Ukinute naknade za majke sa troje i više dece", 29 juin 2017, <https://www.blic.rs/vesti/svet/crna-gora-ukinute-naknade-za-majke-sa-troje-i-vise-dece/rgfl824> (Consulté le 21 février 2019)

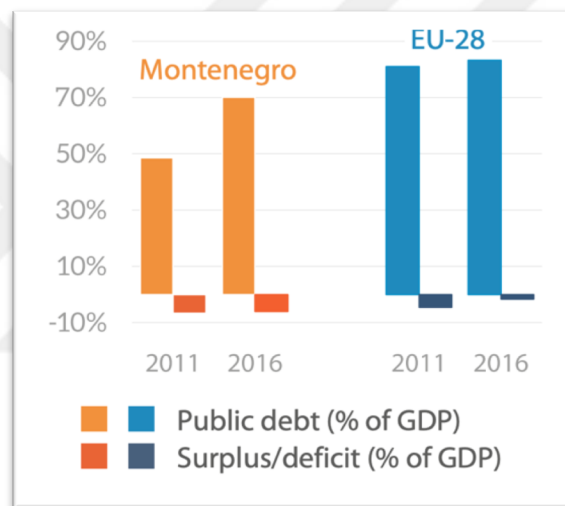
⁴⁵⁹ European Commission, "Montenegro Progress Report 2016", https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_montenegro.pdf p.23

⁴⁶⁰ Ministarstvo finansija Crne Gore, "Fiskalna strategija Crne Gore 2017 – 2020", <http://www.mf.gov.me/organizacija/sektor-za-ekonomsku-politiku-i-razvoj/176343/Fiskalna-strategija-Crne-Gore-2017-2020.html>

⁴⁶¹ Radio Televizija Crne Gore, "Od Nove godine PDV 21 odsto", 26 juillet 2017, <http://www.rtcg.me/vijesti/ekonomija/173264/od-nove-godine-pdv-21-odsto.html>, (Consulté le 21 février 2019)

aboutirait au renforcement de la stabilité budgétaire en réduisant le déficit budgétaire et générant un excédent de 4,5% du PIB d'ici 2020, ce qui permettra à la dette publique de diminuer à 53% du PIB d'ici 2020.⁴⁶² Par la suite, dans son dernier rapport de 2018, la Commission a reconnu que cette politique d'assainissement budgétaire et des réformes mises en place par le gouvernement avaient permis d'atténuer certains des effets négatifs sur les finances publiques, mais les efforts supplémentaires sont nécessaires pour relever les défis persistants, en particulier sur le marché du travail.⁴⁶³ Nous devrions également mentionner que le Monténégro utilise l'euro et a donc abandonné les outils standards de politique monétaire, laissant la politique budgétaire comme principal instrument pour stabiliser son économie.

Illustration 15: Les finances publiques au Monténégro et dans l'UE-28 entre 2011 et 2016



Sources: Parlement européen (Globalstat)

En réponse, les autorités ont poursuivi leur volonté de resserrer cette politique budgétaire, notamment par des ajustements de dépenses publiques. En conclusion, la stabilité macroéconomique a été globalement maintenue mais des risques et des incertitudes persistent en raison de la forte dépendance au financement extérieur. Toutefois, lorsque nous comparons

⁴⁶² La politique budgétaire restrictive : les mesures comprennent l'augmentation des taxes (le taux de TVA de 19% à 21% en particulier sur les cigarettes et l'alcool), l'introduction des taxes sur le charbon, la diminution des salaires de 6% dans les administrations publiques et l'annulation des prestations sociales versées aux mères de trois enfants ou plus. Les réformes structurelles incluent également une gestion plus efficace des finances publiques, de l'administration publique, des systèmes de retraite, de santé et d'éducation, de la protection sociale et de l'amélioration du climat des affaires.

⁴⁶³ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf>, p.41

la situation des finances publiques du Monténégro avec celle dans l'UE-28, nous pouvons conclure que les États membres de l'UE sont beaucoup plus endettés que le Monténégro (voir le graphique ci-dessus), mais il convient également de mentionner que ce sont des économies beaucoup plus fortes et plus capables de financer leur dette.

Parmi les autres problèmes auxquels il faut s'atteler figurent les importants déséquilibres extérieurs (les données sont dans le tableau 2 : solde du compte courant). Les graves déséquilibres extérieurs reflètent la faiblesse de la capacité d'exportation. Autrement dit, la raison pour cela est l'augmentation chronique des importations par rapport aux exportations au fil des années, ce qui a abouti à un déficit du compte courant de plus de 18% du PIB au cours des trois années précédentes.⁴⁶⁴ Il était de 13,3% du PIB en 2015, contre 29,9% en 2009, mais a augmenté à 18,9% du PIB en 2017.⁴⁶⁵ Toutefois, il faut mentionner que les performances à l'exportation du Monténégro ont sensiblement augmenté grâce à l'essor du tourisme mais cela n'a pas changé les déséquilibres commerciaux en raison de l'augmentation réciproque de la demande intérieure qui entraîne une croissance des importations.⁴⁶⁶ Selon la Commission, le pays doit améliorer les résultats à l'exportation même si sa capacité de production est relativement faible, en se concentrant en général autour des produits de base à faible valeur ajoutée (les matières premières).⁴⁶⁷ Cependant, les exportations de services pourraient être augmenté davantage, notamment en raison de investissements dans le secteur de tourisme. Quand on regarde la structure d'importation, nous voyons que le pays importe principalement de la nourriture et de l'énergie, même s'il a un potentiel important pour la substitution des importations dans ces deux catégories.⁴⁶⁸

En ce qui concerne le marché du travail, on peut dire que l'économie monténégrine rencontre des problèmes chroniques car le chômage demeure constamment élevé. Le taux de chômage en

⁴⁶⁴ Ibid, <https://2018.tr-ebrd.com/countries/#>

⁴⁶⁵ Trading Economics, "Montenegro Current Account to GDP", <https://tradingeconomics.com/montenegro/current-account-to-gdp> (Consulté le 21 février 2019)

⁴⁶⁶ Ibid, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/05/21/Montenegro-2018-Article-IV-Consultation-Press-Release-and-Staff-Report-45886> p.6

⁴⁶⁷ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf>

⁴⁶⁸ Radio Slobodna Evropa, "Zašto Crna Gora uvozi ono što ima?", 11 avril 2018, <https://www.slobodnaevropa.org/a/crna-gora-uvoz-izvoz/29159420.html> (Consulté le 21 février 2019)

2018 était de 17.7%.⁴⁶⁹ Cependant, selon les dernières données du gouvernement (l'Agence pour l'emploi), il y a actuellement 38 597 chômeurs, parmi lesquels 5 161 sont des diplômés universitaires, ce qui fait un taux de chômage de 16,64% de la population active enregistrée.⁴⁷⁰ Cependant, si l'on considère que le taux de chômage moyen dans l'UE-28 est de 7,7% (voir le graphique ci-dessous), on peut en conclure que le Monténégro doit faire face au problème de chômage de toute urgence car la rigidité du marché du travail, la faible démographie qui existe déjà et la faible productivité de main-d'œuvre freinent la croissance économique et la compétitivité du pays.

Illustration 16: Taux de chômage et la participation des femmes dans le marché du travail



Sources: Parlement européen (Globalstat)

D'après la Commission, le marché du travail monténégrin est confronté aux défis structurels.⁴⁷¹ Les problèmes structurels de l'héritage ex-Yougoslave existent encore aujourd'hui tels que le grand emploi dans le secteur public, y compris dans les entreprises d'État. Pour surmonter cela, l'UE exige la création d'un environnement favorable au développement du secteur privé et à la réduction de l'embauche dans le secteur public, ainsi que la rationalisation des dépenses publiques, y compris la restructuration des entreprises d'État.⁴⁷² Un autre problème est l'existence de l'économie informelle estimée à environ 24,5% du PIB qui, avec les faiblesses de

⁴⁶⁹Banker. me, "U Crnoj Gori oko 42 hiljade nezaposlenih", 11 décembre 2018, <http://www.bankar.me/2018/12/11/u-crnoj-gori-oko-42-hiljade-nezaposlenih/> (Consulté le 21 février 2019)

⁴⁷⁰Banker. me, "Mustafić: Na birou rada 38,6 hiljada nezaposlenih, Zavod ne namješta niti fingira podatke", 20 février 2019, <http://www.bankar.me/2019/02/20/mustafic-na-birou-rada-386-hiljada-nezaposlenih-zavod-ne-namjesta-niti-fingira-podatke/> (Consulté le 21 février 2019)

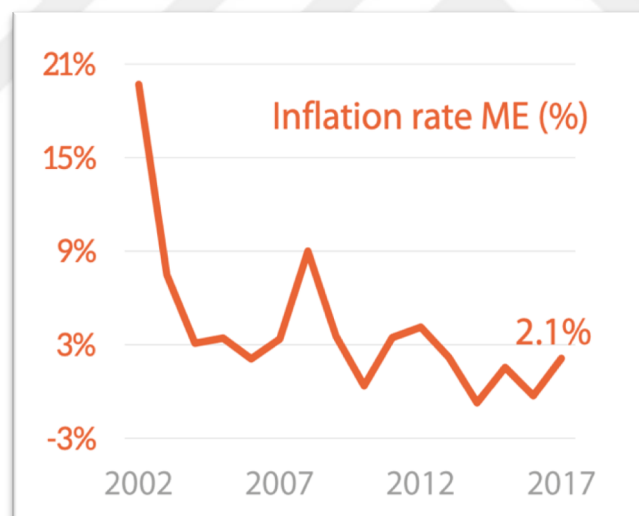
⁴⁷¹ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf> p.44

⁴⁷² Ibid, <https://www.bti-project.org/en/reports/country-reports/> p.23

l'état de droit, a un impact négatif sur l'environnement des affaires.⁴⁷³ Selon l'Organisation Internationale du Travail, cela se manifeste plus fréquemment dans l'emploi informel (le travail non-déclaré) ainsi que dans la création d'entreprises informelles.⁴⁷⁴

Comme déjà évoqué auparavant, le Monténégro utilise l'euro comme monnaie officielle, même si le pays n'est pas encore dans la zone euro. Cela a bien aidé le pays à réduire les risques d'inflation et de change en contribuant ainsi à la stabilité macroéconomique et à la réduction des coûts de transaction.⁴⁷⁵ Cependant, la capacité de la Banque Centrale du Monténégro à mener une politique monétaire est limitée car elle a seulement le taux de réserve requis comme outil de politique monétaire.⁴⁷⁶ La Commission a noté dans son rapport de 2018 que le taux d'inflation du pays durant la période 2013-2016 a été historiquement bas avec des taux annuels moyens de 2%. De plus, à un moment donné de l'année 2016, une déflation a été enregistrée (avec un taux d'inflation négatif de -0,26).⁴⁷⁷

Illustration 16: Le taux d'inflation



Sources: Parlement européen (Globalstat)

⁴⁷³ UNDP, "National Human Development Report 2016 on Informal Work", http://www.me.undp.org/content/montenegro/en/home/library/human_development/NHDR2016.html

⁴⁷⁴ Montenegrin Employers Federation (MEF), "Informal Economy in Montenegro- The Enabling Environment for Sustainable Enterprises in Montenegro", <http://poslodavci.org/en/publications/informal-economy-in-montenegro>

⁴⁷⁵ Deutsche Welle, "Crna Gora s eurom u EU?", 28 janvier 2013, <https://www.dw.com/hr/crna-gora-s-eurom-u-eu/a-16555605>

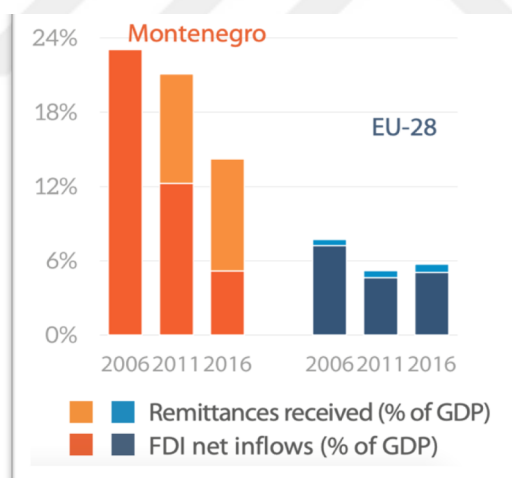
⁴⁷⁶ Ibid, <https://www.bti-project.org/en/reports/country-reports/>

⁴⁷⁷ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf> p.41

Cependant, les prix en 2018 ont augmenté en moyenne de 2,6% par rapport à ceux de 2017 selon les données préliminaires du Monstat, l'institut de statistique national.⁴⁷⁸ La politique de consolidation budgétaire du gouvernement a largement contribué à l'augmentation du taux d'inflation, et en particulier, la plus forte augmentation des prix a été enregistrée dans les boissons alcoolisées et le tabac en raison de l'introduction de taxes d'accise sur ces produits.⁴⁷⁹

Comme mentionné auparavant, pour une petite économie ouverte comme celle du Monténégro, la nécessité d'attirer les IDE est devenue l'une des priorités essentielles pour la croissance économique car, sans flux de capitaux, il est très difficile pour le pays de récupérer une croissance et un rattrapage économique.⁴⁸⁰ De plus, le faible flux d'IDE a exposé le pays à un financement externe fort et à la contrainte de liquidité. L'afflux d'important IDE au Monténégro a commencé avec le processus de privatisation en 1998, mais ils ont doublé en 2018 depuis que le pays a adhéré à l'OTAN en 2017, selon la Banque centrale du Monténégro.⁴⁸¹ Le modèle de flux d'IDE a d'abord été irrégulier mais au fil du temps, le Monténégro a su mettre en place de nombreuses mesures pour rendre son économie plus attrayante pour les investisseurs étrangers.

Illustration 17 : L'afflux d'IDE (avec un accent particulier sur l'IDE de l'UE)



Sources : Parlement européen (Globalstat)

⁴⁷⁸ Banker.me, "Godišnja inflacija 2,6 odsto", 17 janvier 2019, <http://www.bankar.me/2019/01/17/godisnja-inflacija-26-odsto/> (Consulté le 26 février 2019)

⁴⁷⁹ Ibid, <http://www.bankar.me/2019/01/17/godisnja-inflacija-26-odsto/>

⁴⁸⁰ Privredna Komora Crne Gore, "Investiranje u Crnu Goru", <http://www.privrednakomora.me/investiranje-u-crnu-goru> (Consulté le 26 février 2019)

⁴⁸¹ Investitor, "Članstvo u NATO dupliralo investicije zemalja saveznica u Crnoj Gori", 27 août 2018, <https://investitor.me/2018/08/27/clanstvo-u-nato-dupliralo-investicije-zemalja-saveznica-u-crnoj-gori/> (Consulté le 26 février 2019)

Selon les informations officielles du gouvernement monténégrin, les taux de taxation sont faibles (avec le taux d'imposition des sociétés de 9%) et cela rend l'économie monténégrine attrayante pour les investissements étrangers.⁴⁸² Si l'on observe d'où proviennent les IDE, on peut remarquer que la plus grande part vient de l'UE mais ces dernières années, il y a un nombre croissant d'investisseurs provenant de Russie, de Chine, de Turquie, du Proche-Orient et des pays du Golfe. Les secteurs qui attirent le plus d'IDE sont le tourisme, l'infrastructure, les télécommunications, l'industrie métallurgique et le secteur bancaire.⁴⁸³ Dans l'ensemble, le pays a surtout besoin d'attirer de nouveaux investissements pour développer ses infrastructures.

Le système bancaire est solide et conforme aux normes bancaires internationales (les règlements de Bâle) avec la supervision de la banque centrale du Monténégro. Le marché des capitaux au Monténégro est ouvert aux capitaux étrangers.⁴⁸⁴ Selon la Commission, le système bancaire a amélioré davantage sa solvabilité et sa situation de liquidité.⁴⁸⁵

Sous-section 2.2.3. Pourrait-il l'économie monténégrine résister aux pressions concurrentielles au sein de l'UE ?

Dans la section qui suit, nous analyserons la capacité du Monténégro à résister aux pressions concurrentielles et aux forces du marché au sein de l'Union à travers des indicateurs socio-économiques. La capacité d'une économie nationale à faire face à la pression concurrentielle se rapporte au pouvoir relatif de cette économie de créer la croissance de la production des biens et services, de l'emploi, et du bien-être de la population locale tout en rivalisant sur le marché international.⁴⁸⁶ Elle exige une quantité suffisante de capital humain qui est liée au niveau d'éducation de la population et de capital physique comme la disponibilité des infrastructures (en énergie, télécommunications, transports, etc.), des structures sectorielles adéquates, une influence du gouvernement limitée, et le degré élevé d'intégration au sens de l'UE en termes d'investissement et de commerce.⁴⁸⁷ Autrement dit, le développement des infrastructures ainsi

⁴⁸² Ibid, <http://www.me/index.php/en/economy> (Consulté en ligne le 3 février 2019)

⁴⁸³ U.S. Department of States, « 2015 Investment Climate Statement – Montenegro » <https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2015/241669.htm> (Consulté le 26 février 2019)

⁴⁸⁴ Ibid, <https://www.bti-project.org/en/reports/country-reports/> p. 22

⁴⁸⁵ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf>, p.45

⁴⁸⁶ Radojević, P., "Dizajn proizvoda i pakovanja kao činilac konkurentnosti preduzeća u Srbiji", Ekonomski fakultet u Subotici Univerziteta u Novom Sadu, Novi Sad, 2011, p. 77.

⁴⁸⁷ Ibid, https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/international-economic-relations/enlargement-and-neighbouring-countries/enlargement/economic-accession-criteria_en

que le capital humain sont fondamentaux pour accroître la productivité et aussi la compétitivité d'une économie.⁴⁸⁸ D'après la Commission, le Monténégro est actuellement modérément préparé en termes de sa capacité à faire face à la pression concurrentielle et elle a réalisé un certain progrès durant les douze derniers mois, notamment dans l'amélioration de la qualité des infrastructures et de la numérisation de l'économie.⁴⁸⁹

Au Monténégro, le niveau de dotation en capital humain est relativement élevé. Cela peut être quantifié en utilisant l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP) qui était de 81.4 en 2018 pour le Monténégro (étant donné que les pays à développement humain élevé se situe entre 70 et 80 sur une échelle de 0 à 100). Dans le même classement, le pays se trouve à la 50^{ème} place sur un total de 188 (où le nombre le plus bas correspond au meilleur rang).⁴⁹⁰ Par ailleurs, le Monténégro a été classé 77^{ème} sur 137 pays dans l'indice de compétitivité globale du Forum économique mondial (où le nombre le plus bas correspond au meilleur rang) qui détermine le niveau de productivité d'un pays, l'état des institutions publiques et les conditions techniques.⁴⁹¹ Ces deux indices mesurent les facteurs qui jouent un rôle important dans la création d'un environnement d'affaires favorables dans le pays, tout en étant important pour la compétitivité et la productivité de l'économie du pays. Par conséquent, nous pouvons conclure que le Monténégro est relativement bien classé dans un contexte global.

Cependant, la Commission a constaté que le Monténégro est toujours confronté à des problèmes d'infrastructures insuffisantes et inadéquates car la qualité de l'infrastructure routière est encore inférieure à la norme européenne. Elle a également souligné que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour remédier à l'inadéquation des compétences entre l'éducation et les besoins du marché du travail, tout en approuvant la réforme du système de l'éducation qui visent à améliorer la qualité⁴⁹²

⁴⁸⁸ World Economic Forum, "What exactly is economic competitiveness?", 27 septembre 2017, <https://www.weforum.org/agenda/2017/09/what-is-economic-competitiveness/> (Consulté le 1 mars 2019)

⁴⁸⁹ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf>, p.45

⁴⁹⁰ United Nations Development Programme, "Human Development Indicators", <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/MNE>

⁴⁹¹ World Economic Forum, "The Global Competitiveness Report 2017–2018", <https://www.weforum.org/reports/the-global-competitiveness-report-2017-2018>

⁴⁹² Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-montenegro-report.pdf>, p.47

L'économie du Monténégro se repose sur des petites et moyennes entreprises qui créent plus de 70 % du PIB.⁴⁹³ Cependant, ces entreprises sont confrontées à de nombreux problèmes comme le manque d'accès aux financements abordables (un obstacle important à l'innovation des entreprises) et la complexité des procédures législatives (par exemple, le fait de créer une entreprise peut prendre beaucoup de temps).⁴⁹⁴ Pour améliorer leur efficacité, les entreprises ont besoin d'investir et d'innover afin de s'adapter à un environnement extérieur globalisé et hautement concurrentiel. En 2019, selon la dernière évaluation de la Banque Mondiale, le Monténégro est classé au 50ème rang des 190 économies du monde en termes de facilité de faire des affaires (où le nombre le plus bas correspond au meilleur rang).⁴⁹⁵

L'intervention de l'État sur le marché reste aussi préoccupante. Il y a une concurrence sur le marché relativement libre, qui est institutionnellement bien encadrée, mais les règles de concurrence ne sont pas appliquées également à tous les acteurs du marché à cause de l'existence d'une ingérence politique sur le marché.⁴⁹⁶ Il faut noter aussi que la participation de l'État dans l'économie est réduite, mais elle est toujours présente, notamment dans les secteurs du transport et d'utilité (les chemins de fer, l'entreprise aérienne Montenegro Airlines, l'entreprise postale, l'entreprise de l'énergie électrique et dans quelques autres sociétés).⁴⁹⁷

Section 3.3. Évaluation des progrès effectués par la Serbie dans l'accomplissement des critères économiques pour l'adhésion

Sous-section 3.3.1. Panorama sur l'économie de la Serbie

En Serbie, les réformes assurant le processus de transition économique de l'économie planifiée à l'économie de marché ont débuté en 1989, comme dans toute l'ex-Yougoslavie, mais elles ont été entravées en raison des conflits dès la fin de l'année 1991. La décennie 1990 du régime de

⁴⁹³ Bankar.me, "Do 2022. planirano otvaranje 4.574 firme", 9 août 2018 <http://www.bankar.me/2018/08/09/do-2022-planirano-otvaranje-4-574-firme/> (Consulté le 4 février 2019)

⁴⁹⁴ Ibid, https://www.britishcouncil.me/sites/default/files/country_report_republic_of_montenegro.pdf

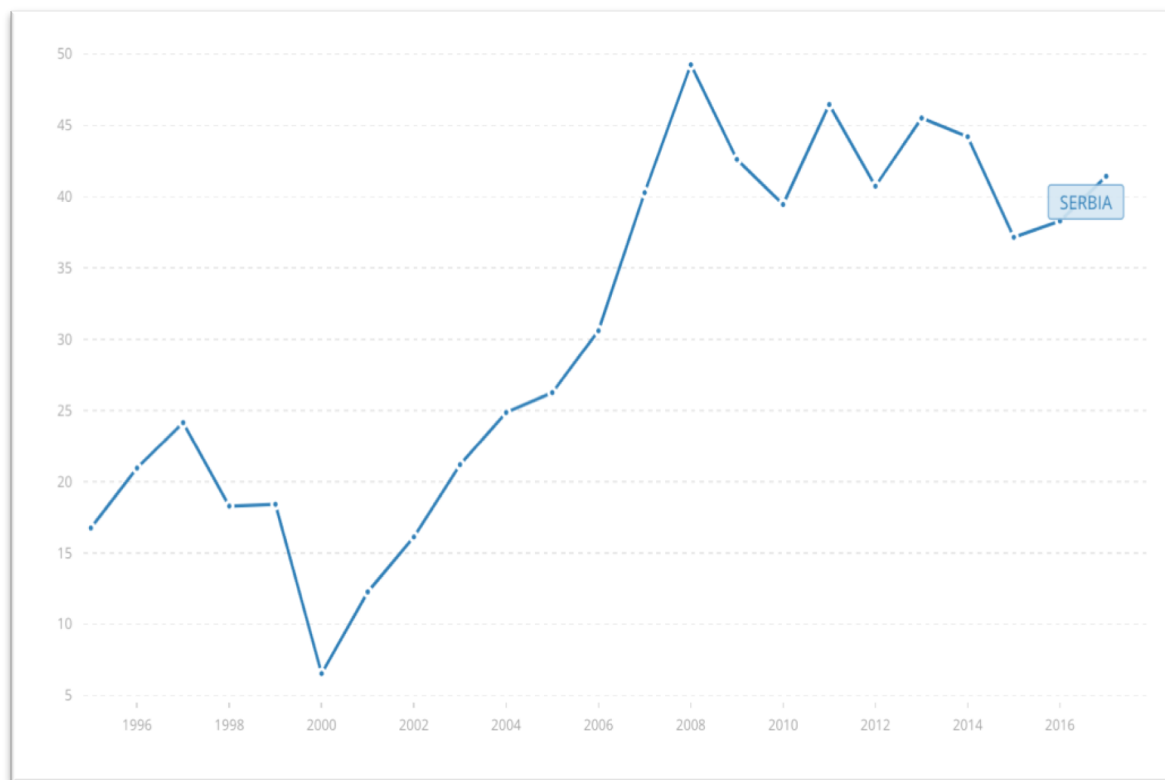
⁴⁹⁵ World Bank Group, "Ease of Doing Business in Montenegro Index", <http://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/m/montenegro/MNE.pf> (Consulté le 4 février 2019)

⁴⁹⁶ Ibid, <https://www.bti-project.org/en/reports/country-reports/> p. 18

⁴⁹⁷ Zavod za Statistiku Crne Gore, Odsjek za statističke registre i klasifikacije, "Broj i struktura poslovnih subjekata u Crnoj Gori 2017. Godini", Podgorica, mars 2018, https://www.monstat.org/userfiles/file/biznis%20registar/BROJ%20I%20STRUKTURA%20POSLOVNIH%20SUBJEKATA%20u%202017_god.pdf

Slobodan Milosevic, marquée par la mauvaise gestion de l'économie, les guerres dans lesquelles la Serbie a été impliquée, les sanctions internationales et les dommages causés aux infrastructures au cours des frappes aériennes de l'OTAN, a réduit l'économie de moitié et a conduit à une période de profonde récession.⁴⁹⁸ Après la chute de Milosevic le 5 octobre 2000, ses opposants se sont emparés du pouvoir et ont amorcé des réformes économiques et des mesures de stabilisation d'inspiration néo-libérale, et depuis, il y a eu une croissance économique exponentielle (en particulier jusqu'à la crise mondiale de 2008).⁴⁹⁹

Illustration 18 : Le croissance PIB de la Serbie (en US \$) qu'il soit un total de 41 432 milliards dollars en 2017



Sources : Banque Mondiale

Aujourd'hui, selon la classification des pays par la Banque Mondiale, la Serbie est un pays à revenu intermédiaire supérieur⁵⁰⁰ avec un revenu national brut par habitant de 5 180 dollars en

⁴⁹⁸ Index Mundi, "Serbia Economy Profile 2018", https://www.indexmundi.com/serbia/economy_profile.html (Consulté le 4 février 2019)

⁴⁹⁹ Vukadinovic N., « Ou va la Serbie? », SciencePo, http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/art_nv.pdf

⁵⁰⁰ The World Bank, "World Bank Country and Lending Groups", <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>

2017.⁵⁰¹ Par rapport au Monténégro, la population de la Serbie est nettement plus importante. Selon les estimations démographiques de 2017, la Serbie a 7 020 858 habitants.⁵⁰² Par conséquent, le revenu national brut par habitant est bien inférieur à celui du Monténégro (7782.84 dollars en 2017). Selon les données d'Eurostat, 36,7% de la population serbe était à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2016, ce qui est assez élevé par rapport à la moyenne de l'UE-28 qui fait 22,4%.⁵⁰³ La raison principale d'un tel pourcentage élevé de la population à risque de pauvreté est l'inégalité des revenus qui est mesurée par le coefficient de GINI et qui était de 38,7 pour la Serbie en 2014.⁵⁰⁴ L'inégalité des revenus est causée par le chômage élevé et se trouve même parmi les personnes qui sont déjà employés.⁵⁰⁵

Actuellement, la Serbie présente une économie ouverte qui repose principalement sur la prestation de services qui représente environ 60% du PIB, ainsi que sur l'industrie et le secteur de l'agriculture qui représentent 20% du PIB chacun.⁵⁰⁶ Bien que la Serbie ait réalisé des progrès significatifs depuis le début du processus de transition, elle met lentement en œuvre des réformes structurelles que sont nécessaires pour assurer la prospérité du pays à long terme. Le commerce et la privatisation des entreprises ont été libéralisés mais un certain nombre des grandes entreprises, y compris les entreprises d'électricité, de télécommunications, de gaz naturel, etc., sont restées publiques.⁵⁰⁷ Même si le secteur privé est une force majeure de l'économie serbe, il est encore sous-développé et son développement est entravé par les faiblesses de l'état de droit. Le secteur public est toujours présent mais inefficace, avec un nombre d'employés et des salaires élevés, alors que beaucoup de ces entreprises dépendent des

⁵⁰¹The World Bank, "Data", <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GNP.PCAP.CD?locations=RS&display=graph> (Consulté le 6 mars 2019)

⁵⁰²Републички завод за статистику, "Процене становништва", <http://www.stat.gov.rs/oblasti/stanovnistvo/procene-stanovnistva/> (Consulté le 7 mars 2019)

⁵⁰³Eurostat, "People at risk of poverty or social exclusion", https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/People_at_risk_of_poverty_or_social_exclusion, (Consulté le 6 mars 2019)

⁵⁰⁴ Central Intelligence Agency US, "Country Comparison: Distribution of Family Income- Gini Index", <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2172rank.html> (Consulté le 6 mars 2019)

⁵⁰⁵ Krstić, G., "Why income inequality is so high in Serbia: Empirical evidence and a measurement of the key factors", *Economic Annals*, Volume LXI, No. 210, 2016, <http://www.doiserbia.nb.rs/img/doi/0013-3264/2016/0013-32641610023K.pdf>

⁵⁰⁶ Narodna Banka Republike Srbije, « O Srbiji », <https://www.srbija.com/srpski/o-srbiji/ekonomija/> (Consulté le 7 mars 2019)

⁵⁰⁷ Forbes, "Best Countries for Business 2018 Ranking-Serbia", <https://www.forbes.com/forbes/welcome/?toURL=https://www.forbes.com/places/serbia/&refURL=https://www.google.fr/&referrer=https://www.google.fr/>

subventions de l'État comme par exemple l'annulation de la dette et l'impôt.⁵⁰⁸ Les petites et moyennes entreprises constituent l'épine dorsale de l'économie et représentent environ 70% de l'emploi. En général, le pays peut se targuer de ses richesses en ressources naturelles (charbon, bauxite, cuivre, zinc, or),⁵⁰⁹ de son indépendance alimentaire et d'une industrie automobile moderne lui assurant de solides fondements économiques. La Serbie a un pourcentage d'administrations publiques relativement faible par rapport au Monténégro et d'autres pays de la région, en représentant environ 20,6% du PIB. L'économie informelle a été considérablement réduite ces dernières années, passant de 21,2% en 2012 à 15,4% du PIB en 2017, mais constitue toujours un fardeau majeur pour les entreprises légales.⁵¹⁰ L'économie serbe est également tirée par les investissements étrangers car elle offre des taux d'imposition avantageux, y compris les subventions pour les investisseurs étrangers.

Le principal partenaire commercial de la Serbie est l'UE avec laquelle le pays bénéficie d'un régime commercial préférentiel fondé sur l'Accord de stabilisation et d'association (ASA).⁵¹¹ Par contre, le deuxième partenaire commercial est la Fédération de Russie avec laquelle la Serbie entretient traditionnellement de bonnes relations.⁵¹² C'est une excuse pour laquelle la Serbie a refusé d'imposer des sanctions à la Fédération de Russie lorsque l'UE la lui a demandé, bien qu'elle soit obligée d'harmoniser sa politique étrangère avec l'UE selon l'ASA.⁵¹³

⁵⁰⁸ Ibid, https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Serbia.pdf p.18

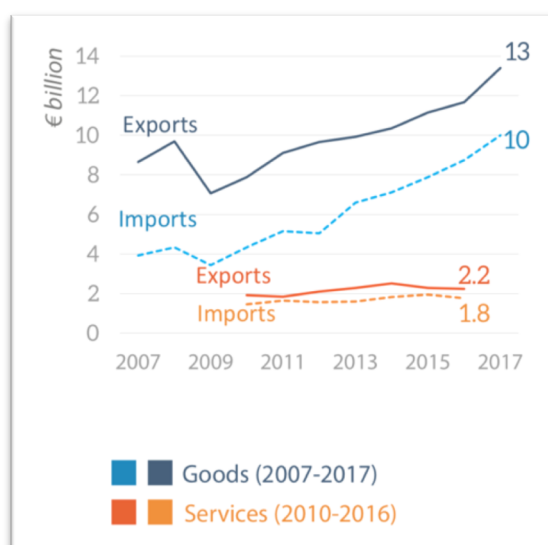
⁵⁰⁹ Barovic, G., "*Pregled prirodnih resursa balkana i njihovo koriscenje*", Univerzitet Crne Gore, 2003, https://www.researchgate.net/publication/281275635_PREGLED_PRIRODNIH_RESURSA_BALKANA_I_NJIHOVO_KORISCENJE

⁵¹⁰ The National Alliance for Local Economic Development, "*Shadow economy in Serbia in 2017*", 2017, http://naled.rs/en/images/preuzmite/Shadow_Economy_in_Serbia_in_2017_Key_findings_and_recommendations.pdf (Consulté le 7 mars 2019)

⁵¹¹ Serbia Investment and Export Promotion Agency, "*Liberalized trade*", <https://archive.is/te1Z#selection-1291.0-1291.17> (Consulté le 7 mars 2019)

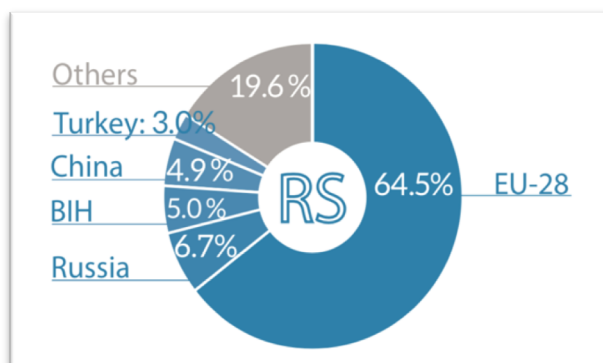
⁵¹² Demostat, "*Trgovina sa Rusijom*", 18 janvier 2018, <https://demostat.rs/sr/vesti/istrzivanje/trgovina-sa-rusijom/333> (Consulté le 7 mars 2019)

⁵¹³ B92, "*EU neće kazniti Srbe zbog Rusije*", 6 juin 2014, https://www.b92.net/info/vesti/index.php?yyyy=2014&mm=06&dd=06&nav_category=1262&nav_id=857896 (Consulté le 7 mars 2019)

Illustration 19 : La commerce entre la Serbie et l'UE

Sources : Parlement européen (Globalstat)

Lorsque nous examinons les statistiques des exportations et des importations, nous constatons qu'en 2018, les principaux partenaires commerciaux de la Serbie à l'exportation étaient l'Italie, l'Allemagne, la Bosnie-Herzégovine, la Russie et la Roumanie, et pour les importations, l'Italie, l'Allemagne, la Russie, la Chine et la Hongrie.⁵¹⁴

Illustration 20. Les principaux partenaires commerciaux de la Serbie en 2017

Sources : Parlement européen (Globalstat)

⁵¹⁴ Ekapija, "Spoljnotrgovinska razmena Srbije 21,82 mlrd EUR u periodu januar-jul 2018", 2 septembre 2018, <https://www.ekapija.com/news/2241023/spoljnotrgovinska-razmena-srbije-2182-mlrd-eur-u-periodu-januar-jul-2018> (Consulté le 7 mars 2019)

Toutefois, les points faibles de l'économie serbe ne doivent pas être négligés tels que la fragilité des finances publiques, l'inefficacité du secteur public, l'absence de productivité des industries extractives manufacturières (hors automobile) et la décroissance de la population.⁵¹⁵ Les déséquilibres structurels sur le marché du travail sont très prononcés dans ce pays en question, le chômage élevé est un problème chronique et les faibles revenus des ménages constituent un problème majeur. Nous l'avons vu dans le chapitre précédent que l'environnement des affaires souffre encore d'un système judiciaire peu efficace, d'une forte implication de l'Etat et d'une concurrence insuffisante. Ainsi, l'environnement des affaires reste entravé par la corruption et l'ingérence politique, en particulier par la partie au pouvoir.

Dans la section suivante, nous allons analyser les performances macro-économiques de la Serbie et regarder les problèmes existants qui freinent le pays pour répondre aux critères de Copenhague en faisant référence aux rapports de suivi de la Commission. Ensuite, nous nous permettrons d'analyser le programme économique de ce pays candidat à l'entrée dans l'UE afin de détecter plus précisément où les réformes structurelles sont nécessaires pour améliorer son économie de marché et sa compétitivité économique.

Sous-section 2.3.2. Exist-il une économie de marché viable en Serbie ?

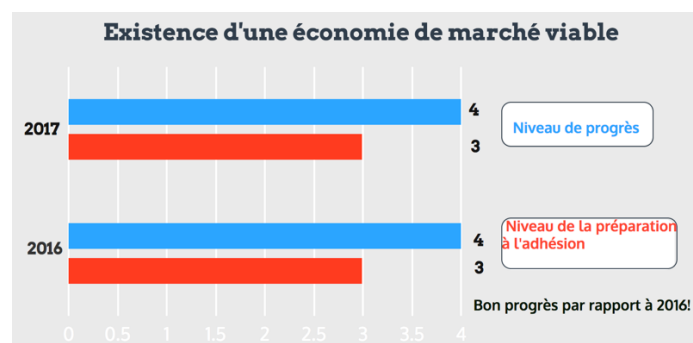
La capacité de pays candidat à satisfaire ce critère dépend d'un environnement macroéconomique stable. La Serbie a récemment atteint un degré de stabilité macroéconomique.⁵¹⁶ Selon le rapport de 2018 de la Commission européenne, la Serbie a fait un bon progrès et est actuellement modérément préparée à développer une économie de marché viable.⁵¹⁷

⁵¹⁵ Coface, <http://www.coface.com/fr/Le-groupe/Notre-organisation>

⁵¹⁶ International Monetary Fund, "IMF Executive Board Completes First Review Under the Policy Coordination Instrument for the Republic of Serbia", 21 décembre 2018, <https://www.imf.org/en/News/Articles/2018/12/19/pr18491-republic-of-serbia-imf-executive-board-completes-first-review-under-the-pci> (Consulté le 8 mars 2019)

⁵¹⁷ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf> p.46

Illustration 21: Comparaison entre 2016 et 2017 du niveau de préparation à l'adhésion en terme d'économie de marché viable ainsi que le niveau d'avancement



Source : Commission européenne, les rapports d'avancement de 2016 et 2018

Certes, ce progrès a été accompli par la diminution du déficit budgétaire et la restructuration du service publique. En février 2018, la Serbie a complété le « *Stand-By Arrangement* » que le pays a conclu avec le FMI, il y a trois ans.⁵¹⁸ A cause de graves déséquilibres budgétaires et de faiblesses structurelles, le gouvernement serbe s'est engagé en 2015 avec le FMI d'entreprendre des mesures d'assainissement budgétaire afin de stabiliser la dette et le déficit public ainsi que de mettre en œuvre des réformes structurelles.⁵¹⁹ Avec des mesures d'assainissement, le gouvernement a décidé de réduire les salaires dans l'administration publique et les retraites d'environ 10% au cours de la période 2015-2018.⁵²⁰ Par contre, ses mesures ont été fortement critiquées par les experts économiques locaux qui disent que ces mesures à court terme sont au détriment des citoyens les plus pauvres.⁵²¹ Cette consolidation budgétaire s'avère solide, notamment après des années d'importants déséquilibres, au point que le déficit a été réduit de 6,6% du PIB en 2014 à 3,7% du PIB en 2015. Cependant, ce programme a abouti à une surperformance fiscale significative,⁵²² non seulement qu'il a réduit le déficit budgétaire, mais il a aussi créé un excédent de 1,2% du PIB en 2017 (dans le tableau ci-dessous : solde budgétaire des administrations publiques). En conséquence, le gouvernement a recueilli des recettes

⁵¹⁸ International Monetary Fund, "Press Release: IMF Executive Board Approves €1.2 billion Stand-By Arrangement for Serbia", 23 février 2015, <https://www.imf.org/en/News/Articles/2015/09/14/01/49/pr1567>

⁵¹⁹ Republic of Serbia, "Letter of Intent, Memorandum of Economic and Financial Policies, and Technical Memorandum of Understanding" 5 décembre 2017, <https://www.imf.org/External/NP/LOI/2017/SRB/120517.pdf> (Consulté le 8 mars 2019)

⁵²⁰ Radio Televizija Vojvodine, "Vučić: Smanjenje plata i penzija preko 25.000 dinara", 18 septembre 2014, http://www.rtv.rs/sr_lat/politika/vucic-smanjenje-plata-i-penzija-preko-25.000-dinara_519588.html (Consulté le 8 mars 2019)

⁵²¹ Vecernje Novosti, "Dogovorene mere, teret nije na najsiromašnijima", 07 juin 2013, <http://www.novosti.rs/vesti/naslovna/politika/aktuelno.289.html:437759-Dogovorene-mere-teret-nije-na-najsiromasnijima> (Consulté le 8 mars 2019)

⁵²² European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), "Serbia: Transition Report 2018-19", www.ebrd.com/documents/oce/transition-report-201819-serbia.pdf

fiscales plus élevées que nécessaire ainsi qu'il a réduit les dépenses courantes plus que nécessaire, ce qui n'est pas bon aussi, car théoriquement, les finances publiques devraient être en équilibre. Compte tenu des résultats obtenus à ce jour, le gouvernement a commencé à assouplir ces mesures d'austérité (cela inclut une augmentation de 5% des salaires du secteur public et de 5% des pensions en 2018).⁵²³

Tableau 3 : Les principaux indicateurs macroéconomiques de l'économie serbe

Indicateurs économiques		2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produit intérieur brut (PIB)	En milliard \$	44.21	37.16	38.3	41.432	—	—
Croissance du PIB	%	-1.8	0.8	3.0	2.0	3.5*	3.5*
PIB par habitant	En \$ /Population : 7 020 858 habitants (2017)	5593.06	5663.39	5852.38	5992.28	—	—
Inflation	%	2.1	1.4	1.1	3.0	2.1	—
Chômage	%	19.22	17.7	15.3	14.4	11.3	—
Investissements directs à l'étranger (IDE)	% du PIB	3.7	5.1	5.2	6.2	6.0	—
Solde budgétaire des administrations publiques	% du PIB	-6.6	-3.7	-1.3	1.2	0.7	—
Dépenses publiques	% du PIB	17.73	16.22	15.99	15.92	—	—
Dette publique	% du PIB	70.4	74.7	71.9	61.6	55.9	—
Solde du compte courant	En millions \$	-6.0	-3.5	-2.9	-5.2	-5.5	—

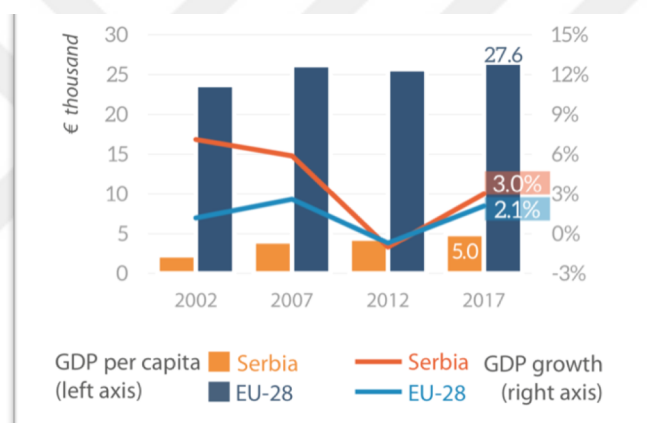
*Sources : Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), FMI, Banque Mondiale, le gouvernement de la république de Serbie. N.B. * signifie la prévision*

Quand on regarde le taux de croissance, nous constatons qu'il a ralenti en 2017, passant de 3,0% à 2,0% (en raison des mesures d'austérité et une baisse de la production agricole due à la

⁵²³ Ibid, www.ebrd.com/documents/occe/transition-report-201819-serbia.pdf

sécheresse), mais il s'est accéléré en 2018 en atteignant 3.5 % après avoir été soutenu par la forte reprise de la consommation privée, investissements directs étrangers et exportations robustes.⁵²⁴ Pour la période à venir, selon les prévisions de la Banque mondiale, la perspective économique pour l'économie serbe est optimiste (bien inférieur à la moyenne régionale, le taux de croissance pourrait atteindre 4% en 2020).⁵²⁵ Cependant, selon le rapport de suivi de 2018 de la Commission, l'écart de revenus entre la Serbie et l'UE reste très important, cela peut être visible quand on compare les PIB par habitant en termes de pouvoir d'achat entre la Serbie et la moyenne de l'UE-28 était 22,6 milliers d'euros en 2017 (le graphique ci-dessous). Même si la Serbie reste l'un des pays les plus pauvres d'Europe en termes de PIB par habitant, sa valeur augmente légèrement au fil des ans (Voir tableau ci-dessous : PIB par habitant)

Illustration 22: Comparaison du PIB par habitant (€) et de la croissance annuelle (%) entre la Serbie et l'UE-28 (jusqu'en 2017)



Sources : Parlement européen (Globalstat)

Malgré ces progrès dans la stabilisation des finances publiques et le maintien de taux de croissance positif, les déséquilibres internes et externes élevés persistent au cours des années (dans le tableau ci-dessous : solde du compte courant). En 2018, les échanges commerciaux de l'économie serbe avec le reste du monde étaient de 38 189 millions d'euros au total, dans lesquels les exportations étaient de 16 271 millions d'euros et les importations de 21 918 millions d'euros, ce qui se traduisait par un déficit commercial de 5 647 millions d'euros, un

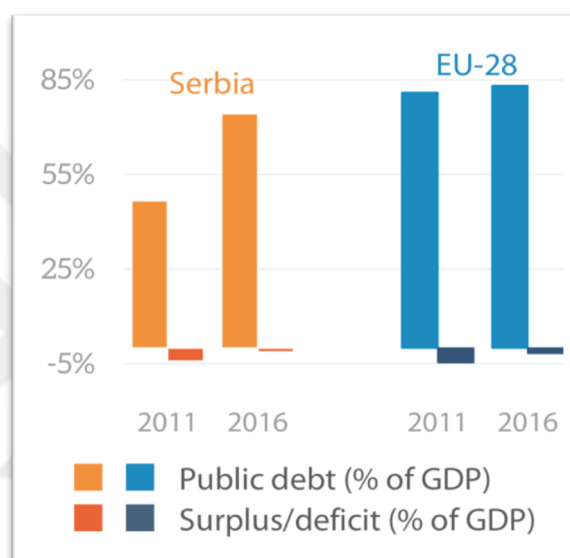
⁵²⁴ International Monetary Fund, "Republic of Serbia: First Review under the Policy Coordination Instrument- IMF Country Report No. 18/375", 7 décembre 2018, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/12/19/Republic-of-Serbia-First-Review-under-the-Policy-Coordination-Instrument-Press-Release-and-46486> (Consulté le 12 mars 2019)

⁵²⁵ World Bank, "Global Economic Prospects - Forecasts" <https://data.worldbank.org/country/serbia>

problème important de l'économie serbe à l'heure actuelle. Ce déficit s'est élevé à 30,0% par rapport à la même période de l'an dernier.⁵²⁶

Comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous, la dette publique a considérablement augmenté entre 2011 et 2016. Cela a rendu l'économie serbe vulnérable aux chocs extérieurs. Toutefois, même si le niveau de la dette publique reste élevé, elle a été stabilisée à environ 55 % du PIB en 2018 à la suite des mesures d'austérité.⁵²⁷

Illustration 23 : Les finances publiques de la Serbie en comparaison avec l'UE-28 entre 2011 et 2016



Sources : Parlement européen (Globalstat)

La Commission prévient toutefois que la réforme incomplète des entreprises publiques (environ 140 entreprises employant 50 000 personnes) reste toujours un souci pour les finances publiques, et cela pourrait facilement compromettre la viabilité budgétaire durement acquise (car les pertes financières de ces entreprises sont généralement financées par le budget de l'État). Dans le rapport de transition 2018 de la BERD, il est signalé qu'une restructuration des entreprises publiques est indispensable, faute de trouver de nouveaux acheteurs dans leur état actuel, auquel cas elles risquent de périr. Il est urgent d'en privatiser, d'en restructurer et

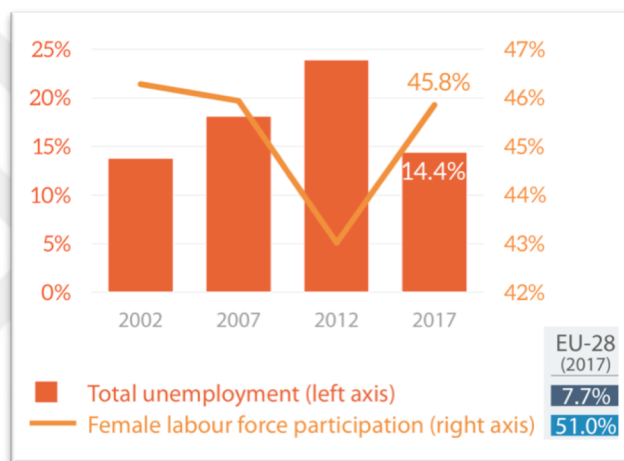
⁵²⁶ Републички завод за статистику, "Спољна трговина", <http://www.stat.gov.rs/sr-Latn/oblasti/spoljna-trgovina>, (Consulté le 12 mars 2019)

⁵²⁷ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf> p.42

d'en liquider un grand nombre.⁵²⁸ La restructuration des grands services publics reste à être achevée.

En dépit d'un taux de chômage très élevé, les conditions du marché du travail ont connu une certaine amélioration. En effet, on a enregistré une baisse du taux de chômage à 14,4% en 2017 à 11.9% en 2018.⁵²⁹ Malgré le fait que le taux chômage ait baissé à 11.3%, 40% des jeunes en sont toujours au chômage⁵³⁰ et près d'un quart d'entre eux ne possède pas la formation ou l'éducation nécessaires.

Illustration 24 : Taux de chômage et la participation des femmes dans le marché du travail (jusqu'en 2017)



Sources : Parlement européen (Globalstat)

Toutefois, même si la situation de la femme sur le marché de travail a évolué, elle se caractérise par un taux d'activité inférieur à celui des hommes.⁵³¹ Finalement, l'éducation et la formation ne présentent pas les conditions nécessaires au marché du travail, en termes de qualité, d'égalité et de pertinence.

⁵²⁸ EBRD, "Transition Report 2018-2019- Country Assesment: Serbie", <https://www.ebrd.com/news/publications/transition-report/transition-report-201819.html> (Consulté le 13 mars 2019)

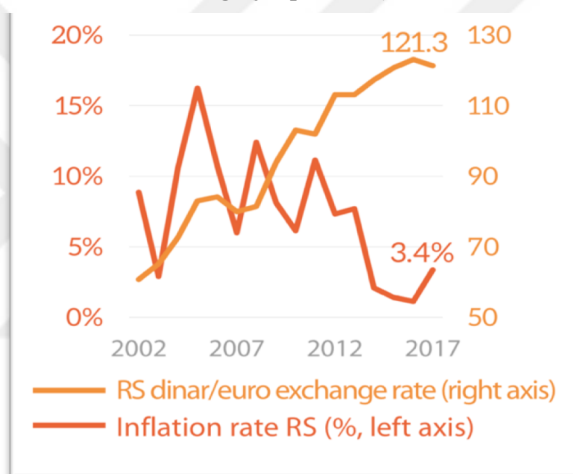
⁵²⁹ N1, "Nezaposlenost u Srbiji 11,9 odsto", 31 août 2018, <http://rs.n1info.com/Biznis/a416369/Nezaposlenost-u-Srbiji-11-9-odsto.html> (Consulté le 13 mars 2019)

⁵³⁰ Trading Economics, "Serbia Youth Unemployment Rate", <https://tradingeconomics.com/serbia/youth-unemployment-rate> (Consulté le 13 mars 2019)

⁵³¹ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p.45

Le taux d'inflation a été relativement élevé ces dernières années, en atteignant 12% en 2012. Mais, il a récemment baissé à 2 ou 3%, ce qui signifie que l'objectif de politique monétaire en matière d'inflation est largement atteint. Toutefois, ce taux d'inflation actuellement bas, c'est-à-dire la stabilisation des prix, a été atteint par les faibles entrées de capitaux et aux mesures d'austérité ce qui met en question sa durabilité à l'avenir.⁵³² La monnaie nationale, le dinar serbe, est aussi relativement stable, après avoir vécu une dépréciation importante (c'est-à-dire la perte de sa valeur par rapport à l'euro et autres monnaies étrangères dans le régime de change flottant), en particulier après la crise économique mondiale de 2007 jusqu'à 2017, comme le montre le graphique ci-dessous. Cependant, le taux de dinars est actuellement stable et c'est 118,19 dinars pour un euro.⁵³³

Illustration 25 : Le taux d'inflation et le taux de change (jusqu'à 2017)



Sources : Parlement européen (Globalstat)

Selon des experts locaux, l'une des principales préoccupations concernant la gouvernance de la politique monétaire est l'influence du parti au pouvoir sur le travail de la Banque centrale de Serbie (*Narodna Banka Srbije*), qui devrait être indépendante.⁵³⁴ Cela était possible par la modification de la loi sur la Banque centrale par le Parti progressiste serbe ce qui a nui à

⁵³² Ibid, https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Serbia.pdf p. 20

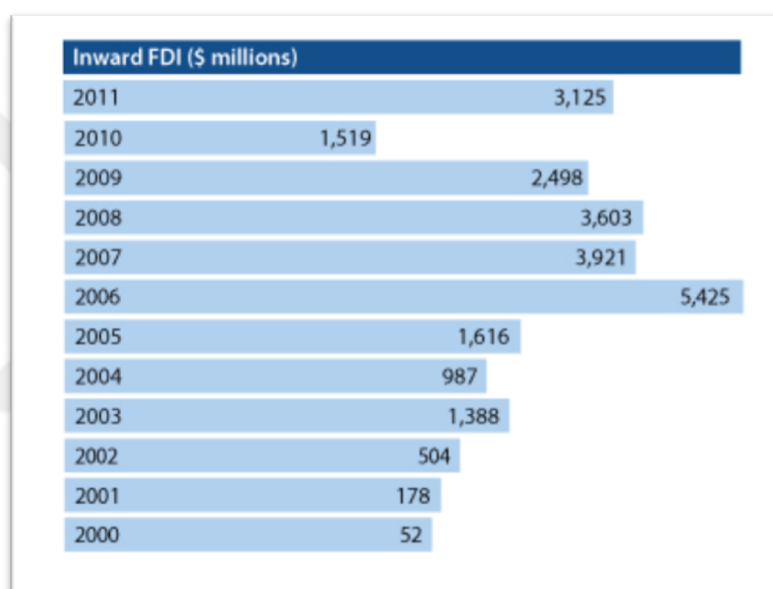
⁵³³ Blic, "Dinar sutra stagnira, kurs 118,1847", 13 mars 2019, <https://www.blic.rs/biznis/vesti/dinar-sutra-stagnira-kurs-1181847/velmzt9> (Consulté le 13 mars 2019)

⁵³⁴ Blic, "Vučić želi Jorgovanku Tabaković na čelu NBS u još jednom mandatu: "Ako ona želi da ostane, ostaće", 25 avril 2018, <https://www.blic.rs/vesti/ekonomija/vucic-zeli-jorgovanku-tabakovic-na-celu-nbs-u-jos-jednom-mandatu-ako-ona-zeli-da/tz3prtj>

l'indépendance de la banque en permettant au gouverneur d'être élu et démis de ses fonctions par le Parlement au lieu de la décision du conseil d'administration des gouverneurs.⁵³⁵

L'entrée des IDE en Serbie a eu lieu à la suite des changements démocratiques et du processus de privatisation, et depuis, ils restent forts.⁵³⁶ Les IDE ont augmenté au cours des dernières années, en atteignant 6% du PIB en 2018. En 2018, la Serbie se trouvait dans le groupe des 15 premiers pays d'Europe, qui ont attiré le plus grand nombre d'IDE, mais les IDE en Serbie sont toujours faibles par rapport au Monténégro (11% du PIB en 2018).⁵³⁷ D'ailleurs, l'augmentation de flux d'IDE est principalement orientée sur les secteurs manufacturiers et commerciaux.

Illustration 26 : L'afflux d'IDE en Serbie entre 2000 et 2011



Source : Banque centrale de Serbie

Le secteur bancaire se redresse, même si le niveau élevé des prêts non productifs reste problématique. Conformément à l'accord passé avec le FMI, les efforts se sont accrus cherchant à résoudre le manque de productivité des hauts prêts.⁵³⁸

En général, pour maintenir la stabilité macroéconomique durement acquise et pour soutenir à une croissance à long terme, selon la Commission, la Serbie doit assurer :

⁵³⁵Radio Televizija Vojvodine, « Jorgovanka Tabaković izabrana za guvernera NBS », 6 août 2012, http://www.rtv.rs/sr_lat/politika/jorgovanka-tabakovic-izabrana-za-guvernera-nbs_334918.html (Consulté le 13 mars 2019)

⁵³⁶ Serbia Investment and Export Promotion Agency, "Strong FDI figures", <https://archive.is/yUh5#selection-1249.0-1249.18>

⁵³⁷Blic, "Srbija po broju stranih direktnih investicija u top 15 zemalja u Evropi" <https://www.blic.rs/biznis/srbija-po-broju-stranih-direktnih-investicija-u-top-15-zemalja-u-evropi/4qm6dw8>

⁵³⁸ Ibid, <http://www.ebrd.com/news/publications/transition-report/ebd-transition-report-201516.html>

- La maintenance des bons résultats financiers et optimiser des recettes de façon plus systématique de l'administration fiscale afin de réduire davantage le niveau élevé de la dette publique ;
- La privatisation et la restructuration des entreprises publique et la lutte contre l'économie informelle ;
- La résolution du chômage élevé.⁵³⁹

Sous-section 3.3.3. La Serbie peut-elle résister aux pressions concurrentielles au sein de l'UE ?

Selon le report de suivi de la Commission en 2018, le pays a réalisé certain progrès et est actuellement modérément préparé à faire face à la pression concurrentielle au sein de l'UE.⁵⁴⁰ En matière de fluidité des activités financières, la Serbie arrive, d'après le rapport « *Doing Business* » établi en 2019 par la Banque mondiale, en 48^{ème} position parmi les 190 pays, accusant une nette progression eu égard à la 68^{ème} position qu'elle assumait en 2015.⁵⁴¹ En dépit de ses développements positifs, et conformes à la réglementation, le pays demeure encore classé le 65ème pays le plus compétitif au monde sur l'échelle des 140 pays recensés par le « *Global Competitiveness Report 2018* » du Forum économique mondial. La position assumée par la Serbie dans ces classements rend compte de la transition et de l'adaptation encore difficiles des entreprises à l'économie de marché actuelle, d'où s'ensuit une faible productivité, une précarité institutionnelle, conférant au pays un équilibre instable sur le plan macroéconomique. Cependant, ceci est encore un énorme progrès, car le pays était rangé au 94^{ème} rang par le même rapport en 2015 et 2016.⁵⁴² La Serbie est confrontée au problème de déclin démographique et vieillissement de la population. Le graphique ci-dessous montre que le pays a presque perdu 712 371 d'habitants entre 1995 et 2017 (la population du Kosovo est exclue).⁵⁴³

⁵³⁹ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p.42

⁵⁴⁰ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf>, p.46

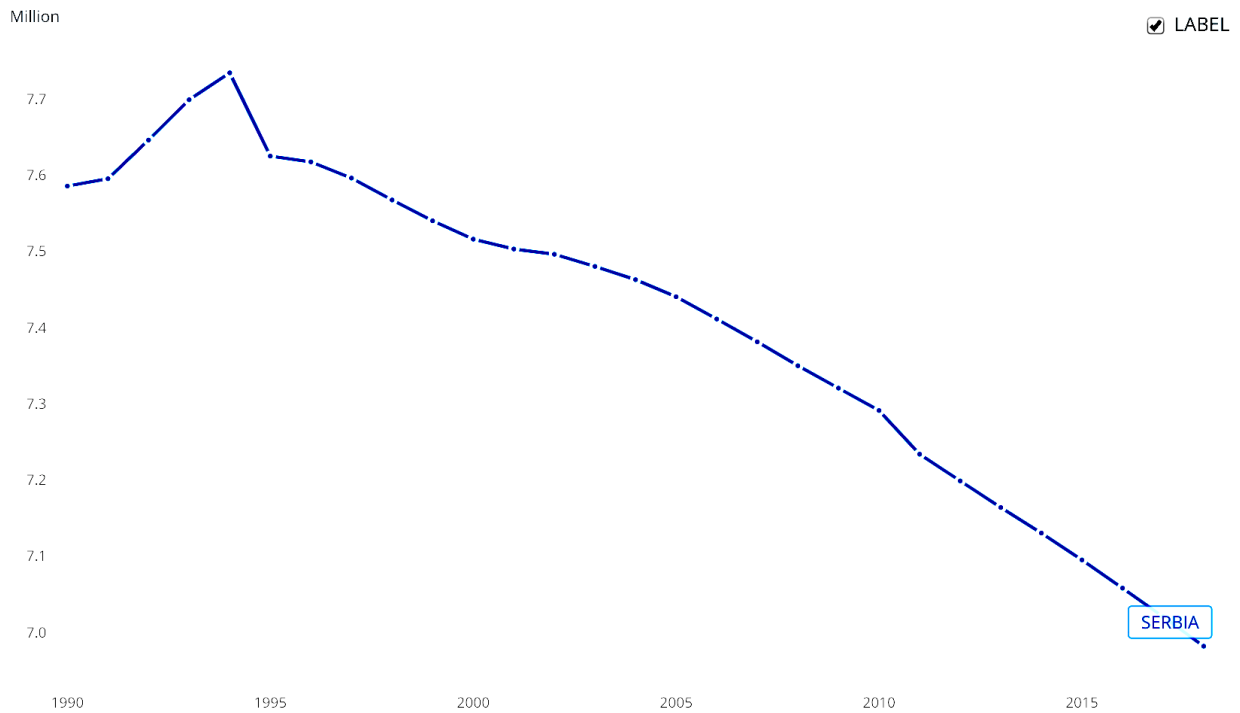
⁵⁴¹ Banque Mondiale, "Doing Business 2019: Serbia"

<http://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/s/serbia/SRB.pdf>

⁵⁴² World Economic Forum, Global Competitiveness Report 2015-2016, http://www3.weforum.org/docs/gcr/2015-2016/Global_Competitiveness_Report_2015-2016.pdf

⁵⁴³ Banque Mondiale, « Data » <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=RS>

Illustration 27 : Le déclin de la population en Serbie (7.022.268 en 2017)



Source : Banque mondiale

La Serbie doit améliorer son capital humain existant. L'indice de capital humain du Forum économique mondial, a classé la Serbie au 60ème rang des 130 pays (où la Norvège se classait au premier rang avec la meilleure qualité de capital humain)⁵⁴⁴ alors que l'indice de développement humain du PNUD pour la Serbie est de 78,7 (sur une échelle de 0 à 100) et le pays est classé 67 sur 190 pays (ce score est inférieur au score de Monténégro qui occupe 50. place).⁵⁴⁵ Ici encore, de nouvelles mesures doivent être prises dans la réforme de l'éducation afin d'améliorer ses performances et de mieux répondre aux besoins du marché du travail. On observe encore actuellement un grand écart entre la demande et l'offre de main-d'œuvre qualifiée, avec d'un côté certaines professions sur-approvisionnées et d'un autre des manques conséquents.

⁵⁴⁴ World Economic Forum, "Global Human Capital Index 2017", http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Human_Capital_Report_2017.pdf

⁵⁴⁵ UNDP, Human Development Index, <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/SRB>

La corruption et les faiblesses de la primauté du droit continuent d'entraver les activités économiques, c'est-à-dire la compétitivité du pays. Dans l'ensemble, la présence de l'État et son influence dans l'économie reste importante. En effet, l'importance et l'inefficacité du service public ralentissent l'économie, la rendant peu dépendante du secteur privé plus productif.⁵⁴⁶

La Serbie continue toujours d'avoir besoin d'importants investissements pour améliorer et moderniser ses infrastructures physiques.⁵⁴⁷ Dans l'ensemble, l'infrastructure physique a besoin d'apports plus importants. Mais, la Serbie investit moins dans les infrastructures dans la région des Balkans occidentaux, c'est-à-dire que seulement 3% du PIB par rapport aux autres pays de la région qui investissent au moyenne 6%.⁵⁴⁸ De plus, les investissements gouvernementaux ont été contraints par les mesures d'austérité.

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont le pilier de toute économie, pour développer ce secteur, il est donc nécessaire de faciliter l'accès au financement et de définir clairement les règles juridiques et d'achèvement. Cependant, les PME serbes ont du mal à trouver le financement abordable et elles font face à de nombreux problèmes dans les réglementations et procédures fiscales.⁵⁴⁹ En Serbie, le secteur bancaire est dominant et le coût du financement est assez élevé à cause des taux d'intérêt élevés.⁵⁵⁰ Afin d'améliorer l'accès au financement, il devrait y avoir plus d'institutions financières non bancaires disponibles pour fournir le capital d'amorçage ou de la microfinance pour les start-ups ainsi que les micros et petites entreprises.⁵⁵¹ En outre, le rôle du gouvernement serbe reste à améliorer les pratiques fiscales et à définir des rôles clairs dans l'environnement des PME, notamment par la simplification des procédures fiscales, la réduction des charges parafiscales et une meilleure prévisibilité des décisions fiscales, etc.

⁵⁴⁶ Ibid, <https://www.imf.org/en/News/Articles/2017/08/30/pr17336-imf-executive-board-concludes-2017-article-iv-consultation-and-completes-seventh>

⁵⁴⁷ Ibid, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20180417-serbia-report.pdf> p.46

⁵⁴⁸ Danas, "U celom regionu Srbija najmanje ulaže u infrastrukturu", 9 février 2018, <https://www.danas.rs/ekonomija/u-celom-regionu-srbija-najmanje-ulaze-u-infrastrukturu/>,

⁵⁴⁹ Ekapaja, "Porezi najveći problem malih i srednjih preduzeća u Srbiji", 26 décembre 2013, <https://www.ekapija.com/news/830266/porezi-najveci-problem-malih-i-srednjih-preduzeca-u-srbiji>

⁵⁵⁰ Belopavlovic G., Dukic M., " *Development of Serbian Banking Sector: a comparison with the Western Balkan Countries*", Ministry of Science and Technological Development of the Republic of Serbia, 2011, http://ebooks.iien.bg.ac.rs/236/1/mdj_2011_01.pdf

⁵⁵¹ Ibid, www.ebrd.com/documents/oc/t/transition-report-201819-serbia.pdf

Autrement dit, il est clair que la Serbie doit faire davantage de progrès dans le sens de l'établissement d'une économie de marché viable, résoudre plusieurs problèmes existants sur ce point et s'engager à poursuivre davantage de réformes structurelles, en particulier les réformes de secteur public.

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre nous avons tenté de donner une vision claire de la spécificité des systèmes économiques de ces pays en route pour l'intégration européenne. Nous avons essayé de montrer à quoi correspond ces « petites économies », qui sont caractérisées d'une manière spécifique les systèmes économiques de ces pays de Balkans Occidentaux, et qui affectent même aujourd'hui leur transition et leur rattrapage économique. En plus des caractéristiques communes qui en découlent, le Monténégro et la Serbie partagent un autre point commun du fait de leur ancienne appartenance à l'ex-République Fédérative de Yougoslavie : un passé de plus de quatre décennies sous un système économique unique de planification centrale et d'autogestion.

En 1990, ces pays sortis donc depuis peu du socialisme, et non préparées à la transition, se trouvèrent dans un premier temps incapables de récupérer leur économie et de regagner la compétitivité, et restèrent dans de graves difficultés économiques pendant toutes les années 90 : la récession, l'hyperinflation, la désorientation de la production, l'explosion du chômage, la criminalité et la corruption jusque dans les structures administratives de l'Etat, etc. Cependant, avec les changements démocratiques et à la stabilisation politique, ces pays, longtemps pénalisés par cette situation dévastatrice, sont passés depuis le début des années 2000 à une étape de récupération économique, et sont entrés dans une perspective d'intégration européenne. Des flux importants de capitaux étrangers ont commencé à opérer une stabilisation macroéconomique. Le processus de privatisation et les changements structurels en cours offrent de nouvelles opportunités.

En effectuant une analyse selon les deux critères économiques de Copenhague, nous pouvons conclure que la transition vers l'économie de marché semble bien engagée pour ces pays, mais les faiblesses structurelles restent un défi majeur. Comme indiqué dans l'évaluation de la Commission, ces pays ont réalisé une croissance économique importante au cours des dernières années qui a abouti à une plus grande convergence économique envers les États membres de l'UE. En particulier dans le cas du Monténégro, le PIB par habitant exprimé en standard de

pouvoir d'achat a bien augmenté et s'est bien rapproché de la valeur de certains États membres de l'UE. Plus précisément, en 2018, une étude de comparaison entre 28 États membres de l'UE avec les États membres de l'AELE (Islande, Norvège et Suisse) et les cinq pays candidats à l'adhésion en termes de PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat montre que le Monténégro se rapproche au niveau de la Bulgarie, de Croatie et de Roumanie.⁵⁵² La Serbie reste toutefois l'un des pays les plus pauvres d'Europe en termes du PIB par habitant (l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine sont plus pauvres), mais sa valeur augmente légèrement au fil des ans. Cependant, même si ces deux pays ont le taux de croissance élevé (en atteignant 4% dans le cas du Monténégro en 2017), l'analyse de la Banque Mondiale a montré que ces économies devraient faire une croissance annuelle d'au moins 6% pour rattraper la moyenne de l'UE à la fin de la quatrième décennie de ce siècle.

Concernant les faiblesses structurelles, le Monténégro et la Serbie continuent encore à souffrir du chômage élevé et d'une répartition inégale des richesses. C'est pourquoi le défi important de leur politique économique est non seulement l'objectif de croissance, mais surtout de fournir les conditions nécessaires à cette croissance afin qu'elle soit durable, tout en préservant la stabilité macroéconomique. L'endettement extérieur et les préoccupations concernant la viabilité des finances publiques constituent d'être un autre problème majeur pour ces deux pays. En particulier, le Monténégro, doit aborder une dette publique en croissance rapide. Nous avons également pu remarquer que le faible niveau d'éducation, d'une part, et la carence des capitaux, d'autre part, peuvent expliquer la vulnérabilité du niveau général de la productivité. Pour cela, des réformes structurelles axées sur une croissance à long terme sont prévues dans des domaines tels que le développement d'infrastructures, l'enseignement supérieur et la formation, le marché du travail, la privatisation et la reconstruction du secteur des entreprises publiques, l'environnement des affaires et le développement des marchés financiers. En effet, l'amélioration de l'environnement des affaires est nécessaire afin de favoriser l'investissement et de conduire à une diversification industrielle et une amélioration du potentiel d'exportation ; ces investissements pouvant permettre la création d'emplois et l'amélioration de la qualité des finances publiques en général. Pour réduire ces vulnérabilités et fragilités du modèle de croissance, basé sur la demande intérieure et les investissements étrangers, ces pays doivent

⁵⁵² Eurostat, "GDP per capita, consumption per capita and price level indices", https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/GDP_per_capita_consumption_per_capita_and_price_level_indices

assurer une croissance durable basée sur des exportations, par le renforcement de leur compétitivité internationale. Il reste maintenant à observer de quelle manière et à quelle vitesse le Monténégro et la Serbie vont résoudre les problèmes restants et progresser dans les réformes structurelles.



CONCLUSION

Au cours des dix-neuf dernières années depuis l'ouverture de la perspective d'adhésion à l'UE en 2000, le Monténégro et la Serbie ont accompli un progrès considérable dans leur transition politique et économique, des pays sortant de conflits ethniques, d'une récession profonde, à de jeunes démocraties à revenu moyen supérieur. Ces deux pays ont parcouru un long chemin en termes de réformes structurelles et institutionnelles en répondant à un certain nombre d'exigences nécessaires pour l'adhésion à l'UE et actuellement, ce sont les deux seuls, parmi les cinq pays des Balkans occidentaux, à avoir réussi à ouvrir les négociations d'adhésion.

Aujourd'hui, sur le plan politique, ces pays sont formellement indépendants, souverains et démocratiques avec la règle de la majorité, des élections représentatives, un système multipartite, la séparation des pouvoirs et des institutions établies en place.⁵⁵³ Sur le plan économique, ce sont des petites économies ouvertes avec un régime de libre-échange et une coopération régionale bien développée. Ils disposent d'un cadre législatif largement conforme aux principes et aux normes européennes ainsi qu'une réglementation économique plus ou moins alignée avec celle de l'UE. Quand il s'agit du processus des négociations d'adhésion à l'UE, le Monténégro est considéré comme le candidat plus avancé qui a ouvert 32 des 33 chapitres depuis le début de l'ouverture des négociations en 2012. Il a réussi à temporairement fermer trois chapitres. Le Monténégro est également devenu le vingt-neuvième membre de l'OTAN en novembre 2017, en réalisant ainsi la deuxième priorité stratégique de sa politique étrangère. La Serbie, quant à elle, n'a ouvert que 16 des 33 chapitres, parmi lesquels seulement deux ont été temporairement fermés.

Cependant, leur adhésion à l'UE dépend d'un certain nombre de facteurs différents qui ne sont pas seulement et exclusivement liés aux pays de la région et à leur volonté et à leur capacité de mettre en œuvre toute les réformes nécessaires. A l'heure où les États membres de l'UE luttent tous contre les multiples crises intérieures,⁵⁵⁴ le futur de la politique de l'élargissement est bien remis en cause malgré le lancement récent de la nouvelle stratégie d'élargissement par la

⁵⁵³Balfour, R., Stratulat C., "The democratic transformation of the Balkans", European Policy Center, EPC Issue Paper No.66, novembre

2011, https://www.epc.eu/documents/uploads/pub_1363_the_democratic_transformation_of_the_balkans.pdf

⁵⁵⁴ La crise politique causée par la sortie du Royaume-Uni, la crise migratoire, la montée de l'extrême droite, le ralentissement de la croissance économique et forte endettement des pays membres

Commission en 2018. Mais, outre ce changement dans la hiérarchie des priorités politiques de l'UE (en passant la politique d'élargissement à la dernière place), il y a bien sûr de nombreuses raisons et causes, dans les pays balkaniques eux-mêmes, qui sont responsables du retard dans le processus d'intégration.

Notre analyse a montré que l'accomplissement des critères politiques et économiques requis pour l'adhésion à l'UE ne s'effectue pas dans la vitesse nécessaire pour atteindre le nouvel objectif d'adhésion fixé à 2025. Même si le degré de réussite dans le processus d'intégration varie légèrement selon les pays, le Monténégro et la Serbie ont toujours beaucoup de défis en commun sur le plan politique ainsi que sur le plan économique, elles semblent être freinées principalement par le manque de volonté politique des élites dirigeantes pour produire des résultats concrets et convaincants avec des réformes clés. Notre analyse a aussi montré que le culte d'un leader aux pouvoirs illimités reste toujours présent dans la culture politique de ces pays, même si le régime communiste a pris fin il y a trois décennies. Cela peut se voir au Monténégro avec Milo Đukanović qui est au pouvoir depuis près d'un quart de siècle (aussi bien en tant que président que premier ministre), ainsi qu'avec Aleksandar Vučić, pour la Serbie, qui a des tendances fortes d'homme politique anti-démocratique.⁵⁵⁵ L'ambiance politique dans ces pays est caractérisée par une faible confiance dans les processus électoraux en raison de la corruption et du financement illégal de partis politiques. Ceci est particulièrement caractéristique pour le Monténégro où l'affaire « Enveloppe »,⁵⁵⁶ de janvier 2019, a soulevé de vraies préoccupations sur la légitimité des dernières élections. Au sein de ces deux pays, il y a une grave hostilité entre le parti au pouvoir et l'opposition qui se traduit par un manque de dialogues constructifs au parlement. Actuellement, nous avons des crises politiques dans ces deux pays avec une opposition qui boycotte le parlement et qui mobilise régulièrement des citoyens au cœur de manifestations anti-gouvernementales revendiquant la

⁵⁵⁵ Pasic, L., "Democracy, 25 years after Yugoslavia", 3 avril 2016, <https://www.opendemocracy.net/en/can-europe-make-it/democracy-25-years-after-yugoslavia/>

⁵⁵⁶ Un clip vidéo témoigne d'un acte de corruption sur lequel l'un des plus grands hommes d'affaires locaux, Duško Knežević, remet une enveloppe de 200 000 dollars au maire de Podgorica de l'époque, Slavoljub Stijepović, pour financer la campagne électorale.

formation d'un gouvernement technique au Monténégro⁵⁵⁷ ou appelant à la démission d'Aleksandar Vučić en Serbie.⁵⁵⁸

Quand on regarde les progrès individuels du Monténégro, notre analyse a montré que ce pays a accompli des progrès considérables dans la coopération régionale et de bon voisinage. Contrairement à la Serbie, ce pays n'a pas de problèmes bilatéraux non résolus. Le Monténégro a également réalisé des progrès considérables dans les droits fondamentaux et la protection des droits et des minorités. Il a également atteint un progrès significatif dans le domaine de l'alignement des législations nationales avec *l'acquis communautaire*, ainsi que dans la préparation de certaines institutions pour la mise en œuvre de ces législations. Quand on regarde spécifiquement les chapitres de négociation, nous avons vu que le Monténégro avait le plus progressé dans les secteurs des droits des sociétés, des droits de propriété intellectuelle, d'énergie, de politique étrangère, de sécurité et de défense. Le Monténégro a atteint un niveau de préparation modéré dans la libre circulation des marchandises, la politique de la concurrence, la sécurité alimentaire, la fiscalité, l'union économique et monétaire, etc. Il a également fait de certains progrès dans le domaine de la réforme de l'administration publique et le renforcement des capacités en termes de ressources humaines du système judiciaire. Cependant, il y a encore beaucoup d'obstacles à surmonter pour satisfaire aux conditions *sine que non* de l'adhésion à l'UE, notamment dans les domaines de l'état de droit, de la lutte contre la corruption et le crime organisé ainsi que le respect de la liberté d'expression.

La Serbie a également progressé dans la réforme des administrations publiques, des droits fondamentaux et de politique migratoire. Ce pays se trouve néanmoins dans une position moins favorable par rapport au Monténégro car il doit faire encore plus d'efforts au niveau politique pour résoudre l'un de ses plus grands problèmes, la question du statut du Kosovo*. Elle constitue la deuxième question politique sur laquelle dépend le processus d'intégration de ce pays, en plus de la question de la coopération avec le Tribunal de La Haye, ce que la Serbie a réalisé avec succès. Cependant, la rupture du dialogue politique sur la normalisation des

⁵⁵⁷ Vijesti, "Državu branimo od gomile kriminalaca, blokiraćemo im sistem dok ne odu", 6 avril 2019, <https://www.vijesti.me/vijesti/politika/live-blog-gradanski-protest-u-podgorici> (Consulter le 15 mai 2019)

⁵⁵⁸ N1, "Jeremic says only demands are Serbian president's resignation and elections", <http://rs.n1info.com/English/NEWS/a469203/Jeremic-says-only-demands-are-Serbian-president-s-resignation-and-elections.html> (Consulter le 15 mai 2019)

relations entre Belgrade et Pristina, qui a eu lieu en décembre 2018 après la décision de Pristina d'imposer des taxes douanières sur les produits serbes, suivi de la réussite de la Serbie à empêcher l'adhésion du Kosovo à Interpol, ont considérablement ralenti l'avancement de ces deux pays vers l'UE. Ainsi, la Serbie est maintenant confrontée au risque de ne pas ouvrir de nouveaux chapitres s'il n'y aura pas une reprise du dialogue avec Pristina.

L'un des principaux problèmes qui est présent dans les deux pays est une forte ingérence politique du parti au pouvoir à tous les niveaux de la sphère publique, c'est-à-dire un fort contrôle de l'appareil administratif par les élites au pouvoir. Cela entrave le fonctionnement des institutions démocratiques en mettant en péril l'indépendance du système judiciaire et de l'administration publique, et en empêchant une lutte efficace contre la corruption et le crime organisé. Bien que des progrès aient été accomplis, ces pays devront procéder à des réformes supplémentaires pour renforcer l'indépendance du système judiciaire ainsi que la liberté des médias. Le cercle vicieux de la mauvaise gouvernance, y compris l'inefficacité de l'administration, le népotisme dans le recrutement public, l'abus des dépenses publiques doivent être rompus. La corruption est un problème systémique et elle est présente dans tous les domaines de la société de ces deux pays. Ce phénomène nécessite une lutte plus décisive et efficace pour l'éliminer de manière urgente. Notre analyse a aussi révélé que la liberté d'expression et l'indépendance des médias sont gravement menacées dans ces deux pays et ce sont des domaines où nous avons constaté une sorte de régression par rapport à la période précédente. Plus particulièrement, en Serbie, les médias publics sont fortement censurés et les journalistes sont intimidés par des pressions économiques, et souvent, ils optent à s'autocensurer.

Quand il s'agit de critères économiques, les deux pays sont évalués comme étant modérément préparés dans le développement d'une économie de marché. En effectuant une analyse selon les deux critères économiques, nous avons conclu que la transition vers l'économie de marché est bien engagée mais les faiblesses structurelles restent un défi majeur. Les faiblesses structurelles se reflètent dans la faible productivité de ces économies qui est causée par le sous-investissement, les institutions faibles et un environnement d'affaires défavorable.⁵⁵⁹ Pour

⁵⁵⁹ Sanfey P., and Milatovic J., "The Western Balkans in transition: diagnosing the constraints on the path to a sustainable market economy", European Bank for Reconstruction and Development, 1 février 2018, p.2

stimuler la convergence économique vers les États membres de l'UE, il est nécessaire d'accroître la productivité et les investissements. Même si la stabilité macroéconomique est actuellement atteinte, sa viabilité est mise en cause par un endettement public élevé, et parce que les coûts du service de la dette publique deviennent de plus en plus chers pour être financés par le PIB modeste de ces pays. L'endettement extérieur et les préoccupations concernant la viabilité des finances publiques constituent un des problèmes majeurs pour ces deux pays, et donc cela doit être résolu le plus rapidement possible, au même titre que le chômage chroniquement élevé et la répartition inégale des richesses. Ces pays doivent davantage améliorer l'environnement défavorable des affaires (qui sont causés par la faiblesse de l'état de droit, de la concurrence déloyale et de l'existence d'une économie informelle).

Des déséquilibres commerciaux persistent et il est nécessaire de les corriger. Ces pays ont besoin d'un réseau amélioré de routes et de chemins de fer car cela renforcerait la coopération et l'intégration régionale. Ils ont aussi besoin d'un développement parallèle de l'infrastructure et des transports publics locaux ainsi que d'une réindustrialisation. Seul un tel développement peut favoriser la croissance économique et créer des emplois.

Compte tenu de la nouvelle stratégie en faveur des Balkans occidentaux qui prévoit que les pays négociant l'adhésion à l'UE complètent le processus d'ici 2025, il est très important que le Monténégro et la Serbie accélèrent davantage le rythme des réformes dans les domaines problématiques pour être en mesure de rejoindre l'UE dans le délai imparti. Pour autant, il faut aussi que l'UE mette plus de pression sur les gouvernements respectifs afin de démontrer, de manière crédible, des résultats tangibles et durables. D'abord et avant tout, une approche proactive de la part de l'UE est nécessaire afin d'assurer que ces pays restent sur la voie de l'intégration européenne. Autrement, il y a là un risque de créer un sentiment général que les conditions pour l'adhésion ne soient pas une garantie à ce que ces pays deviennent un jour des États membres. Cette incertitude permettra aux élites dirigeantes des pays candidats et candidats potentiels de se détourner de la poursuite de la voie européenne et de se diriger vers des options alternatives, avec des puissances globales comme la Russie et la Chine, même si ces alternatives représentent un manque de progrès ou même un recul en termes de démocratisation. Du point de vue *realpolitik*, la Russie et la Chine ont des intérêts légitimes dans les Balkans occidentaux et chaque fois qu'il y a un manque d'intérêt de la part de l'UE pour cette région, cela encourage

ces acteurs globaux à augmenter leur influence dans la région. Ces derniers temps, l'influence politique russe s'est accrue, en particulier en Serbie, tandis que la Chine investit massivement dans les infrastructures pour renforcer sa position dans toute la région. L'UE doit donc montrer davantage une volonté politique de créer un élan pour accélérer le processus d'intégration et investir dans le soutien de partenaires légitimes et crédibles dans toute la région et pour y favoriser le développement démocratique et économique. En effet, comme l'a dit le Commissaire à l'Élargissement, Johannes Hahn, l'intégration de ces pays ainsi que de l'ensemble de la région est également dans l'intérêt de l'UE car " *l'UE ne sera complète que si les pays des Balkans occidentaux rejoignent le club Européen*".⁵⁶⁰

⁵⁶⁰ EURACTIV.com, "Hahn: EU 'will never be complete' without Western Balkan countries", 12 décembre 2016, <https://www.euractiv.com/section/enlargement/news/hahn-eu-will-never-be-complete-without-western-balkan-countries/> (Consulter le 15 mai 2019)

ANNEXE

Annexe 1 : La capacité du Monténégro à assumer les obligations d'adhésion en matière d'adaptation de l'acquis communautaire

Traduction des évaluations descriptives en évaluations quantitatives	1	2	3	4	5
Domaines Pilotes –Préparation à l'adhésion	Stade Précoce	Certain Niveau de Préparation	Modérément Préparé	Bon Niveau de Préparation	Bien Avancé
Progrès réalisés au cours des 12 derniers mois – Niveau de progrès	En arrière (Situation détériorée)	Pas de Progrès	Certains progrès	Bon Progrès	Très Bon Progrès
1. Libre circulation des marchandises			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
2. Libre circulation des travailleurs		Certain Niveau de Préparation (2)			
			Certains progrès (3)		
3. Droit d'établissement et libre prestation de services			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
4. Libre circulation des capitaux			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
5. Marchés publics			Modérément Préparé (3)		
		Pas de progrès (2)			
6. Droit des sociétés				Bon Niveau de Préparation (4)	
				Bon Progrès (4)	
7. Droits de propriété intellectuelle				Bon Niveau de Préparation (4)	
			Certains progrès (3)		
8. La politique de la concurrence			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
9. Services financiers			Modérément Préparé (3)		
				Bon Progrès (4)	
10. Société de l'information et médias			Modérément Préparé (3)		
		Pas de progrès (2)			
11. Agriculture et développement rural			Modérément Préparé (3)		
				Bon Progrès (4)	
12. Sécurité alimentaire, politique vétérinaire et phytosanitaire			Modérément Préparé (3)		
				Bon Progrès (4)	

13. Pêche	Stade Précoce (1)				
				Bon Progrès (4)	
14. Politique des transports				Bon Niveau de Préparation (4)	
				Bon Progrès (4)	
15. Énergie				Bon Niveau de Préparation (4)	
			Certains progrès (3)		
16. Fiscalité			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
17. L'Union économique et monétaire			Modérément Préparé (3)		
				Bon Progrès (4)	
18. Statistiques			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
19. Politique sociale et emploi		Certain Niveau de Préparation (2)			
			Certains progrès (3)		
20. Politique d'entreprise et politique industrielle			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
21. Réseaux transeuropéens			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
22. Politique régionale et coordination des instruments structurels			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
23. Appareil judiciaire et droits fondamentaux			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
24. Justice, liberté et sécurité			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
25. Science et recherche				Bon Niveau de Préparation (4)	
			Certains progrès (3)		
26. Éducation et culture				Bon Niveau de Préparation (4)	
				Bon Progrès (4)	
27. Environnement		Certain Niveau de Préparation (2)			
			Certains progrès (3)		
28. Les consommateurs et protection de la santé			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
29. Union douanière			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
30. Relations extérieures				Bon Niveau de Préparation (4)	

			Certains progrès (3)		
31. Politique étrangère, de sécurité et de défense				Bon Niveau de Préparation (4)	
			Certains progrès (3)		
32. Contrôle financier			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
33. Dispositions financières et budgétaires	Stade Précoce (1)				
			Certains progrès (3)		
34. Institutions	Il n'y a rien à adopter				
État de préparation général pour l'adhésion à 6 domaines politiques pilotes - Note moyenne	3				
Évaluation globale des progrès accomplis au cours des 12 derniers mois - Note moyenne	3.1				



Annexe 2 : La capacité de la Serbie à assumer les obligations de l'adhésion en matière d'adaptation de l'acquis communautaire

Traduction des évaluations descriptives en évaluations quantitatives	1	2	3	4	5
Domaines Pilotes –Préparation à l'adhésion	Stade Précoce	Certain Niveau de Préparation	Modérément Préparé	Bon Niveau de Préparation	Bien Avancé
Progrès réalisés au cours des 12 derniers mois – Niveau de progrès	En arrière (Situation détériorée)	Pas de Progrès	Certains progrès	Bon Progrès	Très Bon Progrès
1. Libre circulation des marchandises			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
2. Libre circulation des travailleurs			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
3. Droit d'établissement et libre prestation de services			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
4. Libre circulation des capitaux			Modérément Préparé (3)		
		Pas de progrès (2)			
5. Marchés publics			Modérément Préparé (3)		
		Pas de progrès (2)			
6. Droit des sociétés				Bon Niveau de Préparation (4)	
		Pas de progrès (2)			
7. Droits de propriété intellectuelle				Bon Niveau de Préparation (4)	
		Pas de progrès (2)			
8. La politique de la concurrence			Modérément Préparé (3)		
		Pas de progrès (2)			
9. Services financiers			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
10. Société de l'information et médias			Modérément Préparé (3)		
		Pas de progrès (2)			
11. Agriculture et développement rural		Certain Niveau de Préparation (2)			
				Bon Progrès (4)	
12. Sécurité alimentaire, politique vétérinaire et phytosanitaire			Modérément Préparé (3)		
		Pas de progrès (2)			

13. Pêche			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
14. Politique des transports				Bon Niveau de Préparation (4)	
				Bon Progrès (4)	
15. Énergie			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
16. Fiscalité			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
17. L'Union économique et monétaire			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
18. Statistiques			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
19. Politique sociale et emploi			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
20. Politique d'entreprise et politique industrielle			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
21. Réseaux transeuropéens			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
22. Politique régionale et coordination des instruments structurels			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
23. Appareil judiciaire et droits fondamentaux		Certain Niveau de Préparation (2)			
			Certains progrès (3)		
24. Justice, liberté et sécurité		Certain Niveau de Préparation (2)			
			Certains progrès (3)		
25. Science et recherche				Bon Niveau de Préparation (4)	
			Certains progrès (3)		
26. Éducation et culture				Bon Niveau de Préparation (4)	
			Certains progrès (3)		
27. Environnement		Certain Niveau de Préparation (2)			
			Certains progrès (3)		
28. Les consommateurs et protection de la santé			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
29. Union douanière				Bon Niveau de Préparation (4)	
			Certains progrès (3)		
30. Relations extérieures			Modérément Préparé (3)		

		Pas de progrès (2)			
31. Politique étrangère, de sécurité et de défense			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
32. Contrôle financier			Modérément Préparé (3)		
			Certains progrès (3)		
33. Dispositions financières et budgétaires	Stade Précoce (1)				
			Certains progrès (3)		
34. Institutions	Il n'y a rien à adopter				
35. Normalisation des relations avec le Kosovo	Plus d'effort est nécessaire				
État de préparation général pour l'adhésion à 6 domaines politiques pilotes - Note moyenne	3				
Évaluation globale des progrès accomplis au cours des 12 derniers mois - Note moyenne	2.8				

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS OFFICIELS

AGENCIJA ZA ANTIKORUPCIJU, *Zakon o sprječavanju korupcije*, 2017.

AKCIJA ZA LJUDSKA PRAVA, *Izvestaj o realizaciji strategije reforme pravosuđa 2014-2018*, 2017.

AGENCIJA ZA NACIONALNU BEZBJEDNOST, *Strategija za prevenciju i suzbijanje terorizma, pranja novca i finansiranje terorizma*, 2018.

BANQUE CENTRALE EUROPEENNE, *Le processus d'intégration économique européenne*, 2007.

BERTELSMANN TRANSFORMATION INDEX, *BTI 2018 Country Report: Serbia*, 2018.

BERTELSMANN TRANSFORMATION INDEX, *BTI 2018 Country Report: Montenegro*, 2018.

CENTRAL EUROPEAN FREE TRADE AGREEMENT, *Agreement on the amendment of and Accession to the Central European Free Trade Agreement*, 2006.

CENTAR ZA MONITORING I ISTRAZIVANJE (CEMI), *Sažeti prijedlog praktične javne politike-Politička kriza u Crnoj Gori: Između rješenja i ka rješenju*, 2017.

CENTAR ZA MONITORING I ISTRAZIVANJE (CEMI), *Rezultati lokalnih izbora mogu uticati na strategiju opozicije*, 2017.

CENTAR ZA GRADJANSKO OBRAZOVANJE, INSTITUTE ALTERNATIVA, CEMI, CENTAR ZA RAZVOJ NEVLADINIH ORGANIZACIJA, *Montenegro: between reform leader and reform simulacrum*, 2018.

CENTRER ZA DEMOKRATSKU TRANZICIJU, *Procjena Napretka Crne Gore u ispunjavanju politickih kriterijumi u pregovorima sa EU: Prvi dio: Procjena napretka u oblastima pravosuđe, borba protiv korupcije i mediji*, 2017.

CONSEIL DE L'EUROPE, *Convention pénale sur la corruption, Convention civile sur la corruption*.

EUROPEAN COMMISSION, *A credible enlargement perspective for and enhanced EU engagement with the Western Balkans*, Strasbourg, 2018; *Enlargement Strategy and Main Challenges 2011-2012*, 2011; *Enlargement Strategy 2013-2014*, 2013; *Regional cooperation*

in the Western Balkans-A policy priority for the European Union, 2005; EU-Western Balkan academic cooperation through Erasmus+, 2018.

EUROPEAN COMMISSION, *Traité d'Amsterdam, 1997; Traité sur l'Union européenne, 2012.*

EUROPEAN COMMISSION, *Montenegro Progress Report 2018, Commission staff working document, COM (2018), Brussels, 2018; Montenegro Progress Report 2016, Commission staff working document, COM (2016), Brussels, 2016; Montenegro Progress Report 2019, Commission staff working document, COM (2019), Brussels, 2019.*

EUROPEAN COMMISSION, *Serbia Progress Report 2016, Commission staff working document, COM (2016), Brussels, 2016; Serbia Progress Report 2018, Commission staff working document, COM (2018), Brussels, 2018; Serbia Progress Report 2019, Commission staff working document, COM (2019), Brussels, 2019.*

EUROPEAN COMMISSION, *Press release Strategy for the Western Balkans: EU sets out new flagship initiatives and support for the reform-driven region, Strasbourg, 2018; Commission Opinion on Montenegro's application for membership of the European Union, Brussels, 2010.*

EUROPEAN COMMISSION REPRESENTATION IN MALTA, *60 good reasons for the EU" - Why we need the European Union, 2017.*

EUROPEAN PARLIAMENT, *The Western Balkans and the EU Enlargement and challenges, 2018.*

EUROPEAN FORUM FOR DEMOCRACY AND SOLIDARITY, *Montenegro Country Report 2018, 2018; Serbia Country Report 2017, 2017; Serbia Country Report 2018, 2018.*

EUROPEAN POLICY CENTER, *(Un)success of Public Administration Reform in Serbia, 2016.*

EUROPEAN BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPPEMENT, *Montenegro Transition Report 2018-19, 2018; Serbia: Transition Report 2018-2019, 2018.*

FREEDOM HOUSE, *Nations in Transit 2017: Montenegro Country Profile, 2017; Transition Report on Montenegro 2018, 2018; Serbia-Nations in Transit 2018, 2018; Freedom in the World 2018, 2018.*

INTERNATIONAL MONETARY FUND, *Serbia: Concluding Statement of the Mission for the 2017 Article IV Consultation and the Seventh Review under the Stand-By Arrangement (SBA), 2017; IMF Executive Board Concludes 2018 Article IV Consultation with Montenegro, 2018; IMF Executive Board Completes First Review Under the Policy Coordination Instrument for the Republic of Serbia, 2018.*

- INSTITUTE ALTERNATIVA, *Public Administration Reform: How Far Is 2020?*, 2017, *Toward a better administration in Montenegro: Good progress or modest preparation?*, 2018.
- KANCELARIJA ZA BORBU PROTIV TRGOVINE LJUDIMA, *Strategija za borbu protiv trgovine ljudima crna gora*, 2017.
- MONTENEGRIN EMPLOYERS FEDERATION, *Informal Economy in Montenegro- The Enabling Environment for Sustainable Enterprises in Montenegro*, 2017.
- MINISTARSTVO JAVNE UPRAVE CRNE GORE, *Zakon o državnim sluzbenicima i namjesticima*, 2018, *Strategija reforme javne uprave u Crnoj Gori za period 2011-2016*, 2011.
- MINISTARSTVO FINANSIJA CRNE GORE, *Program reforme upravljanja javnim finansijama 2016-2020*, 2018; *Izveštaj o državnom dugu na dan 30.06.2018*, 2018; *Fiskalna strategija Crne Gore 2017 – 2020*, 2017.
- MINISTARSTVO PRAVDE CRNE GORE, *Strategija reforme pravosuđa 2014-2018*, 2013.
- MINISTARSTVO PRAVDE CRNE GORE, *Nacrt zakona o oduzimanju imovine stečene krivičnim djelom sa obrazloženjem*, 2015.
- MINISTARSTVO PRAVDE CRNE GORE, *Zakon o državnom tužilaštvu*, 2003.
- MINISTARSTVO PRAVDE CRNE GORE, *Zakon o Specijalnom državnom tužilaštvu*, 2016.
- MINISTARSTVO ZDRAVLJA, *Strategija Crne Gore za sprečavanje zloupotrebe droga 2013-2020*, 2013.
- MINISTARSTVO ZA EKONOMSKI RAZVOJ CRNE GORE, *Strategija razvoja energetike Republike Crne Gore do 2030. godine*, 2014.
- MINISTARSTVO DRZAVNE UPRAVE I LOKALNE SAMOUPRAVE REPUBLIKE SRBIJE, *Akcioni plan za sprovođenje Strategije reforme javne uprave*, 2018.
- MINISTARSTVO ZA EVROPSKE INTEGRACIJE REPUBLIKE SRBIJE, *Nacionalni program za usvajanje pravnih tekovina Evropske unije*, 2014.
- MINISTARSTVO PRAVDE REPUBLIKE SRBIJE, *National Judicial Reform Strategy for the period 2013-2018*, 2018.
- MINISTARSTVO PRAVDE REPUBLIKE SRBIJE, *Nacionalna strategija za borbu protiv korupcije u Republici Srbiji*, 2018; *Akcioni plan za poglavlje 23*, 2016.
- NATIONAL ALLIANCE FOR LOCAL ECONOMIC DEVELOPMENT, *Shadow economy in Serbia in 2017*, 2017.
- NATO Defense College Foundation, *The Western Balkans at a crossroads*, 2018.

ORGANIZATION FOR SECURITY AND COOPERATION IN EUROPE, *Montenegro Parliamentary Elections 2016*, 2016; *Montenegro Presidential Election 2018*, 2018; *Final report on Serbia's presidential election by OSCE/ODIHR reiterates need for comprehensive review of legislation, recommends measures to improve conduct of elections*, 2017.

OECD, *The Principles of Public Administration*, 2017; *The 2017 SIGMA Monitoring Report*, "The principles of public administrations: Serbia report, 2017.

OPEN SOCIETY, *When the Law Doesn't Rule*, 2018.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL, *Serbia: overview of political corruption*, 2014; *Corruption Perceptions Index*, 2018.

U.S. DEPARTMENT OF STATE, *The Country Reports on Human Rights Practices for 2014*, 2014; *The Country Reports on Human Rights Practices for 2017*, 2017; *Investment Climate Statements for 2018*, 2018; *2015 Investment Climate Statement – Montenegro*, 2015.

U.S. CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, *Country Comparison: Distribution of Family Income- Gini Index*, 2018.

UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (USAID), *2017 Civil Society Organization Sustainability Index for Central and Eastern Europe and Eurasia 21st Edition*, 2018.

UPRAVA POLICIJE CRNE GORE, *Mid-Term SOCTA Review 2015: Supplement to the Serious and Organised Crime Threat Assessment of Montenegro*, 2015.

UNODC, *Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée ; Convention des Nations Unies contre la corruption*.

UNDP, *National Human Development Report 2016 on Informal Work*, 2016.

VLADA CRNE GORE, *Zakon o javnim nabavkama Crne Gore*, 2017 ; *Zakon o finansiranju političkih subjekata i izbornih kampanja*, 2017 ; *Zakon o zabrani diskriminacije*, 2017.

VLADA REPUBLIKE SRBIJE, *Ustav Republike Srbije VII Teritorijalno uređenje*, 2006; *The Brussels Agreements between Serbia and Kosovo*, 2013; *Krivični zakonik Republike Srbije*, 2017; *Закон о заштити лица која пријављују корупцију*

WORLD BANK GROUP, *Western Balkans Regular Economic Report No.14 :Higher But Fragile Growth*, 2018; *Doing Business Report*, 2018.

WORLD ECONOMIC FORUM, *The Global Competitiveness Report 2017–2018*.

WORLD JUSTICE PROJECT, *Rule of Law Index*, 2018.

OUVRAGES

BARTHEM M, A., *Economie de l'Union européenne 4^e édition*, Economica, Paris, 2011.

BURSON MARSTELLER, *Big Bang, Smaller Shocks: 2004 Enlargement Impact on EU Policies and Processes*, 2006.

DROUET M., *La spécificité du communisme yougoslave*, Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2003.

ESTRIN S., *Self-management: economic theory and Yugoslav practice*, Cambridge University Press, New York, 1983.

KUZNETS, S. *The economic growth of small nations*, E.A.G. Robinson (ed.) *The economic consequences of the Size of Nations*, London, 1960.

LASSERRE G., *Où en est l'autogestion yougoslave ?*, Revue économique, 1964.

MORRISON K., *Montenegro: A modern history*, London, 2009.

SILJAK Dz., NAGY, S.G., *The effects of the crisis on the convergence process of the Western Balkan countries towards the European Union*, Budapest, 2018.

STIGLITZ Joseph E., CHARLOTON Andrew. *Pour un commerce mondial plus juste: Comment le commerce peut promouvoir le développement*, Paris: Fayard, 2005

STIGLITZ Joseph E., *Un autre monde : Contre le fanatisme du marché*, New York, Fayard, 2006.

SIMON G., *An Economic History of Socialist Yugoslavia*, Corvinus University of Budapest, 2012.

WOODWARD L. S., *Socialist Unemployment: The Political Economy of Yugoslavia, 1945-1990*, Princeton University Press, 1995.

WOODWARD L. S., *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution After the Cold War*, Brookings Institution Press, 1995.

ZIZMOND E., *The Collapse of the Yugoslav Economy*, Soviet Studies, 1992.

ARTICLES

ARCHICK K., *The European Union Ongoing Challenges and Future Prospects*, Congressional Research Service, 2016.

ANDREEV S., *The Post-Accession Crisis in Bulgaria and Romania. Lessons Learned and Perceived Effects upon Future EU Enlargements*, University of Kent, Brussels, 2009

EVERY G., *Enlargement Policy in Perspective: EU Member States and Enlargement Towards the Balkans*, European Policy Centre, 2015.

AGHAYEV, E., *Relations Between Russia and Serbia*, European Researcher, 2017

BONOMI M., *The EU and the Western Balkans: A region of opportunities, not only of risks*, Doc Research Institute, 2018.

BIEBER F., KMEZIC, M., *Policy brief EU enlargement in the Western Balkans in a time of uncertainty*, BiEPAG, 2016.

BRŠOKOSKA J., ĐOKMANOVIĆ M., *Learning by Doing: The EU's Transformative Power and Conflicts in the Western Balkans*, Croatian International Relations Review, 2017.

BERNAL, R.L., *Small Developing Economies in the World Trade Organization*, World Bank Conference, Washington DC, 2001.

BEJLOS M., *Who are the protesters in Serbia, and what do they really want?*, Belgrade Centre for Security Policy, 2017.

BARAC D., *Ekonomija Srbije danas – zavisnost od kredita koja traje*, Nova Srpska Politicka Misao, 2012.

BALFOUR R. STRATULAT C., *The democratic transformation of the Balkans*, European Policy Center, 2011.

BAROVIĆ G., *Pregled prirodnih resursa balkana i njihovo koriscenje*, Univerzitet Crne Gore, 2003.

BERAHA I., ĐURICIN S., *Stanje srpske privrede u poredjenju sa bivsim republikama dvadeset godina nakon raspada SFRJ*, Institut ekonomskih nauka, Beograd, 2011.

BARTLETT W., PRICA I., *The Deepening Crisis in the European Super-periphery*, 2013.

BELOPAVLOVIĆ G., ĐUKIĆ M., *Development of Serbian Banking Sector: a comparison with the Western Balkan Countries*, Ministry of Science and Technological Development of the Republic of Serbia, 2011.

- DABROWSKI M., MYACJENKOVA Y., *The (economic) ties that bind: The Western Balkans and the EU*, Bruegel blog, 2016
- DABROWSKI M., MYACJENKOVA Y., *The Western Balkans on the road to the European Union*, 2018.
- DALLARA C., *Democracy and Judicial Reforms in South-East Europe: Between the EU and the Legacies of the Past*, National Research Council, Bologna, 2014.
- DAALDER I. H., *Decision to Intervene: How the War in Bosnia Ended*, Bookings, 1998.
- DUBLJEVIC R., *Pet godina od Deklaracije nezavisne Crne Gore*, Matica, 2011.
- DUROVIC G., JECIMOVIC D., *Implementation of the *acquis* as the most important part in further integration phases of Montenegro*, Univerzitet Donja Gorica, 2010.
- DJUROVIC G., *Evropska Unija i Crna Gora*, EU Info centar, Podgorica, 2016.
- FOUERE E., BLOCKMANS S., *The 'Berlin Process' for the Western Balkans – Is it delivering?*, Brussels, 2017.
- GASPARD M., *Les élargissements de l'Union dans les Balkans occidentaux: état des lieux et perspectives*, Politique étrangère. 2007.
- GLIGOROV V., *Deepening and widening the Europe*, Pescanik, 2012.
- GRIEVESON R., GRUBLER J., HOLZNER M., *Western Balkans EU Accession: Is the 2025 Target Date Realistic?*, Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche, 2018.
- HOTI A., GERGURI D., *The Copenhagen Political Criteria for Joining the EU: The Case of Kosovo*, 2017.
- HARAMIJA P., NJAVRO Đ., *Tranzicija i njezini rezultati — zašto tranzicija iz komunističkog u demokratski sustav tržišnog gospodarstva nije ostvarila očekivanja, Zagrebačka škola ekonomije i managementa*, 2016.
- JAKOBI T., *Meka cenzura: Promene u medijskom sektoru – sa goreg na lošije*, Balkan Investigative Reporting Network, 2016.
- KMEZIC M., *The Western Balkans and EU Enlargement: Lessons Learned, Way Forward and Prospects Ahead*, European Parliament, 2015.
- KRSTIC, M., *SFR Jugoslavija tokom perioda hladnog rata i aktuelna srpska spoljna politika*, Antropologija, 2011.
- KRSTIC G., *Why income inequality is so high in Serbia: Empirical evidence and a measurement of the key factors*, *Economic Annals*, 2016.

KEKIC L., *Assessing and Measuring Progress in the Transition*, Economist Intelligence Unit, *Country forecast economies in transition eastern europe and the former Soviet Union – regional overview*, 1996.

LAZAREVIC M., MAJSTORIVIC S., *EU's Benchmarking within Chapters 23 and 24 in Accession Negotiations with Serbia: Effects and Challenges*, Bencher-European Policy Centre, Belgrade, 2018.

LIPOVINA BOZOVIC M., CEROVIC SMOLOVIC J., *Evidence on Economic Growth and Financial Development in Montenegro*, University of Montenegro, 2016.

MISCEVIC T., *Savremeni izazovi politike proširenja Evropske unije na Zapadni Balkan*, Fakultet političkih nauka, Univerzitet u Beogradu, 2016.

MISCEVIC T., MRAK, M., *The EU Accession Process: Western Balkans vs EU-10*, Croatian Political Science Review, 2017.

MILANOVIC T., *Kriza 1980-ih u Jugoslaviji i međunarodni pogledi*, Casopis studenata povijesti Sveučilišta u Zadru, 2011.

NOVAKOVIC S., DJURANOVIC D., *Korupcija u tranziciji*, 2016.

OBRADOVIC M., *Hronika tranzicionog groblja: Privatizacija društvenog kapitala u Srbiji 1989-2012*, Izdavačka kuća Filip Višnjić, 2017.

PASIC L., *Democracy, 25 years after Yugoslavia*, Open Democracy, 2016.

PEJOVIC A.A., *Brisel: Evropska perspektiva Zapadnog Balkana- primjer Crne Gore kao prve zemlje Novog pristupa Evropske unije*, Ministarstvo vanjskih poslova, 2014.

PEJOVIC A.A., *Varijabilna realnost Zapadnog Balkana u kontekstu evropske integracije*, Pravni fakultet, Univerzitet u Beogradu, 2017.

PEJOVIC A.A., LUKIC D., *EU Accession Negotiations: Analysis of Benchmarks for Montenegro through comparison with Croatia and Serbia*, Ministry of European Affairs, 2018.

PETRUTSCH W., FREUND P., *External actors and European integration in the Western Balkans*, 2018.

PETAK Z., *Politička ekonomija Jugoslavije 1970.-1990*, Fakultet političkih znanosti Sveučilišta u Zagrebu.

PETAK Z., *The Political Economy Background of Yugoslav Dissolution*, University of Zagreb, 2014.

RAJSIC P., *The Economy of Tito's Yugoslavia: Delaying the Inevitable Collapse*, University of Waterloo, 2014.

- RISTANOVIC V., TOSOVIC-STEVANOVIC, A., *Značaj programa podrške EU zemljama Zapadnog Balkana- Primer Republike Srbije*, Poslovna Ekonomija, 2016.
- RICHET Xavier, Mollet Magalie. *Transformation économiques et stratégies de rattrapage en Europe de l'Est. Quelles leçons de l'expérience Hongroise pour les économies balkaniques?*, Paris : Revue Région et Développement, 2003.
- RAJSIC P., *Ekonomija Titove Jugoslavije: odlaganje neminovnog kraha*, 2014.
- RADOVIC M., JOVOVIC M., BAJEC J., *Macroeconomic aspects of privatisation in Montenegro*, Journal for Labour and Social Affairs in Eastern Europe, 2009.
- RADOJEVIC P., *Dizajn proizvoda i pakovanja kao činilac konkurentnosti preduzeća u Srbiji*, Ekonomski fakultet u Subotici Univerziteta u Novom Sadu, Novi Sad, 2011.
- SIMURDIC M., *Zapadni Balkan između geografije i geopolitike*, Fondacija Fridrih Ebert, Beograd, 2016.
- SOKIC A., *ALECE et Balkans occidentaux : entre intégrations régionale et européenne*, Courrier des Pays de l'Est, 2004.
- SACHS J., LIPTON D., *How Yugoslavia can save itself*, 1989.
- SANFEY P., MILATOVIC J., *The Western Balkans in transition: diagnosing the constraints on the path to a sustainable market economy*, European Bank for Reconstruction and Development, 2018.
- TOGLHOFFER T., ADEBAHR C., *Firm supporter and severe critic—Germany's two-pronged approach to EU enlargement in the Western Balkans*, Journal of Southeast European and Black Sea, 2017.
- TERRENOIRE A., *Les Balkans occidentaux et l'Union européenne*, Journaux officiels, Paris 2007.
- UVALIC M., *Zasto Zapadni Balkan kasni za Centralnom i Istočnom Evropom?*, Università degli Studi di Perugia, 2011.
- UVALIC M., *The rise and fall of market socialism in Yugoslavia*, 2018.
- UVALIC M., *Investment and Property Rights: The Long Transition to a Market Economy*, Cambridge University Press. 1992.
- UVALIC M., CVIJANOVIC V., *Towards A Sustainable Economic Growth and Development in the Western Balkans*, Friedrich Ebert Foundation, Zagreb, 2018.
- VUKADINOVIC N., *"Où va la Serbie?"*, SciencesPo, 2011.

VUKOVIC V., *Privatizacija i razvoj tržišta kapitala kao dio programa ekonomskih reformi u Crnoj Gori*, Podgorica, 2016.

WALLACE. H, *Adapting to Enlargement of the European Union, Institutional Practice since May 2004*, Trans European Policy Studies Association, Brussels, 2007.

XHEMAILI M, *Challenges of Western Balkan Countries on Their Road to EU Integration*, European Journal of Social Sciences Education and Research, 2016.

LIENS ELECTRONIQUES

www.dailysabah.com
www.eurosorbonne.eu
www.europa.ba
www.carnegieeurope.eu
www.politico.eu
www.eeas.europa.eu
www.europa.rs
www.ec.europa.eu
www.lefigaro.fr
www.balkans.aljazeera.net
www.euractiv.com
www.touteurope.eu
www.ba.n1info.com
www.bookshop.europa.eu
www.ladocumentationfrancaise.fr
www.openeurope.org.uk
www.europeanmovement.eu
www.unhcr.org
www.eu.me
www.blogactiv.eu
www.rtbfb.be
www.rcc.int
www.energy-community.org
www.ft.com
www.foreignaffairs.com
www.europeanwesternbalkans.com
www.warsawinstitute.org
www.scmp.com
www.delimne.ec.europa.eu
www.gov.me
www.skupstina.me
www.balkaninsight.com
www.vijesti.me
www.slobodnaevropa.org
www.portalanalitika.me
www.rtcg.me

www.danas.rs
www.europeanforum.net
www.nato.int
www.kodex.me
www.bbc.com
www.blic.rs
www.lemonde.fr
www.reuters.com
www.osce.org
www.mans.co.me
www.theguardian.com
www.voanews.com
www.uawire.org
www.slobodnaevropa.org
www.mondo.me
www.rs.undp.org
www.unmik.unmissions.org
www.rks-gov.net
www.b92.net
www.novosti.rs
www.politika.rs
www.diplomatie.gouv.fr
www.foreignpolicy.com
www.dw.com
www.crisisgroup.org
www.euractiv.com
www.dailyherald.com
www.ouest-france.fr
www.europeanwesternbalkans.com
www.lorientlejour.com
www.parlament.gov.rs
www.euronews.com
www.business-anti-corruption.com
www.fatf-gafi.org
www.safejournalists.net
www.beta.rs
www.worldbank.org
www.bif.rs
www.monstat.org
www.wto.org
www.forbes.co
www.bankar.me
www.tradingeconomics.com
www.privrednakomora.me
www.stat.gov.rs
www.data.worldbank.org
www.demostat.rs

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : T.C. GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
Enstitü : SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
Hazırlayanın Adı Soyadı : Amina DEDEİÇ
Tez Başlığı : Evaluation du processus d'adhésion des pays des Balkans
Occidentaux à l'Union européenne : Etude de cas du Monténégro et de la Serbie
Savunma Tarihi : 28 /06 / 2019
Danışmanı : Doç.Dr.Menent SAVAŞ CAZALA

JÜRİ ÜYELERİ

Unvanı, Adı Soyadı

İmza

Doç.Dr.Beyza TEKİN



Doç.Dr.Menent SAVAŞ CAZALA



Dr.Öğretim Üyesi Nihal EMİNOĞLU



Enstitü Müdürü

Prof. Dr. M. Yaman ÖZTEK

